

inprecor

Barcelone 300 000 contre l'Europe du Capital



Congo : Éthnisme néolibéral

Sénégal : Enigmes de l'après-alternance

DOSSIER : SECOND FORUM SOCIAL MONDIAL

Russie : Le pari stratégique de Vladimir Poutine

Économie : EnronOnline et l'économie pas si nouvelle

Italie : Les mobilisations crescendo

Portugal : Retour de la droite

OMC, après Doha

Argentine le paysage de la grande révolte



Union européenne

Barcelone contre l'Europe du capital Josep Maria Antentas 3

Portugal

Le retour de la droite au pouvoir Sérgio Vitorino 7

Russie

Le pari stratégique de Vladimir Poutine Jean-Marie Chauvier 9

Argentine

Le paysage de la grande révolte Claudio Katz 11

Un pouvoir ouvrier et populaire se construit Ernesto Herrera 16

Résolution de l'Assemblée nationale des travailleurs Document 17

Nouvelles de l'Internationale

Réunion du Comité exécutif international [J.M.] 18

Non au déploiement des troupes US aux Philippines ! Déclaration du CEI 18

COLOMBIE : Arrêtez les bombardements au Caguan ! Déclaration du SU 18

DOSSIER FORUM SOCIAL MONDIAL

Forum social mondial II Livio Maitan 19

De l'événement au mouvement Salvatore Cannavò 20

Appel des mouvements sociaux Document 22

Dix thèses sur un autre monde possible Document 24

Un progrès significatif José Correa Leit 25

La Marche mondiale des femmes à Porto Alegre entretien avec Nadia De Mond 26

Le Foro de São Paulo révèle les clivages Fermin González 27

Tribunal international de la dette Denise Mendez 29

Congo (Brazzaville)

Ethnisme néolibéral Jean Nanga 32

Fonds pour la diffusion d'Inprecor en Afrique noire

Compte rendu des recettes (réd.) 40

Sénégal

De l'alternance au besoin d'une alternative Badara Ndiaye 41

Être femme au Sénégal entretien avec Bamby Sumarée 46

Économie

L'Organisation mondiale du commerce après Doha Sophie Joanny 49

EnronOnline et l'économie pas si nouvelle Andrew Pollack 53

Notes de Lectures

Trois livres sur le trotskysme Jean-Michel Krivine 64

Les Trotskysmes, par Daniel Bensaïd Livio Maitan 65

Le viol de l'imaginaire, par Aminata Traoré Jean-Marie Chauvier 67

Italie

Les mobilisations crescendo Livio Maitan 68

Inprecor sur le web !

Vous pouvez consulter *Inprecor* sur son site réalisé par nos camarades québécois :

<http://www.inprecor.org>

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secretariat unifié de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source. Editée par la PECEI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECEI, BP 85,
75522 PARIS Cedex 11, France.
Tél. : 33/0 1 49 28 54 88
Fax : 33/0 1 49 28 54 87
E-mail :

100641.2324@compuserve.com

Directeur de publication, gérant :

Jan Malewski.

Rédaction : J. Malewski, J.-M. Krivine

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106

Montreuil Cedex, France.

Diffusé dans les librairies par

DIF' POP' SARL, 21^{ème} rue Voltaire,

75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

Abonnement

(11 numéros)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique 30 EUR (6 mois) 55 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois) 71 EUR (1 an)
- Pli fermé 48 EUR (6 mois) 90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Tél./Fax/E-mail :

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECEI", à adresser à PECEI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECEI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECEI", CCP n° 3.900.41 N Paris, France.

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).

Barcelone contre l'Europe du capital

Par
Josep Maria Antentas*

Les récentes mobilisations de Barcelone contre le Conseil européen des 15 et 16 mars ont constitué une réussite politique incontestable. Elles ont marqué un avant et un après dans le développement du mouvement contre la mondialisation capitaliste dans l'État espagnol et pourront servir à impulser le démarrage d'un nouveau cycle de mobilisations dans l'État espagnol et en Catalogne.

A l'échelle internationale, les mobilisations de Barcelone se sont déroulées dans le contexte de l'après 11 septembre. Si les manifestations de Bruxelles avaient constitué un premier baptême du feu, réussi, le IIe Forum social mondial de Porto Alegre a permis de mesurer le bon état de santé du mouvement, malgré le tournant réactionnaire de la politique mondiale impulsé par Bush après le 11 septembre. Les mobilisations de Barcelone, les premières en Europe après Porto Alegre, ont donc servi à montrer, une fois de plus, que les opposants à la mondialisation néolibérale étaient plus déterminés que jamais.

Il faut noter cependant que le profil international des mobilisations de Barcelone était assez faible, car il ne s'agissait que du premier sommet des chefs d'État de l'Union européenne (UE) sous la présidence espagnole. Or, comme c'est devenu l'habitude, le principal rendez-vous international lors de chaque présidence européenne est la rencontre entre chefs d'État qui met fin à la présidence semestrielle de l'UE — elle aura lieu à Séville les 22 et 23 juin.

Dans le cadre de l'État espagnol, les mobilisations de Barcelone doivent être replacées dans un contexte de redémarrage des mobilisations sociales, bien que de manière partielle et inégale, et d'augmenta-

tion du mécontentement vis-à-vis de la politique gouvernementale du Parti populaire (PP, droite libérale au pouvoir depuis 1996), et aussi de Convergencia i Union (CiU, autonomistes catalans de centre-droit) en Catalogne.

Le contexte des mobilisations

Plusieurs fronts se sont ouverts durant ces derniers mois, dont voici les principaux :

● Tout d'abord, les mobilisations étudiantes contre la Loi organique des Universités, qui

l'Union générale du travail (UGT, syndicat proche du PSOE).

● En deuxième lieu, les mobilisations massives contre le Plan hydrologique national, dont l'impact dans les zones les plus touchées (Aragon et communes du bassin de l'Èbre en Catalogne) serait d'une ampleur colossale (1). Le 10 mars, une semaine avant le sommet européen, le mouvement contre le Plan hydrologique national a mobilisé 200 000 personnes à Barcelone.

● En troisième lieu, les mobilisations des immigrants sans papiers, dont le catalyseur fut l'entrée en vigueur de la nouvelle Loi sur les Étrangers au début de 2001. Ce mouvement s'est exprimé avec force à diverses occasions, comme c'est actuellement le cas dans la province d'Almería (2).

● Il faut aussi souligner l'apparition de plusieurs luttes syndicales, certaines ayant un grand impact social, comme celle de Sintel (3) et d'autres de caractère beaucoup plus local et moins connues (Miniwatt, Lear, etc.). Malgré ces luttes, nous n'avons pas assisté à des affrontements sociaux d'ampleur. La situation générale du monde du travail se ressent de l'orientation démobilisatrice des centrales syndicales majoritaires, CCOO et l'UGT.

● Enfin, il faut évoquer le rôle de plus en plus important du mouvement antiglobalisation lui-même qui, depuis les mobilisations



Photo : Col·lectiu per una Esquerra Alternativa (IV Internacional)

connurent leur apogée avec la grève étudiante du 14 novembre dernier — qui eut lieu le 13 novembre en Catalogne — qui fit descendre dans la rue 300 000 étudiants. La grève a été impulsée dans la majorité des universités par les assemblées générales étudiantes, autour d'une plate-forme combative qui déborda dès l'origine les prises de position des organisations étudiantes traditionnelles, liées au Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et à Izquierda Unida (IU, regroupement de petites formations de gauche autour du PCE) et les stratégies de ces partis et des syndicats ouvriers majoritaires. À la fin de la mobilisation, ces secteurs ont néanmoins repris l'initiative, avec la manifestation de Madrid du 1er décembre, qui a réuni plus de 200 000 personnes à l'appel du PSOE, de IU, de Comisiones Obreras (CCOO, principale centrale syndicale dirigée à l'origine par des militants du PCE) et de

* Membre de Espace alternatif, du Mouvement de résistance globale et de la Campagne contre l'Europe du capital et contre la guerre

1. Projet qui vise à détourner les eaux de l'Èbre et d'autres fleuves du nord-est de l'Espagne pour alimenter le pays valencien et le sud-est.

2. Cette province andalouse accueille un nombre très important de migrants clandestins, venus du Maghreb, d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine, employés dans les champs à la culture et au ramassage des fruits et légumes primeur.

3. L'entreprise de téléphonie privée Sintel a fait faillite en juin 2000, entraînant le licenciement de plus de 5 000 personnes. Après avoir organisé de nombreuses manifestations, les employés licenciés ont occupé pendant plusieurs mois l'une des principales avenues de Madrid pour exiger un plan social et des indemnités de licenciement décentes ; ils ont finalement obtenu gain de cause au printemps 2001.

contre la Banque mondiale à Barcelone en juin 2001, s'est enraciné et s'est renforcé à travers tout l'État espagnol.

Toutes ces luttes ont eu des dynamiques distinctes, bien qu'elles aient quelques traits communs. En termes généraux, on peut affirmer qu'elles ont été portées par des campagnes larges et unitaires avec des positions combatives et mobilisatrices qui ont regroupé un vaste spectre social. Pratiquement dans toutes ces luttes est apparu un élément de conflit entre les secteurs les plus combatifs et les organisations politiques parlementaires (PSOE, la majorité de IU, etc.) et les syndicats majoritaires (CCOO, UGT) qui ont parfois monté leurs propres campagnes pour concurrencer les plates-formes unitaires, comme par exemple dans le cas de la mobilisation contre la Loi universitaire.

Toutes les luttes de 2001 ont réussi à éroder considérablement l'hégémonie du gouvernement du PP, dont le caractère autoritaire et arrogant est apparu de manière flagrante à de nombreuses reprises. Néanmoins, bien que manquant totalement de légitimité, les principaux projets gouvernementaux contestés socialement ont été menés à leur terme, comme par exemple la loi sur les universités. Pour l'instant, aucune victoire de grande ampleur n'a permis de mettre en crise le gouvernement Aznar, hormis la victoire des travailleurs de Sintel. Il est clair que la période de démobilitation sociale qui a prévalu durant la première législature du PP (1996-2000) s'est achevée et que l'on assiste à un nouveau cycle de luttes, bien que son démarrage soit contradictoire et limité.

La dynamique du mouvement anti-globalisation

Durant la période suivant les mobilisations de Seattle, plusieurs événements ont marqué le développement du mouvement anti-globalisation en Catalogne et dans l'État espagnol. Voici les plus notables.

● Le référendum social pour l'abolition de la dette extérieure, à l'initiative du Réseau citoyen pour l'abolition de la dette extérieure (RCADE) le 12 mars 2000. Organisé le même jour que les élections générales, ce référendum a recueilli plus de 1 250 000 voix, dont la moitié en Catalogne. Le pro-

4. La Gauche verte catalane (ICV) est issue d'une rupture majoritaire d'Iniciativa per Catalunya (organisation d'IU en Catalogne) en décembre 1997. Se séparant de l'IU à la fois sur le terrain démocratique et sur des positions plus à droite, ICV a évoluée depuis vers des positions crypto-social-démocrates.

cessus de préparation de cette action a servi à créer un important réseau avec une implantation locale, dont les secteurs les plus militants ont ensuite activement participé aux différentes activités du mouvement anti-globalisation.

● Au printemps 2000, la création du Mouvement de résistance globale (MRG) en Catalogne afin de préparer la mobilisation de Prague du 26 septembre suivant contre le FMI et la BM. On y retrouvait des personnes liées à certains secteurs du mouvement des autonomes, des groupes investis dans la solidarité avec le zapatisme, le RCADE et divers collectifs de base locaux. Le MRG s'est constitué dès l'origine comme un réseau large de coordination de collectifs et d'individus militant à la base dans le but d'intervenir dans les luttes contre la mondialisation capitaliste. En termes de choix stratégiques, il a toujours voulu concilier la participation aux campagnes et aux mobilisations internationales et le travail au niveau local. Dans le cadre de la campagne contre le FMI et la BM à Prague, d'autres MRG ont été créés dans les principales villes de l'État espagnol, Madrid, Valence ou Saragosse, mais ils n'avaient pas de véritables liens avec le MRG catalan, leur profil et leur composition étant à chaque fois très différent.

● La mobilisation de Prague s'est transformée en véritable lutte fondatrice du mouvement contre la mondialisation capitaliste dans l'État espagnol. Ensuite, ce mouvement est apparu comme une nouvelle génération militante dont le MRG devint le point de référence. L'importance du MRG n'est pas réellement due à ses capacités d'organisation mais au fait qu'il représente l'une des meilleures expressions des processus actuels de radicalisation d'une frange importante de la jeunesse en Catalogne et dans l'État espagnol. Cette nouvelle génération de militants se caractérise par une idéologie anticapitaliste claire, par la volonté de faire de la politique depuis la base, de s'organiser dans des réseaux horizontaux et peu structurés et par la recherche de formes de mobilisation non conventionnelles centrées sur diverses formes d'action directe non violente.

Durant la deuxième moitié des années 1990, existait un cadre propice pour l'apparition d'un mouvement de jeunes fort, non lié aux mouvements animés par les générations militantes précédentes et la gauche politique, et ce pour deux raisons. D'une part, l'affaiblissement des structures et des réseaux militants des différents mouvements apparus dans les années 1970 et 1980 et le virage à droite des syndicats majoritaires. De l'autre, la crise de la gauche politique, due au blocage et à la stagnation de projets tel

celui de IU ou la droitisation d'ICV (4) en Catalogne, ainsi que l'explosion des principales organisations de la gauche révolutionnaire durant la première moitié des années 1990. La vague de radicalisation actuelle de la jeunesse contre la mondialisation capitaliste a été précédée d'un premier mouvement lié au phénomène okupa (squatters) de la fin 1996 jusqu'en 1999, dans un contexte de démobilitation sociale générale. La radicalisation actuelle repose d'ailleurs en partie sur l'ampleur préalable du mouvement des autonomes mais dépasse clairement son cadre et englobe un spectre beaucoup plus large et divers de jeunes. Elle a lieu dans un contexte de réapparition des luttes et de convergence de différents secteurs sociaux et de différentes générations dans des campagnes unitaires.

● En troisième lieu, l'autre événement important qui marque le développement du mouvement anti-globalisation dans l'État espagnol est la Campagne contre la banque mondiale-Barcelone 2001 liée à la Conférence sur l'économie du développement de la BM des 25 et 27 juin 2001. Cette campagne a nécessité le lancement à grande échelle du mouvement dans tout le pays et notamment en Catalogne — son impact a été très varié selon les régions.

La campagne contre la BM a regroupé un ensemble large de réseaux et d'organisations comportant un spectre idéologique et social très large. Y compris les grands syndicats et la gauche parlementaire de Catalogne se virent obligés d'appuyer cette campagne, bien que leur participation à sa préparation et aux mobilisations tint avant tout du témoignage. Barcelone 2001 supposa la transformation du profil du mouvement à travers l'élargissement de sa base sociale. Cela a permis d'initier un processus de convergence entre une grande variété d'organisations sociales, permettant au mouvement de cesser d'apparaître comme exclusivement formé par la nouvelle génération militante.

Outre la victoire symbolique remportée deux mois avant la conférence (puisque la BM décida finalement de l'annuler) le bilan de ces mobilisations a été extrêmement positif : plus de 30 000 personnes ont participé à la manifestation du 24 juin et environ 5 000 à la contre-conférence. La manifestation s'est achevée par un scandale politique d'ampleur, car il nous fut possible de démontrer, preuves photographiques à l'appui, que des policiers infiltrés parmi les manifestants avaient provoqué des désordres à la fin du défilé dans le but de justifier une charge très dure des forces de répression. Ce scandale dû à l'action de la police vint s'a-



jouter à une liste déjà longue de polémiques publiques à propos des agissements irréguliers de la police dans ces dernières années et à la politique répressive du PP contre toute forme de dissidence sociale.

La présidence de l'UE et la campagne contre l'Europe du capital

Les préparatifs pour le « semestre européen » ont commencé en octobre 2001, après le succès local de juin contre la BM et le succès international des mobilisations de Gênes, le tout au milieu de la confusion régnant après le 11 septembre. Le semestre européen se présentait comme une période très dense de rendez-vous officiels : deux Conseils européens, 41 réunions interministérielles et 151 séminaires de moindre importance. La structure adoptée par les mouvements anti-globalisation pour faire face à ces six mois de mobilisations a été celle d'une coordination flexible à l'échelle du pays entre les différentes campagnes locales organisées dans les différentes villes devant héberger une de ces multiples réunions officielles. À la lumière des premières réunions de coordination à l'échelle de l'État espagnol, le mouvement anti-globalisation est apparu très inégalement représenté à travers les différentes parties du pays, faible dans certaines zones et bénéficiant d'un vrai enracinement social et d'une capacité organisationnelle assez élevée dans d'autres.

En Catalogne, le lancement de la Campagne contre l'Europe du capital et contre la guerre a été lent et complexe. Bien que les mobilisations de juin contre la BM aient consolidé le mouvement dans cette région, une sensation de fatigue était perceptible dans les milieux militants. Barcelone s'est retrouvée dans la situation inédite d'être le théâtre de deux grandes mobilisations anti-globalisation à peu de mois d'intervalle ; le Sommet des chefs d'État a été préparé avec une impression de « déjà vu », de répétition de ce qui avait été fait en juin précédent. Dans le même temps, le mouvement a

été paralysé pendant deux mois par des différends stratégiques sur les formes d'organisation à adopter. Finalement, on a choisi d'impulser une campagne unitaire, inspirée de celle contre la BM, dont le démarrage effectif n'a eu lieu qu'au tout début de 2002.

La campagne a regroupé plus de 100 organisations de nature différente (réseaux informels, plates-formes locales, partis, syndicats, ONG, etc.) ainsi que beaucoup d'individus non organisés. Parmi les principaux groupes, on peut distinguer le MRG et ses sympathisants, la RCADE, le Collectif de soutien à la rébellion zapatiste, ATTAC, l'Assemblée des travailleurs contre la globalisation (ATG) — à laquelle participent la CGT, l'Intersyndicale alternative de Catalogne et des militants critiques de CCOO —, la Marche mondiale des femmes et le courant Rojos (Rouges) de IU en Catalogne. Durant cette campagne, ou du moins à l'occasion de certaines actions, on a noté une participation importante d'une partie notable du mouvement des autonomes, dont certains avaient fait bande à part durant la campagne contre la BM et avaient créé un petit groupement baptisé Barcelona Tremola (Barcelone tremble, en catalan).

Ni les grandes confédérations syndicales ni les partis représentés au parlement catalan (ICV et ERC, la gauche nationaliste) ni la majorité de IU ou le parti socialiste n'ont participé à la campagne. Ces organisations, avec l'appui de quelques ONG, se sont regroupées autour d'un programme propre, le Forum social de Barcelone, utilisé comme outil pour concurrencer la Campagne contre l'Europe du capital dans les médias. Cependant, le Forum social de Barcelone a finalement été obligé de soutenir la manifestation du 16 mars appelée par la Campagne, tant il était évident qu'elle constituerait un événement incontournable.

Comme pour la campagne contre la BM, nous n'avons pas adopté une structure centrée autour des organisations ; tout fonctionnait à partir des assemblées de discussion et des commissions de travail ouvertes, dans lesquelles chacun intervenait à titre personnel et non en tant que représentant de telle ou telle organisation. C'est la forme organisée qui correspond le mieux à la réalité du mouvement en Catalogne, où les réseaux informels et les inorganisés pèsent d'un poids très important. Le bilan de la dynamique interne de la campagne est positif et les contacts entre ses différentes composantes ont été très positifs, en dépit de quelques problèmes et de tensions dus à

l'existence de cultures politiques différentes, tout particulièrement entre la nouvelle génération militante et les mouvements animés par des membres des générations précédentes, ce qui a parfois entraîné des méfiances réciproques.

La philosophie de la campagne prétendait conjuguer différents types d'activités dans des buts différents (forum alternatif, manifestation de masse, journée d'action directe, etc.) non pas pour les superposer et les opposer mais afin de les renforcer réciproquement dans une perspective de convergence stratégique entre des réseaux et des organisations très distincts. Partant du fait incontestable que les priorités de nombre des participants de la campagne étaient différentes, et pensant que chacun devait trouver son espace en son sein, on a considéré important de fusionner les expériences dans la mesure du possible et de réussir à faire participer tout le monde aux différents moments et aux différentes facettes de la campagne.

Voici les activités finalement menées à bien : un vidéo-forum du lundi 11 au vendredi 15 mars, auquel ont assisté plus de 1 000 personnes en diverses sessions ; une journée d'action directe décentralisée le 15, jour d'ouverture du sommet officiel ; un « forum des alternatives » dans la matinée du 16, auquel ont participé environ 6 000 personnes ; la manifestation du 16 dans l'après-midi qui connut une assistance énorme — 250 000 participants selon la police, 500 000 selon les organisateurs, 300 000 selon les médias ; et un concert final qui a attiré 50 000 personnes, avec Manu Chao, entre autres. Il faut ajouter à toutes ces activités la manifestation syndicale de la CES, qui, le 13, regroupa environ 100 000 syndicalistes ainsi que deux autres activités importantes durant le week-end précédent : un « reclaim the streets » le samedi 9 avec 3 000 personnes et la manifestation immense de la Plate-forme contre le Plan hydrologique national le 10 mars.

Il faut s'arrêter sur le commentaire de deux des activités principales du week-end : la manifestation et la journée d'action directe décentralisée. La manifestation a été un succès aux proportions historiques, absolument inespéré pour tout le monde. L'immense majorité des manifestants étaient catalans, car la majorité des étrangers voulant y participer avait été bloquée à la frontière française. Quant à la participation d'autres manifestants de l'État espagnol, elle a été réduite car comme des sommets officiels et des mobilisations vont avoir lieu dans de nombreuses autres villes (Saragosse, Valence, Madrid, Séville, etc.) les militants

Union européenne

ont choisi de ne pas aller manifester à Barcelone, préférant se réserver pour les mobilisations dans leur propre ville.

La manifestation a été appelée par trois voix distinctes : la Campagne contre l'Europe du capital et contre la guerre, le Forum social de Barcelone (FSB) et la Plate-forme catalane contre l'Europe du capital, qui réunit les groupes indépendantistes. Le rapport de forces entre ces trois blocs n'a fait aucun doute : le cortège du FSB était de dimensions modestes — situé en fin de manifestation, il l'abandonna sans avoir avancé d'un pas après plus de trois heures de surplace ; la Plate-forme catalane a réuni environ 5 000 personnes ; le gros des manifestants a défilé dans le cortège de la Campagne contre l'Europe du capital et contre la guerre.

Deux raisons principales expliquent le succès de la manifestation. Tout d'abord, la force propre du mouvement anti-globalisation en Catalogne, dont le dynamisme était déjà clairement apparu en juin contre la BM et lors des mobilisations internationales précédentes. En second lieu, il faut lire le succès de la manifestation comme un symptôme du rejet social accumulé contre la politique du PP et, tout particulièrement, contre l'attitude adoptée par le gouvernement Aznar face aux mobilisations antérieures organisées à Barcelone. D'un côté, le dispositif répressif mis en place, faisant appel à plus de 8 500 policiers, a été perçu comme une militarisation de la ville à la fois disproportionnée et arrogante. De l'autre, la tentative systématique de criminaliser le mouvement par Aznar a eu un effet boomerang et a conduit de nombreux citoyens à descendre dans la rue. Les attaques d'Aznar ont encore monté d'un cran quand le Forum social de Barcelone a rendu publique son intention de participer à la manifestation et quand le PSOE a décidé de laisser ses militants y assister. Beaucoup des citoyens indignés par les tentatives de criminalisation d'Aznar d'une manifestation appuyée y compris par le PSOE sont descendus dans la rue pour exprimer leurs sympathies et leur identification avec le mouvement anti-globalisation en général, symbolisé par la Campagne contre l'Europe du capital, mais ils ne prirent pas place dans les cortèges des grandes organisations du Forum social comme CCOO, l'UGT, IU, ICV, etc.

La manifestation s'est déroulée dans un climat de tension et de confrontation beaucoup plus faible qu'à Gênes, bien que le dispositif policier ait été spectaculaire et que la manifestation ait été coupée en deux par une charge policière brutale. Cette absence de climat de tension a favorisé la légitimation sociale du mouvement et a, dans le

même temps, permit des tentatives de coopération et de neutralisation de la part de la gauche institutionnelle. Le maire de la ville lui-même, Joan Clos (PSOE), a récupéré cette protestation massive contre la globalisation en la présentant comme un exemple du « civisme traditionnel » des Barcelonais, et comme une preuve de la capacité de sa ville à organiser de grands événements de manière satisfaisante, tout comme cela avait déjà été le cas à l'occasion des Jeux olympiques de 1992 !

La journée d'action directe décentralisée du 15 mérite aussi quelques commentaires à cause de son caractère novateur par rapport aux contre-sommets précédents. La nécessité d'organiser une journée de désobéissance civile et de protestation non conventionnelle était évidente pour les organisateurs de la campagne. En même temps, la possibilité de réaliser une tentative de siège du sommet officiel, en reprenant la méthode « classique » de Seattle, paraissait impossible étant donné le dispositif policier sans précédents. Face à cette situation, nous avons choisi d'appeler à une journée d'actions décentralisées dans différents points de la ville. Cette journée a servi à réadapter la stratégie de l'action directe non violente au schéma nouveau d'augmentation de la répression et des dispositifs policiers durant les sommets. Au total, plus de trente actions ont eu lieu, desquelles on peut détacher la « chasse aux lobbies » à laquelle ont participé environ 1 000 personnes (il s'agissait d'une manifestation ralliant les sièges de différents lobbies et multinationales dans le centre-ville) ; la tentative d'occupation d'un des sièges de Telefónica (ancienne compagnie nationale de téléphone aujourd'hui privatisée en grande partie) par ses travailleurs ; différentes manifestations à bicyclette dans la ville ; la manifestation passant devant différents consulats latino-américains ; une manifestation contre les aliments transgénétiques et finalement une représentation de « cirque alternatif » qui attira 5 000 personnes.

Perspectives d'après succès

Voici quelques-unes des perspectives et des défis immédiats du mouvement anti-globalisation dans l'État espagnol après le succès de Barcelone et avec le semestre de direction de l'UE en toile de fond.

En premier lieu, la présidence de l'UE sera, et est déjà de fait, une bonne occasion pour consolider le mouvement anti-globalisation à travers tout le pays. Des mobilisations, avec une échelle à des degrés divers, vont avoir lieu dans de nombreuses villes et

territoires de tout l'État, ce qui constitue une bonne opportunité pour lancer le mouvement dans des endroits où il est encore balbutiant. Il est encore trop tôt pour pronostiquer quel sera l'impact de Barcelone sur les prochains grands rendez-vous du semestre européen, mais il est clair que ce succès va contribuer à donner de l'élan aux mobilisations futures, tout particulièrement à celle de Séville en juin. En même temps, y compris dans les endroits où le mouvement est le plus solide, comme la Catalogne, il faudra s'efforcer de renforcer nos capacités organisationnelles, car le déphasage actuel entre sa puissance de mobilisation et la faiblesse de ses structures est évident. L'un des débats ouverts actuellement est de savoir si le mouvement sera capable de se doter de formes d'expression organisationnelle après la fin de la présidence espagnole de l'UE.

En second lieu, l'impulsion de Barcelone et de tout le semestre européen devrait servir à donner un coup de fouet à un cycle de luttes sociales qui ont démarré dans l'État espagnol ces derniers mois. Il est encore tôt, cependant, pour savoir quelle sera la traduction concrète de la réussite impressionnante de Barcelone pour l'ensemble des mouvements sociaux du pays, même s'il est évident que nous entrons dans une période plus favorable à la mobilisation sociale ; les différentes luttes à venir pourront s'appuyer, au moins au niveau symbolique sur l'essai réussi du mouvement anti-globalisation. Mais il est particulièrement difficile de savoir si le nouveau climat ouvert après Barcelone incitera les directions syndicales à adopter une politique de contestation claire du PP, comme c'est d'ores et déjà le cas en Italie. Dans tous les cas, dans le cadre de la Campagne contre l'Europe du capital et contre la guerre, sont apparus différents processus intéressants de coordination stratégique de luttes sectorielles et de renforcement des liens entre organisations et mouvements divers. Il faut par exemple mettre en avant les processus d'articulation de la gauche syndicale, autour de l'Assemblée des travailleurs contre la globalisation (ATG) ou, dans un autre cadre, le succès de la « chasse aux lobbies » qui pourrait constituer un embryon de campagnes importantes contre les multinationales.

Il est encore trop tôt pour mesurer l'impact à moyen terme de Barcelone. Mais une chose est sûre : le pessimisme et la résignation qui régnaient en maître il y a trois ou quatre ans ont complètement disparu dans les milieux militants. Et c'est un commencement prometteur. ■

Le retour de la droite au pouvoir

Par
Sérgio Vitorino*

En réussissant à obtenir environ 20 000 voix de plus qu'aux élections législatives de 1999, le Bloco de Esquerda (BE) a été la seule force politique de gauche à se renforcer lors des récentes élections législatives anticipées du 17 mars au Portugal ; celles-ci se sont soldées par la défaite du Parti Socialiste (PS), par un recul généralisé — sauf pour le BE — des forces de la gauche, et par le retour de la droite au pouvoir, après un jeûne de sept ans. Ces élections anticipées avaient été provoquées par la démission du premier ministre socialiste — António Guterres — immédiatement après la défaite de son parti dans les villes-clés aux élections locales. Ce résultat avait été l'aboutissement de l'usure du gouvernement de majorité relative qui s'était appuyé sur la droite parlementaire pour gouverner et qui avait fait croître l'opposition à ses politiques essentiellement néolibérales, tantôt extrêmement vulnérables aux pressions des lobbies financiers et des groupes de pression, tantôt peu courageuses, comme en ce qui concerne la dégradation continue des services publics — santé, éducation, sécurité sociale — ou en ce qui concerne les valse-hésitations d'une réforme fiscale urgente pour empêcher l'évasion fiscale massive chez les plus riches.

Un bon résultat pour le Bloco de Esquerda qui, avec plus de 150 000 voix, a atteint 2,8 % du total national, et est passé de deux à trois sièges au Parlement, en faisant élire, pour la première fois, un député pour la circonscription de Porto, la seconde ville du Portugal, et en manquant de très peu l'élection d'un quatrième député à Setúbal (1). Mais, globalement, un mauvais résultat pour la gauche dans le pays. D'autant plus que, en n'obtenant qu'une majorité relative, le plus grand parti de la droite bourgeoise, le PSD, se voit maintenant contraint de former un gouvernement qui intègre des ministres du Parti Populaire (PP), un parti qui s'autodéfinit comme le centre chrétien mais dont le discours et l'es-

thétique tendent progressivement à se durcir et à se rapprocher de ceux de l'extrême-droite dans des domaines cruciaux comme ceux de l'immigration ou de la criminalité.

Une version portugaise des gouvernements de coalition qui semblent devenir la tendance dominante en Europe, après l'ère des coalitions de gauche comme en France ou en Allemagne, et qui au Portugal aussi ouvre les portes du pouvoir à une droite encore plus populiste et xénophobe que celle des partis du système.

La gauche battue par le PS

En fait, les sièges obtenus par la droite (102 au PSD, 14 au PP) font une majorité absolue face à ceux de la toute la gauche (95 au PS, 3 au BE et 12 au Parti Communiste), ce qui permet, théoriquement, un gouvernement stable. Mais il est difficile d'attribuer le crédit de la victoire de la droite lors de ces élections à la droite elle-même.

Ce n'est pas au faible, et chacun le reconnaît, nullement charismatique leader du PSD aujourd'hui élu premier ministre, Durão Barroso, que la "faute" doit être attribuée, mais bien plutôt à la logique classique de l'alternance entre les deux principaux partis, et surtout, au vote sanction contre la manière de gouverner socialiste et son incapacité à gouverner à gauche.

Sur la plupart des questions déterminantes pour le pays, les "partis du système", PS et PSD, ne se distinguent en fait pas, qu'il s'agisse des politiques elles-mêmes ou du style arrogant dans l'exercice du pouvoir. Ce sont précisément les questions dont le BE a fait son drapeau lors de cette campagne électorale, pour s'opposer à ce que son manifeste électoral appelle la "modernisation conservatrice" subie par le pays ces 25 dernières années : la réforme des systèmes d'éducation et de santé — que les politiques de privatisation et d'austérité budgétaire des deux partis ont amené au délabrement ; les drogues et la toxicodépendance (un drame social de premier plan au Portugal, à propos



duquel le BE a imposé certaines avancées législatives importantes), la réforme fiscale (à propos de laquelle le PS a reculé sur toute la ligne devant les pressions de la finance), la réforme d'une administration publique lourde, bureaucratique et peu transparente, ou la dépénalisation de l'avortement.

La campagne menée par le BE — dynamique, ciblée, insolente, aux thèmes politiques clairs et assumant clairement l'objectif de gêner les pouvoirs établis, ceux qui sont élus comme ceux qui ne le sont pas — a porté ses fruits avant même l'élection : par exemple, en défendant la taxation des grandes fortunes, elle a réussi à provoquer des réactions publiques négatives de la part des entrepreneurs et des patrons les plus puissants et elle a recueilli, lors des initiatives publiques, une adhésion et une participation sans précédent, qui démontrait déjà l'élargissement de son espace politique et de la sympathie pour ses propositions. Une sympathie renforcée, d'ailleurs, par le grand impact public d'une activité parlementaire critique et exemplaire de la part des deux députés de ce mouvement élus en 1999. Les derniers résultats électoraux sont venus la

* Sérgio Vitorino est membre du Partit socialista revolucionnaire (PSR, section portugaise de la IVE Internationale) et du Bloco de Esquerda (BE, Bloc de gauche). Le BE a été constitué à l'initiative du PSR, de l'Union démocratique populaire (UDP, ex-maoïste) et de Política XXI (un courant issu du Parti communiste portugais). Il s'agit d'une nouvelle organisation qui accepte la double appartenance de ses militants aux organisations initiatrices (cf. Inprecor n° 439/440 de septembre-octobre 1999, n° 441 de novembre 1999, n° 445 de mars 2000 et n° 452 de novembre 2000). Cet article a été traduit du portugais par Jean-José Mesguen.

1. Le système électoral portugais est fondé sur un scrutin proportionnel par circonscription : à une circonscription correspond un nombre déterminé de députés, les sièges étant partagés à la proportionnelle. Setúbal est une grande ville industrielle au Sud de Lisbonne.

Portugal

confirmer et prouver que c'est cette nouvelle gauche de combat qui peut le mieux résister à la poussée de la droite au Portugal.

On pouvait ainsi s'attendre à sa croissance, même dans une situation où pesait le "vote utile" pour le PS afin d'éviter un gouvernement de droite, une fois que la campagne s'était traduite par un désert d'idées de la part des grands partis — le grand thème de la première semaine de campagne a été la réalisation de la Coupe d'Europe de football en 2004, et l'insuffisance de subventions pour satisfaire les appétits de spéculation immobilière autour de la construction de nouveaux stades : le débat public est alors descendu au niveau zéro. Elle s'est traduite aussi par un populisme croissant, exprimé par le durcissement, sur des questions comme celle de la sécurité, d'un discours musclé plutôt caractéristique de la droite, et cela de la part du PS lui-même, dont les affiches expliquaient, avec un mauvais jeu de mots que son candidat au poste de premier ministre, Ferro Rodrigues, gouvernerait avec une main de fer, "mão de ferro". La main de fer du PS répondait au slogan du PP, gouverner avec "le bras droit", la preuve que la droite joue mieux aussi bien sur le terrain du discours autoritaire que du marketing vide de contenu.

La crise du PCP

La défaite du Parti Socialiste n'a pourtant pas été l'hécatombe redoutée, puisqu'il a remporté des victoires de justesse comme à Porto et a empêché une majorité absolue d'un parti de droite. Mais on doit cela plus au raisonnement du vote utile contre la droite, qui menaçait de s'emparer du pouvoir, qu'à un mérite quelconque d'un parti qui avait choisi de remplacer Guterres par Ferro, un candidat de continuité qui a connu les

lors d'élections antérieures, précisément ceux d'une gauche urbaine flottante et vulnérable. Mais la grande victime du vote utile a été, sans conteste, le Parti Communiste Portugais, dont le déclin électoral apparaissait déjà prononcé lors des précédentes élections. Cette fois-ci, cela a été l'effondrement, avec la perte de cinq de ses 17 députés, et aussi la perte, au profit du PP qui lui aussi a perdu des voix, du statut de "troisième parti national", simultanément à un processus interne de dissidence sans précédent — juste après les élections locales plus de 500 militants, dont la majorité du groupe parlementaire lui-même, avaient demandé publiquement un Congrès extraordinaire pour débattre d'une éventuelle alliance de gouvernement avec les socialistes, option qui a été rejetée par la "ligne dure" de la direction du parti ; cette dissidence revient à la charge face aux résultats démoralisants qui ont été obtenus.

Résister, résister, résister

Tel est le mot d'ordre du moment, face aux premières intentions annoncées par le gouvernement de droite, élu avec un programme très peu clair, face auquel le Bloco de Esquerda sera l'opposition la plus combative, dans un cadre de démoralisation générale de la gauche. Une recrudescence insensée de mesures de sélection dans l'enseignement, un "choc fiscal" qui au lieu d'introduire de la justice traite tout le monde, pauvres et riches, à égalité, la privatisation de la télévision publique, le durcissement de l'État policier, l'annulation de certaines conquêtes sociales péniblement obtenues ces sept dernières années, l'aggravation des restrictions à l'immigration et aux droits des communautés immigrées, le gel des

Les député(e)s du Bloc de gauche

Francisco Louçã ("Chico", dirigeant du PSR, section portugaise de la IV^e Internationale) et Luís Fazenda (secrétaire général de l'UDP) retrouvent ainsi les bancs du Parlement. Ce sont eux qui avaient représenté le Bloc au parlement au cours de la plus grande partie de la précédente législature. Ils seront maintenant rejoints par João Teixeira Lopes, sociologue de 33 ans, professeur à l'Université de Porto. Il a été pour la première fois candidat du Bloc à Porto aux élections municipales de décembre dernier. Son parcours politique passe par le Parti communiste, dont il avait été candidat avant de s'en éloigner il y a deux ans à la suite de divergences avec l'orientation de ce parti.

Après les législatives de 1999, où le Bloc de gauche avait obtenu deux mandats, il avait pratiqué la rotation des mandats, tenant compte des moments politiques et des thèmes en débat au Parlement. Cette rotation a permis à deux autres "bloquistes", Helena Neves et Fernando Rosas (ce dernier était en 2002 tête de liste à Setúbal, augmentant le score du Bloc et ratant de moins de mille voix l'élection dans cette circonscription), d'intervenir au Parlement pendant plusieurs mois.

La rotation des mandats sera poursuivie au cours de cette législature. Ainsi à partir de septembre 2003 le Bloc sera représenté au Parlement par Miguel Portas (dirigeant de Política XXI, troisième sur la liste à Lisbonne), Ana Drago (jeune sociologue, quatrième sur la liste à Lisbonne) et Alda Sousa (dirigeante du PSR, membre du Comité exécutif international de la IV^e Internationale, seconde sur la liste à Porto).

raux qui ont mis la droite au pouvoir. C'est sa responsabilité que de diriger des batailles sociétales, comme celle de la dépénalisation de l'avortement — en un temps où se succèdent au Portugal des procès des femmes qui ont avorté — batailles qu'une gauche démoralisée tendra à laisser tomber mais qui pourront être menées dans un nouveau contexte, pas forcément plus défavorable : ce contexte où la droite gère un gouvernement soutenu par un accord probablement précaire et une base sociale fragile, et où le PS n'a plus de gouvernement à défendre et assumera naturellement une logique d'opposition.

D'autant plus que la droite assume le gouvernement du pays dans un nouveau contexte économique, marqué par la fin de la manne des fonds publics européens et par l'annonce d'une crise qui arrive déjà et va durer, entraînant des mesures d'austérité qui exigeront et permettront de nouvelles réponses et de nouvelles capacités de mobilisation de la part des mouvements sociaux. ■



pires difficultés à assumer les errements d'un gouvernement où il avait eu des responsabilités de coordination. Le Bloco de Esquerda pour sa part, qui a confirmé l'élargissement de son statut de mouvement national — en stabilisant des scores élevés dans tous les centres urbains du pays, au point de parfois dépasser le PP et les communistes — a perdu près d'un pour cent des voix obtenues à Lisbonne

salaires des fonctionnaires et l'aggravation du sous-financement des services publics pour faire face au déficit public : tout cela n'est que la partie émergée de l'iceberg qui s'annonce.

Dans ce cadre, c'est au Bloco de Esquerda, la seule gauche renforcée lors de ces élections, que revient la responsabilité d'être à l'avant-garde de l'opposition au gouvernement et de questionner le reste de la gauche sur les raisons des résultats électo-



Le pari stratégique de Vladimir Poutine

Par
Jean-Marie Chauvier*

Vladimir Poutine a dissipé son propre mystère, savamment cultivé lors de l'élection présidentielle de mars 2000. L'ère poutinienne s'affiche autoritaire, libérale, globalitaire. Tel est du moins le projet, sinon le réel pleinement accompli.

Dans la foulée du 11 septembre 2001

Les attentats du 11 septembre ont été saisis par Poutine pour formuler un audacieux pari stratégique : celui d'une alliance « fondamentale » avec les États-Unis. Les libéraux de Moscou ont salué cette « chance unique d'arrimer pour de bon la Russie à l'Occident ». Leurs médias se sont déchaînés contre l'islamisme, les Tchétchènes et les Caucasiens, les Arabes et les Palestiniens, amalgamés pour les besoins de la cause « antiterroriste » (1). La guerre en Tchétchénie a redoublé d'intensité et de cruauté. La vague de xénophobie a entraîné des violences meurtrières et, fin mars 2002, dans la région du Kouban (près du Caucase) des arrestations massives d'immigrés illégaux (turcs meskhètes, kurdes, arméniens), leur internement en camps de filtration, leur déportation annoncée vers leurs pays d'origine.

Pour quelles raisons Poutine choisit-il le camp américain ? La plus visible est la légitimation par l'Occident de la guerre en Tchétchénie, où les Russes se posent en « avant-garde » dans la lutte contre le terrorisme. Selon les experts russes — et pas seulement (2) — Washington subirait l'effet-boomerang de plusieurs décennies de soutien aux intégristes musulmans : contre les alliés arabes de l'URSS (années 50-70), la révolution communiste afghane et l'armée soviétique venue à sa rescousse (années 80), puis, dans les années 90, en Bosnie et au Kosovo, en Afghanistan (soutien des talibans), en Asie centrale et au Caucase, dans des régions pétrolières ciblées par les réseaux de Ben Laden. Leurs principales sources de financement et d'encadrement, l'Arabie saoudite et le Pakistan sont fragilisés en tant qu'alliés des États-Unis. Washington « rejoint » donc Moscou autant que le Kremlin

« se rallie » à la Maison Blanche. Chacun a besoin de l'autre.

Alliance tactique ou tournant durable ? On n'en revient certes pas aux idylles du début des années 90. Une lucidité glaciaire est aujourd'hui de mise.

Illusions perdues

Les relations américano-russes sont passées par trois phases. La première commence en 1991 dans l'euphorie de la « victoire sur le communisme ». Le président russe Boris Eltsine lance la « thérapie de choc » recommandée par le FMI et les experts américains, il obtient les crédits précédemment refusés au président soviétique Mikhaïl Gorbatchev, il place à la tête des Affaires étrangères (MID) un Andréï Kozyrev très américanophile qui en écarte les diplomates anti-américains et pro-arabes. Il liquide les parlements et soviets locaux opposés à ses réformes (1993) et marginalise les communistes pourtant forts électoralement. Bientôt cependant, les Russes devront s'inquiéter de l'élargissement à l'Est de l'OTAN (et en 1999, de sa nouvelle doctrine consacrant le droit d'intervention « hors-zone »), des relations militaires nouées par les États-Unis avec l'Ukraine, la Géorgie et l'Azerbaïdjan. Les projets d'oléoducs destinés à exporter les richesses du bassin caspien en évitant le territoire russe — concoctés en Transcaucasie (déclarée « zone d'intérêts stratégique des États-Unis ») et de concert avec la Turquie, ainsi qu'avec le Turkmenistan et le régime taliban renforcent les craintes « d'encerclement », alors que l'intervention dans les guerres yougoslaves, au Kosovo et en Serbie, a permis l'implantation américaine dans les Balkans. D'où l'impression d'une stratégie d'affaiblissement de la Russie sur l'ensemble de « l'échiquier » eurasiatique. A quoi s'ajoute la remise en cause du traité ABM de 1972 et l'intention, confirmée par Bush junior, de la mise en œuvre du « bouclier antimissiles », qui neutraliserait définitivement la puissance nucléaire russe, déjà fort diminuée et vieillie. En 1996, les Talibans prennent Kaboul avec le soutien américain. Prises de peur, la Russie, les républiques d'Asie centrale et la Chine forment le « groupe de Shanghai » pour résister aux mouvements islamistes et sépara-

tistes.

Dans la deuxième phase, entre 1998 et 2000, s'esquisse un climat de « guerre froide ». Le krach financier de l'été 1998 en Russie ébranle la confiance de la nouvelle bourgeoisie moscovite dans les réformes dont elle a bénéficié jusque-là. La réputation des conseillers occidentaux en prend un coup. Le non-paiement des salaires provoque l'agitation sociale. L'équipe Kirienko, ultra-libérale, cède la place à un gouvernement centriste que dirige l'ex-gorbatchévien Evgueny Primakov, aux affaires étrangères depuis 1996. Ce diplomate, orientaliste de formation, fait évoluer la politique extérieure russe de l'américanisme de Kozyrev vers un rééquilibrage en direction de la Chine, de l'Inde, de l'Iran. En matière économique, Moscou décline les conseils de Domingo Cavallo — inspirateur de la politique économique argentine. Primakov s'oriente vers une restauration de l'État face aux oligarques financiers et aux mafias.

La création de Poutine

Cet épisode sera de courte durée. Les groupes financiers russes et leurs médias se mobilisent contre « le péril rouge » et, de concert avec le président Eltsine démissionnaire, réussissent un coup de génie : capter l'énergie du mécontentement envers le régime pour la convertir en force de propulsion d'un nouveau leader à leurs ordres. Ce sera Vladimir Poutine. En août 1999, l'attaque contre le Daguestan (3) des commandants « islamistes », le Tchétchène Bassaïev et le Jordanien Khattab, suivie des attentats « non identifiés » de Moscou et Volgograd (près de 300 morts) mènent au déclenchement de la deuxième guerre de Tchétchénie. Le financier Berezovski,

* Jean-Marie Chauvier est journaliste. Il anime la revue *Samovar* spécialisé dans l'analyse des républiques issues de l'effondrement de l'ex-URSS.

1. Cf. *Samovar* de décembre 2001. [*Samovar*, 70, Rue Émile Banning, 1050 Bruxelles, Belgique, E-mail : <samovar@skynet.be>].

2. Cf. John K. Cooley, *CIA et Jibad*, Éd. Autrement 2002 et Ahmed Rachid, *L'ombre des talibans*, Éd. Autrement 2001.

3. République russe du Caucase, musulmane et multiethnique, voisine de la Tchétchénie.

lié par les affaires au mafieux Bassaïev devenu « leader wahhabite », encourage alors Poutine, nouveau premier ministre, à se faire des muscades dans « la lutte contre le terrorisme » (4). Pas d'hésitation : avec ses copains plutôt jeunes de St. Petersburg et d'ailleurs, de l'ex-KGB et de l'armée, cette incarnation d'une nouvelle génération qu'est Poutine se laisse fabriquer (à l'américaine) une image d'homme fort. Une frange de la presse occidentale prend peur. De fait, l'OTAN et Washington approuvent les opérations en Tchétchénie et soutiennent la candidature de Poutine à la direction du Kremlin. Le nouveau président ne décevra pas ses supporters d'outre-Atlantique. Certes, il relance la production et les ventes d'armes (notamment à l'Iran), rétablit la mélodie de l'hymne soviétique, rend les honneurs au « grand peuple soviétique » vainqueur de l'Allemagne nazie en 1945. Il sait que les sondages relèvent, encore en 2001, 60 % de « nostalgiques de l'URSS », dix ans après sa chute. Aucune manifestation officielle (ni populaire) ne salue la « grande révolution démocratique » de 1991. De quoi inquiéter les démocrates russes et la presse occidentale : encore une alerte au « retour au soviétisme » ! En fait, les concessions symboliques enlèvent aux nationaux-communistes à la Ziouganov le monopole du patriotisme. Le président n'en est que plus à l'aise pour confier aux libéraux (Gräf, Illarionov) la relance des réformes : nouvelle vague de privatisations des industries, des télécommunications et des terres non agricoles, « rénovation » du code du travail (5) afin de lever les entraves à la flexibilité et aux licenciements économiques (en attendant une loi sur les faillites), débuts de la réforme des loyers et des services communaux tendant à liquider les vestiges de la « gratuité » et du « paternalisme soviétique ». Le libéralisme poutinien va de pair avec une restauration de l'État : collecte des impôts, « verticale du pouvoir » remettant en cause les autonomies régionales. Les libertés de la presse et des syndicats sont restreintes, les oligarques tenus en respect, après l'éviction des deux magnats financiers et

médiatiques, Vladimir Goussinski et Boris Berezovski. Des oppositions centristes et régionalistes se rallient au président. La grogne des généraux et des communistes est à peine audible. L'apathie sociale reste générale.

Poutine profite d'une conjonction favorable, due à la hausse de la rente pétrolière et à la chute du rouble après le krach d'août 1998 qui, obligeant à restreindre les importations, a permis la relance d'activités locales. Après neuf ans de récession, la croissance a repris. Elle se maintient à 5 % en 2001. Les arriérés de salaires sont payés.

Quelques francs succès suffiront-ils à Poutine pour gagner son pari d'une entrée dans le Nouvel Ordre Globalitaire ? Beaucoup dépendra des États-Unis. Il est vain d'imaginer qu'ils renoncent à leurs visées hégémoniques. Mais les réaliseront-ils en concertation avec la Russie, en lui laissant une marge d'initiative et des zones d'influence, une place dans le réaménagement de l'économie et des politiques de guerre ?

Allié ou vassal des États-Unis ?

Les signes en provenance de Washington ne sont pas tous encourageants. Radio Free Europe (financée par le Congrès des États-Unis) va bientôt émettre en trois langues caucasiennes, dont le tchétchène. Le Pentagone mentionne la Russie comme cible éventuelle de l'utilisation d'armes nucléaires. Il s'est implanté en Asie centrale grâce aux bases militaires « prêtées » par les ex-républiques soviétiques pour la campagne d'Afghanistan. Une nouvelle base est en chantier (avec la France) au Kirghizistan. Plus à l'Ouest, en Géorgie, des dizaines de militaires américains débarquent pour aider à la traque des terroristes d'Al Qaida, dont des hommes du commandant Khattab, signalés dans la vallée de Pankisi. Mais les autonomistes d'Abkhazie et d'Adjarie (6) redoutent que Washington n'aide Tbilissi à les résorber, à reconquérir la république séparatiste abkhaze candidate à l'adhésion à la Fédération de Russie et soutenue par Moscou. Le passage complet de la

Transcaucasie (7) de la zone d'influence russe à l'américaine serait ponctué par les offres de service de Washington et de l'OTAN à l'Arménie, pour l'aider à surmonter le conflit du Haut-Karabakh (8). Au cœur des enjeux : la mise en chantier, prévue cet été, de l'oléoduc Bakou-Ceyhan (Azerbaïdjan-Géorgie-Turquie) et d'autres projets visant à exporter les pétroles de la Caspienne — dont ceux des nouveaux gisements kazakhs de Tengiz — sans passer par la Russie. La probable offensive contre l'Irak est également à l'ordre du jour. Les défaillances arabes pourraient être partiellement compensées par le « concours » d'anciens pays du bloc socialiste : les républiques baltes, la Géorgie et l'Azerbaïdjan ainsi que la Roumanie et la Bulgarie seraient disposés à coopérer à l'action.

Quelle place pour l'allié Poutine dans ce nouveau rapport de forces en gestation ? Les stratégies se cherchent, tant à Washington qu'à Moscou, où l'on mise sur le rapprochement avec la Chine, l'Inde, l'Iran. Où l'on ne désespère pas non plus d'enrayer la dislocation de la CEI (9) malgré le grignotage américain. La Russie peut encore jouer, notamment en Ukraine, de sa domination énergétique, des liens industriels et humains hérités de l'URSS, des méfiances que suscite l'aventurisme américain dans les populations tant slaves que turcomusulmanes de la CEI.

L'affaiblissement de la Russie voulu par les États-Unis n'est d'ailleurs pas contraire à sa plus grande intégration au sein du système mondial, économique et politico-militaire, mais dans une position périphérique et subordonnée. Cette « vassalisation », accompagnée du pillage des ressources depuis dix ans, bénéficie du concours des élites démocrates russes. La régression démographique, économique, sociale et scientifique n'a-t-elle pas déjà atteint un point de non-retour ?

L'embellie conjoncturelle est fragile, et les tendances lourdes à la chute persistent, comme en témoigne la fuite persistante des capitaux et des cerveaux.

Le grand quotidien libéral de Moscou, les *Izvestia*, constatant le manque d'assises sociales des réformes de marché, qualifie le président Poutine « d'Atatürk sans Jeunes Turcs » (10) et se fait alarmiste : « Nous avons perdu nos capacités concurrentielles dans pratiquement tous les domaines qui comptent dans le monde contemporain. Encore 10 à 20 ans d'un tel "développement", et nous pourrions dresser une croix non seulement sur l'État influent, mais sur une Russie réellement souveraine. Pour survivre, le pays n'a pas seulement besoin de réformes, mais d'un véritable bond dans l'avenir » (11).

4. Par la suite, Poutine se débarasse du trop discrédité Berezovski le quel, réfugié en France, finance des mouvements d'opposition et de « Droits de l'Homme » en Russie, accusant Poutine d'avoir été « pour le moins au courant » des attentats de Moscou et Volgogradsk. Mais Berezovski, alors plus influent que Poutine, n'était-il pas « pour le moins » davantage au parfum des diverses provocations à la guerre de l'été 2000 ? Cf. l'interview de Berezovski dans *Moskovskie Novosti* 19-25 mars 2002.

5. Cf. *Le Messager syndical* [c/o D. Paillard 156 rue Oberkampf, 75011 Paris, France Carine Clément, E mail : <carine_clement@hotmail.com>]

6. En Géorgie : république souveraine auto-proclamée et région autonome, l'une et l'autre de tradition musulmane alors que la Géorgie est chrétienne orthodoxe.

7. Elle comporte les trois anciennes républiques soviétiques d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie.

8. Cette région d'Azerbaïdjan à majorité arménienne est la

poignée de discordes qui empêche une normalisation des rapports de l'Arménie avec les alliés des États-Unis : Azerbaïdjan et Turquie.

9. Communauté des États Indépendants réunissant 12 des 15 anciennes républiques de l'URSS.

10. Le fondateur-réformateur de la Turquie moderne disposait, lui, de la force militante et de l'appareil des « Jeunes Turcs » dont un Poutine ne peut que rêver.

11. *Izvestia* du 26 mars 2002.

Le paysage de la grande révolte

Par
Claudio Katz*

Depuis deux mois, un état de révolte populaire prend forme dans tout le pays. Manifestations hebdomadaires à la Plaza de Mayo, *cacerolazos* systématiques devant les portes des banques, réunions de quartier, assemblées générales au Parque Centenario et protestations devant la Cour figurent au calendrier habituel des mobilisations.

Dans le grand Buenos Aires, les *piqueteros* bloquent les routes et organisent des marches massives. À Chaco, Salta, Jujuy, Neuquen et Córdoba, peu de jours passent sans affrontements de rue avec la police et dans certaines villes de la *pampa gringa* (1) comme Casilda, des soulèvements naguère impensables se produisent. Après le renversement des deux présidents, le soulèvement populaire se poursuit et devient la donnée dominante de la situation politique.

La révolte a modifié la géographie de la City et de ses banques, maintenant blindées de protections métalliques contre les *cacerolazos*. L'irritation populaire est palpable chez chaque individu qui prend la parole devant un microphone ou dans la rage d'un épargnant excédé qui a réclamé, grenade en main, qu'on lui remette ses économies. L'activité militante s'étend, depuis les envahisseurs des banques jusqu'aux parents des jeunes assassinés dans le quartier de Floresta (2).

Les *cacerolazos* qui éclatent après les déclarations des ministres et les manifestations qui commencent à minuit et se prolongent jusqu'au lever du jour ont bouleversé la vie quotidienne. Mais l'aspect le plus significatif est le fait que ces actions débouchent sur la création d'organisations de *piqueteros* et d'assemblées de casseroles.

Piquets et casseroles

Ce progrès sur le plan de l'organisation est le fruit de plusieurs années d'expériences de luttes des chômeurs, qui ont transmis à d'autres secteurs populaires les méthodes de



structuration par en bas, de débat démocratique et d'action directe. Par ailleurs, leurs barrages de rues sont de mieux en mieux reçus et pourraient obtenir autant de légitimité que celle des grèves dans le passé. L'influence des *piqueteros* se renforce au fur et à mesure que la pauvreté se développe et que le chômage se généralise. Déjà, bénéficiaire d'un plan d'emploi ou une prestation de 120 pesos est devenu une nécessité impérieuse pour un tiers de la population. Les piquets s'affirment comme piliers de la vie sociale devant l'écroulement du système de secours étatique-éclésiastique et l'abandon total des chômeurs par les bureaucraties syndicales.

Dans ce processus, le mouvement *piquetero* a tendance à déborder son ancien enracinement purement municipal et brise sa dépendance envers les dirigeants justicialistes. Ainsi, Duhalde tente de reconstruire ces liens clientélistes par le biais de « plans sociaux » financés en réduisant les salaires du secteur public. Or, le gouvernement ne dispose pas des fonds nécessaires pour cette tâche. En outre, il fait face à la radicalisation du mouvement des chômeurs. À côté des directions plus connues, liées à la Centrale des travailleurs d'Argentine (CTA) et au Courant classiste et combatif (CCC, proche du PCR maoïste), un Bloc national des *piqueteros* surgit maintenant, qui regroupe les courants les plus combattifs et liés à la gau-

che.

L'avancée des *piqueteros* converge avec l'apparition des assemblées populaires de quartier, qui deviennent des centres d'organisation des mobilisations et débattent d'alternatives face à la confiscation des comptes bancaires. Les assemblées se multiplient de manière vertigineuse à Buenos Aires et maintenant s'étendent en grande banlieue. Dans les quartiers, on discute de tout. Des tâches à réaliser pour l'*escrache* (3) de la

* Claudio Katz est économiste, professeur à l'Université de Buenos Aires, chercheur au Conicet (Conseil national de recherches d'Argentine), collaborateur de l'Université populaire des Mères de Plaza de Mayo et militant socialiste. Cet article a été traduit du castillan et annoté par Marià Gatti.

1. Une région agricole importante, largement peuplée d'immigrants européens (en argentin, un *gringo* était un immigré européen, souvent italien du nord, et non pas un yanqui).

2. Selon Mabel Gutiérrez, de l'association des familles de disparus et détenus politiques : « Le 22 décembre, trois jeunes furent assassinés à bout portant à Floresta par un agent de police qui était un collaborateur de Videla. Il y a peu, on a su qu'une personne morte le 20 décembre, rue 9 de Julio, fut assassinée par un tortionnaire de la dictature. Si ces lois [d'impunité] n'avaient pas existé, ces jeunes seraient en vie » (*Página 12* du 19 mars 2002)

3. «*Escrache*» c'est d'abord un charivari devant la maison ou le lieu de travail d'anciens assassins et tortionnaires du régime militaire, maintenant élargi aux représentants de la classe dominante vus comme responsables de la crise.

Argentine

semaine jusqu'à la façon de mettre en mesure le non-paiement de la dette externe. On est en train de découvrir l'importance de l'action des rues et la valeur de la solidarité et de l'intervention collective. Des "voisins" (4) obtiennent des escomptes pour les factures d'électricité, d'autres s'occupent des chômeurs, renflouent l'activité communautaire ou empêchent l'expulsion et l'adjudication des petits commerces.

Les assemblées inter-quartiers du Parque Centenario constituent une expérience inédite de Parlement populaire, qui réunit des milliers de "voisins". Pendant des heures, les participants délibèrent, votent, applaudissent ou désapprouvent. Ils coordonnent des activités avec les piqueteros et appuient les travailleurs en conflit. Au cours de ces activités, beaucoup de militants des années 1970 retrouvent de l'énergie, à côté de l'enthousiasme des jeunes qui découvrent l'action politique.

L'organisation de *piqueteros* et assembleuristes exprime une résistance à la dégradation sociale provoquée par quatre ans de dépression économique. On commence à forger une alternative de lutte face à la pauvreté, à la mendicité, à la délinquance et à la chute du niveau de vie. Les organismes surgissent aussi face à l'effondrement des fonctions sociales de base de l'État et de ce fait sont un lieu de discussion pour trouver des solutions en faveur des hôpitaux sans insuline, des pharmacies sans antibiotiques et pour remédier à la pénurie générale de médicaments créée par les laboratoires à des fins de spéculation. Les assemblées affrontent la paralysie de l'éducation et débattent de la manière d'assurer le fonctionnement des cantines scolaires, contrecarrer le décrochage et convertir les collèges en centres d'appui des quartiers à la lutte des enseignants. Les "voisins" se révoltent devant l'hécatombe des fonctions administratives de l'État (obtenir n'importe quel document est une odyssee) et la destruction des services privatisés par la faillite des concessionnaires (en particulier ferroviaires), la chute des paiements et la détérioration délibérée que provoquent les entreprises pour obtenir des augmentations de tarifs.

L'apparition des assemblées marque le début d'une résistance de longue portée

4. Nous traduisons le terme "vecinos" par "voisins", tout en sachant que, surtout tel qu'il est employé aujourd'hui en Argentine, il a un sens de "citoyens" de la communauté de base — la cité ou la résidence. Cf. Ernesto Herrera, *Assemblées populaires... ou « partis de voisins », Inprecor* n° 466/467 de janvier-février 2002.

5. Les dirigeants des deux centrales syndicales péronistes, la CGT et la CGT « rebelle ».

dont l'évolution ne dépend plus de l'issue de chaque mobilisation ou du degré de participation à chaque réunion. Il est possible que la lutte des "voisins" évolue vers la formation d'un mouvement structuré comme celui des piqueteros. Chose certaine, son développement est directement lié au cours de la crise, dont la gravité est illustrée par la discussion dans la presse autour d'une possible « disparition de l'Argentine ».

Cette réflexion n'est pas un divertissement métaphysique, parce qu'il y a des antécédents historiques de fractures nationales dans des cas analogues de désintégration sociale. Quand le gouverneur de San Luis imagine la création d'une république indépendante c'est un exemple du même scénario catastrophique que les entrepreneurs prêts à s'enfuir en hélicoptères par les sorties de secours. Si la crise atteint cette dimension, les formes de résistance qui se créent maintenant pourraient se développer comme modalités de pouvoir populaire.

Un scénario inédit

Maintenant, le mouvement des casseroles atteint les personnalités les plus en vue du régime actuel, c'est-à-dire les politiciens radicaux, péronistes et frépasisistes. Personne n'est à l'abri de cette dénonciation. D'abord, Cavallo a dû se cacher et De La Rúa a pris la fuite. Après, Barra a dû se sauver d'un centre commercial et Fayad d'un restaurant. Par la suite, même Ikonkof et Caviglia ne peuvent plus se promener tranquilles et maintenant Ruckauf se fait insulter dans les vols internationaux, Alfonsín doit affronter les manifestants devant la porte de sa maison et Cafiero s'est fait prendre à partie dans un supermarché. La députée Rubini répond en s'emportant, les amis de Jaroslavsky dissimulent son enterrement alors que Alasino et Notal optent directement pour la démission.

« Pourquoi moi ? » se demandent les hommes politiques du régime, sans comprendre que les électeurs d'abord trompés et ensuite indignés par la coalition radical-péroniste leur soient si hostiles. Alfonsín est pris à partie à la fois pour le Pacto de Olivos et pour le soutien explicite à Duhalde. Ainsi, l'exigence « qu'ils s'en aillent tous » signifie vraiment « tous » ; elle surgit d'une expérience de deux décennies de frustrations qui ne sera pas désamorcée par la farce de réforme politique qu'a concoctée le président pour revenir au système actuel, plus élitiste et dépendant des groupes d'affaires que financent l'Union civique radicale (UCR) et le Parti justicialiste (PJ, péroniste). L'indignation populaire éclate précisément contre ce type de manœuvres que l'autiste Duhalde rep-

rend de l'autiste De la Rúa.

Comme c'est le cas dans toutes les révolutions, le peuple de la rue s'en prend aux symboles du régime et non seulement à ses représentants politiques les plus connus. Les juges courtisans jouent avec le feu en retardant leur démission, dans l'espoir de garanties, charges et ambassades. Après leurs éloges à Duhalde et leurs critiques des *cacero-lazos*, même Daer et Moyano (5) ne peuvent plus prendre un café tranquille sans gardes du corps. La chute est profonde parce que les deux piliers historiques du système politique national sont en train de perdre leur soutien populaire. Avec De la Rúa, le radicalisme est devenu un cadavre auprès de la classe moyenne et Duhalde peut provoquer une éclipse analogue du péronisme chez les travailleurs. Comme il pressent cette possibilité, il hésite devant chaque pas et ne décide aucune contre-offensive cohérente. Donc, les marches d'appui à Duhalde montées par l'appareil péroniste syndical et provincial ont peu de signification.

Il est devenu plus difficile de dissimuler cette réalité par des manipulations télévisuelles, à cause de la réaction populaire contre les médias de communications, dont le niveau de crédibilité chute vertigineusement. La révolte tranche avec les savantes théories médiatiques qui proclament la fin de la politique dans la rue et son remplacement par des spots publicitaires.

Toutefois, le secteur le plus en furie contre la nouvelle réalité politique du pays est la droite, dont les porte-parole ne dissimulent pas la haine envers le surgissement populaire. Ils sont irrités par les assemblées accaparées par des extrémistes (*La Nacion*), menées par des « vandales » (F. Luna) et orientées par des « passions anarchiques » (N. Botana). La vieille élite a ressorti son langage oligarchique vétuste pour exprimer ses malaises, parce que les penseurs de la classe dominante perçoivent le climat de « révolution sociale » (R. Terragno), évocateur de la « révolution française » (M. Grondona), à partir d'une rupture sans précédent « entre la politique et la société » (R. Fraga).

Les hommes du grand capital sont apeurés devant l'impossibilité évidente de recourir dans l'immédiat à l'expédient traditionnel d'un coup militaire. Certains entrepreneurs ont déjà sondé l'État-major de l'armée et songent à « rétablir l'ordre » avec Lopez Murphy ou recherchent une solution à la Fujimori de la part de M. Macri ou De la Sota. Or, avec l'appareil militaire défait, les gendarmes appauvris et les vieux génocidaires discrédités, aujourd'hui une aventure golpiste risque plus de précipiter une révolution ouverte que d'installer une dictature.

Par ailleurs, la révolte a renforcé la conscience démocratique et la lutte contre la brutalité policière. Ainsi, Mathov, Santos et six autres commissaires responsables des assassinats pendant l'état de siège sont détenus, tandis que De la Rúa lui-même préfère éviter les affrontements ouverts — de ce fait, dernièrement les provocateurs ont disparu des manifestations.

La classe dominante recourt à une répression plus souterraine et para-étatique avec les bandes armées péronistes qui attaquent la gauche devant le Congrès et les assemblées de quartier. Par ailleurs, pendant



que la police couvre l'assassinat d'un *piquetero* à Echeverría et réprime brutalement les enseignants de la province de Buenos Aires, les juges gardent Alí (6) en prison et maintiennent les procès de 2500 militants de luttes sociales. Pour le moment la stratégie de tension : provoquer et se retirer devant la crainte de réveiller une réaction populaire plus grande. Mais si les durs gagnent du terrain, ils avanceront vers leur objectif de pétrir un bain de sang.

Ceux qui ont plus clairement saisi l'importance du soulèvement en cours sont les porte-parole de l'impérialisme, qui ont mis la croix sur un pays « ingouvernable » pour cause de révolte populaire. Le torrent d'insultes que les responsables du Département d'État adressent quotidiennement à l'Argentine n'est pas la conséquence de la cessation de paiements, ni de l'échec de la

convertibilité. Il découle de la présence d'une révolte que le gendarme états-unien ne saurait tolérer, surtout dans son arrière-cour. Donc, ils proclament que l'Argentine est une « société désorganisée » (P. O'Neill) qui « devra souffrir » (Kohler du FMI) et qui « mérite de se faire traiter comme une république bananière » (*Wall Street Journal*), jusqu'à ce qu'on ait imposé la « chute des salaires à un tiers de leur valeur actuelle » (R. Dornbusch). Le Département d'État est sans doute en train de concevoir des scénarios d'intervention plus directe devant le péril d'un plus grand impact international du mouvement de protestation. La croyance que « l'Argentine n'intéresse pas le monde » parce que c'est un « pays lointain... Sans matières brutes essentielles... ni la capacité de nuire au système mondial » (C. Escudé) est une illusion soporifique de diplomates qui analysent les relations géopolitiques en marge des bouleversements sociaux.

Transformations évidentes et ignorées

Ces gens expriment contre le mouvement populaire autant d'hostilité que les « voisins » et les *piqueteros* manifestent contre les politiciens du régime. L'appel à l'ordre a pris le pas sur l'attitude initiale de démagogie compréhensive. « Ici on ne peut pas tolérer la sédition... et l'assemblisme chaotique » proclame l'éclaireur de la démocratie, Alfonsín, en réclamant n'importe quel recours pour protéger la corporation politique du régime par l'application de la main dure contre les manifestants. Ce qui dérange le plus les architectes d'un régime de dépouillement du peuple, autrefois dissimulé derrière le paravent de la démocratie représentative, est la popularité atteinte par les formes de démocratie directe des assemblées, qui s'organisent pour lutter et non pour pointer des députés véreux ni pour négocier des pots-de-vin contre des lois de privatisation. Ceux-là même qui se sont mis à la solde des banquiers se rappellent maintenant que « le peuple gouverne par le biais de ses représentants », c'est-à-dire par le biais de mécanismes qui étouffent la délibération, préviennent la révocabilité et assurent l'exercice du pouvoir réel à une bureaucratie financière, judiciaire et administrative, qui impose les décrets qu'exigent les groupes capitalistes. Après avoir octroyé les pleins pouvoirs à Cavallo, donné son aval à la Cour et soutenu les militaires génocidaires, la classe politique du régime proclame cyniquement que les assemblées n'ont pas le droit d'exiger « qu'ils s'en aillent tous ».

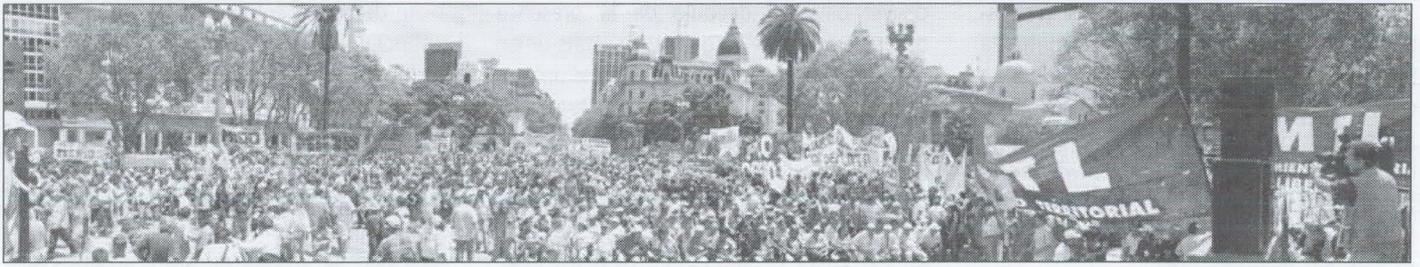
Certains analystes interprètent cette der-

nière demande comme de la « démagogie antipolitique » (E. Mocca), comme si la forme de représentation bourgeoise en force depuis les dernières décennies pour assurer la domination des créanciers, des privatisés et des groupes industriels constituait un exemple de service envers la communauté. La population commence à délibérer et à agir dans les assemblées parce qu'elle a pris conscience — dans le cours accéléré qu'elle a suivi ces dernières années — que les institutions actuelles sont une voie de garage pour toute revendication populaire.

Cette perte de confiance face au régime est manifeste dans les résistances à remettre les réclamations aux Conseils de gestion et de participation de la municipalité ou aux commissions du Congrès. Le pari assembliste maintenant est de ne pas déléguer à quelque député que ce soit, mais au contraire, d'agir collectivement. Ils exigent de toute manière que les législateurs assistent aux assemblées et démontrent dans l'action de quel côté ils se trouvent. Cette attitude, loin d'exprimer le « délire de l'échec des expériences de démocratie directe » (J.J. Sebrelli) indique une perception que la souveraineté populaire se heurte à la domination capitaliste. Nombre de « voisins » commencent à comprendre qu'aussi longtemps que Citibank, Repsol et Perez Companc détiennent les ressorts du pouvoir, la démocratie sera une chimère. Et ainsi, ils empruntent de nouveaux chemins.

Or, comme cette recherche contredit tous les projets de rénovation de la participation (surtout le fantasme d'E. Carrió, la construction de la « république du capitalisme sain ») plusieurs voix du régime se lèvent pour proclamer que « l'assemblisme favorise la droite » (F. Storani) et « nourrit les idées violentes » (J. Vitar). Dans cette veine, les politiciens qui ont porté De la Rúa au pouvoir oublient que les plans d'ajustement et l'état de siège ont surgi de ses cabinets et non pas du Parque Centenario. Le spectre de la droite qu'ils ressuscitent a toujours constitué le prétexte privilégié pour soutenir les réactionnaires réellement existants et maintenant on l'utilise pour justifier le co-gouvernement avec Duhalde. Heureusement qu'un secteur important de la population ne croit plus en ces histoires et perçoit que les dévaluationnistes sont aussi néfastes que les dollarisateurs et que les entrepreneurs liquidateurs sont aussi exploités que leurs asso-

6. Emilio Alí, un dirigeant des *piqueteros*, détenu pour avoir réclamé de la nourriture dans un supermarché, est devenu un symbole de la répression. De très nombreuses déclarations des assemblées populaires exigent sa libération (cf. *Inprecor* n° 466/467 de janvier-février 2002).



ciés du FMI.

Cette évolution politique de grands secteurs de la classe moyenne, jointe à sa convergence dans l'action avec les piqueteros irrite surtout les penseurs médiatiques du ménemisme, qui se lamentent au sujet de « l'infantilisme collectif » des protestations (J. Asis). Mais il y a aussi plusieurs critiques progressistes de la présence dans les marches de « gérants qui réduisent les travailleurs en esclavage » (M. Giardinelli). Et les commentaires ironiques ne manquent pas à propos des « damnés qui ne sont pas opprimés », qui ne revendiquent que le remboursement de leurs dépôts à terme.

Le ton de ces questionnements est assez semblable aux insinuations de Daer et Moyano qui visent à rompre l'unité de lutte qui se construit dans un pays historiquement divisé entre la classe moyenne radicale et la classe ouvrière péroniste. Que cette division, au lieu de réapparaître (comme c'est le cas actuellement au Venezuela) commence à se dissiper, ne peut attrister que les nostalgiques du ménemisme et de l'Alliance, dont l'alternance au pouvoir s'est toujours appuyée sur cette division.

Les changements en cours dans l'action et la conscience populaire surprennent ceux qui ont toujours vu l'Argentine comme un cas perdu d'immobilisme politique. Mais ces transformations sont également incompréhensibles à l'intérieur du moule invariablement pessimiste forgé dans le cadre de la régression sociale dramatique, ou dans le cadre du discours infamant qui prédomine chez les penseurs hostiles à la lutte populaire.

Parmi ces derniers, il est devenu courant de déclarer que « nous, les Argentins, ne servons pas ». Avant, ils expliquaient que « l'étatisme nous menait à l'échec » mais maintenant ils postulent que la stagnation constitue une tare nationale. Certains déclarent que « l'Argentine n'a pas la capacité de se transformer et de prendre des décisions parce qu'elle est peu concurrentielle » (A. Touraine) et d'autres découvrent qu'il y a « quelque chose dans l'histoire et la culture du pays qui rend la croissance économique non-viable » (R.J. Samuelson). Ces vulgarités incroyables sont largement diffusées parce qu'elles expriment l'état d'âme de la classe

dominante, qui n'est pas le même que celui des assemblistes et des piqueteros qui fêtent le Carnaval, partagent l'énergie des mobilisations et commencent à recréer une culture critique comme celle qui a préfiguré le mai français. Se rapprocher d'eux permet d'entrevoir un autre avenir possible.

La dynamique sociale du soulèvement

La convergence des chômeurs et de la classe moyenne démontre la portée de la révolte actuelle, dans des mobilisations dont les jeunes sont les protagonistes, avec un fond de résistance ouvrière.

Par contre, certains camarades estiment que la classe ouvrière était absente de cette bataille et « ne se présente pas comme classe » (R. Astarita), sans prendre en compte l'escalade de grèves qui a précédé et qui alimente la lutte actuelle. Malgré le chômage, le niveau de participation à chaque appel à la grève générale rejoint les indices historiques du pays et dépasse le retentissement habituel de tels appels dans la plupart des pays. En particulier, les fédérations de salariés publics se retrouvent dans un état de mobilisation permanente depuis longtemps déjà et sont à l'avant-garde de beaucoup de mobilisations. La poursuite de l'ajustement budgétaire et surtout l'intention officielle d'instaurer le paiement de salaires en deux fois a tendance à renforcer ce rôle déterminant des salariés d'État dans la lutte actuelle.

C'est certain que la classe ouvrière industrielle, socialement affaiblie par deux décennies de désarticulation productive, ne joue pas le rôle central qu'elle a rempli lors du Cordobazo ou de la grève de 1975. Or, ce fait n'exprime qu'un changement dans la dynamique de la lutte sociale et non pas le reflux de la résistance. C'est erroné de prendre pour acquis que le cours de la lutte des classes doit reproduire les formes du passé, sans percevoir par exemple comment le mouvement des piqueteros s'articule autour d'anciens dirigeants syndicaux, comment il reprend et continue les traditions de l'avant-garde ouvrière.

Le soulèvement actuel constitue, au fond, une révolte sociale des classes oppri-

mées contre l'expropriation capitaliste de l'emploi, du salaire et de l'épargne. Sa dynamique est marquée par l'intervention des travailleurs, des chômeurs et de la classe moyenne. La majorité de ce dernier groupe est constituée de couches appauvries des salariés et des professionnels moyens, avec de petits commerçants à bas revenus et de petits propriétaires.

Décrire les secteurs qui participent à la révolte en termes sociaux permet de comprendre les racines de leur antagonisme contre la classe dominante. Cette compréhension de la dynamique de la protestation est diluée par les analyses du conflit en termes de « multitudes » parce que ce concept obscurcit le profil social d'un soulèvement dont les protagonistes sont des classes et non pas des agglomérations indéfinissables, amorphes et anonymes. La capacité transformatrice des chômeurs qui bloquent les rues, des travailleurs qui paralysent une usine et des salariés publics qui occupent un établissement, s'enracine précisément dans une action de classe et non pas dans un vague comportement de multitude (un terme qui par ailleurs a des connotations péjoratives dans la tradition argentine). Comprendre la dynamique de l'affrontement actuel permet d'autre part d'entrevoir une perspective socialiste pour la bataille en cours. D'autres camarades interprètent la révolte actuelle comme une « insurrection citoyenne (...) dont le nouveau sujet est le travailleur social » (A. Fanjul). Mais cette optique rend difficile de saisir à quel point la protestation est une réaction contre le quadrillage constitutionnaliste de la population, qui règne depuis 1983. Les « citoyens-voisins » se soulèvent contre les « citoyens-politiciens », les « citoyens-juges » et les « citoyens-banquiers », parce que, sous le vocable de citoyens, on retrouve un abîme d'intérêts sociaux. C'est cela, le contenu anticapitaliste d'un soulèvement motivé par l'expropriation des salaires et de l'épargne, qui regroupe les anciens sujets sociaux, c'est-à-dire toutes les couches de la classe laborieuse et ses alliés populaires.

Certaines analyses signalent que le fait que l'affrontement actuel se déroulant dans les quartiers exprime l'extension des formes d'expropriation capitalistes à des milieux

plus larges de la vie sociale. Les sans-emploi se mobilisent à partir de leur voisinage et les épargnants de leur point de rencontre. Mais cette modalité ne signifie pas que le « pouvoir de résistance est passé des usines aux quartiers », parce que les centres névralgiques du pouvoir sont toujours situés dans les lieux de production et de gestion des services. C'est en ces lieux que la classe ouvrière peut nettement faire valoir sa capacité de lutte. D'autres analyses du soulèvement soulignent que les traditions de résistance nationale ont tendance à se reconstruire, par exemple à travers le cri « Argentine, Argentine » qui apparaît dans les grandes marches (H. Gonzalez). Et il ne fait pas de doute qu'il existe un sentiment profond de refus du saccage des richesses que vit le pays au bout d'une décennie de privatisations et de « relations charnelles » avec les États-Unis. Cette réaction contient des projections anti-impérialistes, mais dans le cadre de l'épuisement du péronisme comme véhicule de ces aspirations. Par ailleurs le péroniste Duhalde gouverne sous la tutelle du FMI et poursuit la tradition ménémiste de servir les banquiers et de s'en prendre à Cuba. Cette détérioration des vestiges du nationalisme justicialiste est la grande différence avec les années 1970 et l'époque de la Jeunesse péroniste, anéantie depuis. Les jeunes du cacerolazo sont en ce sens plus près de l'orientation internationaliste de la protestation globale de Seattle, Gênes et Porto Alegre que des appels patriotiques.

L'essor de la gauche

Il y a de forts indices de l'influence croissante de la gauche, qui est bien accueillie dans les mobilisations et dont les dirigeants participent librement aux assemblées sans porter la croix d'appartenance à la « classe politique ». Un changement important est intervenu entre les premières marches marquées par l'a-partisme et l'absence de banderoles politiques et les mobilisations plus récentes, où aucun militant du PJ, de l'UCR ou de l'ARI n'ose dévoiler son affiliation, tandis que tous les courants de la gauche déploient leurs étendards.

La croissance de la gauche qui est reconvenue par les hauts fonctionnaires et notée par les médias de communication constitue la grande préoccupation du PJ, qui craint une désertion de sa base populaire. La gauche peut commencer à être vue comme l'espoir du mouvement, car c'est la seule force qui n'a participé à aucune des expériences frustrantes de gouvernement des dernières décennies.

La gauche a également joué un rôle

déterminant dans le processus qui a débouché sur la formation du Bloc national des piqueteros. On a également noté son influence dans les réunions des « voisins », les plates-formes votées au Parque Centenario et les pancartes les plus en vue des manifestations des épargnants.

Certains commentateurs de partis du centre-gauche sont mécontents de cette reconnaissance et particulièrement critiques du rôle de la gauche dans les assemblées de quartier. Ils considèrent que la gauche conspire contre l'unité quand en réalité elle a favorisé la convergence entre les piqueteros et les cacerolazos, en opposition aux anciennes alliances infructueuses avec les capitalistes nationaux. D'autres déclarent leur refus des approbations tumultueuses à main levée des énoncés des partis, et les plus consternés prétendent que la gauche cherche à usurper la révolte avec des phrases toutes faites et manipulées.

Et pourtant, aucun critique ne semble noter que le cours des assemblées est dicté davantage par la situation dramatique du pays et la nécessité de chercher des solutions à sa hauteur que par l'influence d'appareils omniprésents. Il est faux qu'une structure de militants bien formés cherche à tromper les « voisins » avec des propositions qu'ils refuseraient. Il n'y a aucune manipulation, c'est tout simplement un virage à gauche, dans l'appui massif au non-paiement de la dette externe, à la renationalisation des entreprises privatisées et à la nationalisation des banques.

Certains objecteurs se sont tellement habitués au dirigisme radical-péroniste qu'ils attribuent toute modification de la scène politique à une autre forme de manipulation. Ils ne conçoivent pas que la politisation en cours s'oriente à gauche. Les militants qui organisent une assemblée, transportent les pancartes, impriment les tracts et font la collecte de fonds par simple conviction et non pas par calcul carriériste, commencent naturellement à gagner la reconnaissance des voisins qui participent à la même lutte. En général les partis de gauche ont assimilé l'esprit assembliste qui prédomine dans les réunions massives, où l'on respecte l'utilisation de la parole et les temps d'intervention. Loin d'agir avec suffisance, sectarisme et méthodes estudiantines comme l'ont prétendu des partisans du centre-gauche, ce qui caractérise la gauche est sa distance de l'arrivisme qui marque les biographies de tous les politiciens du régime, surtout au cours de leur passage par le mouvement étudiant, les législatures ou le Congrès. Selon une observation percutante, la vérité est très simple : « les assemblées ne sont pas

infiltrées... au contraire, leurs consignes et leur orientation politique sont de gauche » (P. Audivert).

Si la gauche progresse c'est parce qu'elle stimule l'organisation des piqueteros et le développement d'assemblées en favorisant sans crainte un débouché sur des organismes de pouvoir populaire. Sa différence principale avec les autres forces politiques se situe dans la décision d'encourager l'existence d'organismes autonomes des institutions du régime en place. De telles instances étaient présentes dans toutes les grandes révoltes de l'histoire, même si seulement en peu d'occasions elles ont acquis l'envergure d'un double pouvoir alternatif à la classe dominante. À mesure qu'elles se développent maintenant en Argentine, elles s'affirment comme alternatives face à une crise qui risque de devenir encore plus grave. Il n'y a pas de consigne précise pour emprunter cette voie, ni de délais prévisibles pour son développement. Par contre, des conditions existent pour favoriser les nouveaux organismes et surtout, c'est évident, la volonté de la gauche est de stimuler ce développement.

Reconnaître ce rôle est vital pour ceux qui sympathisent avec les assemblées comme lieu d'amitié et de solidarité mais qui craignent que leur évolution combative ne mène à des affrontements que « l'empire ne permettra pas » (J.P. Feinman). Ce péril existe sans doute, mais il est également possible que le nouveau mouvement engendre un leadership en mesure d'orienter la lutte en correspondance avec la volonté et les possibilités de chaque action. On ne marchera pas sur le Palais d'Hiver de Parque Centenario, mais à partir des assemblées et piquets de tout le pays, un nouveau pouvoir populaire pourrait se construire.

La contribution de la gauche à ce processus est visible dans l'organisation des fronts unitaires, en marche sur plusieurs plans : autodéfense face aux bandes duhaldistes, organisation d'assemblées de quartier et impulsion du programme du bloc des piqueteros. Dans ces instances concrètes, comme dans le fonctionnement d'une table de coordination, les deux derniers mois ont vu des progrès importants. Et cette convergence est devenue possible parce que loin de se cacher sous le lit, comme l'avait pensé J. Petras loin de la mêlée, la gauche se situe en première ligne du soulèvement populaire. C'est une donnée significative du paysage de la révolte. ■

Buenos Aires, 5 mars 2002

Assemblée des Piqueteros : un pouvoir ouvrier et populaire qui se construit

De notre envoyé spécial
Ernesto Herrera*

Les 16 et 17 février, le Bloc National des Piqueteros (1) s'est réuni à Buenos Aires. Ce bloc est constitué par : le Mouvement indépendant des retraités et pensionnés (MIIP) que dirige Raúl Castells (actuellement emprisonné), le Mouvement Teresa Rodriguez (MTR), la Coordination Anibal Veron, le Mouvement des Sans-travail (MST), le Mouvement Terre et libération (MTL), le Pôle ouvrier (PO), le Front des travailleurs combattifs (FTC) et d'autres associations de piqueteros.

La rencontre, convoquée comme Assemblée nationale des travailleurs, a débuté le samedi 16 février par une manifestation à la Plaza de Mayo. Contrairement aux assemblées antérieures, cette fois-ci il n'y avait pas uniquement des chômeurs, mais également des délégués syndicaux, des travailleurs en conflit, des militants de quartier, des groupes de femmes, de jeunes, le mouvement des handicapés, des assemblés de voisins et forums de quartiers. Les partis de gauche sont apparus avec leurs militants, leur presse, leurs mots d'ordre. De même des milliers de personnes arrivées en autobus, en camions ou carrément à pied, des dizaines d'orateurs de différentes organisations de tout le pays. On a entendu des propositions de nationalisation des banques, de ré-étatisation des entreprises privatisées,

* Ernesto Herrera, dirigeant du Corriente de Izquierda au sein du Frente Amplio en Uruguay, est membre du Secrétariat unifié de la IVe Internationale et correspondant d'Inprecor pour l'Amérique latine. (Traduction Maria Gatti)

1. Les Piqueteros (du terme "piquete" : barrage de route) sont des travailleurs sans emploi qui se sont organisés pour la satisfaction de leurs revendications. Le 24 juillet dernier ils ont organisé la première assemblée nationale des organisations sociales, territoriales et des sans-emploi à Matanza, en présence d'environ deux mille délégués. Plusieurs organisations politiques et syndicales animent des courants au sein du mouvement des piqueteros ; le Bloc national des piqueteros a été formé à l'initiative de plusieurs d'entre eux.

du non-paiement de la dette extérieure et des appels à « construire un projet politique de pouvoir ».

Il y avait des avertissements sur les périls de la répression et la volonté de l'affronter : « trop de sang des nôtres a déjà coulé, il est temps que les balles touchent à eux ». Le délégué du mouvement des paysans sans terre (MST) du Brésil s'écriait : « La lutte en Argentine, c'est pareil partout en Amérique latine : il s'agit de changer ce monde de merde dominé par le capital », tandis que Hebe de Bonafini saluait les manifestants en leur rappelant que « c'est une certitude, la révolution n'est pas loin ! ». Les casseroles

glise catholique — ni le Front national contre la pauvreté.

L'autre courant des piqueteros (qui n'a pas participé à cette assemblée) a également fait l'objet de questionnements. Le bloc de La Matanza (province de Buenos Aires) organisé par le Courant classiste combatif (CCC, que dirige Juan Carlos Alderete, où le Parti communiste révolutionnaire d'origine maoïste est le courant principal) et la Fédération de Terre et Logement (FTV, que dirige Luis d'Elia, d'une composante de la CTA), ont pris leurs distances avec la ligne radicale du Bloc national des piqueteros. Toutefois, le bloc de La Matanza maintient



étaient également au rendez-vous. Plusieurs assemblées de quartier avaient transmis des messages de solidarité et d'appui, et d'autres, comme celle du Parc Lezama, étaient présentes, comme pour réaffirmer que la rébellion mobilisée et les revendications démocratiques radicales commencent à converger avec le programme classiste et révolutionnaire des organisations des piqueteros. Plusieurs chants et affiches exprimaient cette nécessité d'unité : « Piquets et casseroles, la lutte est une ».

Les critiques ne ménageaient pas les bureaucraties syndicales des deux CGT (Daer et Moyano), ni la CTA de Victor De Gennaro — accusées de s'embarquer dans la proposition de « concertation » et de « dialogue » en provenance du gouvernement et de l'É-

une grande capacité d'organisation et de mobilisation, comme il l'a démontré à la fin janvier, dans une marche de vingt mille manifestants.

Le dimanche 17 janvier, l'Assemblée s'est poursuivie dans l'ancien théâtre Colonial d'Avellaneda (province de Buenos Aires), situé à l'entrée de la ville, dans la zone du Riachuelo, où les usines métallurgiques foisonnaient à d'autres époques. On y a tenu des débats et élaboré les propositions qui constituent un Plan de Lutte contre le gouvernement, le capital et l'impérialisme.

Près de 2 000 délégués et déléguées qui, selon les organisateurs, représentent quarante mille piqueteros de la Capitale fédérale et des provinces de Buenos Aires, Jujuy, Tucuman, Neuquen, Santa Cruz et Salta.

Beaucoup de jeunes et de femmes. Mesures de sécurité rigides, climat de lutte de classes et de guerre civile, discours dur et intransigeant : tout cela était typique d'une assemblée du prolétariat le plus pauvre, le plus exploité et réprimé, typique d'un mouvement parti de l'organisation des non-organisés, pour se transformer en avant-garde du processus révolutionnaire ouvert dans le pays.

Il y eu des Appels à l'unité, en même

temps qu'une discussion ouverte, plurielle, démocratique, où les appels internationalistes n'ont pas manqué (surtout en solidarité avec Cuba) ainsi que des appels à organiser des « milices d'autodéfense », des mobilisations et à élaborer un programme populaire.

Le Plan de lutte des piqueteros (voir ci-dessous) comprend un ensemble de revendications. « La principale est que tous les politiciens s'en aillent » a dit un délégué. Une des exigences votées au théâtre Colonial est

la réouverture sous contrôle ouvrier des usines fermées.

Dans la nuit de dimanche, les piqueteros ont présenté leur historique de luttes à l'Assemblée interquartiers de Parque Centenario, où ils ont demandé l'appui des 1 500 délégués des voisins qui y étaient « autoconvoqués ».

Buenos Aires, le 19 janvier 2002

Document

Résolution de l'Assemblée nationale des travailleurs

Cette Assemblée nationale des travailleurs considère :

1. Que le gouvernement Duhalde est un gouvernement ennemi de la classe ouvrière et du peuple. Responsable de la dévaluation qui a détruit nos salaires, de la confiscation des épargnes des petits épargnants, de la « pesification » qui a consacré une liquidation monumentale des dettes des exploiters autochtones et de l'engagement de payer la dette externe. Un gouvernement qui se sert du discours de la « souveraineté nationale » pour dissimuler sa politique de saccage en faveur des grands trusts tentaculaires, pendant qu'il exécute les diktats qu'impose le FMI. Nous soumettons notre plan de lutte, qui propose une issue populaire d'ensemble, à la considération de tous les travailleurs. Cette issue passe par l'expulsion de Duhalde et de la classe de pilleurs qui l'a mis au pouvoir.

2. Que la « concertation » armée sous la direction de l'Église et des Nations unies est une manœuvre politique qui vise à récupérer, à mettre au pas et à diviser les organisations des travailleurs pour préserver le régime. En conséquence, nous appelons à refuser la « concertation » et à dénoncer le soutien apporté à cette politique par les centrales syndicales et par des forces politiques (PJ, UCR, Frepaso, ARI, Pôle social, Frenapo).

3. Que les « conseils de crise » ou « conseils consultatifs » par lesquels le gouvernement cherche à canaliser les plans sociaux sont un moyen pour convertir l'aide sociale en une manne pour les capitalistes et pour mettre au pas ou affaiblir les organisations véritables des chômeurs. Nous dénonçons l'utilisation des projets de création d'emplois pour

offrir une main d'œuvre au rabais à 50 dollars aux entreprises en faillite, nous appelons à ne pas intégrer ces « comités d'urgence » ou de « crise » et exigeons, appuyés par la mobilisation, la totalité des fonds que nous réclamons sous contrôle des organisations de chômeurs.

4. Que nous assistons à un torrent de luttes et à l'organisation de ces luttes par le biais des Assemblées populaires (et l'Interquartiers de Parque Centenario dans le cas de la Capitale et de l'agglomération de Buenos Aires) et des Assemblées des piqueteros et de la classe ouvrière. Définissons comme stratégie des piqueteros et des secteurs syndicaux combattifs regroupés dans cette Assemblée nationale l'incorporation au mouvement actuel des piquets du mouvement ouvrier industriel et des grands services publics privatisés. Toute tentative sérieuse de renverser le gouvernement actuel et le régime dominant ne peut pas se passer du rôle fondamental des travailleurs qui aujourd'hui font fonctionner les principaux centres de production et les services essentiels comme l'électricité, le gaz, le téléphone et les transports.

5. Que la CCC, la FTV, la CTA doivent rompre toute négociation avec le gouvernement dans le dos du mouvement des piqueteros et se joindre au plan de lutte pour en assurer la victoire. La politique d'illusions en des gouvernements qui obéissent aux exploiters nationaux et étrangers est un échec ; nous y opposons le programme des piqueteros, qui n'exige pas uniquement des plans de création d'emplois sous contrôle des organisations de chômeurs mais aussi un refus de la dévaluation, le non-paiement de la dette externe, la nationalisation des banques et que les salaires et les prestations aux chômeurs couvrent le panier familial. Nous demandons que, aujourd'hui même, on initie une discussion du programme avec ces organisations, dans le cadre de la lutte et du plan de lutte.

6. Que devant l'ensemble de la situation, il faut porter le programme suivant :

— Liberté pour Raúl Castells, Emilio Alfí, Peralta et les autres camarades détenus.

— Arrêt des procès des militants.

— Jugement et punition des responsables intellectuels et matériels des assassinats commis au cours des journées du 19 et du 20 décembre. Jugement et punition des assassins des camarades de Salta (Justiniano, Gomez, Veron, Barrios et Santillan) et de Corrientes.

— Non-paiement de la dette extérieure

— Nationalisation des banques et des entreprises de base

— Étatisation des AFJP (fonds de retraite et autres rentes)

— Interdiction des licenciements et des mises à pied temporaires.

— Étatisation et mise en marche sous contrôle ouvrier de toute entreprise qui ferme ou effectue des mises à pied et, dans les mêmes conditions, réouverture de toutes celles qui sont déjà fermées.

— Remboursement immédiat des dépôts des petits épargnants.

— Lutte pour du travail véritable et permanent par le partage des heures de travail sans diminution de salaire.

— Salaire minimum et indemnités de chômage qui couvrent la valeur du panier de la ménagère (y compris les plans d'emploi) indexés au coût de la vie.

— Dehors Duhalde et le FMI. Pour un gouvernement des travailleurs.

7. Que cette Assemblée est la continuité de tous les processus de lutte et d'organisation qui font du mouvement des piqueteros un facteur avec son poids propre dans la situation politique nationale. La continuité du Santiaguénazo, du Cutralcazo, des soulèvements de Mosconi et Tartagal et des barrages de route massifs à La Matanza, des processus qui nous mettent devant la possibilité de résoudre en faveur des travailleurs la crise de pouvoir du système d'exploitation dans notre pays.

8. Qu'il nous incombe d'agir, parce que l'action tenace du peuple n'a pas encore culminé en une victoire, mais en l'usurpation par un gouvernement illégitime et pantin au service des pilleurs. Ainsi, nous proposons le plan de lutte suivant :

— à partir du 18 février : renforcement des barrages de route pour un temps indéterminé ;

— le 20 février : mobilisation et cacerolazo national avec les Assemblées populaires et l'Interquartiers à la Plaza de Mayo et devant tous les sièges du gouvernement pour marquer deux mois de révolte populaire et l'assassinat des camarades ;

— le 25 février : barrage des accès aux industries pétrolières et entreprises privatisées ;

— le 2 mars : mobilisation nationale pour la liberté d'Alfí, Castells, Peralta et de tous les prisonniers des luttes ainsi que de Bertola, Quinteros et de tout autre prisonnier politique ainsi que la fin des procès des militants. Jugement et punition des responsables des morts des journées des 19 et 20 décembre.

— Du lundi 4 mars au vendredi 18 mars : Marche nationale de travailleurs en liaison avec les Assemblées populaires à Plaza de Mayo à partir des régions du pays. Coordination avec la grève des cours. Appui actif aux occupations de Zanon, Bruckman, aux barrages de routes en cours, à la mobilisation des chômeurs de la Ville de Buenos Aires, à la lutte des travailleurs ferroviaires de Sarmiento, des travailleurs d'imprimerie de Quebecor et aux autres luttes.

— Une nouvelle Assemblée de travailleurs, avec et sans emploi, est convoquée le 2 avril.

Buenos Aires, 16 février 2002

IV^e Internationale

Comité exécutif international

Le Comité exécutif international, l'instance dirigeante de la IV^e Internationale entre deux congrès mondiaux, s'est réuni fin février en session plénière ordinaire. Outre ses membres, les observateurs des sections nationales et les observateurs permanents, deux invités ont pris part à ses travaux : les représentants de l'International Socialist Movement (IST, tendance au sein du Parti socialiste écossais) et ceux du Democratic Socialist Party d'Australie.

Le CEI a discuté de la situation politique en Argentine, du bilan du second Forum social mondial et des perspectives du mouvement contre la mondialisation capitaliste, des relations entre l'Internationale et la Tendance socialiste internationale (IST, dont le Socialist Workers Party britannique est la principale organisation), de la situation de la section uruguayenne et de la diffusion de la publication internationale en langue anglaise, *International Viewpoint*. Il a discuté du bilan de la trésorerie et a adopté le budget de l'année 2002. Il a entendu des rapports d'information sur la situation au Portugal, au Sri Lanka et aux Philippines. Une déclaration introduite par les délégués du Parti révolutionnaire des travailleurs de Mindanao (RPM-M) a été adoptée à l'unanimité après discussion.

La préparation du XV^e Congrès mondial de l'Internationale (précédemment convoqué pour l'automne 2001, il a dû être reporté faute de moyens pour le financer) fut un des points centraux des débats de ce CEI. La ligne générale de deux documents soumis au débat du Congrès mondial a été adoptée et une commission de rédaction et de mise à jour a été constituée : il s'agit de la résolution sur la situation politique mondiale (adoptée par 70,8 % contre 4,2 % avec 20,8 % d'abstentions ; 4,2 % ne prenant pas part au vote) et de la résolution sur le rôle et les tâches de la IV^e Internationale (adoptée par 92 %, contre 0 et 8 % ne prenant pas part au vote). Le CEI a décidé de convoquer le XV^e Congrès mondial pour le premier trimestre 2003 et demande aux sections de lancer des campagnes de souscription afin de pouvoir le financer. [J.M.]

Déclaration du CEI

Non au déploiement des troupes US aux Philippines !

1. La déclaration en faveur de la « paix par tous les moyens » du président philippin Arroyo, présentée comme visant une résolution du conflit à Mindanao, s'est métamorphosée maintenant en une offensive militaire tout azimut appuyée par les États-Unis. L'administration d'Arroyo a approuvé en janvier 2002 le déploiement de 660 militaires états-uniens dans la province de Basilan, dans l'île de Mindanao. Il s'agit du plus important déploiement des troupes US dans le cadre de leur guerre mondiale « contre la terreur » en dehors de l'Afghanistan. Arroyo prétend qu'il s'agit seulement d'une participation aux manœuvres militaires communes nommées « Balikatan Exercice 2002 », dont le but serait de mettre à niveau les compétences des soldats philippins dans la lutte contre le terrorisme. Mais ces manœuvres sont prévues pour durer six mois, ce qui viole l'Accord sur l'échange des forces armées comme le Traité de défense mutuel, passés entre les États-Unis et les Philippines.

2. Il est clair que l'autre but des militaires américains à Mindanao est de combattre le Groupe Abu Sayyaf

(ASG), accusé de faire partie du réseau terroriste international Al Qaida. Seuls les États-Unis établissent un lien entre ASG et Al Qaida, sans présenter de preuves convaincantes. Le Groupe Abu Sayyaf n'est aujourd'hui rien de plus qu'un groupe de bandits locaux qui pratique des enlèvements pour extorquer des rançons et emploie des méthodes terroristes dans ce but (même s'il a commencé son activité en tant que groupe islamiste).

3. Les États-Unis ont envoyé non seulement des troupes, mais aussi un armement puissant à Mindanao et promettent de fournir d'autres armes sophistiquées. Cela fait partie du projet d'installer un commandement militaire états-unien à Basilan. Ainsi la présence de l'armée US à Mindanao n'aura rien de temporaire. Il s'agira d'un glissement, sans pour autant imposer les frais d'entretien d'une base militaire permanente dans l'archipel des Philippines. Mais ce glissement constitue une violation grossière de la Constitution philippine. Le but en est à la fois de renforcer le contrôle de la région sud-est asiatique et d'avancer un pion stratégique dans la politique américaine envers la Chine.

4. La campagne anti-terroriste sous la houlette états-unienne à Mindanao n'est rien d'autre qu'une guerre contre-insurrectionnelle dont la population civile de la province de Basilan et au-delà de toute Mindanao sera la première victime. Car l'armée US et les Forces armées des Philippines mèneront des opérations prétendument dirigées contre des soi-disant groupes terroristes qui ne se limiteront pas à Basilan. Déjà l'opération militaire appuyée par les États-Unis est dirigée non seulement contre le groupe Abu Sayyaf, mais contre les organisations révolutionnaires armées dans toute l'île de Mindanao. Cela ne peut qu'aggraver la crise sociale et politique.

5. Mindanao joue un rôle essentiel dans la politique néolibérale du gouvernement philippin, totalement soumise aux exigences de l'Aire est-asiatique de croissance qui couvre Brunei, l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines (BIMP-EAGA). L'offensive militaire appuyée par les militaires états-uniens à Mindanao n'est nullement dirigée contre le seul ASG. Elle a aussi pour but d'écraser tous les groupes révolutionnaires et de terroriser les militants du mouvement contre la mondialisation néolibérale. L'engagement militaire US à Mindanao fait ainsi partie d'un plan capitaliste global visant à consolider BIMP-EAGA en tant qu'une des zones régionales de libre-échange en Asie.

La IV^e Internationale condamne le déploiement des troupes états-uniennes aux Philippines. L'action irresponsable du gouvernement philippin menace les intérêts nationaux du pays. En particulier l'intervention américaine menace le bien-être et la vie de la population civile de Mindanao, les trois peuples : Moro, Chrétiens et Peuples indigènes. Nous devons construire une campagne mondiale de solidarité en défense du droit des masses philippines d'être à l'abri de telles menaces. Nous appelons les mouvements sociaux, les organisations révolutionnaires et les organisations de défense des droits humains dans le monde pour qu'ils expriment leur refus de la nouvelle présence américaine aux Philippines ainsi que leur opposition à la guerre globale conduite par les États-Unis, qui s'étend maintenant à la région sud-asiatique.

Nous avons condamné les activités terroristes du groupe Abu Sayyaf et d'autres groupes fondamentalistes et droitiers. De même nous condamnons avec force l'intervention directe des États-Unis aux Philippines.

28 février 2002

Colombie

Arrêtez les bombardements au Caguan ! Non au Plan Colombie !

1. Finalement, comme l'exigeaient les États-Unis, le gouvernement néolibéral et réactionnaire d'Andres Pastrana a choisi la guerre ouverte. Depuis vendredi 21 février dans la matinée, les attaques contre la zone démilitarisée sous contrôle des FARC-EP ont commencé. Ainsi a-t-il été mis fin au processus de paix.

2. Des avions OV-10 et Kafir, des avions fantômes DC-34 et des hélicoptères d'artillerie Black Hawk participent à l'offensive guerrière baptisée "Thanatos". Plus de 13 000 soldats se déplacent au sol, y compris le bataillon d'infanterie de Grenade (département de Meta), ainsi que les troupes des 9^e, 12^e et 13^e brigades. Toutes ces forces de l'armée et de l'aviation colombienne sont « assistées » par des militaires nord-américains dans le cadre de la stratégie de contre-insurrection du Plan Colombie.

3. Cette nouvelle phase de guerre vise à détruire non seulement les FARC-EP, mais aussi l'ensemble du mouvement insurrectionnel et populaire colombien. Les bombardements au Caguan sont accompagnés d'une escalade de la sale guerre contre les militants du mouvement social, ainsi que par une campagne d'intimidation de la population civile. L'armée, les paramilitaires, la DEA (Agence de lutte contre le trafic de drogue, USA) et des officiels nord-américains de haut rang participent à cette guerre contre le peuple colombien.

4. Cette offensive, promue, armée et financée par Washington s'inscrit dans une stratégie globale pour l'Amérique latine. Elle passe par l'accélération de la Zone de libre échange des Amériques (ZLEA) comme projet de domination, l'intervention directe et déstabilisatrice dans le "triangle radical" (Colombie, Équateur, Venezuela) et la mise en place d'une politique de contre-insurrection violente contre les luttes des mouvements populaires et contre la gauche. Elle s'inscrit aussi dans le renforcement des mécanismes de recolonisation économique par le biais du paiement de la dette extérieure et les plans d'ajustement imposés par le FMI et la Banque mondiale. Cette offensive impérialiste prétend offrir un "blindage" à la crise de direction politique des élites gouvernantes. C'est la réponse brutale du capital face à la croissance des résistances sociales et des luttes révolutionnaires qui, comme en Argentine, non seulement ont fait s'écrouler le mythe de l'invulnérabilité néolibérale, mais ont aussi ouvert le chemin à un processus d'auto-organisation ouvrière et populaire, démocratique et radicale.

5. La IV^e Internationale condamne les bombardements au Caguan, se prononce de nouveau contre le Plan Colombie de l'impérialisme nord-américain et se solidarise avec les luttes du mouvement insurrectionnel armé et des travailleurs, paysans, étudiants et habitants de Colombie. Elle adhère à la campagne internationale des forces démocratiques, progressistes, anti-impérialistes et révolutionnaires qui exigent la fin de la guerre et le respect intégral des droits humains, sociaux et politiques.

21 février 2002

Secrétariat unifié de la IV^e Internationale

Forum social mondial II



Par
Livio Maitan*

Le second Forum social mondial (FSM) de Porto Alegre 2002 fut un succès d'un triple point de vue : participation, beaucoup plus vaste que l'année précédente ; effort de réflexion politique et théorique sur des problèmes majeurs de notre époque ; définition d'échéances et d'objectifs futurs. Ceux qui, après le fatidique 11 septembre, avaient craint ou espéré un essoufflement ou un déclin du mouvement contre la mondialisation capitaliste néolibérale, sinon sa disparition tout court, ont dû prendre acte qu'espairs et craintes étaient injustifiés. Cela est ressorti encore plus nettement par contraste : en même temps se déroulait en effet à New York le Forum économique mondial (dit de Davos) dans une atmosphère morose, voire crépusculaire. Le *Financial Times* (5 février) concluait ainsi ses reportages : « Si on n'est pas capable de retravailler la formule, le monde pourrait ne plus écouter ». Qui plus est, le même journal avait écrit quelques jours auparavant : « Des preuves récentes indiquent que de nombreuses organisations qui protestent à New York et à Porto Alegre jouissent d'une confiance populaire plus grande que les grands noms du capitalisme ». Voilà une simple phrase qui renforce notre idée qu'il faut continuer le combat.

La portée ample et multiple des conférences, des débats, des manifestations, des rencontres plus particulières qui ont nourri des journées inoubliables a eu comme conséquence que même les participants les plus actifs, les plus disposés à réduire leurs heures de sommeil, ont eu de la peine à avoir une vue d'ensemble. Cela d'autant plus que, au delà d'innombrables débats, aux audiences massives ou avec une participation plus limitée de « spécialistes », le

FSM a été marqué par une « coexistence » de trois composantes : les mouvements sociaux, les jeunes et les assemblées de parlementaires. Voilà pourquoi, d'ailleurs, les rapports au retour, tout en partant d'une appréciation commune très positive, ont révélé souvent des approches et des accents différents.

Personne ne saurait évidemment oublier que les mouvements sociaux ont joué le rôle principal dans la genèse et la croissance du mouvement contre la mondialisation capitaliste néolibérale et en sont toujours la colonne vertébrale. Par leur composition et leur participation à des luttes dans des secteurs et à des niveaux multiples, par leur affrontement plus direct aux réalités du monde qui existe, ils représentent tendanciellement la composante la plus radicale, si on peut le dire ainsi, de la gauche de Porto Alegre. Ce n'est donc pas par hasard que, aussi bien en 2001 qu'en 2002, ils ont adopté les déclarations les plus fermes et les plus avancées. Bien entendu de nombreux jeunes ont été, dès le début, parmi les protagonistes de ces mouvements. Mais il nous semble justifié de les considérer, à cette occasion, comme une composante relativement autonome du fait même de l'ampleur sans précédent de leur participation et donc de la présence d'un très grand nombre de jeunes qui en étaient à leur première expérience. Le fait même que des débats ininterrompus se sont succédés sur des sujets multiples — allant des réflexions sur la radicalisation de la jeunesse à des moments cruciaux du XX^{ème} siècle et aux événements d'Argentine — est révélateur d'une soif d'apprendre et d'une disponibilité encourageante à s'engager dans les luttes qui sont devant nous.

Il était prévisible que des problèmes allaient se poser dans le Forum parlementaire. En effet, c'est surtout dans ce cadre que

En vrac...

Selon des informations parues dans la presse brésilienne ont été enregistrés 51 300 participants provenant de 131 pays, 210 ethnies et s'exprimant en 186 langues, et 15 230 délégués (syndicats, ONG, mouvements sociaux, etc.) dont 57 % d'hommes et 43 % de femmes.

Ont participé au camp environ 15 000 jeunes provenant de 52 pays.

Après la délégation brésilienne, voici les délégations les plus nombreuses : Italie 979, Argentine 924, France 682, Uruguay 465 et États-Unis 406.

se concrétisait l'opération de certains courants politiques traditionnels, surtout appartenant à des partis sociaux-démocrates, de s'insérer dans le mouvement de Porto Alegre. A vrai dire, ces néophytes, souvent vieux combattants de batailles peu glorieuses, n'ont pas fait preuve de retenue. Certains se sont mêlés, dans leurs buts spécifiques, à des manoeuvres internes au Parti des Travailleurs (1), d'autres ont eu recours à de véritables chantages en exploitant la volonté unitaire qui prévalait généralement à Porto Alegre. Comme le mentionnent des articles qui suivent, des tiraillements et des affrontements se sont effectivement produits, surtout sur la question de la guerre. C'était effectivement une tâche ardue que de rédiger des déclarations communes avec des parlementaires de partis qui avaient soutenu les guerres du Golfe, des Balkans et soutenaient aussi la guerre en cours en Afghanistan. Finalement on s'en est sorti par l'adoption de deux motions parallèles. L'une, assez générale, a été adoptée unanimement. Mais sur l'autre, ne comportant pas une condamnation explicite de la guerre, on

* Livio Maitan, dirigeant de la IV^e Internationale, est membre de la direction du Parti de la refondation communiste d'Italie

1. Un quotidien de Porto Alegre a publié lors de l'ouverture du Forum un communiqué signé, entre autres, par des dirigeants des Démocrates de gauche (DS, Italie), des intellectuels italiens et Tarso Genro (actuel maire de Porto Alegre, représentant l'aile modérée du Parti des Travailleurs du Brésil) dans lequel on accusait les trotskistes et d'autres de s'être appropriés en Italie du budget participatif en le présentant de façon arbitraire, alors que lesdits membres des DS l'auraient, en revanche, correctement défendu en créant une association ad hoc (dont personne en Italie ne connaît l'existence). En fait, c'était une attaque contre le Parti de refondation communiste d'Italie, qui a été le seul à donner des informations sur le budget participatif en reproduisant des textes brésiliens.

Forum social mondial II

enregistrait les voix contre des parlementaires du Parti de refondation communiste (Italie) et des députés européens de la Ligue communiste révolutionnaire (France). Ajoutons que les tentatives d'intégration des représentants sociaux-démocrates européens se sont produites aussi dans le Forum de Sao Paulo à l'aide, faut-il le dire, de représentants de l'aile la plus modérée du Parti des Travailleurs. Dans ce forum d'ailleurs, dans aucune des nombreuses interventions de différents partis ou mouvements, dont plusieurs représentants de partis communistes latino-américains, quatre membres du PS français et un social-démocrate allemand, la guerre en Afghanistan n'avait pas été même mentionnée avant l'intervention de deux représentants du Parti de refondation com-

muniste d'Italie.

Il est probable que le problème du rapport avec des courants sociaux-démocrates se posera à nouveau à d'autres échéances et au Forum de 2003. Il se posera d'autant plus avec des partis qui, après des défaites électorales, ne seront plus au gouvernement et éprouveront le besoin de s'oxygéner un tant soit peu. Des réactions de rejet pur et simple, aussi explicables soient-elles en tenant compte des lourdes responsabilités des sociaux-démocrates et autres, seraient erronées. D'ailleurs, personne n'a suggéré à Porto Alegre d'agir de la sorte : on ne craint le débat avec personne mais on fixe quand même des clivages en matière d'intégration éventuelle. On ne saurait considérer comme partie intégrante du mouvement ceux qui ne

s'opposent pas au néolibéralisme et à la guerre. Quant à des convergences ponctuelles, on jugera sur pièces.

A plus forte raison tout réflexe sectaire doit être soigneusement évité dans les rapports avec des organisations syndicales. Quel que soit le rapport de forces actuel et quelles que soient actuellement les orientations des syndicats, le problème du rapport entre nouveaux mouvements et mouvements ouvriers et populaires traditionnels subsiste en tant que problème majeur. Le mouvement italien contre la mondialisation capitaliste, dans sa grande majorité, l'a bien compris, en participant activement à des grèves et des manifestations lancées par des syndicats majoritaires.

De l'événement au mouvement

Par
Salvatore Cannavò*

Le deuxième Forum de Porto Alegre, qui ouvre une nouvelle phase du mouvement contre la mondialisation néolibérale capitaliste, fut un succès politique et médiatique en même temps. Cela est confirmé aussi par le fait que, si en 2001 Porto Alegre et Davos avaient eu, plus ou moins, le même écho au niveau des médias, en 2002 ce qui s'est passé à Porto Alegre a littéralement surclassé ce qui s'est passé en même temps à New York, ex-Davos.

Malgré le 11 septembre

Le Forum a représenté, par ailleurs, la fin d'un cauchemar. Après le 11 septembre le mouvement avait été soumis à une pression énorme, avec des tentatives de le mettre sur le même plan que le terrorisme fondamentaliste. Le cauchemar est désormais dissipé : le mouvement a non seulement survécu, mais il s'est engagé contre la guerre, en dépit des craintes de certains de ses organisateurs. Il est hautement significatif que plus de 50 000 personnes aient manifesté à Porto Alegre ; que des milliers de participants aient assisté à la conférence de Noam Chomsky

expliquant que « les véritables terroristes sont les États-Unis » et que le texte final adopté par les mouvements sociaux ait indiqué le rejet de la guerre et du néolibéralisme comme les conditions fondamentales qui définissent le cadre du mouvement, ce qui n'était pas donné d'avance.

En deuxième lieu, il est très important que le Forum soit non seulement un lieu de rencontre de mouvements, courants et personnalités différents, mais de plus en plus un cadre unitaire permettant d'établir des rapports entre les réseaux du mouvement qui, tout au long de l'année écoulée, ont accumulé des expériences et esquissé des projets et une vision d'ensemble allant au-delà de l'acquis du premier Forum. Les principaux réseaux, composantes essentielles du mouvement, sont passés à une vitesse supérieure. Par exemple, Via Campesina, association revendiquant 60 millions d'affiliés et dont fait partie le Mouvement des sans terre, qui appartient désormais à l'histoire du Brésil, a marqué une bonne partie des travaux du Forum par ses vastes assemblées et sa manifestation finale. Il faut mentionner, d'autre part, l'effort d'ATTAC pour valoriser sa dimension internationale. Un fonctionnement du type réseau a caractérisé également le camp jeunes, plus de quinze mille participants, qui a développé un programme de débats très fourni. Au camp a été esquissé un projet dit « intergalactique », première tentative de réaliser un lien d'expériences de jeunes radicalisés, visant à exprimer, dans le

cadre du mouvement, non seulement la condition spécifique des jeunes, mais aussi la forme de participation à la contestation globale d'une génération nouvelle, au-delà des dynamiques différentes selon les pays et les continents. Le choix d'adopter comme symbole commun le jeune Carlo Giuliani tué par les forces de répression à Gênes est significatif. Tout cela a représenté un trait nouveau, peut-être moins évident, mais important du deuxième Forum social mondial.

Une déclaration importante

Le texte final adopté par les mouvements sociaux (1) a été discuté tout au long de quatre après-midi d'une façon passionnée. Nous en soulignons synthétiquement quelques points.

Sur le problème de la guerre la discussion a été extrêmement rapide. Tous les représentants des mouvements ont condamné sans hésitation la guerre dont ils ont saisi le lien avec les politiques néolibérales : c'est « le véritable visage du libéralisme, son visage le plus brutal et le plus inacceptable ». Il n'en découle pas automatiquement que toute action de freinage du facteur guerre sur les mobilisations cesse tout à fait. Au niveau de masse, le noeud n'est pas entièrement coupé : néanmoins le mouvement semble décidé à continuer son opposition sans ambiguïté.

Tout le monde a insisté sur l'importance d'ouvrir une deuxième phase d'ensemble,

* Salvatore Cannavò est directeur-adjoint de *Liberazione*, quotidien du Parti de la refondation communiste d'Italie (PRC) et collaborateur régulier de *Bandiera Rossa*, mensuel publié par les camarades du PRC liés à la IV^e Internationale.

1. Cf. p. 22

une phase de propositions visant à dépasser le cadre des manifestations contre les différents sommets, pour construire des campagnes, des initiatives unificatrices, des projets communs. Il ne s'agit, toutefois, que d'une amorce : en fait, le texte ne va pas au-delà d'objectifs déjà fixés comme la taxe Tobin, l'annulation de la dette du Tiers Monde, la compatibilité avec l'environnement, la démocratie participative. C'est déjà quelque chose. Ajoutons que dans le débat à émergé pour la première fois l'exigence de prendre en considération les « variables nationales » des orientations néolibérales. Ce sont justement les événements d'Argentine qui ont poussé à saisir le lien étroit entre les conséquences des orientations d'institutions internationales telles que le FMI ou l'OMC, ou de la présence de pays comme les États-Unis et l'Espagne, et les effets d'orientations nationales comme celles de De la Rúa, Cavallo ou Duhalde. D'où l'attention prêtée à la problématique de l'ALCA, si importante à l'heure actuelle, de même, sur un autre terrain, de l'unification européenne.

Ce n'est donc pas par hasard que le Forum a décidé de s'élargir et d'approfondir ses racines par l'organisation de forum continentaux ou régionaux multiples, de celui qui est projeté à Quito pour les Amériques à celui qui aura lieu en Italie pour l'Europe. Ce n'est pas par hasard non plus que les principales mobilisations des deux prochaines années viseront les réunions au sommet de l'ALFA à Buenos Aires et celles de Séville, Copenhague et Athènes pour l'Union européenne. Plus particulièrement le Forum européen pourra représenter une occasion pour esquisser une autre idée de l'Europe et de réaliser une alliance plus forte et plus large des mouvements sociaux du Vieux continent. Il pourra être en même temps l'occasion d'envisager des rapports avec les organisations syndicales, avec le « vieux » mouvement ouvrier et de contre-carrer ainsi les tentatives du réformisme traditionnel de s'intégrer, souvent par désespoir, dans le nouveau mouvement contre la mondialisation capitaliste. Ce sera peut-être l'expérience la plus significative de l'année 2002 avec sa transformation de mouvement itinérant en mouvement organisé.

Tentatives réformistes et politique nouvelle

Les tentatives d'intégration faites à Porto Alegre par des représentants du réformisme traditionnel ont été en même temps maladroites et résolues. De nombreux parlementaires socialistes, du centre-gauche et même libéraux, ainsi que le secrétaire de

l'ONU lui-même, ont lancé des signaux de disponibilité et d'ouverture, dans l'effort parfaitement hypocrite de faire oublier leurs prises de positions récentes sur la guerre et sur des mesures néolibérales. Parfois, la disponibilité a frisé, implicitement, l'autocritique... Mais au fond, on a assisté à des efforts de se placer sur le terrain du mouvement pour apparaître comme une alternative aux forces néolibérales et pour s'oxygéner à nouveau. Ceux qui pensent que cette présence réformiste sera durable et non épisodique ont raison.

En dernière analyse, cette attitude des réformistes augmente la crédibilité du mouvement, elle est une reconnaissance de son impact. Mais en même temps il en découle l'exigence pour le mouvement de réfléchir sur son rapport avec les organisations traditionnelles et leurs représentants institutionnels : tout en étant conscients qu'il sera objet d'incursions et de manoeuvres insidieuses, qui pourraient devenir dangereuses en l'absence d'un débouché politique d'ensemble.

Il faut ajouter que la tentative d'intégration a essuyé un échec dans le Forum parlementaire lui-même. En effet, il y a au Forum une contestation directe des parlementaires sociaux-démocrates qui avaient voté pour la guerre. La secrétaire du PCF et ministre française de la jeunesse et des sports, Marie-Georges Buffet, en a aussi payé le prix en recevant une savoureuse tarte à la figure.

Plus généralement la politique traditionnelle, marquée par une séparation des partis et même des syndicats d'avec les citoyens et même leurs propres membres, ne visant, au mieux, qu'à des réajustement du système et incapable depuis 1989 de concevoir un projet de société nouvelle, est frappée d'une véritable crise. Nous assistons, en revanche, à la renaissance d'une politique visant, dans un cadre pluraliste, à la participation, à l'inclusion, exprimant la volonté d'un changement radical à réaliser par la lutte, orientée vers une société nouvelle, plus juste, plus libre et plus égalitaire.

C'est pourquoi à Porto Alegre le mot « socialisme » a été prononcé aussi bien au camp des jeunes et à celui des paysans que dans des salles universitaires, par exemple, lors du débat entre Frei Betto et Michael Löwy, et dans des réunions de la Marche des femmes.

Cette politique nouvelle, capable de surger des débris des défaites, dispose d'un mot d'ordre privilégié : participation. Son espace est le Forum, ses coordonnées l'opposition à la guerre et au néolibéralisme. C'est un mouvement inspiré par un rejet du système qui domine, par une acceptation, y compris

sous des formes idéalisantes, de la division du monde entre « nous » (les mouvements, les braves gens, le futur) et « eux » (les puissants, les méchants, le passé). C'est un mouvement qui tend à se concevoir comme « contre-pouvoir », bien que sous de différentes versions : une version modérée qui vise à conditionner le pouvoir existant, celle plus radicale, qui ne veut aucune compromission avec ce pouvoir et qui se divise en deux courants : ceux qui projettent un horizon stratégique comportant tout simplement un contre-pouvoir, éventuellement sous forme d'exode, et ceux qui pensent que la question du pouvoir, sous une forme ou sous une autre, se posera à nouveau. Il s'agit de toute façon d'un tournant majeur, même s'il est difficile d'en saisir dès maintenant toute la portée.

Une nouvelle gauche

L'acceptation de cette approche politique nouvelle est la précondition pour la construction d'une nouvelle gauche. Une gauche prête à plonger dans la grande chaudière du mouvement avec ses rythmes confus et contorsionnés, capable de s'engager dans une dialectique complexe où le terrain social, le terrain syndical et le terrain politique s'entrelacent dans des formes nouvelles, sans que les spécificités respectives soient complètement surmontées et où s'imposent de nouvelles médiations et de nouveaux rapports ; une gauche qui soit disponible pour construire, sans présomption ou autosuffisance, une nouvelle pensée critique et une nouvelle grammaire de la transformation, dotée d'objectifs et d'un projet cohérents ; une gauche qui ne se limite pas à parler de socialisme, mais soit capable de le concevoir à la lumière des échecs historiquement enregistrés et en rapport avec les nouveaux besoins exprimés par des sujets antagonistes multiples.

Une telle gauche ne s'est pas encore exprimée à Porto Alegre et ne va pas s'exprimer à court terme. Elle ne sera pas le fruit d'alchimies politiques ou de pressions du type avant-gardiste. Elle sera l'aboutissement d'un processus de recomposition, social et politique, où toutes les forces du XX siècle qui survivent encore, devront se remettre en question, en valorisant le protagonisme des nouveaux sujets et en développant en même temps leur réflexion théorique et politique. Un processus pas simple du tout, mais incontournable. ■

DOCUMENT

Appel des mouvements sociaux

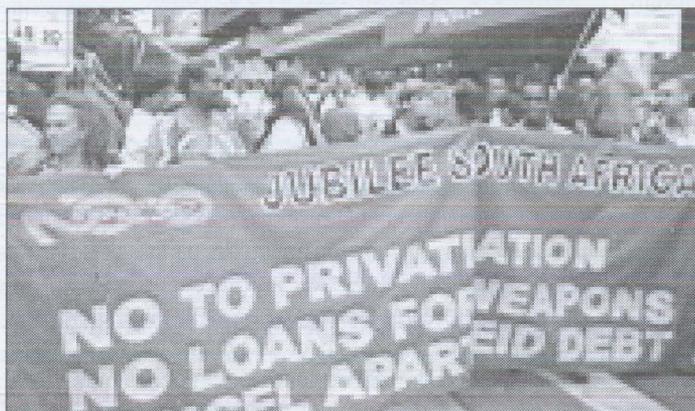
Résistance au néolibéralisme, à la guerre et au militarisme : pour la paix et la justice sociale !

1. Face à la détérioration croissante des conditions de vie des peuples, nous, mouvements sociaux du monde, nous sommes réunis à plusieurs dizaines de milliers au second Forum social de Porto Alegre. Nous sommes ici ensemble malgré les tentatives pour briser notre solidarité. Nous sommes revenus pour poursuivre nos luttes contre le néolibéralisme et la guerre, pour confirmer nos engagements de l'an passé et réaffirmer qu'un autre monde est possible.

2. Notre diversité est grande — femmes et hommes, jeunes et adultes, peuples indigènes, ruraux et urbains, travailleurs et chômeurs, sans abris, retraités, étudiants, immigrés, peuples de toutes croyances, couleurs et préférences sexuelles. Cette diversité fait notre force. Elle est la base de notre unité. Notre mouvement de solidarité est global, uni dans une même détermination contre la concentration de la richesse, l'extension de la pauvreté et des inégalités, contre la destruction de notre terre. Nous construisons des solutions alternatives, et nous les mettons en œuvre de façon créative. Nos luttes et résistances sont le ciment d'une large alliance contre un système basé sur le sexisme, le racisme et la violence, un système qui privilégie systématiquement le capital et le patriarcat sur les besoins et les aspirations des peuples.

3. Ce système est dramatique. Chaque jour, des femmes, des enfants, des personnes âgées meurent de faim, ou faute d'accès aux soins médicaux. Des familles entières sont expulsées de leur foyer par faits de guerres, par des projets industriels pharaoniques, par le dessaisissement de leurs terres, et par des désastres environnementaux. Des sociétés entières souffrent du chômage, des attaques contre les services publics et de la destruction des solidarités sociales. C'est pourquoi au Nord comme au Sud, on voit se multiplier des luttes et des résistances pour la dignité et le respect.

4. Les événements du 11 septembre ont introduit une rupture dramatique. Après les attaques terroristes que nous condamnons sans réserve, de même que nous condamnons toute attaque contre des civils partout dans le monde, le gouvernement des États-Unis et ses alliés ont déclenché une riposte militaire massive. Au nom de « la guerre contre le terrorisme », des droits civiques et politiques sont remis en question partout dans le monde. La guerre contre l'Afghanistan, dans laquelle des méthodes terroristes sont utilisées, est en voie de s'étendre à d'autres fronts. On assiste de ce fait au début d'une guerre globale permanente



qui vise à renforcer la domination du gouvernement des États-Unis et de ses alliés. Cette guerre révèle une autre face du néolibéralisme, brutale et inacceptable. L'islam est satanisé tandis que le racisme et la xénophobie sont délibérément exacerbés. Les médias de masse prennent une part active dans cette campagne en divisant le monde entre « bien et mal ». L'opposition à la guerre est constitutive de notre mouvement.

5. La déstabilisation du Moyen-Orient s'en est trouvée accrue, fournissant un prétexte à une répression redoublée contre le peuple palestinien. Nous considérons qu'il y a urgence à nous mobiliser en solidarité avec le peuple palestinien et son combat pour l'autodétermination alors qu'il subit une occupation brutale par l'État d'Israël. Cette question est vitale pour la sécurité collective de tous les peuples de la

région.

6. L'actualité inscrit nos combats dans l'urgence. En Argentine, la crise financière causée par la politique d'ajustement structurel du Fonds monétaire international, et une dette sans fin, ont précipité la crise sociale et politique. Spontanément, les classes moyennes et les travailleurs se sont mobilisés, subissant une répression meurtrière et provoquant la chute de gouvernements. "Cacerolazos", "piquetes" et mobilisations populaires, se sont développés autour de demandes élémentaires, nourriture, emploi et logement. Nous rejetons la criminalisation des mouvements sociaux en Argentine et condamnons les attaques contre les droits démocratiques et la liberté. Nous condamnons également l'avidité et le chantage pratiqués par les multinationales, appuyés par les gouvernements des pays riches.

7. L'effondrement de la multinationale Enron illustre la banqueroute de l'économie "casino" et la corruption d'hommes d'affaires et de politiciens, qui ont délibérément sacrifié les salaires et les retraites des salariés. Dans les pays en voie de développement, cette multinationale menait des activités frauduleuses. Ces projets ont conduit à l'expulsion de populations entières de leur terre et à de fortes hausses du prix de l'eau et de l'électricité.

8. Le gouvernement des États-Unis, dans ses efforts pour protéger les intérêts des grandes entreprises, s'est refusé avec arrogance à respecter les accords de Kyoto sur le réchauffement de la planète, les traités antimissiles et antibalistiques, les conventions sur la biodiversité, la conférence de l'ONU contre le racisme et l'intolérance, les discussions sur les livraisons d'armes légères. Tout ceci prouve, une fois de plus, que l'unilatéralisme des États-Unis sape les tentatives pour trouver des solutions multilatérales aux problèmes globaux.

9. A Gênes, le G8 a échoué dans la fonction de gouvernement global qu'il s'é-

taut attribuée. Confronté à une mobilisation et à une résistance massives, les gouvernements du G8 ont répondu par la violence et la répression, traitant comme des criminels ceux qui avaient osé protester. Cette politique d'intimidation a échoué.

10. Tout ceci se déroule dans un contexte de récession mondiale. Le modèle économique néolibéral détruit les droits et les moyens d'existence des peuples. Ne reculant devant rien pour protéger leurs marges de profits, les multinationales licencient, réduisent les salaires et ferment les entreprises. Les gouvernements gèrent cette crise économique en privatisant, en effectuant des coupes claires dans les budgets sociaux, et en s'attaquant aux droits des travailleurs. Cette récession montre le caractère mensonger des promesses néolibérales de croissance et de prospérité.

11. Le mouvement global pour la justice sociale et la solidarité doit relever d'énormes défis : notre combat pour la paix et la sécurité collective implique de s'attaquer à la pauvreté, aux discriminations, aux dominations et de s'engager dans la construction d'une société durable et alternative. Les mouvements sociaux condamnent énergiquement la violence et le militarisme comme moyens de résolution des conflits. Ils condamnent la multiplication des conflits de faible intensité, les opérations militaires telles que le plan Colombie ou le plan Puebla-Panama, le commerce des armes et l'augmentation des dépenses militaires, le blocus économique contre les peuples, en particulier contre Cuba, mais aussi contre l'Irak et d'autres pays. Ils condamnent l'escalade répressive contre les syndicats, les mouvements sociaux et les militants.

Nous soutenons les luttes des syndicats et des salariés tant du secteur traditionnel que du secteur informel. Ces luttes sont essentielles pour défendre les conditions de travail et de vie, le droit de s'organiser, de se mettre en grève, de négocier des accords collectifs à différents niveaux, et d'obtenir l'égalité des salaires et des conditions de travail entre femmes et hommes. Nous rejetons l'esclavage, l'exploitation des enfants. Nous soutenons les luttes des syndicats et des travailleurs contre la précarisation, la stratégie de sous-traitance du travail et de licenciement.

Nous exigeons de nouveaux droits transnationaux pour les salariés des compagnies multinationales et de leurs filiales, en particulier dans le domaine de la syndicalisation et de la négociation collective. Nous soutenons également les mouvements paysans, les mouvements populaires en lutte pour la préservation de leurs terres, de leurs forêts,

de leur eau, pour des conditions de vie correctes.

12. Les politiques néolibérales génèrent misère et insécurité. Elles ont considérablement augmenté l'exploitation sexuelle et les trafics de femmes et d'enfants. Pauvreté et insécurité créent des millions de migrants qui se voient déniés leur



dignité, leur liberté et leurs droits fondamentaux. Nous exigeons le respect de la liberté de circulation, le droit à l'intégrité physique et un statut légal pour tous les migrants. Nous défendons le droit des peuples indigènes et exigeons l'inclusion de l'article 169 de l'OIT dans les législations nationales, et son application.

13. La dette externe des pays du Sud a été remboursée plusieurs fois. Illégitime, injuste et frauduleuse, la dette fonctionne comme un instrument de domination, au seul service d'un système d'usure internationale. Les pays qui exigent le paiement de la dette sont ceux là mêmes qui exploitent les ressources naturelles et les savoirs traditionnels du Sud. Nous demandons son annulation sans condition ainsi que la réparation pour les dettes historiques, sociales et écologiques.

14. L'eau, la terre, les aliments, les bois, les semences, les cultures et les identités des peuples sont le patrimoine de l'humanité pour les générations actuelles et futures. Il est donc fondamental de préserver la biodiversité. Les peuples ont droit à une alimentation permanente et à une nourriture saine, libre de tout organisme génétiquement modifié. Car l'autosuffisance alimentaire locale, régionale et nationale est un droit élémentaire : en ce sens, les réformes agraires démocratiques et l'accès des paysans à la terre sont fondamentaux.

15. Le sommet de Doha a confirmé le caractère illégitime de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Son « agenda de développement » défend uniquement les intérêts des multinationales. En lançant un nouveau cycle, l'OMC se rapproche de son objectif d'une marchandisation globale. Pour nous, la nourriture, les services publics, l'agriculture, la santé et l'éducation ne sont pas à vendre. Les licences ne doivent pas être utilisées contre les pays pauvres et leur population. Nous rejetons donc le brevetage et le commerce du vivant. L'OMC relaie ce programme global par des traités régionaux de libre échange et des accords sur les investissements. En protestant et en se mobilisant massivement contre l'ALCA, les peuples expriment leur rejet de tels accords, assimilés à une nouvelle colonisation, à la destruction de droits et de valeurs fondamentales, sociales, économiques, culturelles et environnementales.

16. Nous renforcerons notre mouvement en menant des actions et des mobilisations communes pour la justice sociale, pour le respect des droits et des libertés, pour la qualité de la vie, l'égalité, la dignité et la paix.

Nous luttons :

- pour le droit des peuples à connaître et critiquer les décisions de leur propre gouvernement, particulièrement en ce qui concerne leur politique au sein des institutions internationales. Les gouvernements sont comptables devant leur peuple. Alors que nous luttons pour l'établissement d'une démocratie électorale et participative dans le monde, nous insistons sur la nécessité de démocratiser les États et les sociétés, de lutter contre les dictatures.
- pour l'abolition de la dette externe et les réparations.
- pour contrer les activités spéculatives : nous demandons la création de taxes spécifiques telles que la taxe Tobin et l'abolition des paradis fiscaux.
- pour le droit à l'information.
- pour les droits des femmes, contre la violence, la pauvreté et l'exploitation.
- pour la paix, nous affirmons le droit de tous les peuples à la médiation internationale avec la participation d'acteurs de la société civile indépendants. Contre la guerre et le militarisme, contre les bases et les interventions militaires étrangères, et l'escalade systématique de la violence, nous privilégions le dialogue, la négociation et la résolution non violente des conflits.
- pour le droit des jeunes à l'accès à une éducation publique gratuite, à l'autonomie

Forum social mondial II

sociale et pour l'abolition du caractère obligatoire du service militaire.

● pour l'autodétermination de tous les peuples, en particulier des peuples indigènes.

Pour l'avenir, nous organiserons des mobilisations collectives telles que : 8 mars, journée internationale de la femme : 17 avril, journée internationale de la lutte pay-sanne : 1er mai, fête du travail : 7 octobre, journée mondiale des sans abris : 12 octobre, l'appel des exclus(es) : 16 octobre, journée mondiale de l'alimentation.

D'autres mobilisations globales seront organisées :

— 15-16 mars : Barcelone (Espagne), sommet des chefs d'État de l'Union européenne.

— 18-22 mars : Monterrey (Mexique), conférence des Nations unies sur le financement du développement.

— 1er mai : journée internationale d'action contre le militarisme et pour la paix.

— 17-18 mai : Madrid (Espagne), sommet des chefs d'État d'Amérique latine, des Caraïbes et de l'Europe.

— Mai : réunion annuelle de la banque asiatique de développement à Shanghai (Chine).

— Fin mai : préparation de Rio + 10, Djakarta (Indonésie).

— 8-13 juin : Rome (Italie), sommet mondial de la FAO sur l'alimentation.

— 21-22 juin : Séville (Espagne), sommet des chefs d'État européens.

— Juillet : Toronto et Calgary (Canada), sommet du G8.

— 22 juillet : campagne américaine contre Coca Cola.

— Fin août : Johannesburg (Afrique du Sud), Rio + 10.

— Septembre : sommet Asie-Europe (ASEM), Copenhague (Danemark).

— Octobre : Quito (Équateur), forum continental social, « une nouvelle intégration est

possible ».

— Novembre : La Havane (Cuba), deuxième rassemblement des Amériques contre l'ALCA

— Novembre-décembre : Mexico (Mexique), conférence ministérielle de l'OMC.

— Décembre : Copenhague, sommet des chefs d'États européens.

En 2003 :

— Fin janvier : Porto Alegre (Brésil), troisième Forum social mondial.

— Avril : Buenos Aires (Argentine), sommet des chefs d'États de l'ALCA.

— Juin : Thessalonique (Grèce), sommet des chefs d'État européens.

— Juin : France, sommet du G8.

— Rencontres annuelles de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale, nous serons présents !

Dix thèses sur un autre monde possible

Le texte qui suit a été présenté dans l'une des conférences réalisées à Porto Alegre par des intellectuel(le)s provenant de différents pays : John Cavanagh, Sara Anderson, Debi Baker, Maude Barlow, Walden Bello, Robin Broad, Tony Clarke, Randy Hayes, Colin Hines, Martin Khor, David Korten, Jerry Mader, Helena Norberg-Hodge, Sara Larrain, Simon Retallak, Vandana Shiva, Victoria Tauli-Corpus, Lori Wallach.

1. Démocratie nouvelle. C'est la démocratie des communautés qui s'organisent pour se protéger elles-mêmes, défendre leurs droits et élire des représentants dignes de confiance. Au cours des vingt dernières années les corporations et les bureaucrates globaux ont concentré le pouvoir dans leurs mains. Nous demandons que le pouvoir revienne des gouvernements au service des corporations aux personnes et aux communautés.

2. La subsidiarité. La mondialisation économique réside surtout dans la délocalisation et dans l'appauvrissement des communautés et des économies locales. Il est nécessaire de renverser cette tendance, de favori-

ser le local et d'affirmer le principe de subsidiarité : toutes les décisions qui peuvent être prises au niveau local doivent être prises à ce niveau. Ce n'est que dans les cas où une activité ne peut pas être réalisée localement que le pouvoir et l'activité doivent se déplacer à un niveau plus élevé : région, nation et, finalement, monde.

3. Compatibilité avec l'environnement. L'activité économique doit être compatible avec l'environnement. Nous devons être capables de satisfaire les besoins du présent sans compromettre les chances des générations futures et sans réduire la diversité naturelle de la vie sur terre ou la survie des systèmes de vie naturels de la planète.

4. Héritage commun. Une série de ressources doivent représenter un droit fondamental à la naissance pour toute l'espèce et doivent être partagées de façon équitable. Elles appartiennent à trois catégories : la sphère naturelle (eau, terre, air, forêts et poissons) ; la sphère de la culture et de la connaissance et finalement les droits sociaux élémentaires concernant la santé, l'éducation et la sécurité publique et sociale, des droits essentiels pour l'espèce autant que l'air et l'eau. Toute tentative par les corpora-

tions de monopoliser ces biens pour des profits privés est moralement inconsciente et politiquement inacceptable.

5. Droits humains. Au-delà des droits humains sur lesquels le débat est concentré dans les pays industrialisés, nous estimons qu'il faut garantir aussi les droits économiques, sociaux et culturels reconnus par la Déclaration universelle de l'ONU.

6. Travail. Renforcer partout les travailleurs qui s'organisent pour défendre leurs propres droits et salaires est vital si on veut empêcher la course à la baisse par les corporations, visant à opposer les travailleurs du monde les uns contre les autres. Renverser les politiques de la mondialisation qui exproprient les petits pays de leurs propres terres et les pêcheurs de leur écosystème côtier est essentiel pour construire un monde où tout le monde puisse vivre et travailler dignement.

7. Nourriture suffisante et saine. Les communautés et les nations se sentent sûres lorsque la population dispose de nourriture suffisante et notamment lorsqu'elle produit sa propre nourriture. Les personnes veulent que cette nourriture soit saine, alors qu'il s'agit d'une marchandise, particulièrement

depuis que les corporations ont commencé à diffuser l'agriculture intensive, basée sur la chimie et les biotechnologies.

8. Équité. Le modèle de mondialisation actuel n'a fait qu'augmenter l'inégalité entre riches et pauvres dans la plupart des pays. Il en découle dislocation sociale et tensions qui constituent une menace pour la sécurité du monde entier. Le premier pas vers l'équité est l'annulation de la dette illégitime des pays pauvres et le remplacement des institutions internationales actuelles.

9. Diversité. La défense de la diversité culturelle, biologique, sociale et économique est une question immédiate de survie pour de nombreuses communautés indigènes de par le monde, essentielle pour une vie supportable, digne et saine pour l'espèce toute entière et fondamentale pour l'environnement futur.

10. Principe de précaution. Lorsqu'une pratique, un produit ou une technologie nouvelle peut représenter une menace pour la santé humaine ou pour l'environnement il faut imposer le principe de précaution, visant à les limiter ou les interdire aussi longtemps que leur caractère non nuisible n'est pas scientifiquement prouvé.

Un progrès significatif

Par
José Correa Leit*

Le Forum de 2002 a représenté un progrès important par rapport au Forum de l'année précédente. Ce fut un succès politique : la première grande manifestation du mouvement contre le néolibéralisme après le 11 septembre a démontré que la « guerre au terrorisme » de Bush et de ses alliés visant à criminaliser toute opposition au système, n'a pas brisé la dynamique croissante de notre mobilisation. Ce n'est pas la guerre impérialiste qui a donné la tonalité au Forum, mais l'approfondissement de la critique à la mondialisation néolibérale, l'élargissement de la solidarité et l'effort pour la définition d'un nouveau projet d'ensemble.

Ce fut en même temps un succès organisationnel avec une participation trois fois supérieure à celle de 2001. Soulignons plus particulièrement une présence très large de militant(e)s d'Argentine et de délégations plus nombreuses provenant d'Afrique et d'Asie. En ce qui concerne les États-Unis aussi un progrès sensible a été enregistré.

Actions communes dans la diversité

Différentes rencontres et débats ont donné une impulsion ultérieure aux campagnes contre l'ALCA et contre l'OMC, contre la diffusion des produits transgéniques, pour l'annulation de la dette des pays sous-développés et en faveur de la taxe Tobin. Des liens établis directement avec les manifestants de New York contre la Forum économique mondiale de Davos ont permis d'aborder le thème de la militarisation des relations internationales et de prendre connaissance du nouveau souffle du mouvement contre la mondialisation capitaliste aux États-Unis. Dans le cadre du colloque « un autre monde est possible » on a discuté des solutions alternatives aux conflits du Chiapas, du Pays Basque, de la Colombie et de la Palestine. A eu lieu aussi une « assemblée publique mondiale sur un budget participatif concernant les dépenses militaires »

alors qu'une assemblée à l'initiative de Via Campesina a débattu sur

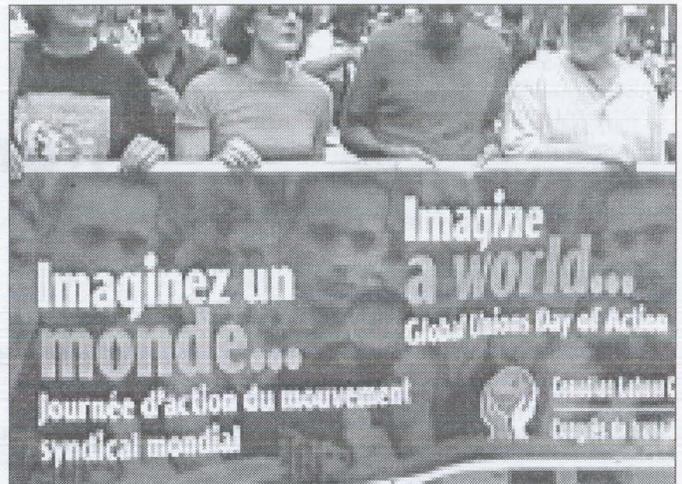
« Socialisme : une alternative de l'espoir ».

Plus généralement le Forum a propulsé une dynamique d'agrégation des différents secteurs : jeunes, travailleurs, mouvements des Noirs et des peuples indigènes, mouvement des femmes et mouvement pour la liberté des choix sexuels. La problématique du développement compatible avec l'environnement, la démocratie participative, la défense des biens communs et de la démilitarisation du monde était sous-jacente un peu partout.

Le procédé adopté par la Charte des principes de ne pas prendre des décisions en tant que Forum s'est avéré correct : il est ainsi possible d'avoir des discussions ouvertes et fécondes en limitant les différends ou les tentatives de prévaloir et permettant à tout le monde de s'exprimer sans soucis. C'est une méthode particulièrement efficace d'élaboration d'un agenda d'ensemble dans un cadre de dispersion programmatique, une méthode pédagogique permettant d'assimiler les expériences les plus disparates. Grâce à une telle approche il est possible d'assurer une participation active de mouvements sociaux fortement engagés, d'une part, et d'organisations syndicales, d'ONG et d'agences de coopération, d'autre part. Il en découle que le Forum est un mouvement politique avec un impact significatif au niveau international sans avoir la prétention d'être une structure centralisée. Il exerce une action unificatrice sans vouloir diriger et en préservant la diversité, ce qu'une partie de la gauche, à cause de ses traditions, a des difficultés à assimiler.

FSM, partis et représentants institutionnels

Le succès du Forum représente un succès du gouvernement de Rio Grande do Sul et de la mairie de Porto Alegre qui ont assuré un soutien politique et organisationnel absolument indispensable dans un cadre de



participation démocratique et grâce à l'engagement de très nombreux militant(e)s. Cela reflète le rôle exceptionnel du Parti des travailleurs, un parti qui est sans doute le seul, avec le PRC italien, à avoir établi des rapports constants avec les mouvements sociaux.

Par ailleurs, le problème du rapport du mouvement avec les organisations politiques s'est posé surtout dans le cadre du Forum mondial des parlementaires, auquel ont pris part 800 élus de 40 pays. Une discussion assez vive y a eu lieu sur la question de savoir si la guerre devait être condamnée. Finalement, il y a eu une condamnation en principe, mais avec des prises de positions assez différentes, voir opposées (1). La conclusion à tirer est que le Forum parlementaire doit être considéré comme une initiative autonome, bien distincte du Forum social mondial en tant que tel (cela vaut, à plus forte raison, pour le Forum des élus locaux, qui s'est en fait tenu avant même l'ouverture du FSM). Il est tout à fait important, en tout cas, de contrecarrer toute tendance à transformer le Forum en un terrain de dispute entre partis politiques et membres de gouvernements et de le renforcer en tant qu'arène de discussions et d'organisation de mouvements et d'associations protagonistes des luttes dans leur ensemble.

En fait, au fur et à mesure que le FSM se renforce et gagne en autorité politique et morale, il est et sera soumis à des pressions provenant de secteurs liés à l'ordre international existant (gouvernements néolibéraux, courants politiques de la même orientation, organismes internationaux), essayant de se faire inviter au Forum. Cela a déjà été le cas

* José Correa Leit est rédacteur de la revue *Em Tempo*, publiée par la Tendence Démocratique socialiste du Parti des Travailleurs (Brésil), et membre du Comité d'organisation brésilien du Forum en tant que représentant d'ATTAC.

1. Cf. à ce sujet l'introduction au dossier et l'article de Salvatore Cannavò.

du vice-président du FMI et du Premier ministre belge, les deux étant rejetés. Il est, toutefois, probable que des telles tentatives se multiplient face à un renforcement ultérieur du Forum et puissent gagner un poids notamment dans le cadre d'organisations se plaçant dans le « système de l'ONU », qui ont des liens avec la société civile mais sont encadrées par les grandes puissances (2). Un problème tout à fait spécifique est celui d'organisations qui se placent en dehors de la déclaration des principes du FSM qui prévoit l'exclusion des « organisations qui portent atteinte à la vie des personnes en tant que méthode d'action politique ». Cette norme a été confirmée (3).

L'impression de fragmentation et de dispersion découlant de la croissance même du FSM reflète, en fait, un phénomène très positif : le Forum est une construction horizontale, composée d'innombrables acteurs collectifs et non un espace pour que des vedettes et des chefs apparaissent dans les médias. Mais c'est le reflet en même temps d'un problème structurel que nous devons mieux aborder en 2003, dans un effort pour nous donner une plus grande cohésion, notamment dans les analyses des mécanismes du système qui domine à l'heure actuelle et dans les perspectives d'un nouvel ordre mondial. Cela en réaffirmant la vocation unitaire et pluraliste.

Il existe d'autres problèmes aussi : la présence disproportionnée au premier plan d'hommes blancs et occidentaux dans presque toutes les activités, la difficulté de réaliser des accords collectifs pour la définition des espaces, la dissémination des initiatives... Ces problèmes pourront être mieux abordés au fur et à mesure que le FSM ira se renforçant. ■



2. Des personnages ont pourtant réussi à se faufiler : le cas le plus scandaleux a été celui de Mario Soares, l'un des fossoyeurs de la révolution portugaise, qui a eu même le culot de se faire photographe à la tête de la manifestation inaugurale. (ndlr)

3. En fait, a été refusée la participation non seulement de l'ETA mais aussi celle des FARC de Colombie, dont l'exclusion a été l'objet d'assez vives polémiques.

La Marche mondiale des femmes à Porto Alegre

Entretien avec Nadia De Mond*

** Liberazione : Quel a été le rôle de la Marche mondiale des femmes à Porto Alegre ?*

— Nadia De Mond : A cette occasion la présence de la Marche a été préparée très soigneusement. Nous avons construit un groupe international de travail qui a élaboré des textes sur la violence et la mondialisation. Dans notre séminaire sur les alternatives féministes à la mondialisation nous avons présenté une interprétation de genre du phénomène de la mondialisation néolibérale en abordant concrètement le thème central du Forum. Nous avons participé, en outre à des initiatives diverses, dont le camp des jeunes et celui de Via Campesina. Dans un débat très suivi sur les valeurs du socialisme, auquel était aussi présent Fausto Bertinotti, il y a eu une contribution de la féministe sud-africaine Rita Edwards, qui a avancé une lecture de genre de la défaite du projet socialiste dans le cadre du processus de libération de l'apartheid en Afrique du Sud.

** Liberazione : Quels étaient les objectifs de la Marche à ce Forum et quels ont été, selon vous, les résultats ?*

— Nadia De Mond : Dans ce Forum on a réalisé, dans les conférences, un plus grand équilibre entre les genres, ce qui n'avait pas été avancé que comme une pétition de principe. Nous avons agi de façon que les conférences soient l'aboutissement d'un processus de discussion dans des réseaux et des collectifs. L'objectif général était de toute façon d'affirmer le féminisme comme partie intégrante du Forum social mondial et les femmes comme protagonistes dans ce processus. J'estime que nous avons réussi, bien que beaucoup reste encore à faire.

** Liberazione : Quelle est votre appréciation sur les déclarations finales des mouvements sociaux et des jeunes ?*

* Nadia De Mond, militante du Parti de refondation communiste d'Italie (PRC) et collaboratrice du mensuel *Bandiera Rossa*, est engagée depuis le début dans la Marche mondiale des femmes. Elle a participé à ce titre au dernier Forum social mondial de Porto Alegre. Nous reprenons cette interview du supplément du quotidien du PRC, *Liberazione*.

— Nadia De Mond : Dans les textes on parle de sexisme, de patriarcat, de violence sur les femmes, de trafic sexuel plus que l'année dernière. Mais, au-delà des contenus, à cause de l'élaboration hâtive de la déclaration finale on a, en fait, exclu beaucoup de gens : femmes, jeunes, représentants d'Asie et d'Afrique. On aurait pu commencer à travailler sur la déclaration même avant le début du Forum par le truchement d'une discussion via internet. En outre, en ce qui concerne la question du genre, on a l'impression que les organisateurs, ne pouvant plus ignorer le féminisme, assument, toutefois, nos mots et nos idées comme un rajout, de même que la réforme agraire ou la question de la Palestine, avec le résultat que la déclaration devient une sorte de liste pour des achats. Il va falloir aller plus loin et aboutir à un échange sur le fond.

** Liberazione : Quelles sont les perspectives de la Marche pour l'année prochaine ?*

— Nadia De Mond : Nous avons pris une série d'engagements dans le cadre du FSM, dont les plus importants sont l'organisation du Forum social des femmes comme ouverture des forums sociaux continentaux et régionaux de 2002 et l'institution d'un tribunal sur la violence contre les femmes lors du troisième Forum

** Liberazione : Y-a-t-il le risque de se faire absorber entièrement à l'intérieur d'un mouvement mixte ?*

— Nadia De Mond : Il faut se placer dans le cadre de ce mouvement : c'est pour nous une alliance stratégique. Mais notre action ne se limite pas au Forum. Nous estimons qu'il est également important de construire un réseau international de solidarité féministe qui puisse intervenir dans des cas urgents, comme celui de Safya au Nigeria, avec efficacité et rapidité et participer à de grands rendez-vous de l'ONU, comme la conférence de Monterrey. Il faut maintenir un équilibre entre les différents terrains d'intervention de la Marche. La violence est liée à la mondialisation, mais concerne d'autres sphères aussi, où on peut et on doit développer une initiative politique féministe. Le maintien de l'autonomie du mouvement des femmes est essentiel en soi, mais aussi pour la croissance du mouvement contre la mondialisation capitaliste. ■



Le Foro de São Paulo révèle les clivages

Par
Fermín González*

T rès tôt dans la matinée, un fourgon blindé entre dans l'enceinte du Forum social mondial (FSM) pour y approvisionner un distributeur de billets. Fusillade, morts, blessés et fuite des assaillants. Au même moment, un jeune Noir issu d'un quartier pauvre pénètre dans l'Université catholique pontificale (PUC) où se déroule le FSM, accompagné d'un militant qui tente de le convaincre qu'en plus du football, il existe dans la vie d'autres belles causes. Immédiatement, l'activiste blanc est mis de côté pendant qu'on emmène, pour l'interroger, le "préssumé suspect", un footballeur à l'habileté naturelle des afro-américains, lui qui avait voulu faire connaissance avec cet « autre monde possible de l'égalité dans la diversité ». Il me le raconta les larmes aux yeux, larmes qui en disaient plus long sur la douleur morale face à la répression et au racisme que sur les mauvais traitements subis.

Cela se passe à Porto Alegre, la ville la plus démocratique du monde capitaliste, le "paradis" du respect des différences. Cela nous rappelle que le capital financier continue à gouverner l'ordre des choses et que pour le défendre, tout lui est permis.

La social-démocratie et la guerre

Dans le cadre des rencontres de Porto Alegre s'est tenu un séminaire sur les relations entre le social et le politique, dont le thème était : « Faire de la politique autre-

ment est possible ». Cette réunion était organisée par le Groupe de travail, organe qui coordonne le Foro de São Paulo (FSP), structure rassemblant les principaux partis politiques de la gauche (au sens large) d'Amérique latine et des Caraïbes. Environ mille délégués y participèrent, à titre individuel ou représentant des organisations sociales et politiques du monde entier.

Il revenait à Aloisio Mercadante, responsable des relations internationales du Parti des Travailleurs du Brésil et secrétaire exécutif du Groupe de travail, de faire connaître la proposition du PT, élaborée au sein de son courant majoritaire (Articulation) : réaliser, dans le cadre du troisième FSM, une rencontre mondiale des partis et chefs d'État qui se différencient du néolibéralisme.

Cette idée est née d'un travail commun entre les secteurs latino-américains du FSP qui appartiennent à l'Internationale socialiste et ceux qui se sont présentés au FSM comme la "République sociale européenne", un regroupement des gauches des différents partis sociaux-démocrates. Ces derniers (1) prétendent se différencier des politiques de la "troisième voie" incarnée par Tony Blair en se réclamant d'une vision prétendument humanisée du néolibéralisme. Rappelons que cela ne les a nullement empêché de voter toutes les mesures antipopulaires et guerrières que l'impérialisme états-unien et les organisations internationales leurs avaient dictées.

Ce projet a été précédé d'une polémique vigoureuse à l'intérieur même du Forum parlementaire mondial qui s'est réuni au cours du FSM, provoquée par la gauche radicale européenne (et en particulier par la

puissante délégation italienne) et au-delà par des parlementaires du monde entier. Les critiques virulentes adressées aux parlementaires français et européens, notamment aux fondateurs de la "République sociale", avaient pour racine leur vote au Parlement européen en faveur de la guerre contre l'Afghanistan. Si la déclaration qui est sortie du Forum parlementaire a contredit ce que ces secteurs avaient voté en Europe en se prononçant contre la guerre, il est clair que le débat ne fait que commencer. Et si d'autres façons de faire de la politique sont possibles, elles exigent au minimum que soit levée la menace permanente de guerres impérialistes contre les peuples du monde.

Restaurer le rôle des partis politiques

L'intervention du délégué de Presentes por el Socialismo de Colombie, qui s'exprimait au nom du Groupe de travail, visait à retracer l'histoire politique de l'évolution du Foro de São Paulo et de ses multiples tentatives pour se rapprocher du "social". Cette autre intervention centrale a permis de présenter la vision du courant de la gauche révolutionnaire à l'intérieur du FSP, lieu de confluence des anciens partis communistes et des organisations de la gauche révolutionnaire dans toute la diversité de leurs origines et des formes d'action.

Au vu des positions antiparti et centristes qui existent au sein du Comité organisateur du FSM et des débats et tensions qui ont précédé cette rencontre, il était fondamental de commencer par rappeler le rôle des partis et organisations politiques comme instruments stratégiques, sans ignorer la critique de leurs erreurs de forme et de fond, en particulier dans leurs rapports aux mouvements sociaux. Cette intervention comme une bonne part des autres prises de parole que le secrétariat exécutif n'a pu empêcher (les méthodes bureaucratiques de celui-ci ont confirmé la justesse des critiques envers le comportement des partis, dans le cas présent, des sociaux-démocrates) ont permis que s'expriment les deux positions en présence : d'une part celles qui réaffirment, d'un point de vue social ou politique, la fonction révolutionnaire nécessaire des partis, d'autre part celles, issues d'une partie de la bureaucratie du Forum social mondial, qui

* Fermín González, dirigeant de Presentes por el Socialismo (organisation marxiste révolutionnaire de Colombie), un des animateurs du Frente social y político, est membre du Groupe de travail du Foro de São Paulo.

1. En France, la Gauche socialiste représente ce courant dans le Parti socialiste.

Forum social mondial II

nient cette fonction ou du moins réduisent la fonction des partis politiques à la représentation au sein des institutions bourgeoises, ou qui cherchent à construire un FSM qui deviendrait une succursale des Nations Unies ou une voiture-balai des politiques possibilistes.

Il nous paraît important de rappeler le débat idéologique de la première étape du FSP, il y a plus de onze ans, qui s'est conclu par la réaffirmation de son caractère anti-impérialiste et anti-néolibéral. Un tel regroupement, avec une représentation si nombreuse et si diverse, n'a jamais pu être construit dans une autre région du monde sur une telle base politique, si éloignée de celle dont se réclament les partisans de la République sociale européenne. Si au sein du FSP les idées-forces surgissent lorsqu'elles sont impulsées par des partis très influents (le PC cubain, le PT du Brésil ou le Frente Amplio d'Uruguay), son consensus politique s'établit au cours de débats pléniers dont aucune organisation, ni parce qu'elle est petite ou nouvelle, ni par les formes de lutte qu'elle emploie, n'est exclue. C'est un point loin d'être acquis par la gauche social-démocrate européenne, qui préfère se mesurer par le nombre d'euro-députés, dépréciant ainsi le reste des forces politiques et encore plus les organisations sociales qui agissent en dehors du schéma des grandes centrales et des ONG.

Suite à la phase initiale qui fut celle de la résistance aux effets de l'effondrement du camp prétendument socialiste, le FSP s'est lancé dans un dialogue avec les secteurs sociaux s'inscrivant dans la dynamique des luttes et en faveur des différences. On commença à assumer, au moins théoriquement et avec des difficultés à le traduire dans la pratique, que les travailleurs se définissaient aussi par une culture, une religion, une ethnie, des générations, des préoccupations environnementales, des orientations sexuelles et surtout, par un genre. D'innombrables ateliers de discussions furent élaborés avec des organisations sociales, des ONG et des intellectuels du monde entier. Avec des rythmes différents, le mouvement ouvrier incorpore les problématiques de ces secteurs à ses plates-formes politiques et participe lui-même à l'impulsion de ces questions. Dans le cas des luttes indigènes, plusieurs organisations de Bolivie ou d'Équateur, comme Pachakuti, se sont agrégées au FSP avec leurs caractéristiques fortement paysannes

2. Le mouvement piquetero est le mouvement des chômeurs argentins dont la forme d'action principale est le barrage de routes (piquetes). Voir *Inprecor* n° 466-467 de janvier-février 2002.

et indigènes. La Colombie a renforcé cette tendance avec la présence d'organisations formant partie du Frente social y político, qui regroupe sous un même programme des partis de gauche, des syndicalistes, des dirigeants et animateurs de mouvements indigènes, des communautés noires, des femmes, des gays et lesbiennes, des défenseurs de droits humains et de la paix. Dans le cadre de cette pluralité, l'expression politique des deux organisations de la guérilla, les FARC et l'ELN, est aussi garantie.

Il est important de souligner que le débat sur la validité ou non des différentes formes de lutte qui a eu lieu jusqu'à récemment au sein du FSP commence à se tenir dans le cadre du FSM. Les organisations armées ne sont pas autorisées à participer au FSM. C'est un point qui mérite discussion, non en ce qui concerne les insurrections



armées qui se placent clairement sur le terrain des organisations politiques, mais touchant aux organisations sociales qui sont victimes et produit de l'agressivité ou de la violence du système. Celles-ci peuvent être amenées à s'engager dans l'autodéfense armée en vertu du droit légitime d'une mobilisation à se transformer en pouvoir populaire, comme le montrent de nombreux cas à travers le monde : aux Philippines, en Palestine, en Bolivie, en Équateur ou encore en Argentine avec la lutte des *piqueteros* (2). Cette thématique est restée absente, pendant le FSM, de l'agenda des grandes ONG internationales, qui veulent en rester à un FSM où le social soit le moins possible lié à l'économie et à la politique de classe et encore moins à la question de la révolution.

Les défis du futur

Si le séminaire du FSP n'a été qu'un parmi tant d'autres du FSM, le débat qui s'y est ouvert marquera l'avenir même du FSM. Les différentes options idéologiques se sont exprimées cette fois-ci plus clairement à l'intérieur du FSM, et on a pu noter un poids important des positions centristes et d'une

tendance à éluder les débats. D'importantes contributions d'organisations sociales, d'universitaires, d'intellectuels et de dirigeants de luttes populaires doivent encore ressortir de cette énorme diversité d'expressions présentes à Porto Alegre. Quatre forums ont fonctionné en même temps : le plus combatif et conséquent fut celui des paysans du Mouvement Sans Terre du Brésil (MST) et de Via Campesina, qui tendent de plus en plus à être en décalage par rapport au FSM ; celui du campement des 15 000 jeunes avec des débats de fond et combatifs, des échanges d'expériences, notamment autour du cas argentin ; celui des ONG et des organisations sociales qui travaillèrent à partir de l'axe des différences ; et celui des intellectuels et militants politiques qui tentèrent de rendre concrets les débats actuels dans le champ de la confrontation des idées.

La priorité donnée à l'harmonie idéalisée sur la confrontation, à la médiatisation et la concertation sur la mobilisation, à la mystification de la thématique sectorielle ou personnelle sur le global et le collectif, apparaît comme une tendance de plus en plus importante du FSM. On peut caractériser le FSM comme un espace combinant l'ingénuité rafraîchissante d'une initiative naissante et la malice ancestrale de ceux qui essayent de placer cet espace au-dessus du conflit et de la lutte des classes. Où était par exemple la dénonciation des assassinats passés et en cours de milliers de Noirs, d'indigènes, de syndicalistes et de militants des mouvements sociaux en Colombie, par le biais de l'Initiative régionale andine ou les paramilitaires ? Pourquoi l'oubli de la lutte des indigènes du Chiapas ? La défense conséquente des droits humains et sociaux, de la confrontation directe, continue à être un point d'achoppement du débat interne.

Le débat sur la réunion mondiale des partis et la proposition que des chefs d'État puissent assister au prochain FSM pour y signer un accord reprenant des revendications du Forum reste ouvert. On peut considérer cette initiative hypocrite comme un hommage du vice à la vertu, comme le rappelait avec malice le camarade Livio Maitan, dirigeant de la IV^e Internationale et du Parti de la refondation communiste. Mais il serait naïf de croire que derrière les flatteries du vice ne se cache pas le danger qu'il corrompe la vertu. La lutte contre la répression du mouvement pour une autre mondialisation, contre celle des luttes populaires et des différents secteurs sociaux, écologistes et culturels continue. Mais plus que jamais liée au débat pour empêcher sa cooptation et son institutionnalisation. ■

Tribunal international de la dette

Par
Denise Mendez*

Le Tribunal international de la Dette, qui s'est tenu à Porto Alegre les 1er et 2 février 2002 dans le cadre du second Forum social mondial, se situe dans la lignée des tribunaux d'opinion ouverte par le Tribunal Russell durant la guerre du Viêt-nam, suivi du Tribunal international des Peuples installé par Lelio Basso. Produit de l'expérience des tribunaux populaires sur la Dette qui se sont tenus ces dernières années, au Brésil, en Argentine en Équateur et des "consultas populares" lancées au Brésil par le Mouvement Sans Terre (MST), la centrale unique des travailleurs (CUT) et la Conférence des évêques en avril 1999, il est aussi le résultat du long travail initié par l'organisation Jubilee South, née en 1989 en Afrique du Sud, qui a essaimé en Amérique Latine et aux Philippines et a contribué à modifier totalement la manière de poser la question de la Dette.

Le Tribunal, même s'il n'a pas une fonction judiciaire et si son rôle fondamental est d'ordre éthique, réalise également un travail juridique qui se fonde sur les diverses chartes internationales fixant l'ensemble des droits de l'Homme, dont il réclame l'application : la charte universelle des Droits de l'Homme adoptée en 1948, le pacte international relatif aux droits civils et politiques adopté en 1966 et le pacte international relatif aux droits économiques sociaux et culturels de 1976, ainsi que les diverses conventions de l'OIT.

Au nom de "ceux d'en bas"

C'est ainsi que Le Tribunal a été installé le 1er février dans l'immense auditorium Araujo Vianna (au milieu du parc Farroupilhas, du nom de la rébellion des travailleurs gauchos contre les féodaux latifundistes en 1835), devant un auditoire populaire attentif : paysans sans terre, travailleurs en chômage, sans logis, paysans venus du Paraguay, Indiens de Bolivie, Indiens de l'Inde, Africains d'Amérique et d'Afrique,

Philippines de Via campesina. Des milliers d'hommes et femmes, jeunes et vieux avec de nombreux enfants, c'était bien le peuple rassemblé pour demander la Justice. Un peuple à la fois grave et souriant, confiant dans un tribunal inventé par lui, dans une enceinte où l'on brandit les drapeaux de chaque combat, qui cette fois ne seront pas arrachés par l'armée ou la police. Un peuple qui sourit parce que ce tribunal n'est pas comme d'habitude le tribunal des puissants, des "los de Arriba" (ceux d'en haut), c'est le tribunal qui rend justice aux dominés, aux "los de Abajo" (ceux d'en bas). A l'avant-scène de l'auditorium, où siègent autour du président les jurés et le procureur, un somptueux décor composé de tous les fruits (réels) de la terre symbolise la richesse des cinq continents, qui devrait nourrir la population entière si la Dette ne venait l'empêcher, et une immense frise de fleurs rappelle que "a vida por acima da divida" (la vie est au-dessus de la dette). Entre les sessions du tribunal, on lit des poèmes, on chante les hymnes qui accompagnent les luttes pour la terre ou pour les droits humains ; le gouverneur du Rio Grande do Sul, Olivio Dutra, fait une brève visite au tribunal pour dire combien il est honoré qu'un tel tribunal se tienne à Porto Alegre. Les choses les plus sérieuses se font dans l'humour allié à la ferveur. Il ne s'agit en effet que de la mise en jugement de la Banque mondiale (BM), du Fonds monétaire international (FMI), des Corporations transnationales, des gouvernements du Nord et de leurs complices du Sud. Les accusés sont absents ; ils se trouvent au moment même à l'hôtel Waldorf Astoria à New York, dans leur propre Forum économique, qui régent l'avenir de ceux qui sont ici dans ce grand auditorium populaire et, ceux qui sont ici répliquent par la mise en jugement de ceux qui sont là-bas.

Le tribunal a tenu trois sessions sous la présidence collective de Dumisa Ntsebeza (juge, Afrique du Sud), Nawal El Saadawi (écrivain, Égypte), Dom Demetrio Valenti (religieux, Brésil), C.P. Chandrasekar (magistrat, Inde). Le jury se composait d'une vingtaine de personnalités en provenance de

tous les continents, unanimement respectés pour leur engagement éthique, tels Adolfo Perez Esquivel, Nawal El Saadawi ou Nora de Cortiñas, pour ne citer qu'eux. L'accusation générale est présentée par Dr Alejandro Teitelbaum.

L'accusation

Il y a quatre chefs d'accusation, visant l'illégitimité de la dette :

❶ Celle-ci résulte d'abord de l'impact causé par le Service de la Dette : ce service, du fait de l'augmentation brutale des taux d'intérêts en 1979, obligeant les pays du Sud à emprunter à des taux usuraires pour le payer, a abouti à un sur-paiement. Ainsi l'Amérique Latine à elle seule, entre 1982 et 2000 a déboursé un excédent de 237 milliards de dollars sur ce qu'elle devait. D'une façon générale les pays du Sud entre 1981 et 2000 ont transféré vers les pays du Nord 3450 milliards de dollars ce qui correspond à 6 fois la dette qu'ils avaient en 1981, qui était de 567 milliards. La Dette globale des pays du Sud reste encore aujourd'hui à 2000 milliards de dollars.

❷ Elle se fonde sur l'impact des projets et des politiques financées par la Dette, en particulier la dégradation des terres par des projets agro-exportateurs, la perte de l'autosuffisance alimentaire, le saccage des ressources naturelles, l'appropriation et le brevêtement des savoirs ancestraux des peuples.

❸ Elle découle de la nature des parties contractantes : régimes dictatoriaux ou procédures contraires à la souveraineté nationale.

❹ Elle sert à imposer des conditions politiques tel l'ajustement structurel néolibéral réalisé aux dépens des besoins sociaux de la population.

Au cours des trois sessions, l'accusation a été présentée successivement par quatre procureurs : Dr Mercedes Medina (République dominicaine), Dr Medha Patkar (Inde), Dr Angel Luis Rivera, Dr Demba Dembele (Sénégal).

*Denise Mendez est militante d'ATTAC (France).

Forum social mondial II

Un vingtaine de témoins sont venus étayer l'accusation en présentant des rapports circonstanciés sur les cas spécifiques de projets ayant engendré la dette, ses effets sociaux ou ses effets écologiques : Salvador Quispe de la CONAIE d'Équateur a traité de l'impact spécifique des conditions de la Dette sur les peuples indigènes. Magda Lanuza a traité des conséquences de la dette sur l'écologie au Nicaragua. Benjamin Castello a traité des rapports entre la dette et le conflit militaire en Angola. Jo Enriquez



Rosales a traité des cas où la dette privée est assumée par les pouvoirs publics aux Philippines. David Malungisa a analysé les rapports entre la dette et la politique d'apartheid au Zimbabwe. Pier Angelo Catalan (Italie) a démontré que les taux d'intérêt de la dette sont usuraires. Orlando Rojas du Paraguay a montré que la dette a été historiquement un instrument de domination des pays puissants sur les pays dépendants. Silvia Lazarte Flores de Via Campesina de Bolivie a montré les rapports entre l'imposition du libre-échange aux pays du Sud et l'appauvrissement rural. Le représentant de "l'Alianza social continental" a mis en évidence la corrélation entre la libéralisation du commerce et l'endettement des pays périphériques.

Les motivations des accusés

Une fois achevées les dépositions des témoins de l'accusation, le réquisitoire a été prononcé successivement par les procureurs, puis la parole a été donnée à l'avocat de la défense, Éric Toussaint. Éric Toussaint, qui depuis des années préside le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde et a été l'un des maîtres d'œuvre de la démythification du système de la dette, était donc le mieux placé pour développer sur le mode du paradoxe la défense des institutions financières internationales et des organes politiques du néolibéralisme. On peut supposer

que messieurs James Wolfensohn et Horst Kohler auraient au moins apprécié l'humour d'une telle plaidoirie.

Éric Toussaint en tant qu'avocat du FMI, de la BM et du Club de Paris se devait donc d'entrer dans les motivations de ces organismes :

❶ On prétend qu'au cours des années 1970-1990 le Nord a prêté beaucoup d'argent au Sud. C'est vrai, mais il faut aussi savoir à qui l'on a prêté, quels ont été les bénéficiaires de cet argent. On trouve par exemple Mobutu du Zaïre, Suharto d'Indonésie, Videla pour l'Argentine et Pinochet pour le Chili. En somme, il y a eu une sélection politique des dictateurs.

Quant à la nature des projets justifiant les prêts, on remarque que les agro-exportations ont été privilégiées. On a ainsi fait entrer l'agriculture du sud dans le marché mondial mais ceci s'est opéré par le truchement des compagnies transnationales de l'agro-business qui sont adossées aux pays du Nord. Les pays du Sud ont accentué le caractère exportateur de leur production agricole au détriment de leur consommation locale, c'est-à-dire qu'ils ont diminué les cultures vivrières et qu'ils ont augmenté les cultures d'exportation trouvant un débouché au Nord (ananas, café, cacao, arachide, thé, banane, haricots verts, fleurs...). Toutes ces cultures nécessitent des engrais et des pesticides qui ont généralement été achetés à des multinationales du Nord (ou à leurs filiales du Sud).

Il faut admettre que de leur point de vue les institutions financières internationales, ont rempli leurs objectifs. Si cet objectif était d'amener les pays du sud dans la dépendance du Nord en leur faisant perdre toute autonomie alimentaire, les prêts ainsi octroyés sont corrects et leur remboursement est dû si l'on veut que ce système se perpétue.

❷ La Banque Mondiale et les institutions financières internationales prétendent à la neutralité politique. Pourtant, la Banque Mondiale a prêté des fonds à l'Afrique de Sud sous le régime d'apartheid tandis qu'elle refusait des prêts au Chili sous le gouvernement de Salvador Allende. Par contre elle a renoué avec les prêts au Chili lorsque Pinochet est arrivé au pouvoir. Il faut reconnaître que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale agissent en cohérence avec leurs motivations et leurs principes. De ce point de vue leur bilan est positif. Ces deux organismes ont réussi à réaliser leur programme :

a) renverser le modèle de développement partiellement autocentré qui avait été adopté dans les années 1960 et promu par la CNUCED présidée par Raoul Prebisch et le

remplacer par le modèle libre-échangiste dit "exportateur"; c'est-à-dire, pour reprendre les termes de Joseph Stiglitz, « le modèle mis au point par les pays du Nord et pour eux » b) développer le système de la Dette qui est l'instrument du néolibéralisme : c'est le truchement par lequel sont imposées les politiques d'ajustement structurel.

❸ Le FMI et la BM ont réussi également à renverser le processus d'émancipation vis-à-vis des pays puissants que les pays du Tiers monde avaient entamé depuis la conférence de Bandoung.

Une dette... éteinte car remboursée

Pourquoi les gouvernements du Sud continuent-ils à payer une Dette qui a été acquittée plusieurs fois ? C'est que, à chaque échéance de remboursement, les créanciers du Nord octroient un nouveau prêt pour que soient remboursés les intérêts de la Dette. Le FMI verse ainsi des sommes qui sont laissées à l'usage discrétionnaire du gouvernement que le FMI aura sélectionné (ainsi, au mois de janvier dernier la Turquie a reçu un prêt de 37 milliards de dollars, et l'Argentine zéro). Il est juste que la Turquie reçoive cette somme, même si elle est le pays avec le plus grand nombre de prisonniers politiques, parce qu'elle est un État engagé depuis cinquante ans aux côtés des États-Unis, d'abord pour lutter contre l'URSS puis pour s'opposer aux Pays arabes et faciliter la pénétration de l'Occident vers la Caspienne et l'Asie centrale.

Peut-on s'interroger sur la situation des actionnaires du FMI et les préjudices que ce tribunal leur ferait courir ? Les États-Unis d'Amérique avec 17,35 % de droits de vote sont l'actionnaire principal, viennent ensuite l'Allemagne et le Japon avec 12,3 %, puis la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Canada avec 18 %. Bref, le G7 représente environ 48 %. Si vous y ajoutez la Belgique et les Pays-Bas, vous obtenez un peu plus de 56 %. La Chine dispose seulement de 2,2 % des droits de vote, l'Inde, 2,43 %, la Russie, 2,79 %. En réalité les actionnaires n'ont pas de soucis à se faire, le bilan du FMI est positif. Ainsi pour l'Amérique Latine, de 1982 à 2001, le solde du FMI est positif : il a gagné 15 milliards de dollars.

Le FMI est un bon gestionnaire et on peut voir une preuve de sa qualité dans un fait qui n'a pas été diffusé par la presse : le gouvernement argentin au moment même de la débâcle, alors que l'État était déclaré en banqueroute, a remboursé à ses créanciers étrangers : le 17 décembre 2002 il a versé 57 millions de dollars et le 19 décem-

bre, 19 millions de dollars. L'excellence de la gestion financière du FMI passe nécessairement par la présence de gouvernants de pays du Sud ayant une conduite adéquate, c'est-à-dire capables de se conformer au système de la dette. C'est ce que l'on appelle la "bonne gouvernance".

Éric Toussaint a cependant conclu que la Dette est éteinte car elle a déjà été remboursée.

Verdict et appel à la mobilisation

Le jury du Tribunal des Peuples a déclaré que la Dette externe des pays du Sud, ayant été contractée hors des cadres légaux, nationaux et internationaux et sans consultation des peuples, ayant bénéficié exclusivement aux élites sociales aux dépens de la majorité de la population, est illégitime, injuste et insoutenable au plan éthique, juridique et politique.

Les accusés — Banque Mondiale, Fonds monétaire international, Banques et corporations transnationales, gouvernements du Nord et leurs collaborateurs dans les pays du Sud — sont déclarés coupables, auteurs, coauteurs ou complices des délits et crimes suivants :

- a) Captation du patrimoine naturel et autres ressources du Sud pour payer la Dette ;
- b) Maintien de l'échange inégal entre Nord et Sud qui a contribué à accroître la Dette ;
- c) Pratique d'intérêts usuraires qui ont provoqué une croissance exponentielle de la Dette ;
- d) Application de politiques d'ajustement structurel obligeant les États du Sud à privatiser leurs ressources naturelles et leurs services, ce qui a pour effet de détourner les ressources qui devraient être allouées à la satisfaction de besoins sociaux ;
- e) Soutien apporté à des régimes dictatoriaux ayant favorisé l'enrichissement de nombreux dictateurs ;
- f) Choix d'investissements dans des projets favorisant l'enrichissement de gouvernants (dont les fonds sont ensuite déposés dans les Banques du Nord) ;
- g) Choix de projets favorisant les entreprises transnationales des pays du Nord aux dépens des droits des peuples ;
- h) Escroquerie du fait d'exiger le paiement d'une dette qui a déjà été remboursée ;
- i) Imposition au cours des renégociations de la dette de conditions politiques et économiques qui ont pour effet la régression de ces pays ;
- j) Violation du droit international : de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, du Pacte relatif aux droits civils

et politiques (1966), du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1976).

Pour ces motifs le Jury déclare que la dette externe des pays du Sud est éteinte du fait de son caractère odieux, usuraire, frauduleux, illégal et illégitime. Il accepte les recommandations suivantes du Jury :

- En appeler aux citoyens et peuples du Sud et à ceux du Nord qui sont solidaires en vue de réaliser des campagnes pour aboutir à l'annulation de la Dette ;
- Faire réaliser des audits par des organismes indépendants en vue d'une vérification comptable et juridique établissant l'état réel de l'endettement ;
- Demander aux parlements des pays endettés d'enquêter sur le rôle des responsables politiques locaux dans les programmes d'endettement et d'établir devant la



Justice leur responsabilité ;

- Demander la restitution aux peuples des richesses acquises par les responsables politiques au cours des dictatures en même temps qu'augmentait la dette du pays ;
- Lancer une campagne pour faire reconnaître la dette écologique des États du Nord, des transnationales, des institutions financières internationales et des groupes bancaires du fait des destructions de l'environnement qu'ils ont provoqués dans les pays du Sud ;
- Demander la restitution des richesses extraites du Sud ;
- Engager des campagnes contre les accords économiques multilatéraux qui portent atteinte au bien-être et à la dignité des peuples ;
- Suspendre immédiatement le versement des intérêts de la dette et proposer que ces sommes soient utilisées exclusivement dans des programmes de développement durable au bénéfice des populations ;

● Adresser les conclusions de ce Tribunal aux principaux accusés et leur demander de répondre dans un délai déterminé ;

● Notifier ce verdict aux divers organes des Nations Unies en vue d'exiger le respect de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui stipule qu'en aucun cas on ne pourra priver les peuples de leurs moyens de subsistance et reconnaître qu'en l'occurrence le paiement du service de la dette les en prive .

Rupture avec la Dette

Ce verdict indique une rupture avec le système de la Dette, tant au plan politique que juridique. Au plan politique, il conteste la prétention au développement à travers les programmes définis par la Banque mondiale avec l'aval du FMI, et d'une façon générale, les enquêtes menées par ce tribunal démontrent que le modèle de développement par le libre échange (modèle exportateur), qui a pour corollaire le système de la dette externe, a abouti à l'involution économique et à l'aggravation de la misère (le cas de l'Argentine, meilleur élève du néolibéralisme, a valeur de contre-modèle).

Ce verdict est susceptible d'être relayé par des actions judiciaires du fait qu'il révèle une série d'actes délictueux et même criminels susceptibles d'être reconnus comme tels par des instances judiciaires existantes. Ainsi, les audits réalisés sur la passation des contrats par des autorités locales avec les institutions financières internationales révèlent les délits de corruption, malversation et escroquerie. Il en est de même quant aux conditions imposées par les institutions financières internationales à l'occasion de la renégociation du versement des intérêts de la dette : les exigences de privatisation ou de modifications du droit du travail ou des règles de protection de l'environnement s'apparentent au délit d'extorsion, ou chantage. L'imposition de ces conditions, qualifiées par le FMI de « règles de bonne gouvernance », n'en est pas moins un acte contraire à la souveraineté nationale car ils sont décidés hors du contrôle des parlements nationaux. Ces comportements des dirigeants politiques nationaux sont susceptibles de la qualification de délit ou crime en tant qu'ils violent les droits économiques sociaux et culturels définis par le Pacte de 1966 et les autres droits fondamentaux définis par la Charte universelle des droits de l'homme. ■

Paris, février 2002

Ethnisme néolibéral

Par
Jean Nanga*

La "démocratisation" du Congo-Brazzaville a déjà dix ans. Une décennie marquée par la guerre civile permanente : trois guerres en sept ans. Pour certains "spécialistes de l'Afrique" il s'agit de guerres ethniques : atavisme ou archaïsme, obstacle à la modernisation du Congo-Brazzaville (modernisation signifiant, faut-il le rappeler, conformité à la mondialisation néolibérale). Mais cette guerre civile "ethnique" permanente peut aussi être comprise comme une réalité locale de la dite modernisation.

Multipartisme, stade suprême du tribalisme⁽¹⁾

La réalité politique congolaise confirme cette formule. Depuis la fin du monopartisme, médiatiquement sifflé par le sommet franco-africain de La Baule, le multipartisme y est très ethniquement marqué. On peut parler de déconcentration du monopartisme : entreprise de réalisation de monopartismes ethniques/régionaux, néanmoins limitées à des étouffantes hégémonies, par l'existence de micro ethnismes et de stratégies individuelles. Ainsi les plus grands partis sont les plus habiles en cette entreprise. Se sont donc affirmés les principaux partis à l'issue des premières élections dites démocratiques (1992), dans l'ordre :

● L'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS) de Pascal Lissouba (un vieux routier, qui a collaboré au cabinet de Youlou, puis a été Premier ministre de Massamba-Débat et membre de la direction du PCT, puis exilé à la fin des années 1970), élu pré-

sident de la République au suffrage universel direct (2). Ce parti est alors quasi-exclusif dans trois régions voisines (Niari, Bouenza, Lekoumou, appelées aussi "Nibolek" ou Pays du Niari), parmi les cinq régions du Sud-Congo et les dix que compte le Congo.

● Le Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI) de Bernard Kolélas, vaincu par Lissouba au deuxième tour de la présidentielle de 1998 (Kolélas a été dirigeant de la jeunesse de l'UDDIA, c'est le seul des principaux protagonistes à n'avoir été ni au MNR, ni au PCT ; il a connu souvent la prison). Son fief, c'est la région du Pool, adossée à Brazzaville et dont les ressortissants constituent "l'ethnie" la plus nombreuse du Congo.

● Le Parti congolais du travail (PCT) de Denis Sassou N'guesso, chef d'État de 1979 à 1992. Ex-Parti-État pendant des décennies avec une hégémonie interne des Congolais du Nord. Son fief, c'est le Nord-Congo (cinq régions, constituant le Centre et le Nord proprement dit).

● Le Rassemblement pour la démocratie et le progrès social (RDPS) de Jean-Pierre Thystère Tchicaya. Son fief, c'est la région du Kouilou, incluant la capitale économique et pétrolière Pointe Noire, dans le Sud-Congo.

● Le Rassemblement pour la démocratie et le développement (RDD) de Joachim Yombi Opanghault, chef d'État de 1977 à 1979. Ce parti, principal allié de l'UPADS dans le Nord, y est le principal adversaire du PCT.

La vie politique est, en général, faite d'alliances et de ruptures entre les principaux partis. Elle comporte également des coalitions autour des trois premiers (disposant de milices privées) et des fractions de l'Armée nationale, à l'origine de nettoyages ethniques, pillages, viols, actes incestueux, massacres. Ces alliances ou coalitions sont pluri-ethniques/pluri-régionales, sans homogénéité nordiste ou sudiste. En une décennie de "démocratisation" toutes les combinaisons possibles ont été réalisées (UPADS et PCT contre MCDDI ; MCDDI et PCT contre UPADS ; UPADS-MCDDI contre PCT). Par ailleurs, aucun parti n'est homogène, absolument monolithique ou mono-régional, car

Le Congo (Brazzaville) en chiffres

Population : 2,8 millions (estimation 1999)

Population urbaine : 62 %

Taux de mortalité infantile : 123 ‰

Taux de chômage : 50 % de la population active

Personnes vivant au dessous du seuil de pauvreté : 70 % de la population urbaine

Pétrole : production (2000) 13,7 millions de tonnes (9,3 millions de tonnes en 1995), 90 % des recettes d'exportation

Dettes : Encours global 4 milliards de dollars, service de la dette publique extérieure (budget 2001) : 46 % des ressources publiques

sources : PIPC 2000-2002, Budget général, PNUD.

tous ont un discours public nationalitaire (anti-tribaliste, anti-régionaliste...) qui rencontre la naïveté des uns ou l'opportunisme des autres. Chaque parti peut ainsi exhiber des militant(e)s prouvant son hétérogénéité ethnique/régionale. Mais il s'agit d'une feuille de vigne étriquée.

L'appartenance ethnique comme discriminant politique n'est pas une nouveauté. C'est un héritage de la période... coloniale. En effet, le premier multipartisme indigène consécutif à la Conférence des gouverneurs coloniaux français, dite Conférence de Brazzaville (1944), a produit à partir de 1946 un bipartisme coïncidant avec le clivage géographique Nord-Sud. D'un côté le Mouvement socialiste africain (MSA, fédération locale de la SFIO) dirigé par Jacques Opangault, ressortissant de la région de la Cuvette, dans le Nord-Congo. De l'autre, le Parti progressiste congolais (PPC, apparenté parlementaire au PCF à l'Assemblée française), dirigé par Jean-Félix Tchicaya (député du Moyen-Congo) ressortissant du Kouilou dans le Sud-Congo.

* Jean Nanga, militant marxiste révolutionnaire congolais, est correspondant d'*Inprecor* en Afrique équatoriale.

1. Formule du philosophe théologien camerounais Fabien Embouti Boulaga, *Les Conférences nationales en Afrique*, Karthala, Paris 1993.

2. Arrivé en tête au premier tour avec 35,89 % des voix, devant B. Kolélas, P. Lissouba obtient au second tour 61,32 % grâce, entre autres, aux voix de Sassou N'guesso, troisième au premier tour avec 16,87 %.

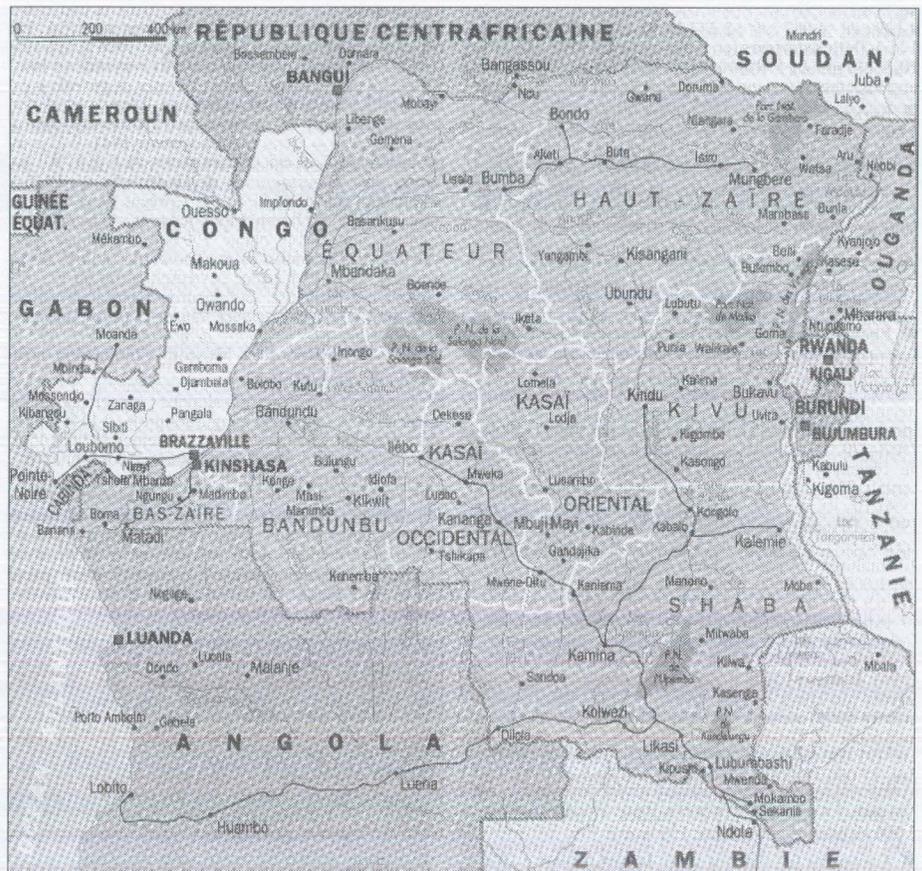
Ancrage à gauche des deux partis. Mais l'absence de tradition politique moderne et la faiblesse de la conscience sociale des colonisés ont fait prédominer la dimension régionale/ethnique. La situation est devenue plus critique avec le changement de bipolarité. Car la naissance de l'Union démocratique pour la défense des intérêts africains (UDDIA), dirigée par l'abbé Fulbert Youlou, ressortissant du Pool, dans le sud-est, a entraîné l'affaiblissement du PPC (relégué au sud-ouest). Le clivage géographique est conservé avec le face-à-face MSA-UDDIA. Mais le clivage Nord-Sud est aussi devenu le clivage gauche-droite. Et la marche vers le néocolonialisme va aggraver l'adversité. Jusqu'au pire. Ainsi au lendemain du Référendum français de 1958 (naissance de la Ve République, incluant l'autonomie des colonies : la "Communauté franco-africaine") la rivalité entre les deux partis/leaders pour la direction du gouvernement autonome aboutit à la guerre civile de 1959, évidemment mémorisée comme une guerre entre les "bakongos" ou sudistes et les "mbochis" ou "bangalas" nordistes. Une mémoire alimentée par l'histoire politique du Congo "indépendant" divisible en périodes d'hégémonie ethnique/régionale :

- sudiste de 1960 à 1968, présidences de Youlou puis Massamba Débat, tous deux du Pool ;
- nordiste, de 1971 à 1990, présidences de Marien Ngouabi, puis Yombhi Opanghault et enfin Sassou N'guesso, tous trois de la Cuvette.

Un quart de siècle de monopartisme n'a favorisé que l'expression de l'ethnisme régionaliste concentré, celui de la fraction hégémonique du parti unique. Alors le retour du multipartisme, nourri de frustrations et de ressentiments, le contexte idéologique mondial ("mort du communisme", "fin des idéologies") aidant, a produit non plus le bipartisme, mais une prolifération de partis se voulant uniques régionalement/ethniquement, habiles à produire des guerres civiles ainsi marquées. Mais que le multipartisme ait jusqu'à présent entraîné la guerre civile ne signifie nullement qu'il s'agisse d'un archaïsme, d'un héritage de la période coloniale. Car, par exemple, aucune des guerres ne renvoie à la mémoire pré-coloniale, pré-conquète.

Ethnisme : du colonialisme au néocolonialisme

Cet ethnisme, dimension de la réalité congolaise, ne peut être compris en faisant abstraction de la fabrication française du Congo, de la domination coloniale puis néo-



coloniale. Le clivage Nord-Sud, considéré majeur politiquement, n'est pas sans rapport avec la modernisation inégale du territoire (congolais) colonial. D'un côté le Sud, tiers de la superficie, mais plus peuplé, "privilegié" : avec exploitation forestière, entreprises commerciales et financières, chemins de fer, port maritime, centres urbains, électricité, adduction d'eau potable, petite industrie, davantage d'infrastructures scolaires et sanitaires... De l'autre, le Nord, comprenant les deux tiers du territoire, moins peuplé, très défavorisé en structures modernes. L'exode du Nord vers le Sud étant presque imposé comme passage obligé à la "modernité" coloniale. De quoi produire des complexes de supériorité d'une part et des frustrations de l'autre. Le colonialisme étant vécu comme une hiérarchie naturelle (supériorité de la "race" blanche sur la noire), les colonisés n'ont pu en éviter la reproduction caricaturale entre eux. La hiérarchie indigène est établie relativement à la marque, à l'importance de la "modernité" coloniale dans l'espace régional/ethnique. Voire dans les traditions, vu la quasi-coïncidence du Sud-Congo avec une partie de l'ancien royaume Kongo (alors étendu aussi sur une partie de l'actuel territoire angolais et de l'actuel Congo démocratique, ex-Zaïre) christianisé à partir du XV^e siècle par les conquérants portugais. Cette christianisation dominante, voire meurtrière, est encore vécue par une grande partie de l'élite du Sud comme une

marque de supériorité ethnique voire d'élection ou de bénédiction divine. L'actuel Nord-Congo étant considéré animiste, païen jusqu'à la christianisation coloniale française (XIX^e siècle).

Il va presque de soi que l'autorité coloniale n'avait aucun intérêt à remédier à cette reproduction de sa hiérarchisation, articulée avec des préjugés entre populations réunies par une dynamique exogène. Le contraire aurait favorisé le développement de la conscience nationale anticolonialiste. Ainsi cette hiérarchisation a été entretenue avec la production ethnologique des "spécificités africaines", naturalisation ou essentialisation de caractéristiques historiques, de solidarités ethniques urbaines, forme élémentaire et dominante de la conscience sociale dans les centres urbains aux rapports sociaux beaucoup plus complexes qu'en milieu rural dit traditionnel. Un efficace étouffoir de la conscience anticolonialiste radicale, organisée, de la conscience prolétarienne.

Jean-Félix Tchicaya, dont la conscience débordait le régionalisme, en tant que principal animateur de l'aile progressiste parlementaire du panafricaniste Rassemblement démocratique africain (RDA), a été victime du colonialisme. Au profit de Fulbert Youlou, habile à instrumentaliser l'ethnicité urbaine, coopté par Houphouët Boigny (chef du RDA) comme représentant congolais du RDA devenu gestionnaire allègre du colonialisme, avec la Loi-Cadre Défense (1956). Autre

Congo (Brazzaville)

victime, Jacques Opangault. La victoire de son MSA sur l'UDDIA aux élections législatives de 1957 est considérée comme anormale par le parti colonial, parce que le MSA vu l'affaiblissement organisé du PPC, est devenu le porte-parole de la gauche, très lié au mouvement syndical. Sa présence à la tête du premier gouvernement autonome est intolérable, malgré son horizon réformiste et le colonialisme de la SFIO. D'où le coup d'État parlementaire ayant entraîné la guerre civile de janvier-février 1959, pendant laquelle la force publique coloniale s'est illustrée par une indifférence cachant mal son parti-pris pour le nouveau chef du gouvernement autonome Fulbert Youlou dont les nervis avaient l'avantage dans les quartiers (3).

Il s'agissait donc d'un nouvel état néocolonial : la République du Congo, membre de la Communauté coloniale française depuis novembre 1958, héritier légitime de la violence du pouvoir colonial, « tête de pont dans une civilisation de la barbarie » (4). La violence néocoloniale prouve l'assimilation de la leçon par l'élite politique colonisée, aussi bien par la fraction Youlou que par celle d'Opangault (toutes deux, par ailleurs, partisans de la Communauté contre l'indépendance). De là leur réconciliation, sous la forme d'une collaboration gouvernementale subordonnée et oscillante d'Opangault, jusqu'au renversement du régime Youlou en 1963 par une insurrection populaire trans-ethnique, coordonnée par les syndicats, expression d'une réconciliation nationale populaire, alimentée aussi par la politique répressive menée sans distinction ethnique par le régime Youlou.

En effet, quelques mois après la guerre civile, en juin 1959, sont sévèrement réprimés (destruction des biens, tabassages meurtriers, déportation au Nord...) des matsouanistes (5), coupables d'avoir mis des

3. Un des principaux colons-complices de F. Youlou fut le commissaire de police, l'ex-pétainiste Delarue.

4. Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme*, Présence Africaine 1955.

5. Partisans messianiques d'André Matsoua (1899-1942), natif du Pool, ancien combattant, militant à Paris de l'Union des travailleurs nègres, fondateur de l'Association amicale des originaires de l'AEF (1926) implantée au Gabon, au Tchad, en Oubangui-Chari (Centrafrique) et au Congo. Il a mené une résistance passive contre le Code de l'Indigénat de l'administration coloniale, fut persécuté et assassiné en prison. Après sa mort (non admise) son mouvement fut confiné à la région du Pool au Congo par l'administration coloniale et transformé en messianisme syncrétique. Les voix de ses partisans, réfractaires à l'impôt colonial, ont été obtenues par Youlou qui s'est présenté à eux comme... messager de Matsoua.

osselets plutôt que des bulletins dans les urnes pendant les législatives de juin 1959, exprimant ainsi leur conscience de l'instrumentalisation électoraliste de la mémoire d'André Matsoua par Youlou. Malgré la victoire de ce dernier, ses corégionaux, les matsouanistes, sont réprimés car l'ordre néocolonial ne doit pas être contesté. La communauté d'appartenance ethnique/régionale étant dans ce cas sans importance, voire à l'origine d'une plus sévère répression, car considérée comme une trahison. Ce fut pareil lors du pseudo « complot communiste » dont sont accusés en mai 1960 des dirigeants des syndicats et de la jeunesse, jetés en prison malgré la coethnicité de l'écrasante majorité avec Youlou : s'exprimait ainsi la supériorité des intérêts de classe (pro-capitalistes) sur la communauté d'appartenance ethnique/régionale. Ainsi, en retour s'explique la surdité du peuple du quartier Baongo (principal fief de Youlou à Brazzaville) à l'appel de Youlou, en lari (langue urbaine des ressortissants du Pool), pendant le mouvement insurrectionnel d'août 1963. Les trois martyrs de l'insurrection étaient d'ailleurs ressortissants du Pool. L'oligarchisme du régime et son projet d'institution du monopartisme n'ont pas eu l'approbation populaire des corégionaux de Youlou, malgré son évidente hégémonie ethnique/régionale dans l'appareil d'État. La clarté de la divergence des intérêts entre gouvernants et gouvernés a produit une unité nationale populaire, malgré l'usage par Youlou du « complot nordiste » comme épouvantail.

Ethnisme monopartite

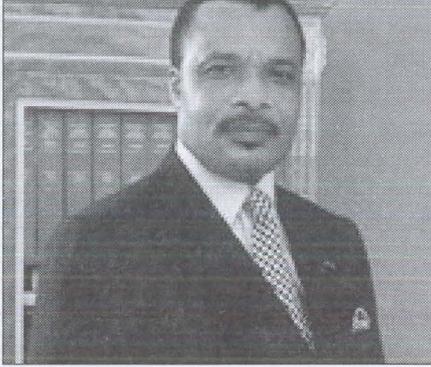
Le règne de Youlou peut être considéré comme la continuation de la gestion de l'ordre ethnique structuré par le pouvoir colonial, pour la reproduction de sa domination. Le régime populiste, issu de l'insurrection de 1963, présidé par Massamba-Débat, au contraire a par sa source de légitimité fait preuve, pendant les premières années, d'anti-ethnisme consacré par l'institution quasi consensuelle du monopartisme, considéré comme facteur d'unité nationale. Mais vu son éclectisme idéologique (libéraux, socialistes bantous, socialistes marxisants... y coexistent) le parti unique Mouvement national de la Révolution (MNR) n'a pu éviter la lutte pour l'hégémonie en son sein, donc au sein de l'appareil d'État, demeuré néocolonial malgré le discours nationaliste et l'existence d'un secteur économique d'État. Ainsi la crise de 1966 a ramené l'ethnisme à la surface du MNR. Crise dénouée par le coup d'État de 1968 perpétré contre la

fraction Massamba-Débat accusée d'orientation droite et ethniste par l'alliance éclectique de l'aile gauche du MNR, de sa jeunesse (JMNR), de l'armée et de la bureaucratie nordiste.

Cette unité nationale bureaucratique et éclectique porte à la tête de l'État le capitaine Marien Ngouabi, récemment persécuté par Massamba-Débat. C'est non seulement le passage à la présidence de la république d'un civil à un militaire, mais aussi d'un "sudiste" à un "nordiste". Car Ngouabi est un kouyou, ethnique voisine de l'ethnie mbochi (de Jacques Opangault) dans la région de la Cuvette. Et assez vite cette présence de Ngouabi à la tête de l'État est transformée en hégémonie nordiste gérée par le nouveau parti unique, le Parti congolais du travail (PCT, officiellement marxiste-léniniste) de 1971/72 à 1990. Hégémonie acquise, conservée et renforcée aussi bien par la répression des fractions externes au PCT que des fractions internes. Les conflits entre fractions bureaucratiques du PCT étant même très violentes et presque toujours ethniquement marquées. Exception faite de la toute première dissidence publique, la tentative de putsch (1972) de l'aile gauche du PCT (l'ex-aile gauche radicale du MNR) voulant sauver le processus considéré comme révolutionnaire de la « dérive droite et tribaliste ». Putsch transformée après son échec en un mouvement armé guévariste, le M 22 qui sera décimé après un an de maquis. La diversité ethnique/régionale du M 22 n'y a pas favorisé la division, malgré les tentatives menées par la fraction hégémonique en direction de ses co-régionaux impliqués dans le maquis. Ainsi, l'assassinat — après arrestation et livraison par Mobutu (président du Zaïre voisin) aux autorités de Brazzaville — des dirigeants du M 22 (Diawara-Bidié, un Congolais de père malien et de mère congolaise du Pool, Ikoko, ressortissant de la Cuvette, Bakakolo, du Pool, Olouka, de la Cuvette...) est le moins conservé par la mémoire populaire, le moins évoqué par l'élite. Leur anti-tribalisme pratique, leur marxisme radicalisé théoriquement dans le maquis restent gênants.

Par la suite, l'hégémonie nordiste s'est consolidée par l'assassinat de Ngouabi (1977) coupable d'avoir, entre autres, tendu la main à son prédécesseur Massamba-Débat (subséquentement assassiné) pour trouver une solution à la crise de l'État congolais consécutive au contre-choc pétrolier. Son remplaçant, Joachim Yombi Opangault, officier et kouyou comme lui, est à son tour renversé en 1979 par Denis Sassou N'guesso, également officier mais mbochi. Celui-ci va demeurer garant de l'hé-

Denis Sassou N'guesso, actuel président, a gagné la guerre civile de 1997 avec l'aide de l'armée angolaise et de la logistique d'ELF.



gémonie nordiste de 1977 à 1990. Cette hégémonie passant, à partir du contre-choc pétrolier, du régionalisme au clanisme est l'expression d'une crise de légitimité au sein du parti-État et du reste de la société, crise ayant abouti à la « démocratisation ».

Cette hégémonie nordiste a aussi développé — mais non produit — un ethnisme social, comme solution à l'inégalité du développement du territoire hérité de la colonisation, reproduit par les premiers régimes néo-coloniaux. Non sous la forme d'une « modernisation » accélérée du Nord-Congo, mais d'un favoritisme dans les centres urbains (essentiellement au Sud), dans les structures politico-administratives et économiques. Ainsi, en plus du vécu fantasmagorique du pouvoir par identification à l'hégémonie réelle des co-ethniques/co-régionaux, les « nordistes » sont favorisés dans les nominations étatiques privilégiées (administration civile, militaire, entreprises d'État...), dans l'attribution des bourses d'études supérieures à l'étranger (accumulation des cadres pour la reproduction de l'hégémonie dans l'appareil d'État), dans l'embauche dans la fonction publique et les entreprises d'État (6), dans l'attribution des marchés de l'État, de gré à gré aux entrepreneurs privés, dans l'attribution des logements... Pratique ne pouvant favoriser le développement de la conscience de classe, sa prédominance sur la conscience ethnique, mais favorisant plutôt des frustrations parmi les « sudistes » et ce malgré la pratique du clientélisme ethnique/régional par les fractions bureaucratiques du Sud (dominées au sein du parti-État).

Cet élargissement de la base du pouvoir se réalise aisément en période de prospérité (deuxième choc pétrolier), mais est mis à mal en période de vaches maigres (contre-choc pétrolier, ajustement structurel néolibéral). Avec la faillite des entreprises d'État, la cessation officielle du recrutement par la Fonction publique, la colossale dette extérieure... à partir du milieu des années 1980,

il y a rétrécissement de la base clientéliste du pouvoir. L'hégémonie se clanise. Le régime devient plus policier car les revendications sociales deviennent audibles et visibles. Des fédérations syndicales expriment des critiques à l'égard de la centrale unique, la Confédération syndicale congolaise (CSC), inféodée au parti-État. Élèves, étudiants et diplômés sans emploi manifestent leur désapprobation de la politique sociale imposée par les institutions issues de Bretton Woods. Des exclus du système scolaire et des diplômés sans emploi vont devenir quelques années après miliciens... Des fractions dominées du parti-État prennent le train des revendications démocratiques, de plus en plus populaires hors du parti comme presque partout en Afrique. Car le multipartisme est souvent compris, tant par les fractions dissidentes du PCT que par des fractions externes au PCT, comme la meilleure opportunité d'instrumentalisation de l'ethnisme/régionalisme. Surtout que le multipartisme s'accompagne de libéralisme économique ou plutôt le multipartisme auréole la néolibéralisation.

Oligarchie ethnicisée

Malgré l'apparence, l'ethnisme n'est pas la caractéristique fondamentale de la « classe politique » congolaise. Il s'agit d'une instrumentalisation politicienne du sentiment ethnique, de la solidarité ethnique urbaine (dans un pays où plus de 50 % de la population vit dans les deux principales villes, le tiers de la population dans la capitale Brazzaville) et des divers complexes historiquement acquis. C'est un moyen d'accès au pouvoir, de sa conservation ou de sa consolidation. Le contrôle du pouvoir d'État étant une occasion d'enrichissement, d'accumulation primitive du capital, voire, avec le néolibéralisme, de participation privilégiée à la libéralisation du marché et à la privatisation des entreprises d'État. Ainsi, en 1972 déjà, dans son testament politique, « l'Autocritique », le M 22 a défini la direction du parti-État (PCT) comme une « oligarchie bureaucratique-militaro-tribaliste » (Obumitri). L'oligarchie considérée fondamentale est, pour mémoire, défini par le philosophe antique grec Aristote comme un régime dans lequel les gouvernants « partagent la fortune publique sans tenir compte du mérite (...) se réservent tous les biens ou la plupart d'entre eux ; ce sont toujours les mêmes qui occupent les magistratures, car s'enrichir constitue la préoccupation essentielle. Le pouvoir se trouve donc aux mains d'un petit nombre et les coquins tiennent la place que devraient occuper les gens les plus

qualifiés » (7). Telle est la réalité de tous les régimes congolais, de 1960 à nos jours, exception faite de celui de Massamba-Débat. Youlou est chassé du pouvoir aux cris de « Youlou a tout volé ! ». Partisan du capitalisme (8), il devient au pouvoir propriétaire de l'un des deux principaux hôtels de luxe de Brazzaville et d'autres biens (financiers, immobiliers...), et s'affuble de soutanes griffées d'un prestigieux couturier parisien... L'enrichissement des membres du gouvernement est résumé par l'anecdote de son ministre de l'Éducation répliquant à ceux qui se moquaient de lui par « Je suis vilain, mais l'argent me rend beau ! » Cependant l'oligarchie est limitée sous ce premier régime par le contrôle métropolitain des finances congolaises : en l'absence de Trésor public national, le Trésor public français prend en charge le déficit budgétaire congolais malgré l'indépendance proclamée (non sans intérêt géopolitique et économique — le bois congolais). Ceci n'est plus le cas sous Massamba-Débat dont le régime se dote d'un Trésor public national et d'un secteur économique d'État — par keynésianisme, surnommé « socialisme bantou » — assez bien géré les premières années, avant de devenir la poule aux œufs d'or de la bureaucratie, surtout sous les régimes du PCT, par ailleurs pourvus de la rente pétrolière.

À partir de 1972, le Congo entre dans son ère pétrolière. L'enrichissement des dignitaires du parti-État et de leurs proches devient au fil des ans plus ostentatoire. Surgissent des entrepreneurs privés nationaux, prête-noms le plus souvent, vivant des marchés d'État, habiles à surfacturer des services, des ouvrages souvent inachevés, bénéficiant des crédits bancaires non remboursés et de l'impunité : une petite bourgeoisie, plutôt niatement consumériste qu'ingéneuse, sangsue du Trésor public. Oligarchie impuni, culminant dans le premier Plan quinquennal (1982-1986), géré pis qu'une épicerie familiale locale. C'est un flagrant échec dès sa deuxième année malgré le boom pétrolier, conduisant à l'endettement colossal. Cet oligarchisme, est facteur, entre autres, de l'entrée en « ajustement structurel », avec sa dégradation inévitable de la situation sociale des salariés, et surtout

6. Hugues Bertrand (*Le Congo*, Maspero 1978) parle à ce titre d'un « marché bureaucratique-tribal de l'emploi ».

7. Aristote, *Éthique de Nicomaque*.

8. Son ouvrage, *J'accuse la Chine*, Éd. de la Table Ronde, Paris 1966, est un bon exposé de son pro-capitalisme.

9. cf. « *A qui profite la rente pétrolière* », *Inprecor* n° 155, mars 1983.

10. cf. « *Congo : la jeunesse se mobilise contre le régime* », *Inprecor* n° 210, janvier 1986.

Congo (Brazzaville)

des fonctionnaires et agents des entreprises d'État en faillite ou sous perfusion financière continue, gérées avec tant de gabegie (9).

C'est cet oligarchisme qui est contesté de façon populaire, depuis la grève des lycéens de novembre 1985 (10) jusqu'à la grève générale des travailleurs de septembre 1990 pour la convocation de la Conférence nationale souveraine (CNS), censée réorganiser la société de façon anti-oligarchiste, démocratique. Pour le peuple travailleur, la jeunesse scolarisée, estudiantine et sans emploi, cela signifie « démocratie sociale ». Alors que pour la majorité écrasante des participants à la CNS — partis politiques et « société civile » confondus — il s'agit d'en finir avec l'oligarchisme exclusif, de passer à un oligarchisme inclusif, par l'accès de toutes les fractions politiciennes à quelque sphère du pouvoir (exécutif, parlementaire, municipal...). Car, vu l'orientation néolibérale, toute position de pouvoir ne peut que faire devenir entrepreneur privé, opérateur économique ou actionnaire. Même si le contrôle de l'exécutif est considéré préférable car il garantit l'accès à la gestion de la rente pétrolière en période de croissance prévue de la production. Les fractions dominées du PCT et celles exclues du monopartisme ne cachent pas leur ressentiment à l'égard de la fraction hégémonique du PCT. Cette dernière risque en effet d'être la principale bénéficiaire locale des privatisations et de la libéralisation, parce qu'elle a déjà pu accumuler massivement.

C'est cet appétit oligarchiste qui rythme les alliances et les ruptures d'alliance, et qui, dans le nouveau contexte, n'hésite pas à enflammer quartiers, villages et villes. Ainsi, dès la période de transition post-CNS, des collaborateurs du premier ministre, chef du gouvernement élu par la CNS, André Milongo (un administrateur retraité de la Banque Mondiale), s'enrichissent rapidement. Mais leur voracité est atténuée par la quasi-asphyxie financière de l'État congolais par son principal rentier (60 % des recettes) ELF, qui boycotte l'audit de sa succursale locale (ELF-Congo, avec participation minoritaire de l'État congolais) exigée par la CNS. Les « aides » sont gelées par les habituels « donateurs » sur recommandation des institutions de Bretton Woods, qui attendent les signaux de néolibéralisation pratique. La déclaration du patrimoine disposée par l'Acte fondamental de la transition, adopté par la CNS, atténuée aussi cette voracité. Il s'agit d'une disposition imposée par une minorité de partis et d'associations de la « société civile » qui ont profité de la retransmission télévisée en direct des débats et pu faire ainsi peser sur eux la sensibilité du

peuple téléspectateur aux conséquences sociales de la gabegie monopartiste lors du rapport de la Commission des biens mal acquis. Disposition qui fut reprise dans la Constitution adoptée par référendum pendant ladite Transition. Cette Constitution va être foulée aux pieds par le régime Lissouba, abusant de sa légitimité électorale. C'est ainsi sans scrupules que le premier ministre et ex-chef d'État, Joachim Yombi Opanghault, et son ministre de l'économie et des finances, Ngoula Mougounga-Nkombo, incitent à l'enrichissement par l'initiative économique privée, alors qu'ils réalisent leur accumulation au dépens d'un Trésor public déjà grevé par le service de la dette héritée du régime monopartistes et ne contrôlant pas les nouveaux emprunts, presque patrimoniallement gérés par la clique de Lissouba. Ministres, parlementaires, préfets, maires, conseillers... jouissent de privilèges exorbitants, favorisant l'investissement privé dans l'immobilier, le transport urbain, voire dans le transport aérien. Ceci avec recours habituel aux prête-noms, de préférence non-congolais. Pendant ce temps les fonctionnaires ne perçoivent qu'un salaire mensuel tous les 2 ou 3 mois.

Ces privilèges sont source de discordes dans la mouvance présidentielle par leur inégalité. Discordes clanisées, ethnicisées, régionalisées. D'où, par exemple, la rivalité entre Mireille Lissouba (fille de son père et conseillère) et Ngoula Mougounga-Nkombo au sein du Comité de supervision de la privatisation, perçue comme l'expression de la discordes entre le clan Mzabi (ethnie de Lissouba) et le clan Bembé (ethnie de Mougounga-Nkombo) considéré hégémonique dans l'UPADS. Privilèges source de discordes aussi dans l'ensemble de la « classe politique » oligarchiste, l'opposition supportant mal son exclusion du festin. C'est la raison endogène du sacrifice de milliers de Congolais pendant les guerres civiles de 1993 et de 1997. La fraction Lissouba y lutte pour la conservation de sa situation privilégiée, l'opposition pour y accéder. Officiellement n° 1 de l'opposition et maire de Brazzaville, avec représentation au Gouvernement d'union nationale post-guerre de 1993-1994, Kolélas n'ayant pas accès aux fonds de son n° 2 Sassou N'guesso, choisit entre les deux guerres d'être en même temps l'allié clandestin de Lissouba. Ce dernier pourvoit ainsi la mairie de Brazzaville en fonds (gérés comme une épicerie dont le principal fournisseur n'est autre que la famille Kolélas). Médiateur national de la guerre de 1997, il a fini dernier Premier ministre de Lissouba, à la veille de la victoire

militaire de Sassou N'guesso. Ainsi, après la guerre « inter-sudiste » entre miliciens et militaires de Lissouba et miliciens de Kolélas (appuyés par ceux de Sassou N'guesso) en 1993-1994, on a vu apparaître une alliance sudiste cachant mal la volonté de barrer la route du palais présidentiel à Sassou N'guesso, candidat à l'élection présidentielle d'août 1997. Il s'agissait surtout d'empêcher Sassou N'guesso d'être le maître de cérémonie au moment de l'extension prévue du champ pétrolier et de la néolibéralisation exigée par les bailleurs de fonds.

La fraction Sassou N'guesso, dite Forces démocratiques unies (FDU) sous hégémonie du PCT, bien qu'ayant exclusivement accumulé sous le monopartisme et investi aussi bien au Congo qu'à l'extérieur, ne s'est pas désintéressée des perspectives pétrolières, de la libéralisation du marché et des privatisations des entreprises publiques. Jusqu'à très habilement préparer et gagner la guerre de 1997. Ainsi, après sa victoire sur l'Espace républicain pour la défense de la démocratie et l'unité nationale (ERDDUN), alliance publiquement assumée de Lissouba et Kolélas, la fraction Sassou N'guesso s'est remise à l'oligarchisme sans vergogne. Il va de soi que, comme leurs compères et rivaux vaincus, les dignitaires des FDU n'ont pas déclaré leur patrimoine en prenant les rênes de l'État, après avoir fustigé, à juste titre, la gestion gabegieuse de la fraction Lissouba.

Le clan Sassou N'guesso ne cesse d'étendre sa toile économique, localement du moins, l'investissement à l'extérieur étant plus opaque : téléphonie mobile (raison majeure de la non-exploitation de celle-ci par l'Office national des Postes et Télécommunications, d'ailleurs unique fournisseur des réseaux), armement maritime, participation dans le PMU local, dans la première banque privatisée, dans la société privée de sécurité, dans le transport urbain... Le tout en rendant relativement opaque le patrimoine par le recours aux prête-noms et à des partenaires étrangers. Les autres dignitaires de ladite fraction (ministres, officiers, chefs d'entreprises d'État, conseillers, préfets, maires...) s'activent à s'enrichir et à occuper l'espace économique, par tous les moyens, activités licites et illicites confondues.

La guerre civile elle-même a été une occasion pour certains chefs militaires et des milices pour pratiquer la saignée du Trésor public et pour accumuler des richesses transformables en capitaux (pillages des voitures et dépôts de marchandises dans les quartiers et les villes conquises). C'est d'ailleurs une affaire de trafic de cannabis entre ex-miliciens de Kolélas convertis à l'agriculture et le

chef régional de la police nationale, considéré racketteur des premiers, qui a été le pro-drome de la guerre civile 1998-1999. Un symbole.

La frénésie affairiste ou la cupidité est telle qu'à la mi juillet 2001 il a fallu sacrifier le Directeur des Douanes, une mission du FMI ayant constaté (fin juin 2001) la disparition de 75 % de recettes de ce service. Et cela un an après que le chef de l'État ait dénoncé la mafia judiciairo-financière sévissant dans la capitale économique Pointe-Noire. Une sortie considérée par certains comme une auto-flagellation, vu l'identification courante du pourfendeur à l'oligarchisme local et à la gestion quasi-privée du bien public (11). Ce en quoi il est talonné par les fractions politiciennes adverses dont la dimension ethniste/régionaliste ne relève pas d'une quelconque nature pré-moderne de cette classe politique, mais reflète bien au contraire la réalité locale de la modernité : un néolibéralisme qui ne cesse en rien d'être néocolonial.

Néocolonialisme néolibéral

Cet oligarchisme n'est pas extérieur au développement du capitalisme, international par nature, car l'intégration du Congo dans l'économie mondiale ou en mondialisation capitaliste n'est pas à venir. Le Congo étant un produit de la civilisation capitaliste à la constitution de laquelle il est lié depuis le XVI^e siècle, de l'esclavage au pillage en passant par la fourniture de la chair à canon des guerres mondiales et coloniales. L'indépendance octroyée en 1960 n'a été que métamorphose de la participation à la civilisation capitaliste, le passage au néocolonialisme compris comme une articulation hiérarchisée des intérêts du capital métropolitain et de l'élite locale jouissant d'une autonomie relative.

Ce fut donc un maintien complexifié du « circuit de bons services et de complicités » (12) hérité de la période coloniale. Ainsi pendant les premières années d'indépendance l'État congolais entretient des rapports particuliers avec la Compagnie française d'Afrique de l'Ouest (13). Et l'abbé Fulbert Youlou est l'un des amis africains de Jacques Foccart (14). L'oligarchisme du régime Youlou dénoncé par les insurgés a bénéficié de la complaisance de l'État français dont le Trésor public ordonnait le budget de l'État congolais "indépendant" et dépourvu d'un Trésor public. Complaisance s'expliquant par l'importance du profit réalisé par le capital français au Congo, principal importateur et exportateur, du bois surtout, ressource essentielle avant l'exploitation

pétrolière.

Cette complicité néocoloniale est atténuée par l'oscillante volonté de souveraineté nationale effective sous Massamba-Débat, puis Ngouabi, caractérisée par la nationalisation de certaines entreprises françaises. Mais elle redevient vivace avec la transformation du Congo en république pétrolière, à partir de 1973. Ainsi, malgré le « socialisme scientifique » proclamé, ELF Aquitaine, secondé par Agip, exerce une quasi évidente souveraineté sur l'État congolais. Le Trésor public congolais dépend à 60 % des deux compagnies pétrolières. Sassou N'guesso et Jacques Chirac développent leur « amitié ». L'intérêt pétrolier rythme la vie politique au Congo : de l'assassinat des leaders du M 22 (prônant un anticolonialisme radical au moment où débute l'exploitation du premier gisement pétrolier "Émeraude") au retour au pouvoir de Sassou N'guesso en 1997 (début de l'exploitation des très riches gisements "Nkossa" et "Kitina"), en passant par l'assassinat de Marien Ngouabi (le jour même de l'ouverture des négociations entre ELF et l'État congolais sur la révision du contrat pétrolier considéré comme défavorable à la partie congolaise), et la victoire électorale de Lissouba en 1992 (qui a bénéficié du soutien financier et logistique — hélicoptère de campagne — d'ELF et du report des voix de Sassou N'guesso au second tour).

Lissouba sera par la suite considéré comme coupable d'ingratitude, caractérisée par sa revendication de la révision du contrat pétrolier. Cette révision, obtenue en 1994 — après que les divergences avec ELF aient amené ses amis locaux à provoquer la guerre civile de 1993-1994 — conduira au désengagement de l'État congolais d'ELF-Congo, entreprise « mixte » devenue ainsi propriété exclusive d'ELF Aquitaine (puis d'ELF-Total-Fina). Lissouba n'a pas hésité à afficher ses sympathies pour le capital anglo-saxon, jusqu'à prendre pour lobbyistes des cabinets d'affaires états-uniens, dont celui de l'ex-sous-secrétaire d'État aux affaires africaines Hermann Cohen. Le capital français — principal fournisseur et rentier — s'est estimé menacé lors de la première tentative de privatisations, les groupes anglo-saxons apparaissant en position favorable dans l'acquisition des marchés (Rotek face à EDF-GEC Alstom pour la rénovation des centrales et des transformateurs électriques ; Portuet face au Port autonome du Havre pour la modernisation du port de Pointe-Noire...). Le Bulletin de la Coopération Française (15) dressera la liste des entreprises françaises engagées dans la néolibéralisation du Congo : Alcatel, Bolloré, BTP, CFAO, France-Telecom, Paribas, Rothschild, Total...

La plus grande ouverture du marché congolais et partant la possibilité de diversification des partenaires en ces temps de néolibéralisation, promue aussi par le capital français, est considérée paradoxalement par ce dernier comme un crime d'infidélité de son pré carré. L'État français intervient. Devant l'éventualité d'une nouvelle victoire électorale de Lissouba en août 1997, considérée comme défavorable au capital français et aux pétroliers français en particulier, Jacques Chirac se rend à Brazzaville. Quelques mois après une nouvelle guerre civile s'achèvera par la victoire de Sassou N'guesso. La contribution française à cette victoire, voire au déclenchement de la guerre, a été assumée publiquement par Chirac lors de sa visite à Luanda (Angola) en 1998. Contribution déjà remarquée par l'activisme de l'ambassadeur de France au Congo et l'utilisation par l'armée angolaise, volant au secours de Sassou N'guesso, de la logistique d'ELF au large de Pointe-Noire. Pour Chirac, « Sassou N'guesso était l'homme de la situation », sauveur de la « démocratie » mise à mal par Lissouba. En fait, il était le meilleur complice des intérêts du capital français. Car en matière de respect des droits civiques et des libertés, de gestion gabégique, Sassou N'guesso II se révèle fidèle à lui même, pis que Lissouba. Il n'est pas étonnant que l'Élysée et Matignon aient fait la sourde oreille pendant la boucherie de 1998-1999, malgré

11. Chargée de vendre la part congolaise du pétrole brut, la Société nationale des Pétroles du Congo (SNPC), créée en 1998, est dirigée par un très proche parent de Sassou N'guesso — et codirigée, semble-t-il, par André Tavallo (ELF Trading). Sa gestion est patrimonialiste, très opaque. C'est la « pompe à phynances » du clan Sassou N'guesso. des voix oligarchistes parlent de centaines de milliards de francs CFA non inscrits dans la comptabilité nationale. un conseiller national de la Transition, Honchassa Yango, a polémique avec la direction de la SNPC dans le quotidien "Le Pays" proche du pouvoir.

12. Aimé Césaire, Discours sur le colonialisme, op. cit.

13. Principal concessionnaire automobile à Brazzaville, la CFAO, aurait parmi ses actionnaires le clan Sassou N'guesso. Ce qui expliquerait en partie l'achat massif des véhicules 4x4 de luxe par l'État congolais au prix de près de 60 millions de francs CFA l'un (de quoi ré-équiper en table-bancs de nombreuses écoles publiques qui en sont dépourvues depuis la guerre de 1997).

14. Jacques Foccart a constitué le réseau français africain pour le compte de De Gaulle. Il raconte qu'il n'a pu sauver Fulbert Youlou en 1963, car il était parti à la pêche et De Gaulle n'a pu le rejoindre à temps, commentant même que s'il n'avait pas tant aimé pêcher, l'histoire du Congo aurait été différente... Cf. Les entretiens de Jacques Foccart, éd. Jeune Afrique.

15. N° d'octobre-novembre 1995 consacré au Congo et au Zaïre.

Congo (Brazzaville)

les témoignages accablants de crimes de guerre commis par l'armée et les miliciens de Sassou N'guesso, appuyés par les mercenaires du réseau franc-africain, dont des génocidaires interhamwés du Rwanda. Pendant cette guerre, encore riche en zones d'ombre (16) les intérêts français n'ont pas été touchés dans les centres urbains secondaires du Sud, pourtant gravement endommagés et pillés. Tout comme les différentes guerres n'ont jamais endommagé la capitale économique et pétrolière de Pointe-Noire (à la différence de sa voisine gabonaise, Port-Gentil, foyer des manifestations sociales). A Pointe-Noire le capital français, qui y a trop d'intérêts, veille. Partout ailleurs au Congo on peut détruire et massacrer l'indigène...

Il n'est pas étonnant aussi que le MEDEF, fidèle à la tradition cynique du capital français en Afrique, ne cesse de témoigner sa confiance à Sassou N'guesso (17). L'ayant reçu avec pompe peu avant la guerre de 1998-1999, le MEDEF a à son tour envoyé une délégation à Brazzaville en janvier 2001, avant que ne débute le « Dialogue national sans exclusive » censé relancer la démocratisation. Marque d'impatience à la veille de la relance des privatisations des entreprises stratégiques — chaque fois stoppée jusque là par la guerre civile, mais promise cette fois-ci à la réalisation sous la pression des institutions de Bretton Woods. Le très franc-africain Michel Roussin, qui conduisait la délégation du MEDEF, avait mis les points sur les "i" : « Nous voulons développer des parts de marché avec le Congo-Brazzaville et y gagner de l'argent en partenariat. Nous voulons être là au moment du redémarrage du Congo. » En réponse à l'allocution du MEDEF, Sassou N'guesso a réaffirmé son engagement néolibéral, affirmant vouloir « revitaliser le secteur bancaire en le privatisant ; libéraliser tous les secteurs concurrentiels de l'économie ; développer l'éducation en rapports avec les perspectives de l'emploi ». Le Code des investissements, déjà

16. Sous le titre "La récupération indue de Matswa", E. Nioton écrit dans "Le Pays" n° 62 du 21 février 2000 : « à la fuite de l'homme de Total, pour effacer le mythe de Kolélas-Matswa, on a cru bon de lever un messie anti-Kolélas en la personne de Bitsangou-Ntoumi [leader de la « rébellion armée » dans le Pool en 1998-1999]... Ntoumi s'en est pris aux fidèles de Kolélas... En voulant effacer Kolélas par un messie anti-Kolélas, on a abouti à refaire une virginité à Kolélas ».

17. Le MEDEF n'est pas isolé. L'Union européenne, sans doute convaincue du respect des droits humains par le régime de Brazzaville, a repris sa coopération avec l'État congolais en mai 2001.

18. L'expression est de Noam Chomsky, *Le nouvel humanisme militaire*, éd. Page deux, Lausanne 2000.

néolibéral par les « garanties et avantages substantiels » qu'il octroie au capital international, est appelé à être complété par « une législation et des règlements propres à stimuler davantage l'investissement privé ». D'ailleurs, le programme intérimaire post-conflit 2000-2002 (PIPC) prévoit la création des « zones de développement préférentielles intégrant des zones franches », où « il sera appliqué un régime tout à fait spécifique avec des taux insignifiants ou voisins de zéro », selon une déclaration du Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget.

Avant le MEDEF le secteur public français avait balisé le terrain dès l'arrêt du crépitement des armes. La SNCF-International, par exemple, participe à la remise en activité du Chemin de Fer Congo-Océan (CFCO), « poumon de l'économie congolaise » et à la préparation de sa mise en concession avant fin 2002.

Il va de soi que le capital privé congolais, conscient d'être seulement un pot de terre dans la mondialisation néolibérale, entend prospérer à l'ombre de celui qui est plus aguerri en matière de gestion et d'agressivité. D'où les discours sur l'extension du « partenariat », déjà effectif dans la mafia ELF, dans celle des jeux, etc.

Absence d'alternative organisée

Que l'ethnisme congolais soit à situer dans la dynamique de la modernité, du mouvement du capital la structurant, n'est pas l'opinion la plus partagée dans ce Congo si alphabétisé, malgré la mention régulière des oligarques congolais dans les affaires mafieuses franco-africaines, relevant bien du capital réel.

« Ignorance volontaire » (18) de l'élite qui s'explique par l'identité oligarchiste de la classe politique congolaise ne se différenciant que par le facteur ethnique/régional, et par l'anti-marxisme primaire dont se nourrissent les principaux animateurs de la nébuleuse « société civile », par ailleurs liée à la classe politique. Ainsi l'opposition se limite à la critique de la mauvaise gestion de la chose publique, devenue, avec la mode néolibérale, la « mauvaise gouvernance ». La « bonne gouvernance » étant celle recommandée par les institutions de Bretton Woods, modélisation de la démocratie représentative socialement excluante pour la majorité de la zone capitaliste sous-développée. Toute critique du néocolonialisme, stigmatisée comme opération de déculpabilisation des gouvernements locaux et d'accusation sans fondements (confondant le capitalisme « bienfai-

teur » dans son essence avec quelques brebis capitalistes égarées), est déclarée désuète.

Le capitalisme est devenu « l'horizon indépassable » même pour les anciens de la « gauche historique » (c'est-à-dire de la mouvance du M 22) et de l'aile gauche de l'Association des étudiants congolais (AEC, section congolaise de la Fédération des étudiants d'Afrique Noire en France, FEANF). Leur horizon stratégique est devenu la démocratisation du capitalisme, malgré certaines dénonciations du réseau franc-africain. L'étapisme prédomine ainsi au sein de ladite gauche congolaise, condescendante à l'égard de "l'Autocritique" du M 22 et adaptée à l'air ethnologisé du temps. Au nom des « spécificités africaines » on s'accommode ainsi de la « décentralisation » néolibérale.

Au mieux on relève une critique des « excès » de l'ethnisme, non de son principe ; ce qui promet sa reproduction au mieux atténuée. On se souvient des reproches de Sassou N'guesso lorsqu'il était dans l'opposition à l'adresse de la fraction Lissouba alors aux gouvernes, accusé (à juste titre) de gabegie, de violation des droits, d'ethnisme... Ce qui n'a pas empêché le même Sassou N'guesso de reproduire de manière même aggravée ce qu'il reprochait à Lissouba.

Rien ne permet d'imaginer que l'actuelle opposition — qui se veut distincte des fractions Sassou N'guesso, Lissouba, Kolélas — ne reproduira pas la même chose si elle en a l'occasion. Déjà certains de ses ténors ne donnent de la voix que pour se faire davantage remarquer du généreux chef de l'État, soucieux de passer pour un démocrate non avare. Il en est ainsi des principaux dirigeants de la « rébellion armée ». Leur Conseil national de la résistance s'est révélé corrompu voire manipulé. Et le « Dialogue national sans exclusive », tenu en l'absence des principaux opposants en exil, a été l'occasion de corruption des opposants rétifs à contribuer à la légitimation de Sassou N'guesso par les élections.

Cette identité s'exprime aussi par la recherche sans discrétion de la légitimation métropolitaine par toutes les fractions (malgré les gesticulations londoniennes de Lissouba, dont le ressentiment pour ELF ne relève aucunement de l'anti-impérialisme). Car dans le capitalisme sous-développé il n'y a pas de stabilité du régime sans légitimation métropolitaine, ce qui est la leçon de la décennie de « démocratisation » africaine.

Cette « démocratisation » a aussi conduit à l'affaiblissement du syndicalisme, contribuant ainsi à la prédominance de la conscience ethniste sur celle d'appartenance

de classe. Après avoir longtemps servi de courroie de transmission du parti-État, la CSC s'est amendée en jouant un rôle capital dans la convocation de la Conférence nationale souveraine (CNS) et dans son déroulement. Mais sous prétexte de pluralisme syndical elle s'est scindée en deux pendant la transition post-CNS donnant naissance à côté de la CSC maintenue à une Confédération syndicale des travailleurs du Congo (CSTC), reflétant la bipolarisation politique issue de la CNS (19). Ces deux centrales ne se préoccupent des intérêts des travailleurs qu'au gré des intérêts bureaucratiques, politiques, étouffant tout syndicat indépendant et agrégeant les syndicats « alimentaires », ethniquement/régionalement marqués, en prolifération.

Acquis au néolibéralisme, ce mouvement syndical promeut le « syndicalisme responsable » à coup de séminaires, articulés aux intérêts politiques fractionnels. Le 10 juillet 2001, après près d'un mois de « négociations » (en fait de diversion et de corruption), les deux centrales syndicales ont signé un « Pacte social », garantissant la trêve sociale pour deux ans. Si les fonctionnaires n'y obtiennent rien, les délégations syndicales ont acquis de façon très intéressée la « participation des organisations syndicales au comité de privatisations » (20). Ces représentants syndicaux espèrent sans doute y monnayer leur participation mieux qu'au cours des négociations, où les chefs de délégations ont reçu un million de francs CFA chacun et les membres huit cent mille francs CFA chacun.

Ces négociations ont suivi la grève des enseignants du public, déclenchée par la fédération nationale des travailleurs de l'enseignement du Congo (FENATREC) le 22 mai 2001, après le refus persistant et arrogant des ministres de l'Éducation nationale de rencontrer les syndicalistes. Une grève très suivie durant trois semaines, surtout à Brazzaville, malgré la désapprobation publique de la FENATREC par la direction de sa propre centrale, la CSTC, et le silence de la CSC (dont le président, Bokamba Yangouma, est un opposant politique exilé). Grève soutenue par la population (élèves, parents d'élèves et autres fonctionnaires) vu la légitimité de ses revendications : abrogation des décrets portant abattement de 15 % des salaires et blocage des effets financiers des avancements et autres promotions ; paiement des arriérés des salaires. cela d'autant, qu'il ne s'agissait de rien d'autre que d'exiger la réalisation des mesures sociales inscrites dans le PIPC 2000-2002, qui de plus fut élaboré avant l'embellie pétrolière dont la cagnotte, gérée de façon

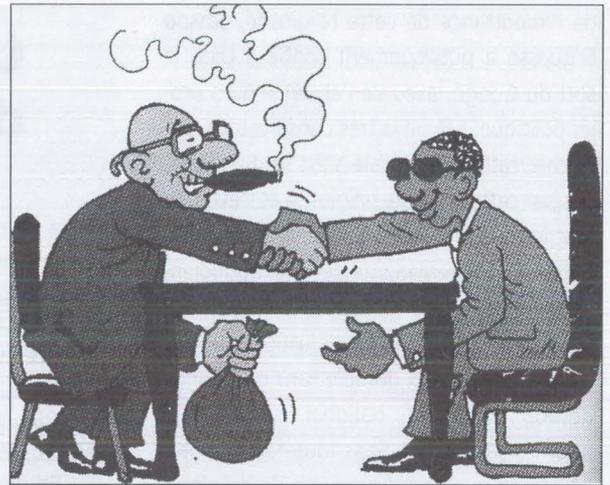
patrimoniale par le régime, est estimée à des centaines de milliards de francs CFA.

On observe ainsi l'enrichissement illicite, mais ostentatoire, des dignitaires du clan Sassou N'guesso (dont un très proche parent dirige la Société nationale des Pétroles du Congo) et la paupérisation des fonctionnaires (21) terrorisés par le quadrillage militaro-policiier (mercenaires et troupes d'élite angolaises compris) de tout le territoire national, par les menaces de répression de toute manifestation, telle celle adressée par le Directeur général de la Police nationale aux retraités mécontents de l'injustifiable paiement irrégulier de leurs pensions. Menace exécutée le 17 juillet 2001 : policiers et militaires privés ont ensemble passé à tabac les participants à l'assemblée générale des enseignants normalement convoquée par la FENATREC dans un quartier de Brazzaville fief du pouvoir. Agression qui a horrifié les habitants du quartier et l'opinion publique tout en prouvant que le pouvoir ne supporte aucune contestation de son oligarchisme criminel cautionné par des fractions d'impérialisme. Surtout lorsque cette contestation dépasse les clivages ethniques/régionaux et qu'elle est dirigée par un dirigeant syndical ethniquement proche du Ministre de l'Économie, des Finances et du Budget.

Après cette défaite la contestation syndicale ne reprendra pas de sitôt. D'autant que cette défaite ne peut nullement être atténuée par quelque dynamisme du reste de la « société civile ».

La dépendance de l'écrasante majorité des associations à l'égard des fractions, clans politico-ethnistes saute aux yeux. On y compte nombre de regroupements de ressortissants de tel village ou région, qui sont supposés agir pour la promotion culturelle ou pour le « développement local » de leur lieu d'origine, mais qui ne sont rien d'autre que des structures de clientèle. S'y ajoutent les associations se donnant ouvertement pour but le soutien ou la promotion de certaines vertus supposées de Sassou N'guesso ou d'autres dignitaires du pouvoir. D'autres encore ne sont que des réserves de ces sous-produits de la paupérisation néolibérale que sont les miliciens (22).

Quant aux ONG indépendantes des fractions politiciennes, dans leur immense majorité elles épousent les thèses néolibérales, identifiant « la politique » avec la guerre civile permanente et tirent du passé prétendument « socialiste » du Congo la conviction



de l'incompétence essentielle de l'État en matière du développement. A la différence de ce qui se passe ailleurs, il n'y a pas au Congo de mouvance d'animateurs des ONG issus du militantisme politique révolutionnaire, ce qui facilité l'adhésion acritique des ONG aux idéologies véhiculées par la Banque mondiale et le FMI dans leur version « développementiste ».

La dépolitisation de la société s'accompagne de la propagation de la religiosité, bien plus qu'avant « soupire de la créature accablée », et en particulier de la nouvelle religiosité, charismatique, pentecôtiste, des Églises dites du réveil ou se retrouvent toutes les classes sociales. Car tous les problèmes sont censés y trouver une solution. Les problèmes sociaux étant ramenés à un psychologisme individuel, au fantasmatique, avec exploitation de l'idéologie de la spécificité essentielle des négro-africains. Les nouveaux évangélistes, très souvent en costume-cravate, ont bien compris le besoin de miracles produit par la crise de la société. Ils en profitent pour améliorer leur propre condition sociale — même la grâce divine n'échappe pas au marché, semble-t-il ! Très conscient

19. La CSC est, par sa direction, très proche de la mouvance présidentielle lissoubiste alors que la CSTC, par sa direction, l'est du PCT.

20. Protocole d'Accord gouvernement-syndicats du 10 juillet 2001.

21. Malgré l'Ajustement structurel ayant imposé la déflation du personnel, la Fonction publique demeure le principal employeur. Ainsi, chaque salaire de fonctionnaire entretient 10 personnes au moins. La baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires explique en partie que 70 % de la population urbaine vit actuellement en deçà du seuil de la pauvreté. Enfants de la rue, prostitution des jeunes filles, mendicité, corruption à l'école et à l'hôpital, braquages ont été banalisés au fil des années d'ajustement structurel et de guerres oligarchistes.

22. Il y a officiellement, à la fin de la guerre 1998-1999, quinze mille miliciens recensés, dont moins de la moitié ont été transformés en éléments de la Force publique.

de l'importance de cette religiosité, Sassou N'guesso a publiquement confié à Dieu le sort du Congo, avec de l'absence d'un projet politique. Même la très conservatrice hiérarchie catholique locale s'est sentie menacée par cette nouvelle religiosité et s'est mise à attirer l'attention du gouvernement sur la dégradation permanente de la vie quotidienne du peuple, en rappelant, par exemple, qu'il n'y a « pas de paix sans justice sociale... Il n'y a pas de paix durable sans une bonne gestion du revenu national, sans emploi pour les jeunes... ». Sans toutefois favoriser l'émergence d'une dynamique de théologie de la libération.

Néanmoins, à cause de la gabegie criante et de l'arrogance des oligarques, on observe quelques signes de réduction de la peur. Ainsi des agents du recensement pré-électoral ont été éconduits dans les quartiers considérés fiefs du pouvoir. Par ailleurs, 260 familles, dont les enfants (353 adolescents et jeunes adultes) ont disparu en mai 1999 au beach de Brazzaville, rapatriés par le HCR en provenance du Congo démocratique (ex-Zaïre) où ils étaient réfugiés, demandent avec le soutien de l'Observatoire congolais des Droits de l'Homme (OCDH) une enquête internationale sur leur sort (23). D'après des compagnons d'infortune, ils auraient été enlevés, séquestrés et exécutés par des éléments de la garde républicaine. Ironie de l'histoire, l'association de ces parents affligés est dirigée par un ancien apparatchik de la jeunesse du PCT, par ailleurs colonel de l'Armée nationale, inflexible face au régime... de ses camarades.

En réaction à ces signes, le pouvoir investit dans l'embellissement médiatique de son image tout en renforçant encore son dispositif militaire-policier pour dissuader toute contestation du résultat de l'élection présidentielle, où Sassou N'guesso, seul candidat, a été bien sûr triomphalement élu. Mais en cas de fissures trop évidentes de sa base, il n'est pas exclu que le régime choisisse encore la « guerre préventive », méthode éprouvée pour faire resserrer les rangs. ■

23. Il s'agit de jeunes résidant dans les quartiers de Bacongo, Makélékélé, fief de B. Kolélas. D'autres que ceux du beach ont été enlevés, sans retour, en 1999, dans des sites de « déplacés » dans les quartiers Mougali et Ouenzé, épargnés par la guerre, mais leurs parents ne se sont pas organisés en association. Autre dossier accablant pour le pouvoir : le viol massif des filles et des femmes par les miliciens...

Un fonds pour la diffusion d'Inprecor en Afrique noire

La mondialisation néolibérale accroît les inégalités sur la planète au delà de l'imaginaire. Il en découle que les coûts de fabrication et les coûts postaux d'Inprecor le rendent totalement inaccessible dans certaines régions du monde. C'est particulièrement vrai en Afrique noire.

En avril 1998, à la demande des militants sénégalais, nous avons constitué un fonds pour la diffusion d'Inprecor au Sénégal. Depuis nous avons élargi le bénéfice de ce fond à d'autres pays africains, où des militants souhaitaient pouvoir lire et diffuser Inprecor.

Malgré la récente très importante augmentation des frais postaux vers certains pays de l'Afrique (liée à la suppression du régime postal particulier pour les envois à destination de certains pays africains — encore un effet de la préparation de ce service public à la privatisation et de la suppression des aides publiques à la presse), ce fonds nous permet de diffuser régulièrement plusieurs dizaines d'exemplaires d'Inprecor en Afrique noire. C'est peu, mais chaque exemplaire est lu par un grand nombre de lecteurs et lectrices...

Vous pouvez contribuer à ce fonds en faisant parvenir vos dons à l'adresse d'Inprecor (PECI, BP 85, 75522 Paris Cedex 11, France, chèques à l'ordre de la PECI en mentionnant au dos "Fonds Afrique").

Total précédent	
publié dans Inprecor n° 436	6 412,72 FF
Raynaldo R., France	50,00 FF
Ronan M., France	50,00 FF
Julie-Chloé V., France	30,00 FF
Max D., Martinique	50,00 FF
Denis L.T., France	100,00 FF
Pablo K., France	40,00 FF
Michel H., France	200,00 FF
Pascal G., France	50,00 FF
Alain G., France	100,00 FF
Régine M., France	120,00 FF
Jacques N., France	40,00 FF
Gérard G., France	150,00 FF
Roger G., Belgique	81,27 FF
Jacques G., France	150,00 FF
Claire R., France	50,00 FF
Jean-Michel M., France	100,00 FF
Jean-Louis C., France	50,00 FF
Serge R., France	100,00 FF
Patrick D.F., France	100,00 FF
René G., France	70,00 FF

Joël F., Suisse	100,00 FF
Jean-Paul M., Belgique	486,00 FF
Frédéric M., France	30,00 FF
Philippe M., France	200,00 FF
Jean-Christophe B., France	40,00 FF
Patrick C., France	250,00 FF
Gilbert G., France	50,00 FF
Jacques G., France	100,00 FF
Bernard S., Suisse	400,00 FF
Claire R., France	50,00 FF
Marie-Line M.-C., France	100,00 FF
Jacques N., France	50,00 FF
Jean-Marie J., France	40,00 FF
Jean-Pierre V., France	40,00 FF
Dominique W., Belgique	48,60 FF
Guillaume B., France	50,00 FF
Lionel A., France	50,00 FF
Jean-Pierre V., France	140,00 FF
Pierre P., France	140,00 FF
Denise G., France	100,00 FF
Georges G., France	10,00 FF
Philippe D., France	500,00 FF
Raynaldo R., France	50,00 FF
Sylvain R., France	80,00 FF
Pablo K., France	200,00 FF
Jean-Louis C., France	340,00 FF
Didier E., France	50,00 FF
Jean-Claude P., France	150,00 FF
Marie-Christine B., Suisse	340,00 FF
Michael L., France	100,00 FF
Jean-Michel M., France	140,00 FF
Michel C., France	200,00 FF
Claude Q., France	100,00 FF
André G., France	150,00 FF
Raynaldo R., France	60,00 FF
Joël F., Suisse	100,00 FF
Alain M., Québec	47,90 FF
Ghislaine Z., France	50,00 FF
Vincent B., France	200,00 FF
Roger G., Belgique	125,55 FF
Yves-Marie Q., France	150,00 FF
Michel N., France	100,00 FF
Georges G., France	30,00 FF
Pierre L., France	40,00 FF
Jean-Michel M., France	100,00 FF
Lionel A., France	131,19 FF
Jean-Pierre V., France	100,00 FF
Raymond C., France	140,00 FF
Total en francs	
au 31 décembre 2001	14 343,23 FF
Équivalent en euros	2 186,61 €
Raynaldo R., France	10,00 €
Pierre A., France	30,00 €
Guy P., France	31,00 €
Pierre C., France	10,00 €

Nouveau total 2 267,61 €
soit l'équivalent de 14 874,56 FF

De l'alternance au besoin d'une alternative

Par
Badara Ndiaye*

En dominant le pays pendant 40 ans, le Parti socialiste (membre de l'Internationale Socialiste) avait consciemment construit un parti-État, innervant l'ensemble du corps social, des délégués de quartier en passant par une domestication du mouvement syndical, sur fond de mise en œuvre des diktats des puissances impérialistes. Le modèle de gestion socialiste a été marqué par l'arrogance des dirigeants du Parti socialiste, la corruption de masse, la répression des opposants et leaders syndicaux radicaux, leur arrestation et emprisonnement et le bâillonnement des libertés.

Ce modèle de développement et de gestion du pays s'est accompagné d'une inégalité croissante entre les villes et les régions et au sein de chacune d'elles, nourrissant l'expression de forces centrifuges dont la plus significative est la lutte de guérilla menée par le Mouvement des Forces de Casamance (MFDC).

Face à cette situation se sont développées des stratégies de résistance sociale, de contestation et de rejet des politiques mises en œuvre par le Parti socialiste dans le cadre de l'ajustement structurel.

Crises politique du Parti socialiste

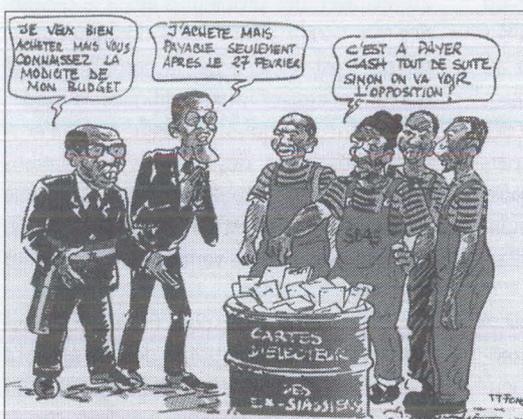
Tout au long des quarante ans de gestion socialiste, l'opposition (radicale, progressiste et celle travailliste devenue libérale) a individuellement et au sein de cadres unitaires combattu le Parti socialiste en dénonçant les mascarades électorales de 1978 à 1998, y compris l'accaparement des médias et la brutalité de la répression syndicale.

Combinant campagnes de sensibilisation et d'information tant au niveau national qu'international l'opposition a arraché des espaces d'expression codifiés à travers le code électoral, le droit de tenir des réunions publiques sans restriction.

Ces points d'appui ont été utilisés pour saper en profondeur l'autorité politique et

morale du Parti socialiste miné par des guerres de clans et de positionnement souvent mortelles (morts de militants socialistes suite à des investitures électorales) dans un contexte de confusion entre la gestion de l'État et celle du Parti socialiste.

Tous ces problèmes et leurs conséquences se sont réfractés au sein du Parti socialiste, de la base au sommet, entraînant la démission fracassante de maires, députés, conseillers municipaux, régionaux, ruraux, directeurs de sociétés nationales vers d'autres partis et la création de nouveaux partis politiques : l'Alliance des forces de progrès (AFP) dirigée par un ex-Premier Ministre socialiste devenu premier ministre de la transition, l'Union pour le renouveau démocratique du Parti socialiste, et le peuple sénégalais.



cratique (URD) dirigé par l'ancien Ministre de l'intérieur de Diouf, le Parti pour le progrès et la citoyenneté (PPC) créé par le maire de la ville de Rufisque, etc.

A ces problèmes, se sont ajoutés d'autres : conflits avec la Mauritanie, la Gambie, la Guinée-Bissau avec comme conséquences un mauvais voisinage entre les peuples avec des risques d'instabilité pour la sous-région ouest-africaine (massacres de populations, tracasseries aux frontières, etc.).

A la veille des élections de Mars 2000, le Parti socialiste était miné par de profonds remous avec une contestation de son premier secrétaire, Ousmane Tanor Dieng, et une rupture de communication entre Abdou Diouf, président de la République et prési-

dent du Parti socialiste, et le peuple sénégalais.

Ce qui fit de son dernier mandat « un septennat du silence ». S'y ajoute le fait qu'au niveau de l'appareil d'État s'était constituée une série d'écrans pour empêcher Abdou Diouf de savoir ce qui se passait réellement au Sénégal. De ce fait, le président du Parti socialiste et président du Sénégal ne savait rien de son parti et du pays. Il était l'otage de forces occultes formées à partir de l'appareil d'État et de son parti.

... et crises sociales

Au niveau syndical, si la CNTS (Confédération Nationale des Travailleurs du Sénégal) qui regroupe la majorité numérique des travailleurs est restée affiliée au Parti socialiste par le biais de l'idéologie de la « participation responsable », garantissant à ses dirigeants prébendes et impunité contre toute tentative de remettre en cause les bases sociales du pouvoir, l'existence d'une centrale de combat dirigée par Mademba Sock, l'Union nationale des syndicats autonomes du Sénégal (UNSA), a constitué un instrument puissant dans la résistance sociale au niveau de secteurs stratégiques comme la santé, l'électricité, les postes et télécommunications, l'Éducation, la Sécurité sociale.

Ainsi, l'UNSA a contribué à un rejet de la « participation responsable » au niveau du mouvement syndical, affaiblissant l'une des principales modalités d'embrigadement des travailleurs par le Parti socialiste. D'autres centrales syndicales (CSA, UDTS, CGTDS etc.) ont aussi contribué à ce processus de recomposition indépendante et de rupture avec la « participation responsable ». Les luttes des fédérations locales de la CNTS y ont également contribué.

La réponse du Parti socialiste face à cette

* Badara Ndiaye est militant du Parti africain pour la démocratie et le socialisme (And-Jef/PADS). Cet article reflète son point de vue personnel.

Sénégal

situation fut articulée autour d'une ouverture institutionnelle et sociale par une cooptation au sein du Conseil Économique et Social de toutes les organisations syndicales de combat y compris la puissante centrale l'UNSA. Mais aussi avec des propositions de participation aux gouvernements de majorité présidentielle élargie aux forces politiques majoritaires dans le mouvement syndical et également en utilisant la répression (arrestation de dirigeants syndicaux de l'UNSA, licenciements pour activités syndicales, remise en cause du droit au travail, etc.).

« Jeunesse malsaine »

De son côté la jeunesse scolaire et des quartiers populaires, caractérisée par Abdou Diouf de « jeunesse malsaine » lors des insurrections urbaines de 1988, a progressivement pris conscience de la nécessité de sa participation aux luttes de masse, aux batailles politiques y compris durant les campagnes électorales.

L'axe stratégique de ses implications est fondé sur l'interpellation de l'opposition pour unifier la jeunesse et le peuple laborieux et constituer un front pour battre le Parti socialiste et répondre aux aspirations de toutes les couches sociales opprimées.

Depuis 1988, elle s'est démarquée du Parti socialiste en menant d'âpres luttes sur le terrain de l'école et de l'Université et au niveau des quartiers et villages, des luttes contre le chômage et pour le respect des libertés, tout en fustigeant l'attitude des partis électoralistes et les compromissions politiques dangereuses pour le pays (participation à des gouvernements de majorité élargie etc.).

La réponse de Diouf et du Parti socialiste fut la création du Conseil national de la jeunesse (CNJS) dont les relations avec les jeunes politiques ont été conflictuelles, la tenue des États Généraux de la jeunesse sans résultats ni perspectives, la définition et la mise en oeuvre de politiques d'emplois précaires tels que recommandés par la Banque Mondiale, sans garantie sociale ni revenus salariés réels.

En signant au niveau de l'Éducation des accords contre-productifs et éloignés des intérêts des populations à travers le Programme d'Appui à l'Enseignement Supérieur (PAES) et le Programme de développement des Ressources Humaines (PDRH), le gouvernement s'est alors engagé dans des réformes qui ont accéléré la crise de l'Université et de l'école.

Cette stratégie de réponses fut un échec total parce que les problèmes censés être résolus ne l'ont pas été. On a assisté à un

approfondissement de la précarisation des corps enseignants, la privatisation des coûts, la stagnation du taux brut de scolarisation autour de 55 %, les niveaux élevés d'échec au niveau de l'école primaire (80 %) et la persistance des grèves et des contestations des choix du Parti socialiste par les élèves, les étudiants, les personnels non enseignants et les parents.

La Casamance sacrifiée

Dans l'exécution de ses politiques, le Parti socialiste, parti-État, a accordé une faible priorité aux régions périphériques qui pendant des années ont éprouvé des difficultés à cause de l'absence d'infrastructures de qualité (routes, hôpitaux, centres de formations etc.), des difficultés dans l'accès à la couverture radiophonique, télévisuelle, aux nouvelles technologies d'information et de communication et à leurs applications etc. Cette situation a créé des frustrations et entraîné des protestations de masse au niveau des préfectures au Nord (Bakel, Podor, Matam etc.), à l'Est (Tambacouda, Kidira etc.) et au Sud (Kolda, Vélingara, Kédougou etc.).

Le point culminant de la question est la situation qui prévaut en Casamance depuis 20 ans avec des problèmes liés à la gestion des terres suite à la loi sur le domaine national qui s'est traduite par la perte des terres traditionnelles et aux politiques d'ajustement structurel qui ont modifié toute l'économie locale et déstructuré les relations séculaires entre populations locales en vue d'une nouvelle redistribution des forces au profit de populations venues d'autres parties du pays.

Un autre facteur subjectif décisif s'y est greffé : les populations de Casamance avaient à juste titre le sentiment d'être marginalisées par le pouvoir. Séparée par la Gambie du reste du Sénégal, la Casamance qui regorge d'énormes potentialités agricoles et au niveau de son sous-sol n'a pas fait l'objet d'une véritable prise en charge spécifique tournée vers les besoins réels des populations.

Enfin, le contexte géopolitique sous-régional a eu un effet direct sur la dynamique de la lutte du Mouvement démocratique des forces de Casamance (MFDC). C'est un secret de polichinelle aujourd'hui que le général Ansoumana Mané détient le pouvoir réel en Guinée Bissau et couve et protège Salif Sadio, l'un des chefs de fractions au sein du MFDC, dont les forces se sont battues contre Nino Vieira le chef de l'État Bissau Guinéen entre 1998 et 1999. Il en est de même pour la Gambie qui abrite

des membres du MFDC. Une telle situation a créé une instabilité dans le Sud du pays et au niveau des relations avec nos voisins.

La question de la terre a été aussi dans ce contexte source de nombreux conflits locaux entre différentes communautés culturelles malgré le transfert aux unités décentralisées de responsabilités sur l'attribution et la gestion de la question.

Pour répondre aux exigences du capital étranger dans les secteurs de l'industrie, de l'hôtellerie et du tourisme, le parti-État a procédé à des expropriations et à des concessions de terre qui se sont heurtées au régime traditionnel de propriété entraînant leur morcellement et des conflits qui ont déstabilisé l'harmonie de plusieurs zones culturelles. La réforme de l'administration territoriale a été la réponse de Diouf face à cette situation à travers une politique de décentralisation. Ainsi furent créées des mairies d'arrondissement, des communautés rurales, des conseils de ville, avec une redistribution de certaines responsabilités essentiellement dans le domaine social (Éducation, santé,...).

A l'épreuve des faits, la décentralisation n'a été qu'une tentative pour l'État de se conformer aux exigences de la Banque mondiale et du FMI en se déchargeant socialement sur les communautés et un outil de fiscalisation renforcée ainsi qu'un moyen de satisfaire une clientèle locale. Ainsi, en 1997 les 60 communes du Sénégal avaient une capacité d'investissement négative de 399 millions de francs CFA (1 FCFA = 1 Franc français). Elles ont dépensé plus pour le fonctionnement qu'en investissements. Selon une étude du Programme de Développement Municipal réalisée en 1997/1998, un contribuable sénégalais payait en moyenne 5175 FCFA aux collectivités locales au titre des impôts locaux. Il recevait en moyenne 421 FCFA sous forme de services et d'investissements. L'énorme gap qui en est découlé traduit des incohérences dans la structure des dépenses. L'impôt foncier représente 46 % en moyenne des recettes alors que les taxes municipales (enlèvement des ordures, déversement des égouts etc.) et les produits du domaine (permis de voirie, concessions de domaine public etc.) représentent respectivement 4 % et 20 % des recettes des collectivités locales.

La réforme de l'administration territoriale a entraîné un morcellement de la terre et des conflits qui ont déstabilisé l'harmonie de plusieurs zones culturelles.

La réponse politique en direction de la Casamance fut la division de la Casamance naturelle en deux régions — celles de

Ziguinchor et de Kolda — et leur militarisation en vue de réprimer le mouvement indépendantiste du MFDC.

En plus, un général fut nommé gouverneur militaire dans cette région avec comme objectif d'appuyer la solution militaire envisagée.

Mais cette option militaire avec un renforcement des cantonnements et des équipements n'a pas atteint ses objectifs et le MFDC est resté une force sociale importante malgré ses divisions entre différentes factions. Les tentatives d'affaiblir le poids de l'Abbé Diamacoune Senghor, leader du MFDC, n'ont pas été concluantes.

Cela a conduit l'État à combiner la répression avec l'instauration de commissions de médiation. Les négociations directes (Accords de Cacheu en Guinée-Bissau en 1991, négociations de Banjul de 1994 à 1998, etc.) ont échoué parce qu'il y avait une pluralité d'interlocuteurs face au MFDC et d'autre part le MFDC lui-même était divisé en plusieurs tendances. Alors que le MFDC parlait d'indépendance de la Casamance, le pouvoir en place rejetait toute idée de partition et mettait l'accent sur le caractère indivisible du Sénégal. Même la politique de réinsertion de 500 maquisards n'a pas eu l'effet escompté c'est-à-dire la fin du conflit. Celui-ci s'est poursuivi avec son cortège de morts et de destructions, montrant l'incapacité totale du Parti socialiste à conduire une politique visant la paix.

Résistances sociales

Dans le cadre de ses interventions, l'armée a participé à différentes interventions intégrées aux missions de l'ONU et dans le cadre de la politique belliqueuse de Diouf qui se sont soldées par un échec à travers le non-paiement des primes. Pour la première fois dans l'histoire du Sénégal, une partie de l'armée sort des casernes et occupe la rue, proteste pour être payée. Les soldats de la Minurca exigent leurs primes. La hiérarchie militaire tremble, de même que Diouf. Un dispositif essentiel de la base sociale de Diouf se fissure gravement. La question de l'armée entre dans le domaine public.

En plus de ces difficultés, il faut ajouter le combat politique systématique de l'opposition et des forces démocratiques contre les situations de rente, particulièrement les monopoles privés dont celui du sucre. Ce combat a été aussi pris en charge par

l'Union Nationale des Commerçants et Industriels Sénégalais (UNACOIS) qui a combattu l'instauration d'une TVA de 20 % et a activement participé à la grève générale de 1994 contre le plan d'urgence exigé par le FMI et la Banque Mondiale. Les tentatives d'instauration d'un partenariat entre l'UNACOIS et l'État à travers des mécanismes de concertation pour son intégration dans le dispositif du Parti socialiste n'ont pas abouti à sa domestication par le pouvoir.

Ces résistances se sont déroulées sur fonds de corruption des dirigeants au pouvoir, de pauvreté, de chômage et de difficultés sociales accrues.

Ainsi, 300 000 personnes vivant à Dakar ne peuvent pas avoir 1 Franc Français par jour pendant 1 mois alors qu'au plan de la santé le taux de mortalité est élevée, soit



510 décès pour 100 000 naissances.

Ce sont tous ces facteurs qui ont nourri les résistances et conduit à la défaite électorale du Parti socialiste aux élections du 19 Mars 2000.

Défaite du Parti socialiste

Pendant vingt ans l'opposition toutes tendances confondues a participé aux élections présidentielles, législatives et locales sans jamais avoir réussi à battre le Parti socialiste. Force est de reconnaître que cette situation s'expliquait par la division entre les partis politiques alors que le peuple dans ses différentes manifestations exigeait un front commun pour battre le Parti socialiste.

Ce qui a facilité l'unité des partis est à rechercher d'abord dans le rôle clé joué par And-Jef/PADS qui a contribué à la création de la Coalition Alternance 2000 (CA 2000). En effet, les forces de l'opposition (nationaliste et gauche) avaient pris leurs distances vis-à-vis du PDS qui s'est souvent rapproché

du Parti socialiste quand le peuple voulait la chute de ce dernier (participation à une table ronde en 1988 alors que les insurrections urbaines menées par les CRP, Comités de résistance populaire posaient le départ de Diouf et l'urgence d'une alternative, participation aux gouvernements de majorité élargie).

Fort de sa crédibilité politique qui a découlé de son intransigeance vis-à-vis du Parti socialiste, de son refus de participer à toute forme de gouvernement et de son ancrage combatif autour du « Folli » qui signifie en langue Wolof « destitution », le PADS a réussi à créer autour d'un Programme de transition une alliance électorale pour battre le Parti socialiste.

Un autre facteur tout aussi important a été la création du Front pour la Transparence des Élections (FRTE) regroupant tous les partis d'opposition pour des élections transparentes et la résistance aux fraudes électorales du Parti socialiste.

Enfin, un autre cadre politique regroupant d'autres forces de l'opposition s'est créé autour de l'ancien premier ministre du Parti socialiste, Moustapha Niasse, et a participé activement au rassemblement des forces politiques de l'opposition.

Cette alliance des principales forces de la gauche (And-Jef/PADS, Ligue démocratique /Mouvement pour le Parti du travail et Parti pour l'indépendance et le travail) et des libéraux du PDS (Parti

Démocratique Sénégalais) au sein de la CA 2000 était justifiée au regard de la situation politique et sociale et des objectifs exprimés à travers le programme de la CA 2000.

En effet, pendant la colonisation le Sénégal a été un des plus puissants berceaux de la résistance politique et syndicale en Afrique comme en témoignent les violentes manifestations contre le Général De Gaulle en visite à Dakar en 1958 dans le cadre du référendum sur l'indépendance, les grèves de l'Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire (UGETAN) qui ont abouti au premier Code du Travail dont les acquis sont en train d'être remis en cause par la Banque Mondiale. Force est de reconnaître qu'après l'indépendance, c'est l'Union progressiste Sénégalaise (UPS) devenue Parti socialiste qui a engrangé tous ces acquis en les intégrant dans une perspective de soumission à la domination impérialiste de la France.

Dans la conscience des masses sénégalaises, il fallait une expérience de rupture victorieuse pour que ces acquis ne soient pas

définitivement perdus. Or un peuple qui reste aussi longtemps dominé, écrasé, mutilé dans sa dignité a besoin de ce type d'expériences de ruptures.

De plus, le programme de la CA 2000 était un appel à une véritable révolution démocratique à travers ses objectifs principaux : Mise sur pied d'un gouvernement de transition ; Démantèlement du parti-État du Parti socialiste en vue de créer des espaces élargis et consolidés de libertés favorables à des actions citoyennes et politiques plus radicales ; Lutte contre la corruption ; Dissolution de l'Assemblée Nationale ; Adoption d'une nouvelle Constitution favorable à la démocratie ; Abandon des choix politiques, économiques et sociaux mis en oeuvre par le Parti socialiste au profit d'une réponse aux besoins fondamentaux des populations ; Révision des accords qui nous lient avec la France.

Ce programme démocratique qui concentrait les exigences du peuple justifiait le choix tactique d'alliance d'avec les libéraux, d'autant plus que le projet du front/pôle de gauche lancé par le PADS n'a pas trouvé un écho favorable. C'est sur cette base et dans ces conditions que le candidat Wade du PDS a gagné au second tour avec le soutien de la majorité des partis d'opposition (avec 60 % des voix contre 40 % au Parti socialiste) et qu'il a constitué un « gouvernement de transition ».

La gauche et le « gouvernement de transition »

Le programme de transition prévoyait des mesures d'urgence concernant les réformes institutionnelles, l'audit des sociétés d'État gérées par l'ancienne équipe socialiste, l'élargissement des libertés etc.

La gauche aurait pu ne pas participer au gouvernement mais il aurait été incompréhensible pour le peuple qu'après avoir lutté avec ardeur pendant 40 ans et après avoir payé un lourd tribut humain pour la défaite de Diouf, pour des libertés élargies, contre la corruption, pour la réparation des injustices, la gauche ne participe pas au niveau institutionnel au parachèvement de la lutte qui a commencé sur le terrain électoral.

1. L'étudiant Balla Gaye a trouvé la mort alors que les étudiants et élèves se battaient pour des bourses, de meilleures conditions d'études et de travail. Depuis, malgré les conclusions en expertise balistique, aucune information officielle n'a été fournie sur l'identité du coupable. Pire, les étudiants parlent de la corruption des dirigeants qui avaient mené la lutte à l'époque dont beaucoup auraient bénéficié de bourses d'études en Occident...

Pour And-JEF/PADS, la participation au gouvernement de transition devait signifier la poursuite du combat à la fois au niveau social et institutionnel pour une hégémonie politique sur les masses urbaines et rurales. Ainsi, le gouvernement ne devait pas être un espace de consensus autour d'axes différents de ceux définis dans le programme de transition et sa dynamique. De plus, la participation ne devait pas signifier de brider le mouvement syndical et les autres instruments sociaux de combats. Elle devait signifier aussi autonomie dans la formulation et l'expression des parties prenantes.

A mon avis, cette vision pouvait justifier et expliquer la présence de la gauche dans le gouvernement de transition. La dynamique ouverte issue du « grand soir du 19 mars 2000 » voulu et construit par des millions de Sénégalais ne devait être laissée à aucun secteur du pouvoir. Les masses urbaines et rurales n'ont pas voté pour Wade mais contre Diouf. C'était une sanction à l'encontre du régime du Parti socialiste. Les nouveaux rapports de force devaient être construits en prenant appui sur l'appareil d'État. L'implication de la gauche au niveau gouvernemental était conçue comme un moyen d'accumulation de forces en vue d'une structuration politique et sociale plus systématique.

Les illusions perdues de l'alternance

Le Président de la République a pris ses fonctions sur la base de l'ancienne Constitution, qui avait fait de Diouf un quasi-monarque. Jusqu'au 7 janvier 2001 cette Constitution, qui stipule que le président de la république définit la politique de la nation, fut en vigueur. D'autre part, Wade n'a pas dissout immédiatement l'Assemblée Nationale à majorité socialiste et il a nommé Premier Ministre de la transition Moustapha Niasse, de l'Alliance des Forces et progrès (AFP), un parti qui représente 18 % de l'électorat et qui n'avait pas fait partie de la Coalition Alternance 2000.

Dans ce contexte d'imbroglio politico-institutionnel, on a assisté à des reniements, au larbinisme, à la transhumance politique et à des calculs politiques. Ainsi d'anciens responsables socialistes, connus pour leur mauvaise gestion, soumis à des audits et/ou aux contrôles financiers, sont devenus du jour au lendemain militants du PDS et ont été récompensés en accédant à des hautes fonctions politiques. Des voix se sont élevées pour dénoncer ce qui ressemble à des certificats d'impunité pour ces gens là.

Pour mieux comprendre cette ouverture

aux anciens socialistes, il faut signaler que suite aux crises que le PDS a connues et à la progression des autres forces politiques, il aurait suffi d'une recombinaison des alliances pour inverser le rapport des forces au niveau gouvernemental et au sein de l'assemblée nationale. Ces nouveaux militants ont rejoint le PDS en y amenant leur clientèle, manière de renforcer le parti de Wade tout en le corrompant.

La transition n'a pas signifié la fin des luttes sociales. Au contraire, elles ont pris une certaine ampleur : volontaires, vacataires de l'Éducation, grève des élèves des lycées du Sénégal etc.

Mais la transition c'est aussi la répression, au nom de la raison d'État en Casamance, devenue zone de haute sensibilité. Deux journalistes ont été arrêtés pour « atteinte aux efforts de paix ». Amath Dansokho, Secrétaire général du PIT a été exclu du gouvernement pour avoir exigé le respect des engagements pris dans le cadre de la transition.

A mon avis And-Jef/PADS aurait dû quitter le gouvernement après la mort non encore élucidée de l'étudiant Balla Gaye (1), membre de AJ/PADS suite à une lutte estudiantine de grande envergure contre l'ajustement structurel dans le secteur de l'éducation. Ses ministres auraient dû démissionner face au non-respect par le gouvernement des engagements pris par la CA 2000.

Enfin, la gauche n'a pas sa place dans un gouvernement libéral. Aucun raccourci, aucune urgence ne peuvent justifier cette

Un ministre très à l'aise

Extraits d'une interview de Mamadou Diop Decroix, Ministre et Secrétaire général adjoint du AJ/PADS, deuxième personnalité du parti qui a déclaré au quotidien d'informations générales *L'Actuel* ce qui suit :

Question du journaliste Jean Pierre Mané : « M. le Ministre, depuis l'alternance, vous êtes dans un gouvernement dont le fondement repose sur le libéralisme. Comment vous y sentez-vous ? »

Réponse de Mamadou Diop Decroix : « Cette question m'a été récemment posée par un de vos confrères. Et pour reprendre ma réponse, je vous dis clairement que nous ne pouvons pas ne pas être à l'aise dans ce gouvernement, car nous y sommes en tant que partie prenante de l'alternance et nous y sommes également et surtout pour travailler à la réalisation des attentes et des espoirs des Sénégalais. Par conséquent, croyez-moi, nous sommes très à l'aise dans ce gouvernement ».

L'Actuel n° 83 du 10 Janvier 2002

position politique désastreuse. « L'entrisme gouvernemental » conduit à une institutionnalisation politique qui l'éloigne des préoccupations du peuple des villes et des campagnes au profit d'une option « classe politique » qui se traduit par des combinaisons politiciennes sans principes ni dignité.

C'est cette situation qui a semé le doute dans l'esprit de plusieurs militants et militants radicaux du PADS qui, désorientés, ont soit quitté le parti, soit déserté les structures et instances d'un parti qui a été une extraordinaire force de référence des militants de gauche sénégalais et africains.

Une République de Wade ?

Le danger de plus en plus évident est que le parti-État libéral — la République de Wade — remplace le parti-État socialiste défait. Déjà l'appartenance au parti au pouvoir semble être une condition pour accéder à certaines responsabilités. Une telle mutation ne peut se produire sous une forme achevée sans un double mouvement : une social-démocratisation des principales forces politiques de la gauche (particulièrement And-Jef/PADS) et une domestication du mouvement syndical. La seconde sera beaucoup plus difficile, à moins d'embraser socialement le pays. Un risque que les libéraux ne semblent pas prêts à courir pour le moment.

La première est en cours sous une forme inachevée. Le processus de social-démocratisation en cours de certaines forces politiques de la gauche (dont And-Jef/PADS) découle de reniements, d'abandons et a des racines sociales profondes. Au sein du PADS le débat sur l'adhésion à l'Internationale Socialiste, qui a eu lieu au congrès de février 1998, s'est déroulé en terme d'identité et le rejet de ce projet est aussi significatif de l'existence au sein du parti d'un courant radical qui anime les luttes de masse. Des capacités de ce courant à mener le combat contre l'adaptation du parti aux exigences libérales dépendra le profil politique de And-Jef/PADS : social-démocrate ou radical révolutionnaire.

Pour l'avenir démocratique du Sénégal et des luttes dans la sous-région ouest-africaine, le parachèvement de la social-démocratisation du PADS constituerait un recul

grave et la fin des immenses espoirs suscités sur le continent africain par cette unification des forces de la gauche radicale, entamée dès 1991.

Conformément aux engagements pris, le Sénat et l'Assemblée Nationale dominés par les socialistes avant le 19 mars 2000, ont finalement été dissous. Considérés comme des gouffres financiers et des structures complètement soumises au PS, ils ont été rejetés par l'opinion en tant que caisses d'enregistrement du PS et aussi institutions pour caser une clientèle pour « bons et loyaux services ». Un autre fait marquant au plan des engagements fut l'abrogation de l'ancienne Constitution au profit d'une nouvelle.

Le référendum constitutionnel du 7 janvier 2001, au lieu d'être une convocation autour d'une vision de rupture, s'est trans-

sur les autres avec comme conséquences la nomination à des postes de responsabilité de militants et militantes du parti dominant.

— Le Président de la République définit la politique de la Nation (article 42). Or, le Premier Ministre présente sa politique générale devant l'Assemblée Nationale (article 55). Cette dualité cache en fait la soumission du législatif à la présidence de la République.

— Il est le gardien de la Constitution (article 42) et chef suprême des forces armées (article 45).

— Il peut prononcer par décret la dissolution du parlement après deux années d'exercice (art.87) c'est-à-dire qu'il a le pouvoir de défaire des majorités qui ne lui sont pas favorables.

— Il nomme les magistrats alors que le pouvoir judiciaire est sensé être indépendant du législatif et de l'exécutif (art.88).

Plus grave encore, les restrictions apportées au droit de grève constituent des menaces sérieuses pour les libertés et le mouvement syndical. En effet, l'article 25 stipule que, si le droit de grève est reconnu, « il ne peut en aucun cas porter atteinte à la liberté de travail ni mettre l'entreprise en péril ». Cette disposition est grosse de risques et constitue une concession au patronat et aux institutions financières internationales de plus en plus exigeantes en matière de démantèlement des acquis sociaux.

Comme on peut le voir, les dispositions adoptées reflètent une concentration de pouvoirs énormes entre les mains du président de la République et des leviers stratégiques pour la restauration du parti-État.

Processus conflictuel de restauration

Parce qu'elle suppose la mise à l'écart de forces politiques susceptibles de faire contrepoids à ses velléités d'hégémonie et à la domestication du mouvement syndical, la restauration du parti-État est un processus qui ne peut être que conflictuel. Ainsi, après l'éviction du PIT du gouvernement, les libéraux ont poursuivi le « nettoyage » en faisant démissionner Moustapha Niasse (AFP) du poste du Premier ministre.

Le processus de restauration a également une dimension de réformes institutionnelles. En confiant des projets juteux ainsi que plusieurs agences à la présidence de la



formé en un véritable plébiscite de Wade et des libéraux. L'alliance entre les principales forces politiques au pouvoir et d'autres forces de l'opposition a permis d'avoir plus de 95 % de « oui » et 5 % de « non ».

A la lecture, la nouvelle Constitution comporte des avancées en ce qui concerne l'interdiction des pratiques dégradantes comme l'excision des femmes et le mariage forcé. En outre le droit de propriété de la terre pour les femmes a été constitutionnalisé et reconnu (art.15). Mais d'autre part, la nouvelle Constitution reproduit le présidentielisme quasi-monarchiste de la précédente. Qu'on en juge :

— Le Président de la République peut diriger un parti politique. Or l'un des instruments du parti-État-socialiste était la confusion entre le parti et l'État qui était source d'absence de démocratie et surtout un moyen de redistribuer les ressources publiques aux diverses clientèles. C'était un moyen aussi d'accorder la primauté du parti au pouvoir

Sénégal

République et aux Hautes Autorités (confiés à des militantes et militants libéraux contrairement aux engagements de la Coalition Alternance 2000), le pouvoir libéral s'est orienté systématiquement vers une main mise quasi absolue de tous les principaux leviers de l'État, de la Fonction publique centrale et locale. En rattachant l'Inspection Générale de l'État (qui est chargée du contrôle des entreprises publiques et parapubliques) au Cabinet du Président de la République, au lieu d'en faire une structure indépendante de lutte contre la corruption, l'objectif de procéder à un audit indépendant de l'ancienne gestion socialiste est

réduit à un instrument de pression sur les « présumés coupables » pour les obliger à rejoindre le pouvoir en échange d'une impunité (ce qui est déjà le cas de plusieurs anciens responsables socialistes).

Après avoir emporté (avec 49 % des voix) les législatives d'Avril 2001 (qui ont consacré le recul de AJ/PADS qui se retrouve avec deux députés contre quatre en 1996), le PDS s'est attaqué à la centrale syndicale CNTS en vue de se doter d'une base sociale. Le Congrès de cette centrale syndicale a été reporté à deux reprises en raison des tentatives de la section des industries du pétrole (soutenue par le PDS) de vouloir s'emparer

du syndicat. Cette défaite de l'aile libérale constitue un signal fort en ce qui concerne les résistances au processus de restauration en cours et à l'existence d'un potentiel de contestation des dérives liberticides.

La capacité de résistance et d'offensive a été nette lorsque le pouvoir a adopté une TVA de 18 % conformément aux critères de convergence de l'Union Économique Monétaire Ouest Africaine. Un front de toutes les centrales syndicales a contraint le gouvernement, entre autres, à augmenter les salaires de 5 à 10 %. Certes les salariés ne représentent que 5 % de la population et il aurait été plus juste de baisser la fiscalité

Être femme au Sénégal

Entretien avec Bamby Sumarée*

** Parle-nous de la situation des femmes sénégalaises...*

— Dans mon pays, elles souffrent beaucoup de l'analphabétisme, de la surexploitation de leur force de travail dans les entreprises et de préjugés culturels tenaces. Elles représentent 52 % de la population totale du pays mais sont exclues du système formel de l'emploi ou elles représentent moins de 10 %. Par contre elles sont majoritaires dans le secteur non formel (petit commerce, vendeuse au détail dans les marchés etc...) avec des revenus quotidiens moyens qui tournent autour de 20 FF. Certes, il y a des femmes qui sont impliquées dans le commerce de demi-gros. Mais elles y sont très peu nombreuses. Elles occupent aussi les emplois précaires dans les industries alimentaires et celles de la pêche ou elles sont des journalières et des contractuelles sans protection sociale ni garantie contre les patrons.

** Est-ce que cela veut dire qu'il y a des mouvements féministes qui se battent contre cette situation ? Et les partis de gauche comme le PADS, comment abordent-ils la question ?*

— Au début des années 1970, on avait au Sénégal des féministes radicales qui ont su ouvrir la voie aux combats actuels, dont Marie Angélique Savané. Aujourd'hui le féminisme s'apparente beaucoup plus au

respect de la dignité des femmes, à une émancipation sociale, politique et économique en s'enracinant dans leurs valeurs culturelles positives. La bataille pour la dignité est un enjeu de société. Ainsi, l'expression des femmes se fait dans des organisations, associations et groupements pour renforcer la solidarité entre elles et avec les hommes. Il faut dire que le discours n'est pas directement celui d'une rupture avec le capitalisme, mais à terme, l'exigence d'une égalisation de chance entre hommes et femmes va se heurter à certaines structures avec une dynamique de contestation radicale des rigidités sociales et culturelles. Les femmes revendiquent aussi leur féminité et leur droit à une meilleure santé car le taux de mortalité est de 510 pour 100 000 accouchements. Enfin, il est important de citer le rôle joué par les ONG et certains projets d'alphabétisation en langues nationales. Quant à And-Jef/PADS, il est ouvertement féministe et prône la parité dans l'égalité. Pour preuve, And-Jef/PADS avait une femme comme directrice de campagne pour les législatives en avril 2001.

** Cela veut-il dire que les partis politiques accordent une place importante aux femmes ?*

— Non. Tant le PS que d'autres partis relèguent les femmes au rang d'électrices chargées d'applaudir. Même si c'est une femme qui est aujourd'hui Premier Ministre du gouvernement, pour la première fois de notre histoire... Il faut cependant noter que dans les partis, les femmes occupent des fonctions de trésorière ou de chargées des ques-

tions sociales ou de l'animation culturelle. Ce sont donc des postes subalternes. Beaucoup reste à faire, surtout en terme de formation politique.

** Les femmes sont-elles syndiquées ?*

— Dans leur écrasante majorité, elles sont dans le secteur informel et occupent des emplois très précaires. Cette structure économique diminue les possibilités de syndicalisation. Mais c'est dans les industries alimentaires et les syndicats enseignants qu'il y a eu une syndicalisation de masse. D'autres secteurs ont vu une forte participation des femmes aussi bien au niveau des directions que dans la vie syndicale : la santé, les postes et télécommunications. Même si aucune femme ne dirige une centrale des travailleurs, on a noté que la question genre est devenue une préoccupation grâce aux ONG et associations féminines et aux femmes des syndicats. Il y a un progrès mais il faudra encore beaucoup d'efforts.

** Est-ce qu'on peut dire qu'il y a des violences contre les femmes ?*

— Oui, beaucoup. Je suis membre d'une association, le Comité de Lutte Contre les Violences Faites aux Femmes qui travaille pour que cessent ces pratiques. Il y en a dans les ménages, les entreprises et services en ville comme en milieu rural. On a constaté que ces violences ont augmenté avec la pauvreté, les licenciements de travailleurs et surtout les frustrations des populations. Les mutilations génitales féminines aussi existent mais elles sont interdites par la nouvelle

sur les prix des denrées de première nécessité (riz, huile, sucre, eau, électricité etc.). Mais dans un contexte d'ajustement structurel il s'agit d'une victoire de taille.

Deux ans après l'alternance

En politisant la gestion de la SENELEC (Société Nationale d'Electricité) sur fond de mauvaise gestion décriée par les syndicalistes, les socialistes avaient hypothéqué toute possibilité de renouveler et rendre plus performant le parc de production électrique. Il en a découlé une multiplication des délestages et des coupures de courant. La Banque

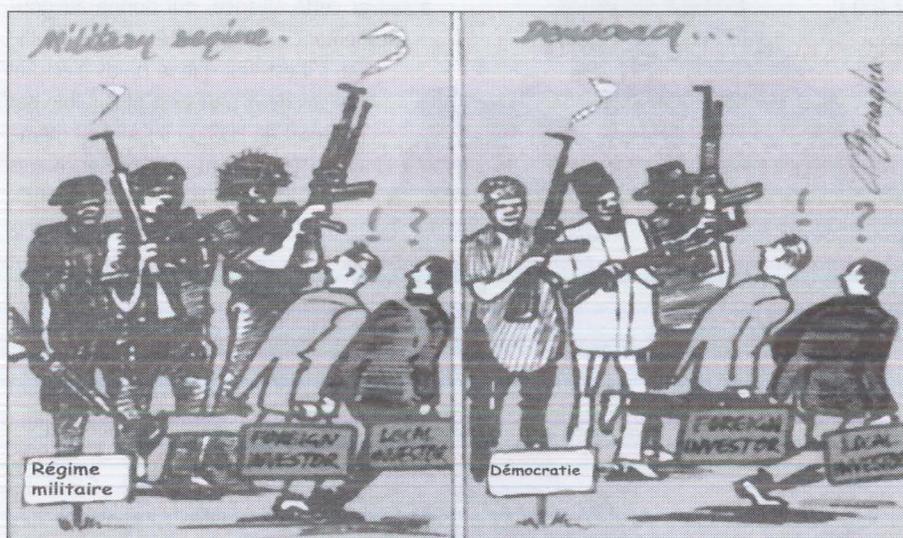
Mondiale et le FMI ont alors exigé la privatisation de la SENELEC. Entamée avec le régime socialiste, la privatisation s'est pour le moment soldée par un échec des négociations avec les repreneurs.

Tout d'abord le gouvernement de l'alternance a rompu le contrat avec le consortium franco-canadien Hydro-Québec Héliot, arguant que les intérêts nationaux n'étaient pas respectés. Cette rupture à l'amiable, intervenue après signature du contrat par les socialistes avant le 19 Mars 2000, aurait convaincu les potentiels repreneurs sur l'instabilité des positions du pouvoir sur cette question et rendu difficiles les autres négo-

ciations. Le groupe Vivendi de son côté proposait de racheter la Société au modique prix total de 65 milliards FCFA, payable avec une avance et un reliquat versé par tranches mensuelles générées par l'exploitation. Autrement dit, la société se réserverait le droit d'accroître les coûts de l'électricité pour payer le reliquat dû à l'Etat. Ce sont les populations sénégalaises qui auraient alors payé le restant dû par le repreneur à l'Etat. La rupture s'est faite lorsque le groupe Vivendi s'est rendu compte que le gouvernement ne serait pas en mesure de libéraliser le prix de l'électricité... La dernière des ruptures a eu lieu avec l'américain AES, touché par le scandale Enron et confronté à un problème de capacités financières. En une semaine le cours de l'action AES est tombé de 12 dollars US à 4.75 dollars, et son besoin de liquidités le pousse aujourd'hui à vendre ses actifs à l'étranger. L'Etat n'en continue pas moins à vouloir vendre coûte que coûte la SENELEC alors que les offres financières et sociales des repreneurs sont inacceptables.

Sur injonction de la Banque Mondiale, la commercialisation de l'arachide, qui est la principale activité en milieu rural, a été privatisée avec la dissolution de la SONAGRAINE, responsable de la commercialisation des graines. Des opérateurs privés, censés acheter les récoltes sur les 1000 points de vente définis, ont pris place. Ces opérateurs ont abandonné les points de vente officiels au profit de marchés secondaires où le prix de vente est de 65 FCFA le kilo contre 120 FCFA au taux officiel. Cela a entraîné une situation dramatique avec de nombreuses zones de mévente et une misère accrue en milieu rural. La multiplication des protestations des paysans ont conduit plusieurs acteurs du monde rural à conclure que la libéralisation de l'agriculture tue le paysan. Plus grave encore, cette situation constitue aussi un risque de déstabilisation pour les industries agricoles qui jouent un rôle important dans la redistribution des revenus de l'agriculture.

Au niveau du secteur éducatif, la situation est marquée par un conflit ouvert. A la place d'enseignants formés et recrutés dans la Fonction Publique, le gouvernement a poursuivi la politique de précarisation des corps enseignants au profit de contractuels, de vacataires, de volontaires, en violation du Code du Travail et des conventions internationales de l'OIT, particulièrement la recommandation OIT/UNESCO de 1966 sur le personnel enseignant. Même le Plan Décennal de l'Education et de la Formation (PDEF) qui s'insère dans le cadre de l'Initiative Spéciale des Nations Unies pour l'Afrique censée corriger les errements du passé confirme ces choix que rejettent les enseignants et les



Constitution de janvier 2001 et très fortement combattues avec l'action des ONG, des associations de femmes etc. Il y a aussi des groupements féminins qui se battent contre toutes formes de violences à travers les campagnes de sensibilisation et la formation.

*** Ton parti, And-Jef/PADS, a voté la nouvelle Constitution. Est-ce qu'elle a amélioré les droits des femmes ?**

—Pour ce qui est des droits des femmes en particulier, il y a des décisions positives : auparavant, les femmes qui fournissent 70 % de la production agricole n'avaient pas le droit de posséder la terre. Dans la pratique, il y a des ethnies où les femmes pouvaient avoir leurs champs et leurs terres. Mais ce progrès est relatif car il est opposé aux traditions dans plusieurs zones. Même si le mariage forcé est interdit par la Constitution, on peut remarquer que l'existence d'un régime présidentieliste qui détient tous les pouvoirs risque de réduire tous ces acquis. Parce que les progrès en matière de droits de la femme ne sont réels qu'avec un approfondissement de la démocratie, des libertés et une citoyenneté indé-

pendante.

*** Comment les femmes sénégalaises ont-elles vécu le Forum Social Mondial ?**

— Il faut souligner que les femmes de notre pays ont commencé à avoir un esprit ouvert sur le monde. Plus de 25 000 femmes se sont réunies au centre du pays (à Kaffrine) pour préparer la Marche Mondiale de New York. Elles se sont rendu compte que le monde était un véritable petit village et qu'elles partageaient des problèmes similaires avec les autres femmes du monde. C'était un moment de solidarité internationaliste comme à Porto Alegre. Je n'y étais pas. Mais des femmes du Sénégal et d'Afrique y ont été et nous ont raconté tout ce qui s'est passé, particulièrement les alternatives à la mondialisation libérale. Porto Alegre n'est plus loin de nous. Dans quelques mois ou quelques années, il faudra 50, 100, 200 Porto Alegre dans le monde entier pour une autre mondialisation où la dignité des femmes soit totalement respectée.

Dakar, 19 février 2002

Propos recueillis par Badara Ndiaye

Sénégal

étudiants à travers des grèves sur l'ensemble du territoire national pour de meilleures conditions de travail et d'études.

L'intégrisme libéral selon lequel le public est toujours mal géré est inadmissible. Selon l'économiste camerounais Bernard Founou, la transparence est plus facile dans le secteur public que dans le privé. En effet, au niveau du secteur privé, ceux qui détiennent les avoirs manipulent les structures à leur guise. Un service public de qualité est tout à fait possible.

Dans un tel contexte social où le chômage augmente sans cesse, le mouvement syndical traverse une phase particulière de son histoire. La scission de la CNTS (Confédération Nationale des Travailleurs du Sénégal) en deux entités (CNTS et CNTS-FC dirigée par les libéraux) a connu une très vive tension avec l'incendie de la Bourse du Travail par des éléments qui auraient été dirigés par la tendance CNTS-FC.

L'autre tendance, dirigée par les socialistes, pratique l'unité d'action avec la CSA et se dirige vers une confrontation sociale. Selon le patronat 40 % des emplois ont été perdus en vingt ans, c'est-à-dire pendant toute la période de l'ajustement structurel. Déjà différents secteurs sont entrés en lutte et se sont confrontés aux forces de police. La Première ministre n'a pas hésité à menacer les travailleurs qui « troublent l'ordre public » (services de gardiennage, travailleurs municipaux, élèves, étudiants, enseignants, secteurs du transport, secteurs des postes, des banques et établissements financiers etc.). Il s'agit d'un front contre le projet de charte sociale du gouvernement qui n'est rien d'autre qu'un moyen d'institutionnaliser les syndicats en les insérant dans des dispositifs de participation responsable. C'est aussi le début de la fin de l'état de grâce du gouvernement et de Wade.

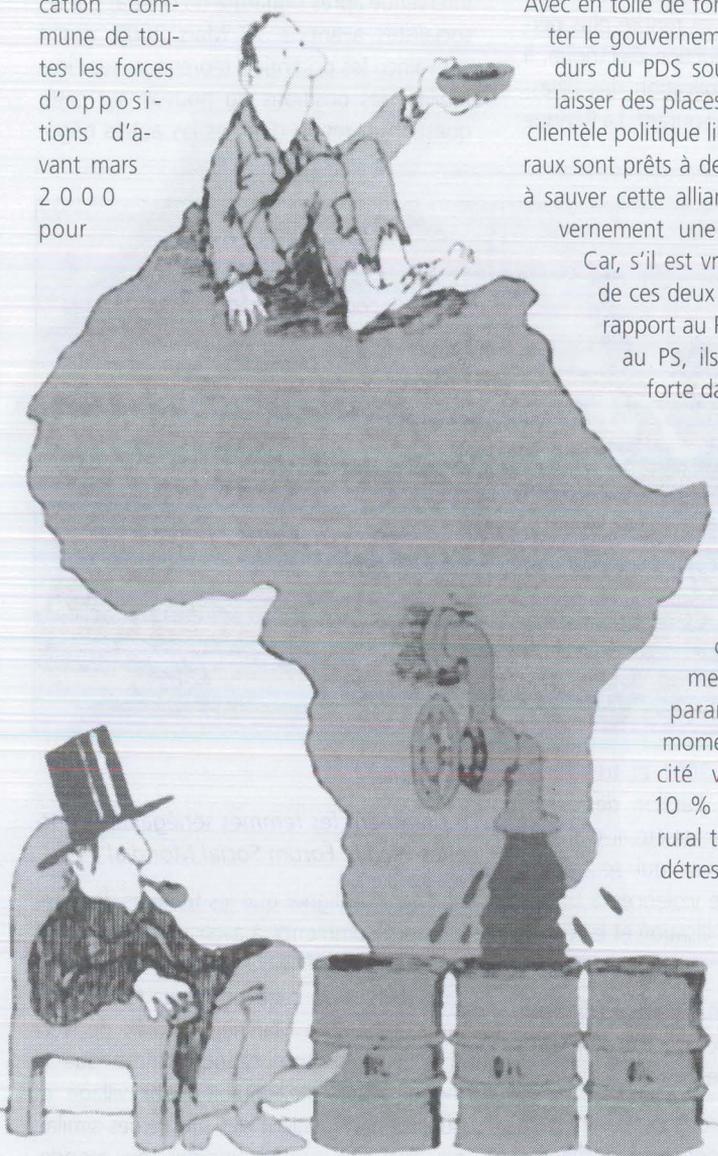
Élections du 12 mai 2002

La dernière phase du processus de restauration est sous-jacente aux prochaines élections locales du 12 mai 2002. Pour consolider son pouvoir, le PDS a nécessairement besoin d'être majoritaire au niveau de ces élections.

Tout d'abord le pouvoir libéral a pris la décision de dissoudre les collectivités locales mises en place par Diouf. C'était une exigence de la Coalition Alternance 2000, même si le processus s'est fait tardivement. Ces collectivités étaient dans leur écrasante majorité sous contrôle socialiste et n'avaient joué aucun rôle social positif. Le PADS de son côté avait 500 conseillers municipaux,

régionaux et ruraux. Mais la dissolution des structures décentralisées a permis l'instauration de « délégations spéciales » dont la composition a fait l'objet de plusieurs contestations parce qu'en plusieurs endroits des militants libéraux y ont été nommés par le pouvoir.

Ensuite, le PDS s'est opposé à la création de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) qui était une revendication commune de toutes les forces d'oppositions d'avant mars 2000 pour



que des élections libres et démocratiques soient organisées au Sénégal. Mais il importe de noter qu'en conduisant ce processus, le PDS s'est trouvé miné par des guerres de tendances très souvent violentes jusque et y compris au niveau du campus universitaire. Cette situation entre en contradiction avec le projet de se doter d'une base sociale stable et de masse.

Le PDS doit faire face à une situation complexe : les 21 partis membres du gouvernement et/ou qui le soutiennent se sont réunis dans un cadre unitaire appelé CAP 21 et ont décidé de faire une liste commune

face au bloc des forces de l'opposition réunies au sein de la CPC (Coordination des partis de l'opposition) qui a décidé de faire aussi liste commune.

Or justement, les partis de gauche membres du gouvernement que sont AJ/PADS et la LD/MPT viennent de tenir une conférence de presse commune pour dénoncer le fait que le PDS veuille accaparer toutes les positions stratégiques sur les listes électorales. Avec en toile de fond des menaces de quitter le gouvernement. Si certains secteurs durs du PDS souhaitent ce départ pour laisser des places qui seront offertes à la clientèle politique libérale, les stratèges libéraux sont prêts à des concessions de nature à sauver cette alliance, qui donne au gouvernement une stabilité sociale réelle.

Car, s'il est vrai que le poids électoral de ces deux partis est plus faible par rapport au PDS ou à l'AFP ou même au PS, ils ont une présence très forte dans le mouvement syndical autonome dont la combativité peut remettre en cause la restauration. Cela d'autant plus que le PDS n'a aucune présence politique significative dans le mouvement syndical. C'est un paramètre important au moment où le prix de l'électricité vient d'augmenter de 10 % et alors que le monde rural traverse une situation de détresse suite à la campagne arachidière désastreuse.

Déjà les militants de base des deux partis que sont AJ/PADS et la LD/MPT ont dans plusieurs communes pris la décision d'aller seuls aux élections sur leurs propres listes sans le PDS. Céderont-ils aux éventuelles pressions des États-majors ? Ces derniers vont-ils trouver des compromis vers un deal renforcé ou aller à la rupture ? Ce qui est certain, c'est que les élections législatives du 12 mai 2002 auront un effet sur la configuration du gouvernement, les alliances politiques, l'attitude des organisations syndicales, les rapports de force entre partis politiques au niveau du gouvernement et joueront un rôle important dans la recomposition des forces politiques.

Dakar, 20 mars 2002

L'Organisation mondiale du commerce après Doha

Par
Sophie Joanny*

Plusieurs mois après la conférence inter-ministérielle de Doha qui s'est tenue du 9 au 13 novembre au Qatar, l'agitation médiatique autour des questions en débat est retombée. Cela ne signifie pas pour autant que le processus de libéralisation tous azimuts soit mis en veilleuse. Bien au contraire : on sait depuis longtemps que les décisions les plus lourdes de conséquence pour la vie des peuples se prennent dans l'ombre. En outre, ce qui a été arrêté à Doha, ce ne sont pas des accords, c'est un calendrier de négociations. Tout ne fait donc que commencer.

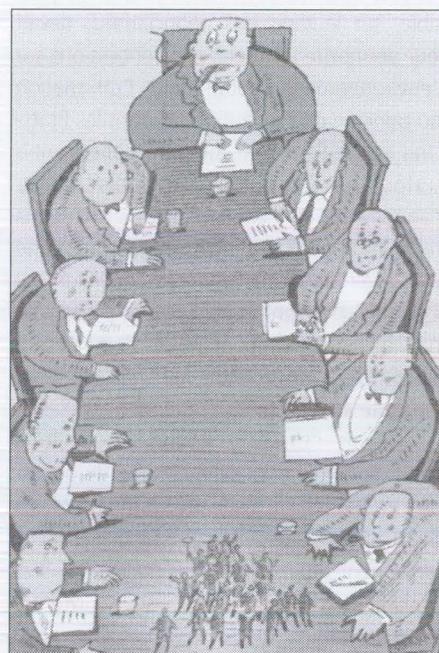
Nouveau round à tout prix

Pour tirer le bilan de la conférence de Doha et tenter de discerner les évolutions prévisibles, il faut en premier mettre en regard la façon dont les principaux enjeux et les intérêts antagonistes se présentaient avant la réunion, et ce qui en est ressorti.

Ce à quoi tenaient avant tout les puissances impérialistes était le lancement d'un nouveau round de négociations, quel qu'en soit le contenu. Deux objectifs gouvernaient cette priorité : effacer l'échec de Seattle, où les négociateurs de l'OMC s'étaient séparés sans pouvoir se mettre d'accord sur un quelconque agenda, paralysés à la fois par leurs divisions et la pression du mouvement social dans la rue ; et réaffirmer, après les événements du 11 septembre 2001, la capacité des puissances industrialisées à gérer la planète et la « victoire de notre système civilisé », selon les termes de Michaël Moore, le directeur général de l'OMC.

Sur la question de ce nouveau cycle de négociations, la Quad (c'est-à-dire la coalition des grandes puissances, États-Unis, Union européenne, Japon) a rencontré, dès avant la conférence, une opposition de la plupart des pays en développement : ceux-ci réclamaient d'abord l'application des accords de l'Uruguay round sur la libéralisation du commerce des marchandises : ils

avançaient en effet l'argument que le maintien de "pics tarifaires", ainsi que les nombreuses barrières non-tarifaires (quotas, subventions) opposées par les pays industrialisés à l'encontre de leurs exportations, notamment agricoles ou textiles, constituent une entrave à leur croissance. Ces pays se trouvent en effet dans une situation dissymétrique et doublement défavorable par rapport aux économies du Nord : ils ont été contraints depuis vingt ans dans le cadre des stratégies d'ajustement structurel imposées par le FMI d'ouvrir leurs frontières commerciales : ils n'ont donc plus aucune barrière douanière à opposer aux importations en provenance des pays industrialisés, dans des conditions de productivité que leurs productions nationales ne parviennent pas à égaler ; en revanche, pour continuer à payer le service de la dette extérieure, ils sont contraints de dégager toujours plus d'excédents commerciaux, et ont donc engagé leurs appareils productifs dans une fuite en avant vers toujours plus d'exportations, qu'elles soient agricoles ou industrielles, qui continuent à se heurter au protectionnisme des pays du Nord. Leur revendication d'accès au marché et d'un approfondissement de la libéralisation commerciale est donc la conséquence de cette double contrainte. Celle-ci est particulièrement pesante pour les « pays les moins avancés » (PMA), particulièrement africains, de plus en plus marginalisés dans les échanges mondiaux. Une réunion des Ministres du Commerce des 49 PMA s'est tenue à Zanzibar au cours de l'été 2001, dans le but de former un front commun. Dans un communiqué rejetant le lancement d'un nouveau cycle, ils ont exprimé leur détermination à « renverser la marginalisation de [leurs] pays dans le commerce international et à renforcer leur participation effective dans le système commercial multilatéral », et se sont mis d'accord sur un projet d'Agenda de développement, qui traiterait en particulier de l'Accord sur les droits de la propriété intellectuelle (ADPIC), réaffirmant le droit des pays d'avoir libre accès aux médicaments essentiels et de défendre leur sécurité alimentaire.



Cependant, les pays du Sud ont eu du mal à présenter un front uni, et pendant les mois qui ont précédé Doha, les représentants de la Quad ont multiplié les réunions bilatérales et informelles pour faire pression sur eux, et en amener certains à accepter l'idée d'un nouveau cycle.

Sur ce point, la conférence de Doha peut être considérée comme un succès pour les puissances impérialistes : un nouveau round de négociations a effectivement été lancé, même si son contenu est minimal.

Les sujets de négociations

Les négociations programmées doivent porter en effet sur les « 4 points de Singapour » : investissement, concurrence, transparence des marchés publics, et « facilitation commerciale ». Elles devront impérativement aboutir en 2005, malgré la forte opposition de nombreux pays du Sud.

Mais au-delà des priorités communes, plusieurs conflits d'intérêt opposent l'Europe et les États-Unis. Comme à Seattle, Pascal

* Sophie Joanny est membre du Groupe de travail économique de la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la IV^e Internationale).

Lamy, le commissaire européen, cherchait à obtenir une extension de l'agenda des négociations. Raison officielle, mise en avant surtout par le gouvernement français : inclure le plus possible de sujets de discussion pour améliorer la régulation des marchés internationaux. Mais la raison réelle en était bien plutôt la tentative, de la part des représentants européens, de mettre en place un "Big deal", un grand marchandage : avoir le plus possible de sujets (investissement, concurrence..) et donc de monnaie d'échange possible, sur le tapis des négociations, devait leur permettre d'obtenir des concessions sur l'environnement (notamment l'affirmation du principe de précaution (1) dont les États-Unis ne veulent pas entendre parler), mais surtout sur l'agriculture. Les États-Unis au contraire ne souhaitaient pas mettre sur la table les questions d'investissement (pour ne pas avoir à soumettre cette question au Congrès), et préféraient faire passer en douce la libéralisation dans ces domaines, et souhaitaient un agenda minimal : ils l'ont emporté sur ce point.

Depuis l'Uruguay Round, l'agriculture reste de loin la principale pomme de discorde entre les puissances capitalistes. A Seattle, le sujet a contribué à faire échouer le lancement du cycle de négociations. Les États-Unis et l'Union européenne se livrent à une véritable guerre commerciale pour écouler leurs surplus sur les marchés mondiaux, et pour cela recourent aux subventions (indirectes dans un cas, directes dans l'autre), dans le cadre d'un modèle d'agriculture ultra-productive et centrée sur les grandes exploitations capitalistes. Cependant, les États-Unis défendent à l'OMC une libéralisation totale de la production et des échanges agricoles, s'alliant avec le groupe de Cairns (2) pour mettre en cause les subventions européennes ; l'Union européenne et le Japon défendent les subventions et ne sont prêts à accepter à la rigueur que leur réduction.

Les États-Unis ont réussi à rallier dans la bataille de la libéralisation de l'agriculture des pays du Sud, qui réclament la levée des barrières à l'importation de leurs produits que les pays industrialisés leur opposent encore : c'est le cas en particulier des quotas

1. Le principe de précaution implique le renversement de la charge de la preuve : c'est à l'exportateur, par exemple celui de boeuf aux hormones ou d'aliments génétiquement modifiés, qu'il devrait incomber de démontrer l'innocuité de ses produits, et non à l'importateur de faire la preuve de leur éventuelle nocivité.

2. Le groupe de Cairns regroupe dix-huit pays grands exportateurs de produits agricoles, dont l'Australie, l'Argentine, le Canada, la Bolivie, le Costa Rica, l'Afrique du Sud, l'Indonésie...

sur le sucre et le riz, maintenus par l'Union européenne jusqu'en 2006. Par ailleurs, les pays du Sud importateurs nets de produits alimentaires réclament des mesures d'urgence pour la protection de ce qui reste de leur agriculture.

De fait, la question agricole a été, pour l'instant, résolue par un quasi statu quo : certes le retrait des subventions est prévu, mais seulement de façon "progressive" et sans aucune date butoir. Les représentants européens ont obtenu ce qu'ils souhaitaient, gagner du temps.

Les normes environnementales et éventuellement sociales que l'Union européenne prétendait défendre dans les négociations se sont heurtées également à l'opposition des gouvernements des pays du Sud, qui y voient des tentatives de protectionnisme déguisé, et sont donc venus renforcer le refus des États-Unis. Elles ne sont donc pas au menu des négociations, (l'Union européenne ayant cédé sur ce terrain en échange de concessions sur l'agriculture) pas plus que la sécurité alimentaire des pays du Tiers monde. En matière d'environnement, si des discussions sont prévues sur l'articulation entre les règles commerciales et les accords multilatéraux sur l'environnement, les éventuelles conclusions ne concerneront que les États ayant ratifié ces derniers, et donc pas les États-Unis qui se refusent à ratifier le protocole de Kyoto et celui sur la biosécurité.

Services, point nodal

Les services constituent un point essentiel des négociations, qui pourtant n'a pas fait l'objet de beaucoup de commentaires dans les médias, ni de beaucoup de controverses au cours de la conférence. Ce qui ne veut pas dire que le sujet est oublié : au contraire.

L'accord général sur le commerce des services (AGCS) signé dans le cadre des Accords de Marrakech en 1994, prévoit la poursuite de la libéralisation des services, avec des cycles successifs de négociations tous les cinq ans, en vue de parvenir progressivement à un niveau toujours plus élevé de libéralisation (article XIX). Cet accord a juridiquement force exécutoire pour l'ensemble des services et concerne 160 secteurs classés en 11 sous-groupes. Il repose théoriquement sur le volontariat : les différents pays fournissent des "listes positives" de services qu'ils sont prêts à libéraliser, marchandant ainsi leurs concessions. On voit l'espace ouvert aux rapports de force...

Des exemptions sont possibles (comme par exemple l'exception culturelle demandée

par la France) mais elles sont toujours temporaires (pas plus de dix ans) et soumises au jugement de l'OMC. Une fois la libéralisation d'un service engagée, elle est irréversible.

Au cours des dernières années, presque toutes les activités de services, en raison des évolutions technologiques (biochimie, nouvelles technologies de la communication) et des restructurations productives et financières, sont devenues un champ de profits considérables pour les firmes multinationales. Celles-ci sont regroupées dans la Coalition des industries de services, aux États-Unis, qui a largement contribué à la rédaction de l'Accord. En Europe également, différents groupes de pression (comme le Forum européen des services), regroupant des multinationales de différents secteurs des activités de services, ont fait entendre leur voix auprès des négociateurs.

On voit bien dans ce cas à quel point l'OMC étend et systématise les principes de libre-échange du Gatt : traitement national, clause de la nation la plus favorisée, à tous les domaines du fonctionnement même des sociétés. En effet, dans le cas des services, qui sont peu transportables (au contraire des marchandises) et souvent produits là où ils sont utilisés, la libéralisation porte davantage sur les conditions de l'investissement sur place que sur le commerce, et ne relève donc que peu du régime douanier. L'accord distingue ainsi quatre modalités de fourniture des services : la fourniture transfrontalière ("mode 1"), la consommation à l'étranger ("mode 2"), la présence commerciale ("mode 3") et le mouvement de personnes physiques ("mode 4").

Ce ne sont donc pas les échanges extérieurs qui peuvent faire l'objet du processus de libéralisation, mais toutes les modalités internes de régulation des économies, toutes les législations nationales, qui seraient sans exception subordonnés à la loi du profit : aucune limite, aucune réglementation ne peut être opposée à l'activité d'une firme multinationale car cela serait considéré comme discriminatoire. Le paragraphe 4 de l'article VI de l'AGCS dispose que la réglementation intérieure d'un membre ne saurait être « plus contraignante que nécessaire » pour atteindre des « objectifs politiques légitimes ». Deux critères sont mis en avant : la transparence de la réglementation intérieure et le test de nécessité (comment prouver qu'une disposition est nécessaire pour atteindre un objectif politique donné ?). Les réglementations nationales sont donc considérées a priori comme superflues et illégitimes, et l'AGCS est ainsi conçu pour jouer le rôle qui était dévolu à l'AMI : donner tout pouvoir à l'investissement privé transnatio-

nal dans tous les pays signataires et dans tous les secteurs.

De plus, l'ouverture totale de l'accès aux marchés nationaux ne concerne pas seulement les entreprises déjà installées, mais toutes celles qui seraient susceptibles de vouloir le faire à l'avenir.

Si l'expression "services publics" ne figure pas dans l'Accord, il apparaît clairement que ce sont eux qui sont en première ligne. Il faut à cet égard différencier les services publics d'infrastructure et de réseaux (transports, télécommunications, énergie), des services aux personnes (santé, éducation). En ce qui concerne les premiers, les processus de libéralisation et de privatisation sont déjà engagés, dans de nombreux pays, depuis plusieurs années : c'est le cas dans un grand nombre de pays du Tiers monde, surtout en Amérique latine, sous la pression du FMI ; quant aux pays de l'Union européenne, ils s'empressent d'obtempérer aux injonctions de la Commission de Bruxelles. L'AGCS viendrait ici parachever, systématiser et légitimer un processus déjà en cours.

Le gouvernement français a affirmé à plusieurs reprises que la santé et l'éducation n'étaient pas concernés par l'AGCS. Il est vrai que l'article I définit les services « exercés sous la tutelle gouvernementale ». Mais

les négociations précédentes. Néanmoins, l'Europe n'est pas en reste. Les représentants européens ont assuré à plusieurs reprises les groupes de pression des multinationales de leur volonté de lever tous les obstacles à la concurrence dans ce domaine.

Une nouvelle phase des négociations sur les services va donc être entamée. La déclaration finale a réaffirmé la procédure affirmée en mars 2001 par Conseil du commerce et des services de l'OMC pour la poursuite des négociations de l'AGCS. Les pays devront soumettre leurs demandes initiales d'accès au marché des services avant le 30 juin 2002, les offres initiales seront soumises par les participants avant le 31 mars 2003, date à laquelle les négociations pourront commencer. Elle prévoit le report de toute poursuite réelle des négociations sur les services à 2003, mais avec la possibilité d'introduire dans deux ans des discussions sur de nouvelles questions. En effet, le cycle de Doha ne doit pas s'achever avant janvier 2005 et doit être mené de façon globale.

Le calendrier prévoit ainsi des repères et des dates butoir pour la soumission des offres, ce qui pour les firmes multinationales constitue l'essentiel : les firmes de services entendent profiter de ce délai pour faire leur propagande auprès des opinions publiques.

C'est ainsi que la Coalition des industries de services des États-Unis a exprimé sa satisfaction devant ce résultat.

Le mode 4 en particulier (mobilité des personnes physiques) permet à un employeur d'un pays d'envoyer dans un autre pays, pour une durée déterminée, un de ses employés ; le contrat de travail est passé par l'employeur habituel aux conditions d'emploi, de salaires et de charges sociales du pays d'origine ; ces contrats peuvent être renouvelés plusieurs fois. L'Inde,

mais aussi beaucoup d'autres pays à faibles salaires et cotisations sociales, tiennent beaucoup à cette formule. Les multinationales aussi, qui pourront se livrer, grâce à cette main-d'œuvre bon marché et présentant parfois un haut niveau de qualification, à un dumping social sans précédent dans les pays du Nord ou même entre pays du Sud.

Des avancées pour les pays du Sud ?

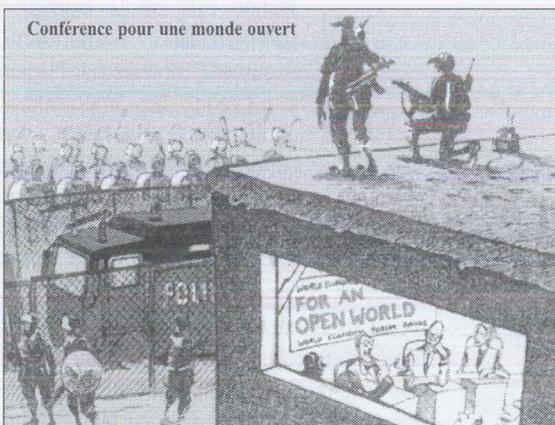
Le déroulement de la conférence est apparu comme très confus, opaque, avec des réunions restreintes, des accords obtenus à l'arraché autour de virgules et de ter-



mes fous, sur lesquels il apparaît difficile au premier abord de porter un jugement. Tout est fait pour obscurcir les enjeux et empêcher un quelconque contrôle démocratique.

Il est vrai que plusieurs pays du Sud, derrière le Brésil et l'Afrique du Sud, ont cherché à défendre leur droit à produire (ou à importer) des médicaments génériques, en particulier contre le Sida. En effet, l'Accord sur les droits de la propriété intellectuelle (ADPIC) prévoit la possibilité pour les firmes de détenir des brevets sur le vivant, les découvertes scientifiques, les médicaments, etc. Toutefois, en matière de santé, les accords ADPIC autorisent en principe la fabrication de médicaments génériques dans un pays pauvre menacé d'épidémie, ou leur importation parallèle si les médicaments offerts sur le marché local par le détenteur du brevet s'avèrent trop chers pour la majorité de la population concernée. C'est donc cette interprétation de l'accord que les pays du Sud ont fait valoir, s'opposant ainsi aux États-Unis et à la Suisse, qui se sont fait les porte-parole des firmes pharmaceutiques et ont défendu une interprétation restrictive de l'Accord.

Sur ce point les pays du Sud ont obtenu gain de cause ; s'il s'agit d'une avancée indéniable, qui traduit la pression des luttes internationales, elle n'est cependant pas complète : le droit fondamental à la santé restera soumis à la logique du profit des grandes firmes pharmaceutiques. En effet, les termes de la déclaration sont très restrictifs sur la situation d'urgence sanitaire. Seuls quelques grands pays ont la possibilité de produire eux-mêmes ces médicaments. La possibilité des les importer, qui est une nécessité pour les pays les plus pauvres, notamment pour l'Afrique subsaharienne, ne sera à l'ordre du jour qu'à partir de la fin de l'année 2002. Et tout reste en l'état quant au brevetage du vivant et à la confiscation de la biodiversité par les transnationales du Nord. Globalement la logique de l'extension maximale du brevetage n'est pas



en réalité cet article lui-même laisse la porte ouverte à leur libéralisation : en effet il définit un service gouvernemental comme un service « qui n'est fourni ni sur une base marchande ni en concurrence avec un ou plusieurs prestataires de services » : des opérateurs privés coexistant déjà dans ces deux secteurs avec l'opérateur public, il est facile de demander l'ouverture à tous... De plus, des reclassifications sont toujours possible, permettant de faire figurer des services de santé et d'éducation sous la rubrique de services commerciaux ou de gestion !

La pression des États-Unis à la veille de la conférence de Doha pour inclure tous les services sans exception va au-delà de toutes

remise en cause. Enfin, on peut penser que les États-Unis ont fini par céder partiellement sur ce terrain afin d'obtenir des gouvernements du Sud le front uni contre l'Union européenne sur l'agriculture et l'environnement. Ils ont également fait en sorte de ne pas avoir à trop céder sur la question de l'accès au marché pour les produits non agricoles des pays en développement; la déclaration finale n'a pas retenu l'évaluation, réclamée par l'Inde et six pays africains, de l'impact que la baisse des tarifs douaniers sur les produits industriels aurait sur les industries du Sud. Ce refus signifie la poursuite d'une ouverture commerciale totalement déséquilibrée au seul profit des entreprises du Nord. De plus, on est entré encore une fois dans la logique du marchandage qui seule peut expliquer le caractère incohérent en apparence de certaines alliances.

La conférence de Doha a parfois été présentée comme marquant une place nouvelle des pays du Sud dans les négociations multilatérales. Mais on peut difficilement, comme l'ont fait la plupart des médias, parler des « intérêts des pays du Sud ». La plupart des gouvernements, même s'ils peuvent avoir intérêt ponctuellement à tenter d'élargir leur marge de manœuvre face à l'impérialisme, ne représentent pas les intérêts de la grande majorité de leurs populations, et surtout pas ceux des plus pauvres.

Revendications et perspectives de mobilisations

On ne peut probablement pas dire que l'absence d'inclusion de normes sociales ou environnementales dans les compromis passés et la déclaration finale constitue une défaite pour les peuples et les mouvements sociaux.

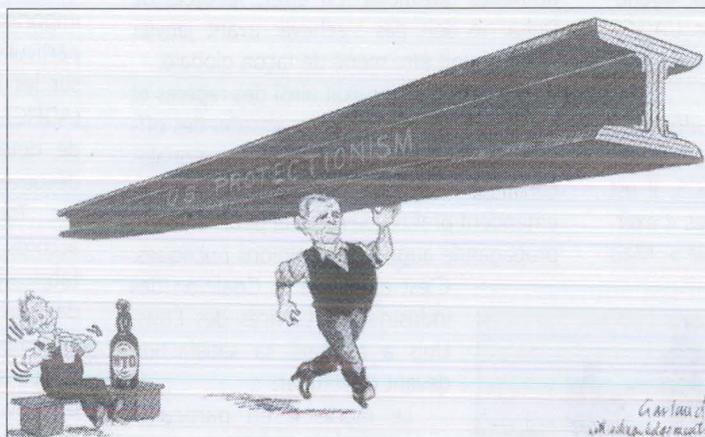
Certes, la stratégie qu'on peut appeler inclusive, pouvait apparaître, il y a quelques années, comme la plus réaliste et permettant de limiter les dégâts : il s'agit de l'idée selon laquelle le meilleur moyen de lutter contre le caractère excluant et inégalitaire de la mondialisation libérale serait d'y introduire le maximum de régulation, et donc de

faire en sorte que le maximum de sujets soient inclus dans la négociation. C'est la position que l'Union européenne prétend défendre dans les conférences ministérielles.

Cependant, on a vu à plusieurs reprises que l'Union européenne était aussi fervente avocate de la libéralisation tous azimuts que les États-Unis, ce qui contredit ses bonnes intentions affichées. Et la disqualifie pour jouer le rôle de rempart contre la dérégulation.

Une partie du mouvement syndical défend également cette stratégie : c'est le cas de l'AFL-CIO aux États-Unis, de la CISL, ainsi que certaines ONG.

Cependant, l'expérience des Commission du Travail et Commission sur l'Environnement dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord américain (Aléna), relativement inefficaces pour sanctionner les manquements au droit du travail ou de l'en-



vironnement de la part des firmes, a vite fait apparaître cette stratégie comme une impasse (même si, dans le cadre étroit du traité, des réseaux de lutte transfrontaliers ont pu se constituer en Amérique du Nord dans le cadre de recours juridiques contre des entreprises sur ces questions).

Depuis quelques années, la stratégie inverse, dite d'exclusion (ou d'exception) gagne du terrain devant ces échecs dans le mouvement mondial contre la mondialisation libérale. En 1999 à Seattle, les mouvements paysans l'ont mise en pratique pour la première fois à une échelle de masse en demandant que l'Accord sur l'Agriculture (AOA) soit exclu des négociations de l'OMC. La campagne contre l'AMI a marqué aussi un tournant important. Les mouvements qui s'y opposaient ont commencé par revendiquer l'exception culturelle, puis ont étendu leur revendication à l'arrêt total des négociations, et au refus catégorique de l'AMI.

Cette stratégie a depuis été généralisée. C'est celle du mouvement ATTAC, qui, comme un grand nombre d'ONG dans le monde, demande la complète évaluation,

sous le contrôle citoyen, des cinq premières années d'existence de l'OMC et son impact du point de vue des lois sociales, environnementales et économiques nationales, ainsi qu'un moratoire, c'est-à-dire une suspension de l'application de tous les accords et de la poursuite des négociations de façon à empêcher toute nouvelle extension de l'OMC. A plus long terme, il s'agit de subordonner le fonctionnement des échanges mondiaux à des normes sociales et environnementales et non pas de tenter de concilier celles-ci avec les normes commerciales : l'OMC doit se soumettre ou se démettre.

Conflit commercial autour de l'acier

Le 5 mars les États-Unis ont imposé des restrictions à leurs importations d'acier (augmentation des droits de douane jusqu'à 30 % et/ou quotas) afin de protéger leur industrie sidérurgique. Face aux protestations unanimes des principaux exportateurs (Union européenne, Brésil, Chine, Russie, Japon, Corée du Sud) l'administration américaine a avancé l'argument de mesures de sauvegarde temporaires prises en vertu de la section 201 de la législation commerciale américaine. Argument contesté par l'Union européenne (les importations américaines n'auraient pas connu d'augmentation récente

justifiant ce dispositif) qui envisageait de saisir l'organe de règlement des différends de l'OMC ou de pratiquer des mesures de rétorsion commerciales (3). Derrière les discours prônant le libre-échange de façon dogmatique, les États-Unis pratiquent des mesures protectionnistes plus ou moins officieuses à l'encontre d'un certain nombre d'importations, depuis les années 1970. Les conflits commerciaux portés devant l'organe de règlement des différends ont été nombreux depuis la mise en place de l'OMC. Cet exemple, peu après Doha où les États-Unis ont par ailleurs fait pression pour la libéralisation maximum dans tous les secteurs où leurs entreprises dominent (services), montre que le débat entre protectionnisme et libre-échange n'a pas de sens dans une situation de rapports de forces économiques aussi disproportionnés, et qu'on a bien sur ce plan, entre les puissances impérialistes et le reste le planète, deux poids deux mesures.

10 mars 2002

EnronOnline et l'économie pas si nouvelle

Par
Andrew Pollack*

Lorsque la faillite d'Enron fut connue je m'attendais à un vibrant débat dans les médias sur l'avenir de la déréglementation. Après tout, Enron a mis tout son poids en faveur de la déréglementation du marché de l'énergie et en a largement profité ; il a joué le rôle principal dans les pannes d'électricité et les hausses des prix supportées par les Californiens l'été dernier et un rôle semblable sur d'autres marchés, tant aux États-Unis qu'à l'étranger (1). Les révélations sur les mensonges et la corruption d'Enron semblent maintenant dérouter un tel débat.

De manière ironique, alors que je pensais que le débat porterait sur la déréglementation, j'enrageais à l'idée que ce débat si indispensable ne permettrait pourtant pas de cerner la stratégie d'Enron dans son ensemble. Car Enron est bien plus qu'une entreprise énergétique. En construisant le marché-en-ligne pour des milliers de biens et services il espérait atteindre le statut annoncé de manière prématurée sur la façade de son siège social, celui de "principale entreprise mondiale" ("The world's leading company").

L'écart entre le but et son accomplissement est caractéristique de la stratégie d'Enron et permet de comprendre sa propension pour la comptabilité mensongère et les escroqueries financières. Ces crimes ne découlent pas principalement de sa volonté de couvrir les pertes accumulées dans le commerce de l'énergie mais de son désir de devenir aussi vite que possible l'intermédiaire dominant pour toutes les marchandises, tant réelles que financières.

Le problème tient au fait que les PDG d'Enron, Kenneth Lay et Jeff Skilling, ne peuvent être comparés à John D. Rockefeller ou J. P. Morgan lorsque ces derniers ont construit leurs empires. Leurs buts étaient également grandioses et il ne fait pas de doute que la nouvelle paire était au moins aussi impitoyable et malhonnête que la précédente. Mais la période qui a vu opérer Rockefeller et Morgan était celle de la cons-

truction et du maintien des empires financiers et ce n'était pas — du moins pas encore — le genre de période dans laquelle le capitalisme fonctionne aujourd'hui.

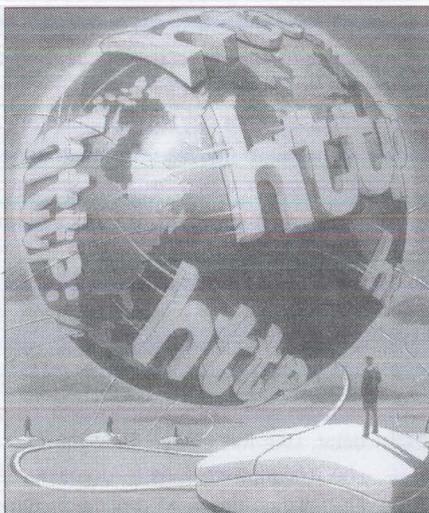
Si Lay et Skilling devaient être comparés à des prédécesseurs, ils seraient plus à l'aise en compagnie des responsables de l'escroquerie du Crédit Mobilier, c'est à dire des pires spéculateurs financiers qui ont dominé la construction du chemin de fer aux États-Unis, établissant la concurrence entre des lignes parallèles financées par des exemptions fiscales, par des octrois (légaux ou non) de terrains et des escroqueries sur les stocks. Mais ceux là ont laissé à Morgan et à d'aut-

res banquiers la tâche de réorganiser et de consolider l'industrie.

Bien sûr, une fois adossés solidement aux banques, les chemins de fer furent une composante essentielle pour la réorganisation qualitative de l'économie et des corporations qui la dominaient. La question posée par les tentatives d'Enron est de savoir si un second chapitre plus stable, similaire à celui rappelé ici, sera écrit dans le secteur de l'Internet — et si oui, par qui et dans l'intérêt de qui ?

Des origines de la fraude

Enron a commencé en tant que petit équipementier des gazoducs du Texas, a grandi pour devenir le principal grossiste du marché de l'énergie et a ensuite saisi les occasions de la déréglementation — occasions qu'il a su créer avec l'aide de ses amis dans les deux partis politiques dominants (Démocrates et Républicains) — pour modeler l'énorme bourse de l'énergie en ligne. Mais très rapidement il s'est attelé à « la marchandisation de tout », selon ses propres termes. Les entreprises dominantes qui l'ont précédé ont tenté de s'étendre en monopolisant la production dans leur secteur ou en prolongeant leurs empires verticalement vers les industries liées et, plus récemment, en devenant des conglomérats multi-sectoriels



* Andrew Pollack enseigne l'informatique à Brooklyn. Il est l'auteur de "Information Technology and Socialist Self-Management" (La technologie de l'information et l'autogestion socialiste), publié dans *Capitalism and the Information Age: The Political Economy of the Global Communication Revolution*, sous la direction de Robert W. McChesney, Ellen Meiksins Wood, and John Bellamy Foster, éd. Monthly Review, 1997.

1. Par exemple Corporate Watch écrivait dans un rapport du 15 mars 2001 : « Au cours de la crise, la banque d'affaires Crédit Suisse First Boston avait adressé

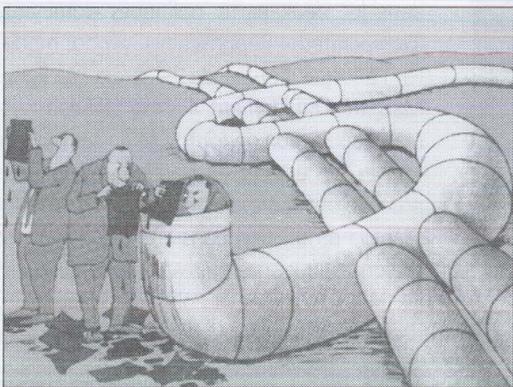
une note à ses clients pour expliquer que les pannes d'électricité à répétition en Californie n'étaient pas dues à l'insuffisance de la production mais furent provoquées par les prestataires de services eux-mêmes. Selon ce document les coupures d'électricité avaient "pour but de convaincre les législateurs et les électeurs eux-mêmes de la nécessité d'une hausse des prix". Peu après que cette note soit révélée par la presse, Morgan Stanley Dean Witter conseillait aux investisseurs d'acheter des actions des services. » Corporate Watch poursuit : « La débâcle énergétique californienne n'a pas contrecarré l'assaut des privatisations prescrit dans

le monde entier par les agences internationales de crédit. La Banque mondiale et le FMI continuent à forcer les pays qui reçoivent leurs prêts à privatiser leurs services publics d'énergie, faisant de cela une condition. Et il est peu probable que cela change rapidement. Dans un livre blanc qui vient d'être publié le directeur du programme de l'eau et de l'énergie de la Banque mondiale s'est ainsi inquiété que "la crise énergétique californienne jette un voile sur la déréglementation aux États-Unis et dans les pays en voie de développement qui réforment leurs secteurs énergétiques". »

Économie

dans des domaines sans rapport entre eux, mais profitables. Lay et Skilling n'ont poursuivi aucun de ces buts. Au lieu de cela ils ont surfé sur la vague de l'Internet en vue de devenir l'intermédiaire obligé de toutes les industries, fondant des échanges électroniques B2B ("business-to-business", "entreprise-à-entreprise") pour pratiquement tous les secteurs de l'économie.

Ce faisant ils ont trouvé un auditoire crédule parmi les investisseurs, profitant de la frénésie des "dot.com". Adam Lashinsky a raconté dans le *New York Times* comment « les analystes furent notamment très réceptifs lorsque Jeffrey Skilling, alors président d'Enron, a laissé entendre que le seul créneau du réseau des échanges à haut débit [tels le câble, l'ADSL et d'autres connexions à Internet plus rapides que le modem] de sa société valait 29 milliards de dollars, soit 37 dollars supplémentaires par action. Sans surprise les cours de l'action d'Enron se sont alors envolés, gagnant 50 % en six mois. Enron paraissait être devenu une société d'Internet et les analystes spécialisés dans la vieille industrie énergétique ne voulaient pas se laisser distancer. Nombre d'entre eux reconnaissaient ouvertement ne rien comprendre aux nouvelles activités d'Enron, mais l'entreprise racontait une si jolie histoire... alors pourquoi chicaner au sujet de détails obscurs ? » (2)



Lashinsky met « la débâcle d'Enron » sur le compte de la connivence et/ou de la naïveté des investisseurs. « La perte d'objectivité » de Wall Street a montré que « les banques d'investissements font beaucoup plus d'argent en garantissant les affaires ou les fusions qu'en se limitant à leurs honoraires de courtiers. Les analystes de ces sociétés font souvent face à des loyautés contradictoires. Ils peuvent être mis en situation de craindre davantage qu'un dirigeant d'entreprise estime leur rapport trop offensif que de craindre qu'un investisseur le trouve utile. »

2. "Bankrupt Analysis", *New York Times*, 30 novembre 2001.



Mais cela ne nous dit pas pourquoi notre économie engendre aujourd'hui une telle malhonnêteté. Et les réformes promues en réponse au rôle joué par Arthur Andersen dans la couverture des mensonges d'Enron aboutiront probablement à quelques modestes modifications des standards de comptabilité, mais n'atteindront nullement les sources du problème. Même si le seul produit de l'introspection du capital sera une commission dans laquelle les renards regarderont la cage aux poules, comme celle proposée par le président du SEC Harvey Pitt (partisan lui-même de la déréglementation et lié à Enron) — nous pouvons être certains qu'on nous assurera que « le système fonctionne » à nouveau, comme après Watergate.

L'exemple de l'Internet à haut débit cité par Lashinsky est un bon exemple de l'occasion technologique qu'Enron a flairée comme une barrière sur la voie de la consolidation de cette opportunité. Enron a voulu devenir le vendeur dominant des accès à haut débit. Une fois encore il n'a pas cherché à s'imposer dans le domaine de l'installation des réseaux ni même dans celui de l'installation des accès, mais il a voulu s'imposer comme intermédiaire dans leur commercialisation comme dans le marketing des produits financiers dérivés fondés sur le pari de la disponibilité de telles capacités pour diverses tâches.

Après une décennie au cours de laquelle des milliards furent dépensés pour l'installation physique des connexions à haut débit, ce secteur souffre de surcapacités et du manque de consommateurs prêts à payer le prix élevé pour ce service comme du manque de contenu, et ce malgré la floraison des sites Internet délivrant en ligne la musique et les vidéos. Les capacités techniques ne manquent certainement pas, tant chez les fournisseurs de divers standards (évidemment incompatibles) que chez les

fournisseurs de logiciels pour les ordinateurs et les TV qui ont besoin d'utiliser les liaisons à haut débit (comme l'épisode de Napster l'a montré). Mais la crise de ce secteur est symptomatique des barrières sur la voie d'une réorganisation qualitative d'un secteur industriel même s'il emploie les nouvelles technologies, pour ne rien dire de l'ensemble de l'économie.

Au cours de la seconde moitié de janvier 2001 tous les principaux acteurs concernés par le secteur des communications à haut débit sont venus à Washington pour faire pression en faveur des diverses solutions qu'ils proposent pour guérir ce secteur. Les sociétés locales et nationales de téléphone se querellaient les unes avec les autres et avec les sociétés du câble pour savoir qui fournira l'accès à haut débit et à quel prix (la propriété croisées desdits fournisseurs compliquait encore la question). Et il n'y a pas eu d'accord pour savoir qui payera "le dernier kilomètre", c'est-à-dire la connexion entre le câble et l'ordinateur. Certaines sociétés et certains politiciens pressent le gouvernement pour qu'il subventionne et ou exempte de la fiscalité cette activité, établissant des parallèles avec l'époque de la construction des chemins de fer. D'autres crient qu'ils ne veulent pas de subventions, mais exigent une législation garantissant à leurs entreprises le droit de gérer comme bon leur semble et/ou de faire payer leurs services à l'exclusion d'autres.

Ainsi l'entrée d'Enron dans les communications à haut débit n'avait rien d'étonnant. Le *Wall Street Journal* du 17 janvier a disséqué ses efforts pour se lier avec Blockbuster Inc. afin de fournir à domicile les vidéos par les connexions à grande vitesse — une mine d'or dans ce domaine pour autant qu'il y ait une telle mine. Mais les obstacles cités précédemment ont retardé l'affaire. Alors Enron a fabriqué « des fausses informations pour les investisseurs au sujet de l'avancement du projet » et a même fondé une nouvelle filiale financièrement opaque sans informer Blockbuster Inc. Pour justifier de telles manœuvres Andrew Faston, comptable en chef d'Enron et dernier dirigeant des filiales fictives d'Enron, a parlé du besoin « d'une stratégie des capitaux propres » pour pouvoir financer « des investissements significatifs pour la société dont certains ne pourraient générer des bénéfices durant de longues années ». Ce faisant il a explicitement mentionné les plans visant à développer le commerce des accès à haut débit.

Lorsque la stratégie ne s'est pas avérée aussi rapidement payante que prévu, la solution d'Enron fut simplement de mentir au sujet de son avancement. Il a ainsi revendi-

qué un profit de 53 millions de dollars en deux semaines de fonctionnement d'un programme pilote qui... ne produisait encore aucun bénéfice. Un ex-employé a dit au *Wall Street Journal* : « Comment pouvaient-ils monétiser les actifs que nous étions encore en train d'assembler ? Cela n'avait aucun sens... J'étais retourné. Je veux dire, je ne pouvais pas le croire. »

Les racines de la stratégie EnronOnline

L'Internet à haut débit n'était bien sûr qu'un des secteurs qu'Enron avait tenté de maîtriser. Le 6 décembre *The Economist* a analysé l'évolution de ce qu'il a appelé « la surprenante entreprise désintégré », notant qu'il ne s'est écoulé qu'une année depuis qu'Enron « a dévoilé son plan en vue de dominer l'Univers ». « Ne se contentant pas de s'être transformé d'obscurs gérants de gazoduc en plus grands marchands mondiaux de l'énergie, les patrons d'Enron ont visé plus haut. Jeffrey Skilling, alors PDG, a juré de dépasser Exxon-Mobil pour devenir la principale société énergétique du monde — preuve d'ambition s'il en est, alors qu'Exxon venait d'annoncer un profit trimestriel de plus de 4 milliards de dollars. Mais même cela ne suffisait pas à M. Skilling. Il avait un tel potentiel qu'il transformerait



Enron en principale entreprise mondiale, annonçant la "désintégration" des corporations traditionnelles. »

« M. Skilling croyait que la déréglementation et les forces du marché forceraient les firmes traditionnelles, aux actifs lourds, à se diviser en milliers de joueurs de niche. Au lieu d'être intégrées verticalement, ces firmes seraient "intégrées virtuellement" — par des entreprises telles Enron qui "connec-

teraient à bas prix ces milliers de firmes de manière temporaire". » Cette stratégie fut annoncée au plus haut des prévisions selon lesquelles B2B devait transformer l'économie. A ce moment les mérites d'Enron étaient portés aux nues — par *The Economist* lui-même comme par les gourous de stratégie commerciale tels Donald Tapscott. Enron était présenté comme une étude de cas permettant de voir comment la technologie pouvait être employée pour transformer l'économie.

Ainsi *The Economist* écrivait : « "Il y a une chance très raisonnable pour que nous devenions la plus grande entreprise au monde" a dit Jeffrey K. Skilling, qui a succédé en un tour de main à M. Lay en tant que chef de l'exécutif d'Enron, s'adressant aux auteurs d'un livre récemment publié et consacré au commerce par Internet. Même le titre du livre — "Radical E : From GE to Enron, Lessons on How to Rule the Web" ("Radical E : de General Electric à Enron, leçons pour dominer le web") — témoigne de la position atteinte par l'entreprise. Enron, écrivent les auteurs, a "créé une culture qui encourage la pensée radicale et créative" ». Mais le rêve ne fut jamais matérialisé. Dans son article du 6 décembre, qui mentionne les dégâts « d'une réduction des capitaux propres de 1,2 milliard de dollars, provenant de rapports avec un fonds d'investissement qui lui était lié » (c'est-à-dire de la première d'une série de révélations sur les liquidités sensées être détenues par des filiales fictives), il est également indiqué que « le troisième trimestre s'est clos à la mi-octobre par la perte d'un milliard de dollars due à des investissements réalisés dans l'Internet à haut débit, dans le commerce de l'eau et dans d'autres domaines ». Notons que les pertes à ce moment n'étaient pas dues à l'activité originelle d'Enron dans l'énergie, ce qui renforce mon opinion que le trucage des comptes avait pour but de financer l'expansion sur l'ensemble des marchés, puis de cacher les difficultés de celle-ci. Et le fait qu'UBS s'apprête maintenant à reprendre l'appareil de commerce d'énergie en ligne d'Enron témoigne que ce n'était pas la source de ses difficultés.

Certaines difficultés proviennent des erreurs d'investissements réalisés dans des usines réelles. Par exemple *Business Week* a décrit les pertes liées à des erreurs d'investissement dans le système d'adduction de l'eau en Angleterre ou de la distribution de l'électricité en Inde et au Brésil, etc. Mais Skilling a dévoilé que lorsque Enron achetait des actifs physiques c'était en premier lieu dans le but d'obtenir un point d'appui pour le commerce dans un secteur donné. Et



lorsque ce commerce était assuré, les actifs pouvaient et devaient être liquidés. Malheureusement pour Enron (et surtout pour ses employés) il s'est surchargé par ces actifs avant que sa stratégie commerciale n'apporte les fruits espérés. Qui plus est, dans la mesure où il était confronté à des difficultés dans son activité de commerce d'énergie initiale, ces difficultés reflétaient elles-mêmes les barrières économiques et sociales sur lesquelles s'échouait la stratégie d'Enron.

Ce que retrace en fait *The Economist*, c'est la stratégie d'Enron visant à s'étendre au-delà du secteur de l'énergie considéré comme insuffisamment rentable. Car les résultats par action (earnings per share, EPS) d'Enron sont jugés insuffisants : « Il semble clair maintenant que pour Enron la croissance de son EPS est devenue de moins en moins présentable. Alors il a cherché comment faire apparaître dans sa comptabilité une croissance de l'EPS et aussi comment camoufler son endettement. A cette fin des entités à bilan séparé furent créées. Elles n'étaient pas complètement indépendantes d'Enron, mais furent jugées suffisamment séparées pour que leurs profits ou pertes n'entachent pas le bilan consolidé de la firme. Des actifs ou portefeuilles d'actifs furent ainsi "vendus" à ces entités. » Et l'auteur pose la question cruciale : « Pourquoi Enron a-t-il eu recours à ces manigances financières ? Peut-être trouvera-t-on une preuve simple de l'activité criminelle. Mais l'avidité n'était sûrement pas le seul facteur. »

Un concurrent dans le domaine de l'énergie admet que « Enron avait la plus grande et la plus puissante affaire dans le commerce de l'énergie en Amérique du Nord » et un économiste note que « la gestion du risque interne dans cette affaire était fondamentalement saine. »

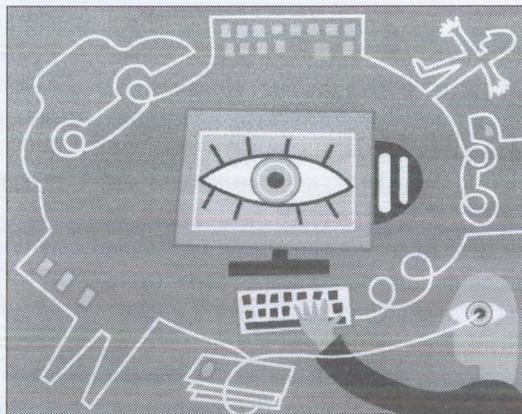
« Mais les grands volumes d'affaires traitées ont-elles conduit réellement à des hauts profits ? Dans un premier temps, oui. Cependant, en partie à cause même du succès d'Enron dans son expansion sur les marchés concurrentiels, des dizaines de rivaux

sont apparus. Il s'est avéré que le commerce de l'énergie était faiblement protégé et les habiles employés d'Enron ont été massivement attirés par ses rivaux. » Par exemple six des plus grands fournisseurs américains d'électricité — American Electric Power, Aquila Energy, Duke Energy, El Paso Energy, Reliant Energy and Southern Company Energy Marketing — ont formé un consortium de commerce par Internet, qui s'est également attelé au commerce du gaz naturel liquéfié, du pétrole brut, des produits pétrochimiques et des services de télécommunications. En conséquence, « bien que les chiffres d'affaires aient explosé — croissant de 10 milliards de dollars en 1998-1999, puis de nouveau de 60 à 100 milliards de dollars en 2000 — les bénéfices avant impôt n'ont augmenté que d'un milliard en 1998 et de moins de 500 millions tant en 1999 qu'en 2000. La rentabilité d'Enron fut seulement de 6,6 % en 2000, inférieure à celle de ses rivaux tels Williams and Dynegy. » Pire, « les marges commerciales de la firme se sont effondrées de 5,3 % au début 1998 à moins de 1,7 % au troisième trimestre de cette année [2001]. » Et même ces marges-là ont été soupçonnées d'avoir été artificiellement "gonflées".

Une telle expérience n'a rien de surprenant pour un pionnier d'un nouveau domaine — ce fut certainement aussi le cas des pionniers du rail, de l'automobile et d'autres industries nouvelles. Mais au lieu de se concentrer sur la consolidation de sa position acquise et sur la défense vis-à-vis de ses nouveaux concurrents dans le commerce en ligne de l'énergie, Enron a choisi de s'appuyer sur l'expérience acquise dans ce domaine pour étendre son activité commerciale à d'autres secteurs, à la recherche de toutes les sources de revenu extérieures au commerce de l'énergie. Le déclin de ses revenus, poursuit *The Economist*, « a encouragé [Skilling] à jouer l'avenir de la firme sur le pari risqué qu'Enron pourra créer des nou-

veaux marchés dans à peu près tous les domaines. Lorsque ses marges se contractaient, Skilling se lançait vers des secteurs sans cesse nouveaux. Enron a ainsi grandi jusqu'à avoir des contrats avec 8000 autres entreprises, sur des centaines de marchés allant depuis l'assurance jusqu'au commerce des métaux. En pratique cela signifiait parier sans cesse plus, comme sur les télécommunications à haut débit. »

« Lorsqu'il s'est avéré que les paris



allaient mal, Enron s'est sans doute senti contraint de gonfler son chiffre d'affaires et ses profits en employant des tactiques sans cesse plus ingénieuses. M. Watson de Dynegy l'explique ainsi : "Enron a tenté d'être un courtier mondial de matières premières et un marchand mondial, ouvert 24 heures sur 24, se limitant à une évaluation de ratio à la différence des banques qui ont un bilan beaucoup plus contraignant — et le marché s'est laissé prendre. » (3)

Bien sûr, Enron n'était pas une banque. Mais la facilité avec laquelle il fondait des marchés en ligne lui a fait croire qu'il pourrait exécuter beaucoup de fonctions d'une banque. Ce faisant il n'a fait que franchir logiquement le pas dans une période où les fonctions bancaires ont été assumées par des entreprises d'un large spectre de secteurs économiques (4). La spécificité d'Enron était d'être le premier à le réaliser presque entièrement en ligne. Le fait qu'il n'a pas

réussi ne signifie nullement que cela est impossible.

Les produits financiers dérivés

Même lors de ses jours de gloire de principal courtier en énergie, Enron ne se limitait pas à cette activité. Il a développé ce que les journalistes financiers appellent les "marchés dérivés" dans ce secteur. En cela il a suivi les pionniers du secteur financier qui ont bien vu comment la nouvelle technologie de l'information a rendu plus pratique et plus profitable l'expansion des anciens produits financiers dérivés ou la création de nouveaux. Et comme dans le monde financier ces produits dérivés sont en général très loin de toute marchandise physique et de son prix, ils permettent de parier sur ces prix, voire de parier sur les paris concernant leur évolution future.

Ainsi par exemple Enron vendait ce qui est par essence une "assurance météorologique", grâce à laquelle le client pouvait parier sur les orages à venir dans le domaine des besoins et donc des prix de l'énergie. Et comme dans n'importe quel jeu, c'est toujours l'organisateur qui gagne, quels que soient les paris, (là encore le problème d'Enron fut la multiplication des casinos en ligne...).

Enron a pris l'initiative dans le commerce des divers produits financiers dérivés, car il s'était fait la main dans cet art avec le secteur de l'énergie. Dans ce secteur les utilisateurs de l'énergie, les industriels avant tout, ont réellement besoin de se protéger contre les fluctuations des prix. De même les tout premiers produits dérivés — par exemple les contrats futurs concernant les matières premières agricoles — ont partiellement au moins joué une fonction économique similaire, en modérant les fluctuations des prix dus aux délais entre la production, la livraison et le paiement du blé ou des produits semblables. Mais comme l'a exposé Doug Henwood dans son livre "Wall Street", la majorité des produits financiers dérivés a beaucoup moins à voir avec les incertitudes et la volatilité des prix des marchandises et beaucoup plus avec la spéculation financière. Et bien sûr ces prix inconstants sont en grande partie le produit du fonctionnement normal de l'économie capitaliste et n'ont que peu de rapports avec les exigences de l'emploi de quelque produit physique que ce soit. Cependant le commerce en ligne exacerbe encore cette tendance inhérente au capital de produire toujours plus de manifestations abstraites dans la recherche de nouvelles formes de profit lorsque les anciennes stagnent.

3. Les quotidiens, mis à part la presse financière, ont en général ignoré le commerce non énergétique d'Enron ou en ont minimisé l'importance. Une exception, l'article de Bill Keller, éditorialiste du *New York Times*, intitulé "Enron for Dummies" (Enron pour mannequins), paru le 26 janvier. On peut y lire : « Comment Enron a mal tourné ? Comme il arrive fréquemment à des entrepreneurs pirates, c'est un cas d'orgueil. Il s'est imaginé que s'il peut faire le commerce

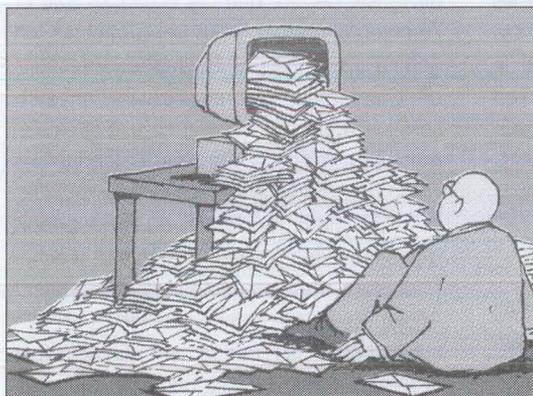
de l'énergie, il pourrait faire le commerce de n'importe quoi, partout sur le nouveau marché virtuel : papier journal, temps de publicité télévisée, contrats d'assurance, communications à haut débit. Tout cela a été transformé en contrats — nommés produits dérivés — et vendu à des investisseurs. Enron a investi des milliards dans ces succursales et certaines ont fait faillite. Il s'est ainsi avéré qu'Enron était excellent pour imaginer le business, mais médiocre gestionnaire

à en juger par quelques audits internes découverts par le journaliste du *Times*, Kurt Eichenwald. Durant un temps Enron a pu camoufler ses échecs dans des cachettes créatives, mais finalement la vérité est apparue, la confiance envers l'entreprise s'est effondrée et vous avez maintenant la crise qui s'alimente d'elle-même. »

4. Cf. par exemple l'analyse de Jeff Madrick dans *New York Review of Books*, consacrée à l'autobiographie de Jack Welch.

Diana Henriques (5) décrit comment ces marchés fonctionnent : « Enron avait contribué à la création du marché mondial des produits financiers dérivés de l'énergie — les contrats-risque d'échange personnalisés qui permettent aux entreprises, exposés au risque de fluctuation des prix et des provisions, de se protéger. Dans un achat d'énergie typique une société passera un contrat à un prix fixe, pour un produit donné, le gaz ou l'électricité, livré dans l'avenir. L'autre contractant assume le risque de changements futurs des prix et le prix qu'il propose inclue ce risque et sa propre marge bénéficiaire. » Il peut ensuite vendre ce contrat à d'autres.

Le commerce en ligne de tels produits dérivés permet de démultiplier le volume et la vitesse des échanges de tels contrats. Selon *Internet Week* (6) : « Si le commerce en ligne a un sens, c'est d'abord dans le domaine de l'énergie... car le commerce électronique correspond à la vitesse de l'évolution des prix dans ce domaine. Précédemment un acheteur téléphonait pour connaître les prix pour les prochains six mois, mais avant que le commerçant ait fini de réciter les prix, certains pouvaient déjà changer. Le système d'Internet permet à chacun de voir l'évolution instantanée des prix et de prendre les décisions les plus sûres.



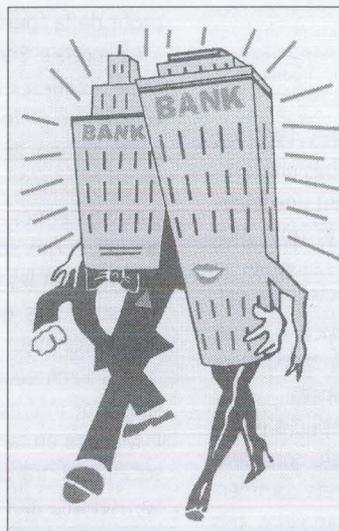
Il est possible de voir à l'écran les prix de 800 produits et de formuler les offres en conséquence. »

Selon les propres termes de Skilling, Enron a profité parce que « les prix de l'électricité et du gaz varient d'une manière extravagante sur le marché géographique qui peut fluctuer à chaque seconde. Le commerce en ligne a aidé à réduire le temps entre le placement de l'ordre et son exécution (de plus de deux heures avant le lancement du commerce en ligne à moins d'une fraction de seconde aujourd'hui) ; cela a énormément réduit l'exposition des entreprises aux fluctuations des prix qui pourraient survenir entre la commande et le moment de payer. »

Évidemment les besoins d'énergie varient beaucoup en fonction des variations de la température, de la construction ou de la destruction des immeubles et usines qui emploient l'énergie, etc. Et certainement les ordinateurs qui régulent les réseaux électriques (ou autres) locaux, régionaux voire internationaux doivent pouvoir ajuster en une fraction de seconde les flux de l'énergie. Mais la capacité d'Enron de profiter de fractions de secondes pour vendre ses produits financiers dérivés de l'énergie n'a que peu à voir avec cela. Et la distance avec la réalité physique est encore plus grande dans le cas de produits dérivés du commerce de

l'acier, un autre secteur important où Enron s'est engagé ensuite. Voici la présentation de l'offre aux investisseurs dans ce domaine, telle qu'elle apparaît sur le site web d'EnronOnline : « La volatilité des prix de l'acier et des matières premières crée un défi pour les entreprises qui produisent, traitent, distribuent et consomment les produits d'acier. Les entreprises peuvent atténuer leur exposition à la fluctuation de ces prix en employant des produits de gestion du risque récemment apparues sur le marché. Enron offre des contrats d'échange financiers pour aider les entreprises à atténuer ce risque sans altérer leurs opérations physiques (7). De plus Enron développe un marché au comptant transparent et un marché à terme pour les produits d'acier. »

Notons que ce nouveau marché des produits financiers dérivés de l'acier est apparu alors que la production de l'acier dans le monde souffre de surcapacités. Il y aurait bien sûr, même dans les pays développés, une demande d'acier si l'on voulait satisfaire les besoins en logements, hôpitaux ou écoles... Et les besoins sont bien plus grands encore dans les pays sous-développés (8) Ces besoins n'étant pas solvables, les dirigeants des principaux producteurs d'acier se sont récemment rencontrés en Europe pour se disputer au sujet des réductions de leur production respective et se menacer mutuellement de barrières à l'importation. Bien sûr le débat ne concernait nullement les variations de la production au cours de fractions de secondes, mais les cibles annuelles pour des pays entiers.



Le commerce en ligne des produits financiers dérivés de l'acier, dans sa version EnronOnline, avait un autre aspect fort éloigné de toute préoccupation de production (et également éloigné de toute norme morale). Citons encore la présentation de son site web : « Le marché d'allocation d'émissions a été créé à la suite du vote de la loi sur l'air [Clean Air Act], en 1990, qui fixe des limites d'émission du SO2 et du NOX aux États-Unis. Le gouvernement a réparti des droits d'émission transférables permettant l'émission de quantités prédéterminées de ces gaz. Ce programme a créé les bases d'une bourse des droits d'émission. » Les investis-

seurs étaient encouragés à profiter de ce marché par l'intermédiaire d'EnronOnline.

D'autres marchés listés sur le site web concernaient : le gaz naturel, l'énergie, les allocations d'émission des polluants, les liaisons à haut débit, les produits financiers dérivés des prévisions de catastrophes naturelles, les plastiques et les produits pétrochimiques, le charbon, le pétrole brut, la pâte à papier et le papier, les produits financiers dérivés du crédit, les transports maritimes et les métaux. Au travers d'EnronOnline, Enron devenait ainsi non seulement un courtier en énergie, mais un conglomérat d'échanges boursiers business-to-business (B2B). *Internet Week* écrivait qu'Enron « a réalisé des transactions électroniques pour un montant de 35 milliards de dollars six mois seulement après le lancement de son site web. Et l'élan étant pris, l'entreprise compte réaliser des transactions de 60 milliards de dollars

5. Diana Henriques, "Market That Deals in Risks Faces a Novel One", *New York Times*, 29 novembre 2001.

6. *Internet Week* du 11 mai 2000.

7. Cela conforte l'opinion de Doug Henwood, déjà cité, que les produits financiers dérivés rendent en réalité le marché moins stable. Au contraire Enron prétendait que les investisseurs, au lieu d'adapter la production physique à la demande, peuvent se protéger des risques inhérents aux variations de la demande grâce à ses produits financiers dérivés.

8. Par exemple la construction de logements nouveaux et plus sûrs pour remplacer les cabanes balayées par les inondations, les ouragans et les tremblements de terre dans le monde sauverait des milliers de vies chaque année et fournirait des emplois pour une sidérurgie en croissance, permettant en même temps de doter les nouvelles usines sidérurgiques de technologies moins polluantes.

Économie

cette année, ce qui la classe en tête des entreprises de commerce électronique à l'échelle mondiale. "C'est certainement la plus grande entreprise sur ce marché. C'est énorme", selon Emily Andren, analyste chez Gartner Group. » (9)

Intermédiaire obligé

Alors qu'au cours des années 1960 les sociétés diversifiaient leurs activités en devenant des conglomérats produisant une diversité de produits manufacturés et que, plus récemment, elles tentaient de combiner la fabrication, les services et la vente au détail, la stratégie dite « d'actifs légers » d'Enron visait à la transformer en un intermédiaire obligé de toutes sortes d'entreprises.

Le commerce en ligne a conduit à exposer publiquement ce qui avait été considéré précédemment comme des secrets commerciaux. « Il y a aussi des coûts intangibles, tels l'impact sur la culture d'entreprise et le bou-



versement du modèle commercial. Après tout, depuis le temps du commerce des épices, l'information sur les prix et les circuits de vente était jalousement gardée, considérée comme un avantage compétitif potentiel.

Maintenant EnronOnline met ces informations sur la toile, accessible à tous. Cela doit avoir un prix. » Ce prix ce n'était évidemment pas celui du malaise des vieux conservateurs, mais celui du droit d'Enron de tirer profit de la fourniture de ces informations : « Le modèle EnronOnline mis au point par Mme Kitchen et ses collègues n'était pas celui d'une plate-forme ouverte, mais plutôt ce qu'on appelle le modèle avec un intermédiaire principal, où Enron jouait ce rôle. En d'autres termes, au lieu de faire des affaires de gré à gré sur le site web d'Enron, les acheteurs et les vendeurs devaient accepter à chaque fois qu'Enron soit l'intermédiaire obligé, acheteur face au vendeur et vendeur face à l'acheteur. » A cet égard il y a une similitude intéressante avec le rôle joué par J. P. Morgan en tant qu'intermédiaire entre les sociétés de transport et les manufactures en son temps, alors que les marchés de capitaux commençaient juste à se développer et que les informations sur les entreprises étaient jalousement gardées (10).

Le problème pour Enron fut que l'économie, telle qu'elle est structurée actuellement, n'est pas prête pour intégrer un tel intermédiaire mondial. Ses affaires, au lieu de consolider et de stabiliser l'industrie, comme ce fut le cas pour Morgan, avaient au contraire un caractère plus éphémère, plus spéculatif, que celles construites par les spéculateurs du rail. Mais comme dans le cas du rail, cela ne signifie nullement que le commerce en ligne ne trouvera pas son Morgan dans le futur — voire, certains peuvent l'espérer, un équivalent plus progressiste de coopération entre les entreprises.

Avant la chute

L'entrée d'Enron dans le commerce en ligne multi-industrie a coïncidé avec la frénésie des dot.com. Les médias — y compris *The Economist* généralement plus sobre — étaient donc pleins d'éloges au sujet de la nouvelle stratégie d'Enron. Dans un rapport spécial consacré à « l'e-stratégie », présentant les entreprises de sept secteurs industriels différents qui menaient le jeu dans la transformation de leurs marchés par l'emploi des nouvelles technologies, le magazine analysait « l'effort sur l'Internet couronné de succès spectaculaire » d'Enron et prétendait qu'Enron « a créé ce qui peut être qualifié d'entreprise d'Internet la plus prospère parmi toutes les entreprises dans tous les secteurs à travers les âges », même si, tenant compte de son attitude généralement plus mesurée, *The Economist* ajoutait cet avertissement crucial : « EnronOnline est une des rares histoires à succès sur Internet, si l'on

tient compte de son énorme volume d'affaires produisant de gros bénéfices, selon les dires de la firme » (11).

Il fut dit qu'EnronOnline représentait un nouveau modèle de business : « Avec chaque nouveau négoce, il a de moins en moins avoir avec l'énergie et de plus en plus avec la création de marchés. Un de ses dirigeants a dit que le but de la firme était la "marchandisation de tout" ». Selon le magazine, EnronOnline offrait 1 500 produits différents et « le commerce en ligne représente actuellement près des deux-tiers de son chiffre d'affaires... Les consultants en gestion et les gourous de l'Internet ne peuvent arrêter de chanter ses louanges : la Harvard Business School [l'École de gestion de Harvard] a déjà réalisé une étude de cas enthousiaste. » Évidemment les gourous de la nouvelle économie, comme Donald Tapscott et consorts dans leur "Digital Capital", citaient Enron comme un modèle à suivre.

Le modèle de commerce en ligne mis au point par Enron était-il réellement si novateur ? Écoutez Skilling : « Nous avons réalisé le commerce entre les entreprises bien avant qu'on ne parle de B2B, seulement alors nous employions le téléphone. » Et l'interviewer de conclure que « EnronOnline est juste un téléphone perfectionné ». Il serait plus juste de dire que ces échanges B2B et l'emploi d'Internet pour le commerce en général, n'est qu'un télégraphe perfectionné. Comme de nombreux auteurs l'ont souligné, l'emploi du télégraphe a qualitativement transformé la vitesse et l'étendue des communications entre les entreprises (et, simultanément, le chemin de fer a permis d'accélérer énormément la rapidité d'acheminement des marchandises qui étaient l'objet de cette communication) (12). En comparaison le changement apporté par l'Internet a été, dans ce domaine, plus graduel que qualitatif. Malgré tout le baratin sur l'impact des coûts de transaction inférieurs, les structures de base et les fonctions des corporations n'ont pas été changées de manière substantielle par l'Internet, en tout cas pas autant que par l'introduction du télégraphe et du rail au XIXe siècle.

Enron, les banques et l'économie

Il n'en demeure pas moins que le commerce en ligne d'Enron s'est étendu assez et assez vite pour faire des ravages dans les autres secteurs industriels et potentiellement dans l'économie en général. A ce titre il menace encore de provoquer la répétition des événements que nous avons connus il y

9. *Internet Week* du 11 mai 2000.

10. Cf. Ron Chernow, *The Death of the Banker*. 11. "A matter of principals", *The Economist*, 30 juin 2001.

12. Voir à ce sujet : Alfred Chandler, *The Visible Hand* ; James Beniger, *The Control Revolution* ; Tom Standage, *The Victorian*.

a cent ans lors du boom des chemins de fer, en particulier de la spéculation qui a largement contribué à la panique de 1893.

La faillite d'Enron pourrait avoir un impact sur les autres courtiers en énergie, comme sur les opérations marchandes et le commerce des produits dérivés de grandes banques d'investissement et commerciales. Dans le *New York Times*, Floyd Norris a ainsi noté que J. P. Morgan est concerné non seulement parce qu'il a fourni des crédits à Enron, mais « aussi du fait qu'il est plus engagé que n'importe quelle autre banque dans les opérations sur les produits financiers dérivés et dans le commerce des matières premières. » (13) La chute des résultats de Morgan et de Citibank au cours du dernier trimestre 2001 en témoigne.

Lorsque la faillite d'Enron fut annoncée, les analystes cités par Norris estimaient qu'elle « peut provoquer une grave crise financière » et que, en quelque sorte, c'est plus grave que la faillite de Long-Term Capital Management, qui n'a eu pour effet que de « geler temporairement le marché des dettes, alors qu'Enron est en affaires avec les principales composantes de l'économie américaine ». « Imaginez — disaient-ils — l'embouteillage des marchés du gaz, du bois, du charbon, des métaux, des engrais, de l'Internet à haut débit ou d'autres marchés pénétrés par Enron. »

Malgré l'accent que j'ai mis sur les opérations d'Enron dans les autres secteurs que celui de l'énergie, je ne crois pas que son poids sur ces marchés était déjà suffisant pour avoir un aussi grand impact. Mais il est clair qu'Enron a tenté de s'étendre au point qu'un tel danger aurait pu devenir réalité.

Norris a également établi un parallèle entre les opérations d'Enron et le rôle joué par les banques : « l'écroulement final d'Enron a conduit à quelque chose que peu d'Américains contemporains ont pu voir de leur vivant : une sorte de course à la banque comme celles qui existaient avant l'instauration de l'assurance des dépôts bancaires. » « Enron — écrit Norris — est devenu une sorte de banque, qui prend l'argent des déposants et qui promet de le rembourser plus tard. Mais à la différence des banques actuelles, cette institution ne jouissait nullement de l'assurance fédérale des dépôts pour rassurer les clients lorsque les rumeurs ont commencé à circuler au sujet de ses difficultés. Cela s'est avéré être son talon d'Achille. L'effondrement d'Enron devrait rappeler à ceux qui jouent le grand jeu sur les marchés déréglementés que leur santé financière doit être très solide. »

Cependant l'analyse de Norris, comme celles de la majorité des commentateurs, ne

pousse pas plus loin la problématique. Que se passe-t-il dans notre économie qui encourage les entreprises non financières à s'engouffrer dans le secteur financier (et vice versa) ? Pourquoi les entreprises manufacturières ou d'extraction (énergie) entrent-elles dans le monde de la finance au lieu d'étendre leur base originelle ? Pourquoi les sociétés financières ont-elles créé des outils de plus en plus abstraits d'investissement et ont inventé des voies pour des échanges de plus en plus rapides et en plus grand volume ? La réponse, devant laquelle les analystes soumis à l'idéologie dominante reculent, c'est la difficulté à trouver des débouchés pour les investissements productifs à cause de la crise mondiale de suraccumulation et de surproduction. Ainsi par exemple un des rares auteurs qui dans la presse quotidienne

anglo-saxonne a mentionné le tournant d'Enron vers le commerce en ligne d'autres marchandises que l'énergie, l'explique par la manie spéculative de la sphère financière et ignore le mécanisme économique qui encourage cette manie (14).

De tels commentateurs, même s'ils ne comprennent pas leurs racines sous-jacentes, n'hésitent pas à tirer la sonnette d'alarme devant les stratégies spéculatives intersectorielles des firmes telles qu'Enron, qui peuvent provoquer par leur faillite des vagues gigantesques. Pour ne citer qu'un exemple des retombées déjà aperçues : la cession de Kmart a été précipitée par ses difficultés à obtenir la caution de ses obligations auprès des sociétés d'assurance récemment secouées par la faillite d'Enron.

Les recommandations de Norris pour la future politique économique sont à ce titre significatives : « Les marchés qu'Enron a aidé à créer vont sans doute continuer, mais sans Enron. Il sera intéressant de voir si leurs participants continueront à résister à toute régulation comme il l'ont fait dans le passé. Les marchés déréglementés, en particulier des marchés relativement nouveaux, peuvent être très profitables pour ceux qui les connaissent à fond, comme semblait les connaître Enron. Mais lorsque les prix sont connus de tous, la valeur de cette connaissance s'effondre. Une régulation pourrait apporter plus de franchise et aussi des structures, des systèmes qui assurent aux commerçants qu'ils n'ont pas à s'inquiéter du

crédit de ceux avec qui ils commercent. Si les marchés continuent à ne pas être réglementés, la faillite d'Enron rend plus que probable le fait qu'à l'avenir les principaux acteurs sur ces marchés seront des entreprises déjà réglementées, capables de fournir des garanties à leurs clients, telles les grandes banques et les grandes maisons de courtage. »

Laissons de côté pour le moment le fait que les grandes banques d'affaires, comme



Salariés d'Enron dont les fonds de pension ont fait les frais de la faillite : « Heureusement, il nous reste la sécurité sociale » « Oh, maintenant je comprends ! » (Sur l'affiche : « Privatisez votre sécurité sociale ! »)

Citibank ou J. P. Morgan, ont activement incité le comportement criminel d'Enron — Morgan par exemple a amorcé un arrangement permettant à Enron de fonder une filiale frauduleuse dans l'île de Jersey (15). Norris met l'accent sur quelque chose d'important : les banques — et plus généralement les sociétés dont les opérations peuvent avoir un impact sur l'économie — sont réglementées parce que dans les périodes de crise le capital est juste assez capable d'auto-conscience pour se rendre compte qu'il a besoin pour sa propre survie de s'imposer un peu plus d'ordre et de discipline. Mais cette prise de conscience s'efface rapidement lorsque le système passe par une période encourageant la dérégulation en vue de redonner une vigueur aux profits en baisse, comme celle que nous avons connue au cours des deux dernières décennies. L'histoire du capitalisme montre qu'il y a corrélation entre le degré et le type de régulation et les expansions ou les contractions du système. On peut en conclure que les réglementations suscitées par la faillite d'Enron seront timides, étant donné la période actuelle du capitalisme ; et même si, après le début d'une dépression dans les années à venir, on voit arriver un retour aux régle-

13. "A Big Fall Evoking Nasty Old Memories of a Run on a Bank", *New York Times*, 29 novembre 2001.

14. Edward Chancellor, "The Trouble With Bubbles", *New York Times*, 27 janvier 2002.

15. Cf. *Wall Street Journal*, 24 janvier 2002.

mentations, elles seront balayées par le système dès la sortie de cette dépression.

L'ironie, c'est que le commerce en ligne multi-industriel lancé par Enron (et essayé également, pour une seule industrie, par les fabricants des automobiles et par d'autres manufacturiers) fournit la possibilité objective non seulement de la socialisation de la production, mais également de celle de la distribution et de la circulation des biens. Autrement dit, un conglomerat socialisé s'inspirant du commerce B2B pourrait mettre fin au caractère cyclique inhérent à la production capitaliste et liquider tant la spéculation que l'incapacité capitaliste d'une organisation rationnelle de la production. Bien sûr, un tel conglomerat devrait être dirigé par les travailleurs sur la base d'autres données (les besoins sociaux...) en tant que part spécifique d'une réorganisation générale de la société — c'est-à-dire du socialisme.

La nouveauté de la "nouvelle économie"

Le débat dominant aujourd'hui sur l'impact de la technologie informatique (c'est-à-dire des ordinateurs et des nouvelles technologies de la communication) sur l'économie tourne autour de deux questions : premièrement celle de son impact sur la productivité et, deuxièmement, celle de l'impact de la réduction des coûts transactionnels (c'est-à-dire du coût du commerce entre les entreprises) sur la taille et sur le caractère des corporations.

Peu avant que le scandale n'éclate, Enron était cité comme l'exemple positif dans un article consacré à ce débat. Dans le numéro d'août 2001 de *Business 2.0*, Jerry Useem a présenté le débat entre Michael Porter (Harvard Business School) et Donald Tapscott lors du Forum économique mondial à Davos. Le premier, présenté comme « le parrain de la stratégie commerciale », conseillait, comme il le fait depuis des décennies selon Useem, « un retour aux fondamentaux ». Le second, coauteur de *Digital Capital*, est un des promoteurs les plus effrontés de l'idée de la nature qualitativement nouvelle de ladite nouvelle économie. Dans une contribution à ce débat « Porter a publié un traité de 12 000 mots dans le *Harvard Business Review*, intitulé "Stratégie et Internet", dans lequel il a (...) argumenté que l'Internet "n'implique pas une approche radicalement nouvelle des affaires" ». Ce à quoi Tapscott a répliqué en proclamant que l'Internet « devient un moyen omniprésent des communications humaines qui seront le fondement de toute l'activité économique et changeront chaque institution dans cette



société ». Useem cite alors d'autres critiques en vue des théories de la nouvelle économie qui ont analysé les prétendus gains de productivité (y incluant la célèbre raillerie de Robert Solow : « Vous pouvez voir l'ère de l'informatique partout, sauf dans les statistiques de la productivité ») et qui ont attribué le gonflement des valeurs boursières tout au long de la décennie à la « bulle spéculative ».

Mais il cite également ceux qui soutiennent que les grands sauts de la productivité ont tendance à se produire des décennies après l'introduction d'une nouvelle technologie et qui estiment qu'avant cela la spéculation est une norme : « les bulles spéculatives, faut-il le rappeler, ont accompagné toutes les véritables innovations dans l'histoire économique des États-Unis, depuis la manie des canaux au cours des années 1830 jusqu'à la folie radiophonique des années 1920. Invariablement les investisseurs se sont brûlés les doigts en pariant à l'avance sur le futur (qui imaginait que 500 constructeurs d'automobiles, les start-ups de leur temps, seraient de trop ?). Mais une fois la fumée dissipée, les bases nouvelles de l'économie demeuraient : les chemins de fer qui ont aidé à la formation d'un marché national de masse ; le télégraphe qui a facilité l'émergence du big business moderne ; les réseaux électriques qui ont révolutionné la production et permis la prolongation de la journée du travail. Autrement dit, l'Internet est à l'image de ces technologies victoriennes : une infrastructure universelle qui peut rendre plus efficaces toutes les activités économiques et leur imposer une modernisation. » Useem soulève alors une question au cœur de la problématique : pourquoi l'Internet n'a-t-il pas encore transformé qualitativement l'économie ou au moins la pratique générale des entreprises individuelles ? Il écrit : « Conformément à une telle définition plus large de la "nouvelle économie" la

question habituelle — Quelqu'un a-t-il jamais fait de l'argent sur l'Internet ? — est à côté de la plaque. Peu d'entreprises ont gagné de l'argent sur le chemin de fer et beaucoup des premiers opérateurs ont péri dans les paniques de 1857 et 1893. Mais en réduisant les coûts du transport les chemins de fer ont eu ce que les économistes nomment "un effet d'entraînement" sur l'économie. Le jeune John D. Rockefeller n'aurait eu par exemple aucune raison de consolider les petites raffineries pétrolières de l'Ohio si

Great Atlantic & Western Railroad n'avait relié Cleveland à la grande demande de la Côte Est. » Et comme Alfred Chandler l'a décrit, une fois que Rockefeller a pris la décision de le faire, il a ressenti le besoin d'une nouvelle forme organisationnelle pour son entreprise, afin qu'elle soit adaptée à « son échelle et à son impact ». Et il a emprunté cette forme organisationnelle — l'entreprise multiforme centralement dirigée — aux chemins de fer eux-mêmes.

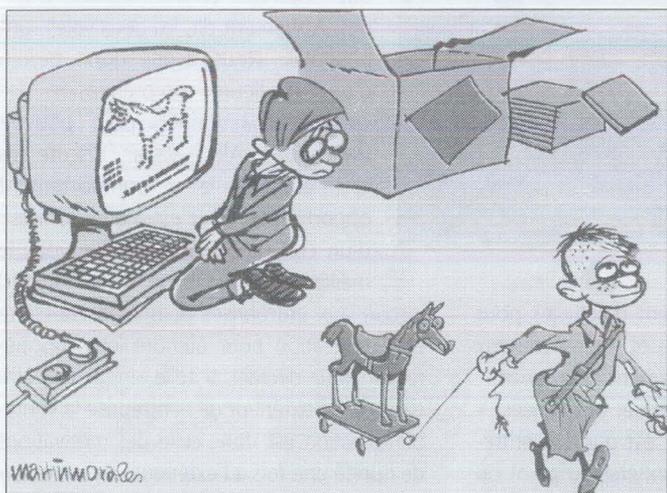
Dans la mesure où l'Internet, tel le télégraphe, est un nouveau moyen de communication qui facilite l'interaction des entreprises, il aura des effets d'entraînement similaires. Mais comme je l'ai indiqué plus haut, il s'agira d'effets marginaux. La véritable question est de savoir s'il suscitera des formes d'organisation qualitativement différentes de son propre usage. Je ne crois pas que cela puisse se faire à l'échelle des entreprises privées. Par contre — j'y reviendrai — il fournit la possibilité objective pour de nouvelles formes d'organisation mutuelles entre les entreprises et entre les industries à une échelle qui éclipsera même l'entreprise multiforme centralement dirigée. Les barrières que le capitalisme oppose à cela sont évidentes et la faillite d'EnronOnline — qui était une forme embryonnaire et mort-née de ce potentiel — a été le résultat de ces barrières.

« La véritable question », poursuit Useem, « est de savoir si la technologie de l'information induit de tels effets d'entraînement ? » La réponse, dans la lignée de ce que je viens d'écrire, est de dire que cela ne

se produira que dans la mesure où les « coûts transactionnels » réduits par le Net conduisent à étendre les frontières des entreprises, mais que cela n'est probable que si ces entreprises sont socialisées.

Useem note que « les recherches de Paul David, un historien de l'économie d'Oxford, montrent qu'il y a eu un retard de 40 ans entre l'introduction de l'énergie électrique au cours de la décennie 1880 et ses effets sur la productivité. Ce n'est que lorsqu'on a commencé à reconcevoir les tâches elles-mêmes — par exemple en employant des petits moteurs électriques partout dans les ateliers de production à la place d'un moteur central transmettant la force par des courroies à tous les postes de travail — que de sérieux gains d'efficacité sont apparus. Et ces changements ont commencé lorsque l'énergie électrique a atteint un taux de pénétration de 50 %, légèrement moins donc que la pénétration atteinte par l'Internet aujourd'hui dans la population nord-américaine. »

Le résultat fut la chaîne de montage de Ford. Il s'agit donc de savoir si l'Internet peut conduire à l'apparition de l'équivalent des « chaînes de montage » inter-entreprises ou inter-secteurs. C'est par essence ce que le B2B et surtout un B2B inter-secteurs industriels pourraient être. Et c'est ce qu'Enron a tenté de construire. Mais il a échoué.



Dans une économie où il y a une surproduction de l'acier, une surproduction d'automobiles (ce dont témoignent les récents licenciements chez Ford), l'impact des économies dues à l'usage de l'Internet entre les firmes sera pour l'essentiel gaspillé. A quoi pourraient en effet servir des économies du temps de déplacement des biens dans l'atelier ou même entre les fournisseurs et les clients si le marché ne peut soutenir la production et la circulation de ces biens ?

Regardons le cas cité par Useem pour prouver l'impact de l'Internet dans l'entre-

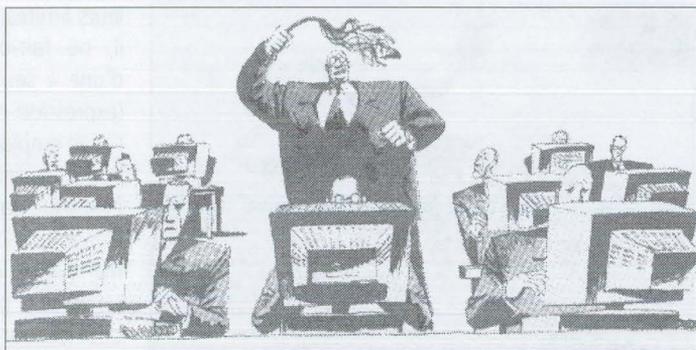
prise. Ce qu'il cite comme l'exemple d'une telle nouvelle organisation c'est... Enron. Il écrit :

« L'approche de la question [à quoi pourrait ressembler une nouvelle organisation] implique de regarder sous la surface des statis-

tiques agrégées, dans les entrailles des entreprises elles-mêmes — dans ce cas dans le siège central d'Enron à Houston, d'où émerge la lueur vacillante d'un futur possible. Ce n'est pas un secret qu'Enron a trouvé une niche dans les marchés en ligne. Le commerce en ligne de l'électricité, du gaz naturel, des télécommunications à haut débit et d'autres marchandises produit maintenant plus de 60 % de son chiffre d'affaires. Ce qui est cependant réellement saisissant, c'est le niveau de réorganisation interne de l'entreprise pour profiter de la réduction du coût de l'information. Jeff Skilling, le PDG d'Enron, met explicitement en avant ce qu'il appelle les « coûts d'interaction » [ce que les universitaires nomment « coûts transactionnels »] c'est-à-dire le coût de la recherche, de la conclusion du contrat et de la communication avec les fournisseurs

et clients extérieurs. Il y a dix ans, dit-il, ces coûts étaient assez élevés pour qu'il vaille la peine de concentrer diverses activités sous le toit d'une seule entreprise. Ainsi le forage du gaz était réalisé par une équipe d'Enron, sa liquéfaction était faite par Enron, il voyageait dans un gazoduc d'Enron, était raffiné dans une raffinerie d'Enron et ainsi de

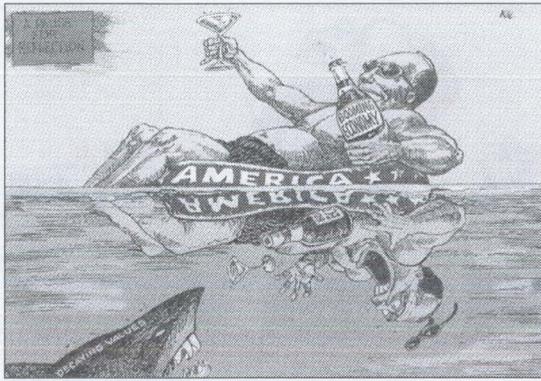
suite. Plus maintenant. « Il n'y a eu que quelques moments dans l'histoire où les coûts d'interaction aient été si radicalement changés », dit Skilling. « La première fois ce fut l'apparition des chemins de fer, puis celle du télégraphe et du téléphone et je crois que nous assistons à cela en ce moment même. Les coûts d'interaction se sont effondrés à cause de l'Internet. » Alors Skilling va au fond du problème. Par contraste avec ces gourous de l'Internet qui bredouillent au sujet du triomphe des entreprises plus petites et plus flexibles, il souligne que « le but



n'est pas de se ratatiner. Nous, Enron, nous allons devenir gigantesque. Ce que vous trouverez, ce seront des entreprises qui prendront en charge les processus commerciaux horizontaux [dans le cas d'Enron la création des marchés] y deviendront remarquables et le feront entre de nombreuses industries. Au lieu d'un monde de petites entreprises, nous verrons, je crois, un mode d'entreprises plus spécialisées. »

Mais justement parce que l'Internet permet aux entreprises de « créer des marchés », c'est-à-dire d'intérioriser les rapports sociaux qui ont précédemment été traités comme des rapports d'échange entre les entreprises, ce potentiel ne peut être réalisé dans une économie de marché.

Au lieu de cela, comme nous l'avons vu avec les opérations commerciales d'Enron, les avantages initialement acquis par les entreprises qui créent des échanges B2B encouragent la pénétration de ce domaine par des concurrents, ce qui conduit rapidement à la baisse des profits pour tous. Useem notait ainsi « qu'en effet de nombreuses sociétés seront forcées à de lourds investissements dans les technologies d'information pour pouvoir maintenir leur position concurrentielle. » Et il cite Porter à ce sujet : « Imaginez par exemple que l'Internet augmentera les profits de l'entreprise et qu'en même temps, du fait de la disparition des barrières pour entrer sur ce marché, la concurrence augmentera. Ce que Porter note, c'est que les deux conditions s'annulent mutuellement par définition. L'accroissement de la concurrence réduit les profits, ce qui suggère que ce ne sont pas les entreprises engagées sur ce marché qui en seront les principaux bénéficiaires (même Enron n'a fait qu'un profit relativement faible de 400 millions de dollars, à comparer aux quelques 50 milliards du chiffre d'affaires au second trimestre). Ce seront plutôt les consommateurs qui récolteront l'aubaine. » Reprenant cette argumentation, Robert Reich dit que la baisse des profits sur les échanges high-tech « ne signifie pas que la nouvelle économie n'existe pas, mais au contraire, elle prouve son existence. » Mais



dans notre système (capitaliste) les entreprises ne vont certainement pas continuer à construire des échanges B2B si seuls leurs clients profitent de cela !

Taille des entreprises et coûts transactionnels

Useem remarque que « dans son étude du capitalisme industriel entre 1880 et 1920 l'historien Alfred Chandler estime que les innovations organisationnelles — et non technologiques — ont représenté la moitié de la croissance économique au cours de cette période. » Et dans la même veine : « Ainsi Tom Malone, professeur à MIT, théorise que "l'âge d'or de l'expérimentation organisationnelle ne fait que commencer". » J'ai déjà parlé du type d'innovation organisationnelle que l'Internet permet. Regardons plus en détail la question de la structure de l'entreprise pour voir pourquoi le capital a du mal à utiliser cette innovation.

Lorsque le scandale Enron s'est élargi, Hal Varian de Berkeley Business School a publié un article (16) fondé sur les théories économiques de l'entreprise pour expliquer pourquoi l'Internet peut avoir un impact contraire à celui prévu par ses plus fervents partisans (qui annonçaient des entreprises plus petites et plus flexibles). Il note qu'aucune nouvelle théorie économique n'a été inventée pour expliquer ou prévoir le potentiel d'Internet et il nous renvoie donc à un écrit classique de 1937 rédigé par le lauréat du prix Nobel, Ronald Coase (17). Coase, qui a commencé comme socialiste pour terminer en tant qu'avocat du marché libre à la tristement célèbre faculté de l'économie de l'Université de Chicago, a été inspiré par ses souvenirs de jeunesse pour se demander comment et pourquoi les entreprises dans l'économie capitaliste décident d'établir

leurs limites. Pourquoi, demandait-il, ne fait-on face à l'économie d'une « seule grande entreprise » (expression empruntée à Lénine qui l'avait employé pour parler de l'économie socialiste) ? Comme Varian l'explique parfaitement « l'étude de Coase posait une question faussement ingénieuse : si le marché est un outil si parfait pour l'allocation des ressources, pourquoi n'est-il pas employé dans ce but à l'intérieur de l'entreprise ? Pourquoi

l'ouvrier de la chaîne de montage ne négocie-t-il pas avec l'ouvrier à côté de lui le prix auquel il lui fournira le produit partiellement assemblé ? Ce genre de négociation est plutôt rare. Au lieu d'utiliser le marché, les entreprises ont tendance à être organisées de manière hiérarchique, employant une chaîne de commandement et de contrôle plutôt que la négociation, les marchés et les contrats explicites. Paradoxalement l'unité de base du capitalisme, vue de près, ressemble beaucoup à la planification centrale. » (18)

« Ce à quoi Coase répondait : tout dépend du coût des transactions. Ce que les économistes nomment "entreprise" est



avant tout un groupement d'activités pour lequel il est plus efficace et moins coûteux d'employer le commandement et le contrôle que le marché pour fabriquer des choses. » L'envers de la médaille c'est que ces entreprises établissent des frontières au point où le commandement et le contrôle cessent d'être efficaces et où le coût d'intérioriser les décisions commence à dépasser le coût de laisser les décisions au marché. « Les avocats de la nouvelle économie ont trouvé cette idée irrésistible. Une des conséquences de l'Internet fut sûrement de réduire le coût des communications. Cela devait en retour réduire les coûts des transactions et modifier les frontières des entreprises. Leur conclusion fut donc que les entreprises devaient inévitablement réduire leur taille et externaliser leurs fonctions non nécessaires, s'en défaire, et effectuer de plus en plus de trans-

actions en employant l'Internet au lieu des circulaires internes. » Mais, continue Varian, « pas si vite. L'Internet réduit à coup sûr les dépenses de communication. Mais cela signifie qu'il réduit les coûts des transactions tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des structures. La circulaire interne peut donc disparaître parce qu'elle est remplacée par un message e-mail interne. Cela n'implique nullement que la réduction des coûts de communication conduit à des entreprises plus réduites. En fait M. Coase lui-même a dit que "les changements tels le téléphone et le télégraphe, qui réduisent les coûts de l'organisation dans l'espace, vont conduire à accroître la taille des entreprises." (...) Alfred Chandler a pour sa part montré comment le déploiement du télégraphe et des chemins de fer a mené à la création de l'entreprise géante. Si Chandler avait raison — écrit Varian — peut-être le rôle de l'Internet sera-t-il de fournir un moyen de communication bon marché pour soutenir les méga-entreprises. Cette pensée suffit pour faire frissonner les gourous de la nouvelle économie. » C'était exactement le résultat voulu par Skilling et ses co-conspirateurs.

« Plus loin dans son article — poursuit Varian — M. Coase reconnaît que les inventions telles le téléphone peuvent réduire la taille de l'entreprise si elles réduisent le coût de l'emploi du marché plus que celui des communications internes. Autrement dit, les deux voies sont possibles. Nous avons donc besoin d'une meilleure compréhension des coûts transactionnels pour pouvoir trancher. » Alors Varian discute les craintes que le « comportement opportuniste » (c'est-à-dire le désir d'un concurrent d'obtenir de vous le meilleur prix, voire de vous tromper)

inspire aux entreprises et qui pourrait être une motivation pour étendre leurs frontières. « Pour décider si telle unité doit être dans ou à l'extérieur de l'entreprise la véritable question est donc celle des motivations de l'unité une fois à l'extérieur. Si vous externalisez une fonction critique de votre entreprise, vous prenez le risque d'en être dépendant. Un fournisseur monopoliste interne peut être lent et inefficace, mais ses motivations sont au moins en partie alignées sur les vôtres. Un monopole externe peut s'avérer beaucoup plus dangereux ».

Si nous suivons ce raisonnement, les entreprises sont donc motivées pour réduire les coûts transactionnels, c'est-à-dire externaliser des unités, si elles peuvent traiter avec elles en tant qu'associés externes plutôt qu'en tant que divisions internes. Mais la motivation de dominer leur secteur, voire de

16. "A New Economy With No New Economics", *New York Times* du 17 janvier 2002.

17. Ronald Coase, *The Nature of the Firm*.

18. Ernest Mandel a employé la même analogie dans son article présentant la logique de la planification socialiste (*New Left Review*, 1992).

le monopoliser, d'intégrer verticalement les fournisseurs et les clients, de surmonter la concurrence extérieure, est plus forte et cela même s'il est possible de traiter les affaires avec eux au moindre coût.

Une fois encore il est utile de regarder l'évolution du système et les tendances qui ont prévalu en ce qui concerne la concentration et la centralisation du capital ou au contraire sa décentralisation et déconcentration. D'une part nous connaissons les périodes de consolidation du capital — telle celle ou Morgan et d'autres banques ont réorganisé les chemins de fer, l'acier et d'autres industries. D'autre part des périodes au cours desquelles les nouvelles opportunités brisent les vieux monopoles (s'appuyant sur la concurrence du marché et sur la politique gouvernementale), encouragent l'apparition des nouvelles entreprises (start-up), avant que le temps conduise à une nouvelle réorganisation stable.

Au cours des deux périodes nous avons affaire à des limites de la concentration et de la centralisation inhérentes à l'économie capitaliste, qui se manifestent, entre autres, par les limites pour l'utilisation complète des innovations technologiques et organisationnelles. En discutant des barrières qui freinent une nouvelle révolution technologique à la lumière des trois précédentes expérimentées dans l'histoire du système capitaliste, Ernest Mandel décrit comment dans la seconde moitié du XX^e siècle « ...l'accroissement de la vitesse de la circulation du capital est devenu plus difficile. La révolution des télécommunications a permis le transfert d'énormes sommes d'argent en très peu de secondes de New York à Tokyo ou de

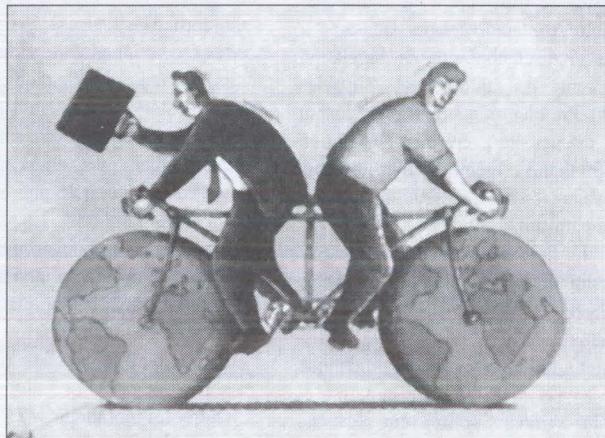
Londres à Johannesburg (...). Mais les nouveaux progrès dans les secteurs tels le transport, la vente des marchandises et la circulation des capitaux, sont devenus de plus en plus rares au cours de la dernière décennie, en partie pour des raisons techniques, mais surtout pour des raisons socio-économiques, car elles se heurtent aux barrières sociales et institutionnelles intrinsèques à la nature même du capitalisme : à la propriété privée, aux normes bourgeoises (c'est-à-dire excessivement inégalitaires et marquées par leur nature de classe) de la distribution et à la survivance des États nationaux. » (19) Les difficultés d'une innovation à l'échelle d'EnronOnline ne sont pas d'une autre nature.

Il y a certainement des entreprises qui ont employé l'Internet pour réduire radicalement leurs coûts et étendre leur taille — et qui l'ont même fait relativement honnêtement. Wal-Mart en est peut-être le meilleur exemple. Il a employé l'Internet pour accélérer les réapprovisionnements et la circulation des stocks, pour réduire les exigences du magasinage, etc., ce qui lui a permis de faire disparaître des milliers de concurrents. Mais en fin de compte le modèle Wal-Mart n'est en rien fondamentalement différent des réorganisations aussi ambitieuses entreprises par des monopolistes à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle.

Il n'est pas inconcevable que l'Internet trouva son Morgan — c'est-à-dire quelqu'un capable de mettre à l'écart les spéculateurs, de réorganiser et de consolider les échanges B2B et leur permettre de réaliser leur potentiel. Cela dépendra en partie de l'arrivée d'une nouvelle onde longue du développement capitaliste. Mais il est plus probable, à cause des barrières inhérentes au capitalisme, que le potentiel de l'Internet ne pourra être réalisé avant la naissance d'un nouveau système social, en un mot du socialisme.

La réponse des syndicats des chemins de fer, au moins durant un bref moment, à la version

Morgan de la réorganisation de l'industrie, fut de mettre en avant leur propre projet de socialisation du rail — le "Plumb Plan" (le plan de plomb). Les syndicats et les organisations alliées seront-elles capables d'inventer un plan semblable pour l'Internet ? (20) Et, compte tenu de ce que j'ai dit précédemment à propos du potentiel industriel et inter-entreprises du Net, à cause de son



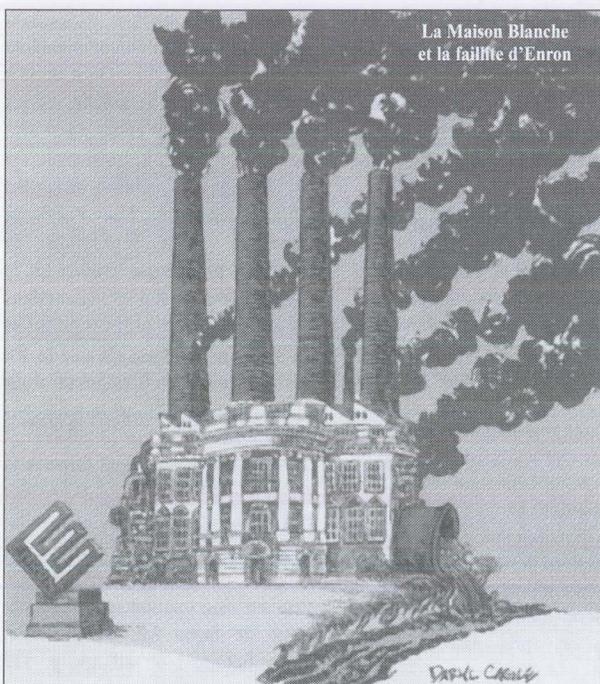
importance pour les sphères de la circulation et de la distribution, cela implique non pas d'élaborer un plan pour une entreprise ou un secteur, mais pour toute l'économie — c'est-à-dire pour le socialisme.

Dans une telle société les avantages de flexibilité et de la petite taille vantés par les gourous de la nouvelle économie pourraient être employés non pour le profit, mais pour combiner de manière rationnelle la centralisation et la décentralisation de la prise des décisions, de décider quelle combinaison des deux est la plus efficace, de manière à ce que la société puisse à la fois prendre les décisions au niveau le plus bas possible et de faire prendre en charge les coûts aussi largement que possible à travers une économie mondiale, capable de saisir les opportunités à l'échelle du globe.

Cela permettrait de corriger tant du point de vue éthique que grammatical le slogan de Skilling : la démarchandisation de tout !

19. Ernest Mandel, *Long Waves of Capitalist Development*, p. 69.

20. Dans le climat politique actuel aux États-Unis cela peut paraître inimaginable, même pour la majorité de la gauche. Mais rappelons quand même que durant la crise de l'énergie en Californie l'été dernier les référendums en faveur de la propriété municipale et du contrôle communautaire ont été largement soutenus. Et que plus récemment les grèves au Nigeria contre les hausses des prix qui ont suivi la déréglementation et la privatisation de l'énergie sont un nouvel exemple de mobilisations ouvrières sur ces questions.



Lectures

Trois livres sur le trotskysme

Curieusement les deux premiers mois de l'année 2002 ont vu paraître trois ouvrages (1) traitant du même sujet : le trotskysme. Deux d'entre eux sont l'œuvre de journalistes, le troisième a été rédigé par notre camarade Daniel Bensaïd. Il est indiscutable que la révélation récente des antécédents coupables du Premier ministre Lionel Jospin n'est pas étrangère à cette parution simultanée, même si leurs auteurs avaient commencé leur travail bien auparavant.

Le livre dont on parle le plus est celui de Christophe Nick : articles dans *Le Monde*, dans *Marianne*, dans le *Nouvel Observateur*, émissions radiophoniques, la polémique n'a pas fini de faire rage et parmi les plus virulents se trouvent plusieurs "trotskystes" qui furent longuement interrogés par lui. Le cas le plus connu est celui de Daniel Gluckstein, le candidat lambertiste à la présidentielle, qui a attaqué Nick en justice pour l'avoir doté d'une biographie erronée : en effet il lui a attribué les propos tenus par Robi Morder, un militant de la LCR dont la mère avait été déportée à Bergen Belsen. Celui-ci réagit dans *Le Monde* par un acerbe "Protocole des Sages de Léon" : il y reprochait à Nick d'avoir inventé un véritable roman d'aventures sur les trotskistes, rempli d'histoires croustillantes mais souvent inexistantes, de la même manière qu'en 1905 avait été publié en Russie tsariste le "Protocole des Sages de Sion", rendant compte d'une prétendue conférence internationale au cours de laquelle les Juifs du monde entier auraient mis au point un plan diabolique pour devenir les maîtres du

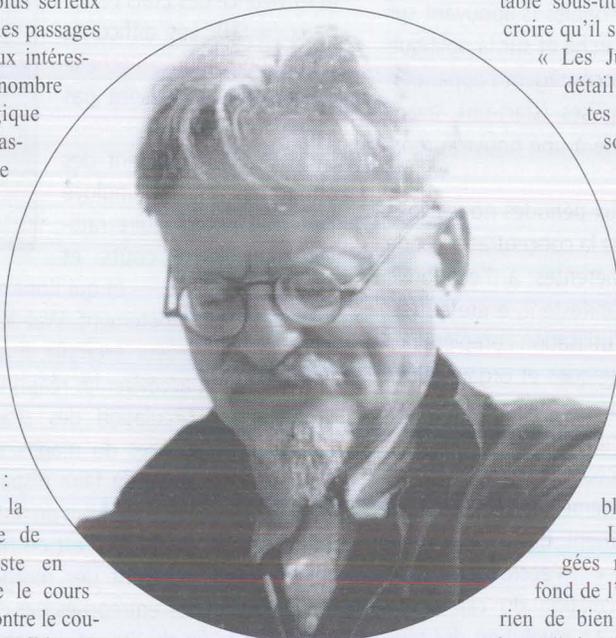
monde...

Ayant été également interviewé et cité par Christophe Nick et ayant à mon tour remarqué des erreurs dans les propos qui me sont attribués, il me paraît important de distinguer les nombreuses erreurs factuelles et le fond du livre. L'auteur n'est ni historien ni militant politique. Il a certes été à l'Union des étudiants communiste (UEC) dans la deuxième moitié des années 1970 mais il n'est plus que journaliste à succès. Son livre a certes été commencé il y a près de deux ans mais il fallait qu'il sorte rapidement en raison de l'Affaire Jospin. Etant donné qu'il comporte essentiellement des séries d'interviews commentées, le plus sérieux aurait été de faire relire les passages retenus par les principaux intéressés, cela aurait évité nombre d'erreurs. Mais la logique marchande de l'éditeur passait d'abord : il fallait que ça sorte !

Outre les nombreuses coquilles dans l'orthographe des noms propres certains cafouillages témoignent de la méconnaissance du sujet dont fait montre l'auteur lorsqu'il aborde certains épisodes historiques : quand il écrit en note de la page 167 que l'organe de l'Opposition communiste en 1927 s'appelait "Contre le cours nouveau" (au lieu de "Contre le courant") c'est qu'à l'évidence il ignore totalement la question ; il aggrave d'ailleurs son cas 10 pages plus loin en parlant d'une brochure de Trotsky « écrite durant l'année 1924, contre le cours nouveau » alors qu'elle a été rédigée en 1923, pour un "Cours nouveau"... On apprend ça dans les écoles de formation de la LCR et c'est une erreur que ne fait pas Frédéric Charpier qui, lui, en a été

membre...

On peut également demeurer dubitatif sur son objectivité journalistique : certes, comme son idée fixe est que le léninisme a engendré Staline et ses disciples, le comportement de Trotsky au pouvoir préfigure celui de Staline. C'est ainsi qu'il fait la part belle à la répression de l'insurrection de Cronstadt en 1921 et il cite sur deux pages Victor Serge, « l'anarchiste devenu bolchevique », ce sont « des pages terribles sur les circonstances qui précédèrent ce massacre ». Il omet cependant de préciser que quelques pages plus loin, dans ses "Mémoires d'un révo-



lutionnaire", Victor Serge explique pourquoi « Avec bien des hésitations et une angoisse inexprimable, mes amis communistes et moi, nous nous prononçons finalement pour le parti ». Qu'un anarchiste ait pu en être réduit à une telle prise de position laisse entendre que la révolution était en grand danger et que la "para-

noïa" lénino-trotskiste n'explique pas tout.

Puisqu'une nouvelle édition de son livre est, paraît-il, envisagée, nous espérons que toutes les erreurs factuelles seront corrigées et qu'on pourra alors discuter véritablement du fond. Car même si le livre se présente comme un assemblage hétéroclite d'interviews de personnages divers et de citations (parfois approximatives), nombre de déclarations sont fort intéressantes et l'on voudrait être certain qu'il n'y a eu ni inversion ni déformation des propos (involontairement, j'en conviens).

De la même manière il serait opportun de faire sauter un épouvantable sous-titre dont on a peine à croire qu'il soit de Nick lui-même :

« Les Juifs sous Vichy : un détail pour les trotskystes » (p. 302). C'est en somme leur attribuer une pensée lepéniste ce qui est quand même incroyable (même si c'est une brochure lambertiste qui est visée...). Vu le nombre de Juifs dans les organisations trotskistes pendant la guerre ce serait les doter d'un insurpassable masochisme.

Les erreurs étant corrigées restera à discuter du fond de l'ouvrage. Et là il n'y a rien de bien original. L'"antitrotskysme" de Nick éclate chaque fois qu'il prend la parole entre les interviews : il s'agit de l'"anticommunisme" le plus traditionnel, que l'on retrouve depuis les écrits des Russes blancs réfugiés après la Révolution jusqu'au Livre noir du communisme de Stéphane Courtois. On a droit à tout : ce sont bien les bolcheviks qui ont lancé la guerre civile pour faire basculer le pays ; le trotskysme est un léninisme et celui-ci enfantera toujours des Staline, Mao, Pol Pot et Caucescu ; la répression de Cronstadt prouve que Trotsky est le concepteur de ce qui se passera dans les démocraties populaires au cours du siècle ; Trotsky a dit que la fin justifiait les moyens (alors qu'il dit le contraire dans "Leur morale et la nôtre"), etc...

Il y aurait beaucoup à dire sur la façon partielle (pour ne pas dire partielle) dont sont abordés certains épisodes de l'histoire plus récente, par exemple le positionnement trotskiste pendant l'occupation nazie est présenté de façon très discutable et contradictoire : on affirme p. 312

1. Christophe Nick : "Les trotskystes", Fayard, janvier 2002. Frédéric Charpier : "Histoire de l'extrême gauche trotskyste (de 1929 à nos jours)", Editions n° 1, janvier 2002. Daniel Bensaïd : "Les trotskysmes", PUF, Coll. Que sais-je ?, février 2002.

2. Nick persévère car dans le numéro du *Figaro littéraire* que nous signalons dans l'encart, à une question sur l'avenir du trotskisme, il répond ainsi :

« Observons comment ils réagissent face au mouvement antimondialisation : à son propos la planète trotskiste se coupe en deux. Si on parle

de Porto Alegre à Lutte ouvrière ou au Parti des travailleurs, c'est comme si on disait : "Votez Bayrou !". Ce n'est pas le cas à la Ligue, où l'on regarde d'un œil favorable ce qui s'est passé autour de Porto Alegre, d'ATTAC, des syndicats SUD. De ce côté-ci, Christophe Aguitton me semble porteur d'un post-trotskisme crédible. Si la Ligue connaît aujourd'hui un nouveau souffle, c'est parce qu'elle a su s'interroger sur elle-même la première. Ça remonte à 1984, lorsque ses dirigeants ont compris que la gauche au pouvoir anesthésiait tout. Quinze ans d'auto-analyse leur ont permis de revenir et de

faire émerger une nouvelle génération à la gauche de la gauche. La vraie question qui se pose aujourd'hui à cette génération est de savoir s'il faut rester dans la sphère du contre-pouvoir ou se constituer en parti. Il faut quand même avoir à l'esprit que la gauche de la gauche, si l'on additionne le Parti communiste, les Verts et les trotskistes, représente 20 % de l'électorat. Que faire de ce potentiel ? La question se pose et rend passionnante la présente recomposition des gauches françaises, qui ressemble à celles qui ont eu lieu au lendemain de la Commune de Paris ou après Mai 68 ». La

Trotsky en "une" !

Quel est donc ce journal qui étale en première page une gigantesque et célèbre photo de Trotsky assis à sa table de travail ? Sans doute *Rouge*, l'hebdomadaire de la LCR ? Vous n'y êtes pas du tout. C'est le *Figaro littéraire* du 28 février 2002, avec sur le côté un titre prometteur : « Les trotskistes sont-ils toujours influents ? ».

Au-dessous de la photo, l'édito du responsable de la publication, Jean-Marie Rouart (de l'Académie française...), intitulé « La tentation de l'ombre ». Rien de calomniateur mais au contraire un certain nombre de bons points décernés au « seul mouvement d'obédience marxiste à ne pas avoir conquis le pouvoir », donc à ne s'être jamais compromis. Quant à sa conclusion, c'est un véritable hommage : « C'est dire si le trotskysme culturel, forme hérétique du communisme, a essaimé dans les milieux les plus divers. Mais peut-on dire pour autant que ses idées ont eu une influence marquante dans le monde d'aujourd'hui ? Dans les modes de pensée certainement. Elles ont joué un rôle à travers ATTAC dans le mouvement contre la mondialisation. C'est de leur part également qu'est venue la critique la plus sévère du stalinisme et de la bureaucratie. L'héritage moral du trotskysme réside peut-être dans la méfiance qu'il professe vis-à-vis de tout pouvoir constitué. Pour avoir été sacrifiés, toujours vaincus, éliminés, ils ont diffusé le sentiment du désenchantement, l'idée que l'échec est inhérent

au combat politique qui se pervertit dans le succès et amène toujours l'élimination des meilleurs, des purs ».

Ce n'est pas tout. Au-dessus d'une interview de Christophe Nick s'étale un volumineux article sous le titre annoncé en page une : « Les trotskystes sont-ils toujours influents ? ». L'ancien intellectuel stalinien Pierre Daix s'y livre à une critique des livres de Nick et de Charpier. Critique est d'ailleurs un terme impropre car il s'agit plutôt d'un panégyrique presque sans réserve du travail de Nick. Passons. Mais le Pierre Daix qui avait accusé David Rousset de faux et usage de faux en 1949 pour avoir dénoncé le goulag dans un article du *Figaro littéraire*, aurait-il pu imaginer que cinquante ans plus tard, il écrirait dans ce même journal et conclurait ainsi son article : « Les trotskystes ont été les plus aptes à occuper le champ laissé libre par l'asthénie du PCF. Reste que leur succès en démocratie locale ou dans les contestations au coup par coup contre les réformes de l'État ou contre une économie mondialisée peuvent faire un temps illusion, mais non remplacer les révisions fondamentales qui assureront un futur plus humain aux sociétés européennes, perspective qu'ils refusent au nom de leurs principes. Jusqu'ici le trotskysme a toujours su renaître en France de ses défaites. Désormais, il va être jugé par les générations suivantes sur ce qu'il possède aussi de pouvoir. Il n'est pas sûr que ce soit à son avantage ». Chiche !

J-M K.

que les militants trotskystes « vont à une écrasante majorité combattre, avec rage et obstination, toute idée de résistance armée », alors que sur la même page il est dit que le POI (Parti Ouvrier Internationaliste) « devient ainsi la première organisation politique française authentiquement résistante » et un peu plus loin qu'à la Libération il y a cinq fois plus de militants au POI qu'au CCI (les Comités Communistes Internationalistes qui ont refusé ce type de combat). Où est l'écrasante majorité ?

Quant à la période actuelle, les trotskistes sont à côté de la plaque dans tous les domaines : selon Nick ils se sont plantés en 1968 en croyant la révolution imminente, ils se sont encore plantés sur le devenir de la révolution coloniale, sur celui de l'URSS et des pays satellites, sur tout... Reste le « trotskysme culturel » après la mort du trotskysme politique. Notons cependant qu'après avoir lourdement insisté sur « la vacuité du discours trotskyste » qui « ne trompe même plus les militants » Nick finit par décerner un certificat de bonne conduite à la LCR qui depuis 15 ans se serait imposée une « remise à plat » que n'ont pas encore entamée LO ou le PT. Ils tenteraient de se reconnecter avec le monde réel en participant à la défense de causes précises comme le droit au logement, l'antiracisme, le féminisme, l'antimondialisation

libérale. Dont acte ! (2)

Les défauts que nous reprochons au livre de Nick sont absents de celui de Frédéric Charpier dont on parle fort peu. Sa forme est très différente. Aucune interview. Son auteur a enquêté pendant plusieurs années mais ne donne que les références de ses conversations (dans des notes finales par chapitres très pratiques car numérotées de 1 à 390). C'est donc une histoire chronologique dont il assure seul la responsabilité. Les erreurs factuelles sont très peu nombreuses et bien que son livre comporte 200 pages de moins que le précédent, Charpier trouve le temps de citer des noms et des faits ignorés par Nick mais tout à l'honneur des trotskystes : il parle des deux militants fusillés à Châteaubriant avec leurs codétenus stalinien, Marc Bourhis et Pierre Gueguen, il rappelle le rôle des résistants trotskystes dans les Auberges de jeunesse, un chapitre est consacré à la « grande rafle » qui va décimer le POI, un autre aux « trotsko-surréalistes contre Hitler », l'affaire Marty en 1952 n'est pas oubliée, etc. Surtout il n'y a pas cette condescendance vis-à-vis de militants qui seraient obnubilés par des schémas complètement dépassés et sourds aux exigences de l'époque. Peut-être est-ce en raison de son ancienne participation à la LCR mais Charpier, sans mettre de côté les nombreuses bagarres internes qui ont toujours déchiré les

petits groupes (pas seulement politiques...) et sans occulter son septicisme quant au « mythe révolutionnaire » dont se réclameraient les trotskystes, rend hommage à sa façon à ces militants qui ont été de tous les combats de l'après-guerre et sont encore aujourd'hui à la pointe des luttes actuelles, notamment contre la mondialisation libérale. Il termine en laissant en suspens la question de savoir si « l'irrésistible ascension de l'audience des trotskystes » est durable...

Si l'on devait donner un ordre de lecture pour les trois ouvrages en question il conviendrait de commencer par celui de Frédéric Charpier, complet, assez objectif et très pédagogique. Ensuite celui de Christophe Nick, plus touffu, très orienté, mais très vivant et apportant une foule d'informations inédites. Et pour couronner le tout : le petit livre de Daniel Bensaïd dont nous laissons à Livio Maitan le soin de dire tout le bien qu'il en pense.

Jean-Michel Krivine

POST SCRIPTUM : Dans son livre « Les trotskystes », Christophe Nick a l'amabilité de faire référence à ma personne en rappelant une altercation entre Gérard Verbizier et moi-même à la veille d'un congrès international à propos de la guérilla en Bolivie. Selon ce que lui a rapporté Marc Couty, actuellement journaliste au Monde, Verbizier m'aurait dit : « Tu ne veux quand même pas

que les lycéens du XVII^e arrondissement votent pour ou contre envoyer des copains boliviens à la mort ? » J'aurais répondu que je comprenais l'argument, mais qu'il « faut doper cette génération. Il lui faut du combustible ! Les copains doivent comprendre que la révolution c'est la mort ! De toute façon, on ne prendra sans doute pas le pouvoir là-bas. Mais leur action alimentera la chaudière ici ! ». Commentaire : « Les lycéens ont voté. Les Boliviens sont morts. Mais on avait bluffé les jeunes... ». Est-il besoin de dire que l'épisode est inventé de toute pièce ? Comment est-il possible d'attribuer à une personne des propos d'un cynisme absolument révoltant, sans faire la moindre vérification et sans consulter l'intéressé dont pourtant le nom figure, entre autres, dans l'annuaire téléphonique de Paris ?

Livio Maitan

Lectures**Les Trotskysmes
par Daniel Bensaïd**

L'essai « Les trotskysmes », que Daniel Bensaïd vient d'écrire avec son style étincelant et riche en métaphores habituel, a l'ambition de synthétiser les vicissitudes multiples d'un courant révolutionnaire international dont les origines remontent à la moitié des années 1920. Si le but de l'auteur était de transmettre des connaissances à des jeunes militant(e)s et de rafraîchir la mémoire aux moins jeunes, ce but est sans le moindre doute atteint, malgré le cadre contraignant de 120 pages. En effet, Bensaïd résume efficacement les conceptions fondatrices de notre mouvement et ses orientations stratégiques fondamentales tout au long de plus d'un demi-siècle. Il en retrace pertinemment les différentes étapes : le « trotskysme des origines » dont il rappelle les quatre points essentiels (révolution permanente, objectifs de transition, critique du stalinisme et de la bureaucratie, question du parti et de l'Internationale) ; le processus des années 1930 débouchant sur le congrès de fondation (1938) ; les débats et conflits après la Seconde guerre mondiale ; la montée après 1968 ; le « changement d'époque » depuis le début des années 1980. Il n'oublie pas non plus d'indiquer qu'un « nouveau chapitre vient de commencer » dans une époque « plus convulsive et violente que jamais ». Je suis absolument

d'accord avec lui, par ailleurs, sur toute une série d'allusions méthodologiques, d'interprétations et de critiques.

Par exemple, sur le terrain méthodologique, il rappelle à juste titre que « les prévisions de Trotsky ne sont pas divinatoires, mais conditionnelles : elles n'annoncent pas ce qui arrivera avec certitude, mais forment des hypothèses stratégiques pour l'action » (p.56). Cela ne l'empêche pas, d'autre part, d'indiquer des erreurs d'analyses qui ont été commises dans les années 1950, lorsque la théorie des ondes longues avait été effectivement oubliée (pp. 64-5). Encore du point de vue de la méthode je partage la remarque critique à propos de « l'idée lancinante du "détour", comme s'il existait une norme du développement historique par rapport à laquelle la réalité capricieuse aurait pris la clef des champs ». Une autre remarque me semble aussi pertinente : contrairement à ce que certains ont prétendu, la décision de fonder la IV^e Internationale en 1938 ne fut pas inspirée par le pronostic selon lequel la bureaucratie soviétique ne survivrait pas à l'épreuve de la guerre (p. 35). Je peut finalement partager la réflexion sur le caractère ambigu de la formule « État ouvrier dégénéré », tout en ajoutant que notre analyse d'une société qui n'était certainement pas socialiste, mais avait pourtant cessé d'être capitaliste (disons, une société de transition bureaucratifiée) s'est avérée juste, pour l'essentiel, y compris après la restauration des années 1990 (1).

Quelques remarques critiques et mises au point

Daniel Bensaïd ne m'en vaudra pas si, après avoir souligné tous les points d'accord substantiels, je vais exprimer des désaccords ou des divergences d'interprétation (2). Voilà quelques points, sans doute

trop schématiquement et pêle-mêle :

1) La caractérisation de la scission 1953 (et non 1952, date de la scission en France) est sommaire et inexacte, voire franco-française (p.83). On ne saurait dire du SWP des États-Unis qu'il tendait à « se réfugier à l'ombre de la social-démocratie, du syndicalisme corporatif ». Cela ne vaut pas non plus pour l'organisation anglaise de Gerry Healy, qui, par contre, allait prendre assez rapidement une attitude sectaire vis-à-vis du Labour Party.

2) La référence au rôle de premier plan joué par Michel Pablo et Ernest Mandel après la guerre est incontestable (p.72). Mais il y avait quand même dans leur « orthodoxie » des nuances qui se sont manifestées à plusieurs reprises (par exemple, dans le débat sur la Yougoslavie en 1949 et par la suite sur la Chine). Il est aussi vrai que c'est Pablo qui a présenté le rapport sur "l'entrisme sui generis" en 1952. Mais ce ne fut pas une initiative personnelle. En fait, la conclusion qu'il fallait adopter une telle orientation, y compris dans les partis communistes, a été tirée sur la base de l'expérience collective de la section italienne et de la minorité de la section française. Plus généralement il me semble que Daniel Bensaïd n'évite pas entièrement le piège d'une personnification excessive des débats et conflits dans nos rangs. Il ne s'agit pas que d'exiger des mises point trop méticuleuses. Il s'agit de saisir quelle fut la faiblesse intrinsèque de Pablo, à l'origine du déclin de son rôle depuis fin 1959 : il jouait cavalier seul alors que les autres membres de la direction internationale travaillaient comme une équipe assez soudée et étaient intégrés dans leurs organisations respectives. Finalement, la réintégration de Pablo dans la IV^e Internationale vers la fin de sa vie n'aura duré que

l'espace d'un matin. A cause des divergences, anciennes et nouvelles (notamment sur la Serbie), il n'a jamais rejoint sa section.

3) Sur l'entrisme (pp. 92 et passim) il y a dans le livre des réflexions valables et des critiques appropriées. Mais certaines appréciations, par exemple à propos de l'Italie, me paraissent un peu sommaires (peut-être, à ce sujet, ne suis-je pas au-dessus de tout soupçon...). Ensuite, je reste, au moins, perplexes face à la généralisation qui suit : « Soumis à la double loi newtonienne de l'attraction universelle et darwinienne de l'adaptation au milieu, ils (les militants entristes) s'assimilent au corps qu'ils étaient sensés subvertir. Jospin en est l'illustration exemplaire » (p.95). Ne dérangeons pas Newton et Darwin, pour nous en tenir à Jospin : l'ancien trotskyste Jospin n'est pas du tout une « illustration exemplaire », mais un cas très particulier, voire un cas-limite.

4) Comme Daniel Bensaïd le sait très bien, les problèmes d'orientation en Amérique latine de 1969 à la moitié de la décennie suivante furent à l'époque matière de très vifs débats. Peut-être, ils le seront aussi du point de vue historique. Si on veut en parler, ce qui est de toute évidence parfaitement légitime, il convient de rappeler au moins que notre mouvement n'a jamais partagé les conceptions "foquistes" (les "foyers" de guérilla). Il suffit de constater quelle place nos publications ont réservé à l'action et aux orientations de Hugo Blanco et à la critique immédiate et sans ambiguïté des « théories » de Régis Debray.

5) Pour en venir à la question des méthodes organisationnelles, Daniel Bensaïd écrit : « Il est en revanche peu démocratique, dans une organisation internationale, de faire voter les militants de base français ou américains sur la tactique électorale ou sur les priorités de construction en Bolivie, et réciproquement » (p. 84). C'est effectivement une question très délicate. Si on la pose uniquement dans les termes susmentionnés, la réponse va de soi. Néanmoins, je me pose deux questions. La première :

puisque, dans un mouvement international, les succès ou les défaites d'une ou de plusieurs sections se répercutent, en dernière instance, sur tout le monde, n'est-il pas justifié que des instances internationales expriment leur avis ? Deuxième question : est-ce que cet avis est nécessairement peu fondé s'il est exprimé après une discussion ample, où tout le monde dispose d'informa-

tions adéquates ? Qui plus est, comme Bensaïd l'écrit lui-même plus loin, au congrès de 1969 la résolution sur l'Amérique latine a été adoptée par une convergence entre les délégués français (et des délégués d'autres pays non latino-américains aussi) et les représentants argentins et boliviens (un Bolivien étant rapporteur). Ajoutons que le projet de résolution avait été rédigé après deux voyages en Amérique latine et des discussions prolongées avec les camarades sur place. Plus généralement, jamais on a imposé à une section quelconque une ligne adoptée par une majorité composée de délégués ou de membres d'un autre continent. Finalement, depuis plus d'un quart de siècle (1974) les statuts garantissent même formellement l'autonomie décisionnelle des sections.

Trotskysme ou trotskysmes ?

En expliquant le titre de son livre, l'auteur écrit : « Les événements majeurs du siècle ont produit des différenciations telles que ce qui distingue et oppose les différents courants issus du "trotskysme" est souvent aussi ou plus important que ce qui les apparente (...) Il est donc plus conforme à la réalité de parler des trotskysmes au pluriel, plutôt que du trotskysme au singulier ». La constatation est en soi incontestable et on pourrait l'étendre à d'autres courants du mouvement ouvrier (socialistes, communistes de la III^e Internationale, maoïstes, castristes etc.). Il est possible de constater également qu'à des époques différentes, d'autres courants se réclamant du trotskysme ont été représentés, dans tel ou tel autre pays, voire dans plusieurs pays, par des organisations plus larges que les nôtres, avec une influence plus grande. Toujours est-il que c'est notre courant qui a assuré la continuité de la IV^e Internationale issue du congrès de fondation, a été tout au long de plus de six décennies le courant les plus consistant et représentatif et reste le seul qui, malgré toutes ses très grandes faiblesses, fonctionne à l'échelle internationale.

Je n'en tire absolument pas de conclusions triomphalistes. En se référant à l'époque d'après la Seconde guerre mondiale, Bensaïd rappelle que nous nous posons la question de savoir pourquoi la IV^e Internationale n'avait pas connu « le développement escompté » (p. 61). Or, cette question nous l'avons abordée tout au long des décennies suivantes : elle se pose à plus forte raison aujourd'hui, aussi bien sur le terrain historique que sur le terrain

1. Lorsqu'il parle d'un texte sur l'URSS du congrès mondial de 1948 Bensaïd critique implicitement l'expression « extraordinaire solidité des nouveaux rapports sociaux » (pp. 65-66). Il semble oublier que le même texte explique aussi que la gestion bureaucratique avait une « tendance inhérente à devenir de plus en plus un frein absolu au progrès économique ».

2. J'ai fait allusion aux métaphores si fréquentes chez Daniel. En l'occurrence, je me permet de dire que deux métaphores utilisées aussi comme titres de chapitre — « Héritage sans mode d'emploi » et « En attendant Godot » — ne sont

pas de nature à éclaircir les concepts, la deuxième en particulier ayant plutôt une connotation négative.

3. L'auteur de cet article, ayant accompli des tâches au niveau de la direction internationale pendant plus d'un demi-siècle et étant le seul survivant de la vieille génération, a eu l'idée téméraire d'écrire sur les vicissitudes de la IV^e Internationale depuis 1947 sur la base de sa propre expérience. Un premier volume, assez ample, allant de 1947 à 1967, vient d'être terminé. Deux autres suivront (si le Bon Dieu des révolutionnaires m'en octroie le temps) : de 1968 au début des années 1980 et de 1980 à aujourd'hui.

politique...

Pour les apologistes de la pensée unique le problème est extrêmement simple : le communisme est le mal en soi et l'écroulement de « l'empire du mal » l'a confirmé empiriquement. Mais il y a des historiens et des intellectuels engagés (utilisons cette expression sans doute démodée) qui n'ignorent pas que ce furent des courants communistes, le nôtre en premier lieu, qui ont combattu les premiers le stalinisme. Ils peuvent honnêtement nous questionner : pourquoi n'avez-vous pas connu le « développement espéré » ? Répondre à une telle question continue donc à être pour nous une tâche majeure à accomplir aussi bien dans nos congrès que dans des débats d'histoire (3).

Bensaïd, toujours en se référant encore une fois à la fin de la Seconde guerre mondiale, parle de deux générations qui devaient établir un lien entre elles dans le cadre de notre mouvement. Après 1968 une troisième génération nous a rejoint. Aujourd'hui, alors que les générations les plus vieilles ont disparu ou sont en train de disparaître pour des raisons physiologiques, une nouvelle génération est en train d'émerger. Il est presque banal d'affirmer qu'un nouveau mouvement ouvrier révolutionnaire ne pourra pas surgir sans l'apport décisif de cette nouvelle génération. Mais il existe une autre condition sine qua non d'une telle

relance : que se précise un contexte de montée de luttes comparables à celles de 1943-1947 et de 1968-1975, un contexte permettant aux jeunes de faire leurs propres expériences, de se radicaliser et de prendre conscience, politiquement et théoriquement, de l'enjeu capital qui est, tout simplement, plus que jamais, la construction d'une société nouvelle...

Livio Maitan

Lectures

Le viol de l'imaginaire par Aminata Traoré

Le viol de l'imaginaire. Au Sud, à l'Est, ou dans nos propres colonies intérieures, n'est-ce pas l'une des clés de voûte de la mondialisation en marche ?

C'est le thème d'un livre d'Aminata Traoré, ancienne ministre malienne de la culture. Le titre peut induire en erreur. Il ne s'agit pas d'une approche anthropologique des intrusions ou des perversions des cultures africaines. L'objet du délit, c'est la façon dont l'Occident privatise-privé l'Afrique non seulement de ses biens matériels mais de sa capacité de se penser. Il n'y a pas que l'Afrique, mais il y a surtout

l'Afrique, sans doute la plus sinistère, la plus dépossédée d'elle-même dans la terrifiante aventure qui va de la colonisation à « l'ordre » mondial globalitaire en passant par la « décolonisation ratée » des élites corrompues, décalques et relais des transnationales et des puissances qui ont mis à sac ce continent et continuent à le laisser (le faire ?) sombrer.

Le livre-manifeste d'Aminata Traoré est une réponse africaine au séisme du 11 septembre. Pas de manichéisme à la Bush posant en martyr puis en croisé de la cause du Bien, ni de bavardages sur le choc des civilisations qui prêterait à de très temporels affrontements, un excès de sens religieux ou civilisationnel faisant dériver plus qu'il n'éclaire le débat. On connaît le discours qui prête aux critiques de Washington cette idée imbécile : « Ben Laden est le porte-parole des pauvres ». Aminata Traoré réplique à sa façon : « Bien sûr que non, mais la violence et la haine qui se retournent contre les États-Unis, c'est aussi un effet-boomerang des violences infligées à l'humanité exploitée et démunie ».

Soit dit en passant — ce n'est pas l'essentiel mais la précision n'est pas négligeable — c'est l'Afrique qui subira les plus durs effets-retard des attentats du 11 septembre (dixit la Banque mondiale)... C'est en effet sur ce continent qu'auront lieu la moitié des décès d'enfants supplémentaires consécutifs à la baisse des matières premières induite par « l'événement ».

Pour lever toute équivoque, Aminata Traoré ne s'embarque pas dans les discours convenus sur la pauvreté et le développement, mais les dénonce et les démonte, comme autant de concepts forgés dans le moule du « monologue universel » de l'Occident, farci de pièges sémantiques et politiques. C'est précisément là que s'accomplit « le viol de l'imaginaire » ou si l'on veut la stérilisation de la pensée africaine. L'auteur rappelle qu'avant d'être « pauvre », ou plus exacte-

ment appauvri, ou « en voie de développement », le Mali avait son économie de subsistance — détruite — tout en ébauchant une alternative au néocolonialisme, le « socialisme » malien qu'elle regrette malgré tous ses défauts. Et de dresser l'inventaire des effets désastreux de la libéralisation post-socialiste : régression dans l'enseignement et la santé, bradage des entreprises publiques, endettement, pressions pour une économie tournée vers l'exportation (99 % du coton), ruine des artisans, appauvrissement, mendicité etc. Catalogue répétitif : on a déjà vu ça quelque part.

L'ouvrage est construit dans un va-et-vient d'expériences vécues et d'analyses. Au cœur de l'actualité, cette ponctuation « africaine » de George Bush post-attentats : le pacte d'ouverture de l'Afrique au commerce mondial dont l'auteur prédit des effets plutôt négatifs, avec la bénédiction des notables continentaux.

A l'uniformisation mondialiste, Aminata Traoré oppose la réhabilitation de l'imaginaire politique et social africain. Exorciser les mots, déconnecter les pensées de l'idéologie dominante. Et de souligner ici, à l'encontre des amnésies, la place de la mémoire et de la conscience du passé. Si la critique est vivifiante, l'alternative suggérée nous laisse sur notre faim. Quid, dans cette pensée africaine autonomisée, du rapport à l'industrialisation, aux nouvelles technologies — que l'auteur ne rejette pas au nom d'un passéisme stérile. En bref, concrètement, que fait-on pour « sortir du développement », recréer l'économie, la société, l'imaginaire dans une évolution non réversible, mais qui peut être (peut-être) réorientée ? Il n'y a pas qu'en Afrique que la question est posée. Les réponses peuvent-elles être, d'ailleurs, « africaines », ou « asiatiques » ou « russes », ou « européennes » dans le sens de singularités irréductibles ? Ce n'est sans doute pas la pensée d'Aminata Traoré, vu qu'elle milite au sein d'un mouvement antiglobalisation à sa façon mondialisateur des luttes.

Même si les réponses ne sont pas données, il est parfois plus urgent de poser les questions, de briser le « monologue » et le monopole des réponses imposées. C'est ce que fait Aminata Traoré.

Jean-Marie Chauvier

* Aminata Traoré, *Le viol de l'imaginaire*, Actes Sud—Fayard, 2002.

L'ARME DE LA CRITIQUE
NE SAURAIT REMPLACER LA CRITIQUE DES ARMES. K. MARX

Librairie La Brèche
27, rue Taine 75012 Paris
tél : 33/0 1 49 28 52 44
e-mail :
labreche@libertysurf.fr

Vente par correspondance
Paris, province, étranger :
envoi gratuit

<http://www.la-breche.com>

Les mobilisations crescendo

Par
Livio Maitan*

Après la victoire électorale du centre-droit le 13 mai de l'année dernière de nombreux commentateurs avaient estimé qu'une phase de stabilité politique s'ouvrirait en Italie. Le désarroi du centre-gauche semblait confirmer cette hypothèse. Dix mois plus tard le bilan est clair : le gouvernement se base incontestablement sur des assises sociales solides et a pu adopter une série de mesures conservatrices, voire carrément réactionnaires, mais personne ne saurait prétendre qu'il existe dans le pays une stabilité politique.

En fait, deux mois après les élections Gênes a été le théâtre d'une mobilisation exceptionnelle malgré la répression policière. Après le 11 septembre, à l'initiative du mouvement contre la mondialisation capitaliste néolibérale, des manifestations assez importantes ont eu lieu dans de nombreuses villes. Début octobre 300 000 personnes ont manifesté pour la paix entre Pérouse et Assise. Le 10 novembre Berlusconi mobilisait à son tour ses troupes sous le drapeau des États-Unis. Le mouvement contre la mondialisation capitaliste ripostait le même jour dans la capitale : plus de cent mille personnes dans les rues alors qu'il n'y en avait que 25 000 pour applaudir le premier ministre-patron. Les 19 janvier le mouvement contre la mondialisation organisait une manifestation de solidarité avec les immigrés. Plus de 100 000

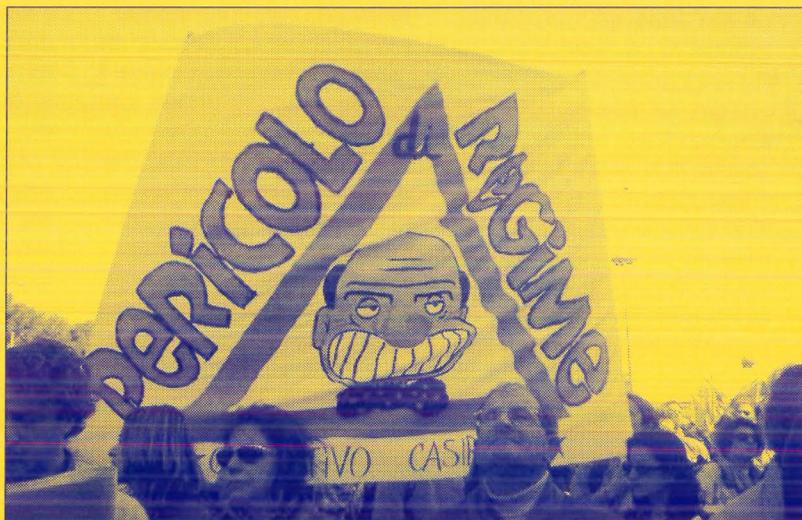
personnes répondaient à l'appel. Dans la même période, le FIOM, syndicat des métallos de la CGIL, organisait pour sa part une manifestation nationale de plus de 200 000 travailleurs. A la mi-février c'était le tour d'organisations syndicales dites extra-confédérales, c'est-à-dire non appartenantes aux trois centrales : environ 100 000 personnes dans les rues de Rome. Finalement le 2 mars, la coalition de l'Olivier elle-même descendait massivement dans les rues de la capitale, sous la pression d'une série de manifestations organisées dans plusieurs villes (Rome, Milan et Florence) de leur propre initiative par des partisans déçus du centre-gauche en contestation de leurs dirigeants.

Le gouvernement Berlusconi ripostait en confirmant sa volonté de traduire dans la pratique ses projets néolibéraux style Thatcher, visant à effacer ce qui subsiste des conquêtes sociales des années 1970 et notamment l'article 18 du Statut des travailleurs assurant des garanties contre les licenciements arbitraires. C'est cette offensive gouvernementale et patronale, allant de pair avec des véritables provocations polémiques, qui poussait la CGIL à la mobilisation par l'annonce d'une grève générale début avril et une manifestation nationale le 23 mars. Quelques jours avant cette date un commando terroriste tuait un économiste collaborateur du Ministère du travail. L'exploitation par le gouvernement était immédiate et sans vergogne. Mais la CGIL ne renonçait pas à sa manifestation : elle précisait qu'elle serait en même temps une condam-

nation du terrorisme. Les deux autres centrales syndicales confirmaient leur abstention. En revanche, de nombreux syndicats extra-confédéraux donnaient leur adhésion de même que le mouvement contre la mondialisation capitaliste.

La presse internationale, presque sans exception, a souligné l'ampleur de la manifestation du 23 mars. Comme toujours on peut discuter sur les chiffres (allant des trois millions de personnes selon les organisateurs aux 700 000 selon la police). Toujours est-il que Rome a été littéralement submergée par une foule énorme : incontestablement l'une des plus grandes mobilisations depuis la fin de Seconde guerre mondiale. Berlusconi était obligé à faire un pas en arrière en invitant les syndicats à le rencontrer deux jours plus tard. Mais certains de ses ministres et lui-même lançaient en même temps une polémique vicieuse dénonçant une prétendue responsabilité des syndicats dans la réapparition du terrorisme. Les trois centrales refusaient la rencontre et annonçaient, cette fois toutes ensemble, une grève générale de 8 heures pour le 16 avril.

On peut prévoir que cette grève générale — la première depuis 1982 — sera très largement suivie. Elle pourra ouvrir une nouvelle phase et il n'est pas exclu que le gouvernement soit obligé de faire des concessions (Berlusconi a déjà proposé aux dirigeants syndicaux une rencontre après la grève). Nous reviendrons sur la situation en Italie dans nos prochains numéros. Mais dès maintenant il faut souligner le changement qui s'est produit : les syndicats se sont à nouveau mobilisés même s'ils n'ont pas



rectifié leur stratégie d'ensemble.

Qui plus est, un problème majeur se pose au mouvement contre la mondialisation capitaliste. Le rôle que ce mouvement a joué est absolument incontestable : sa présence et ses mobilisations ont sans aucun doute poussé syndicats et partis du centre-gauche à faire surface et à descendre dans les rues. Le 23 mars ce mouvement a été très présent : environ 200 000 personnes se sont rangées avec lui. Conclusion : le problème majeur, celui du rapport entre le nouveau mouvement et le mouvement ouvrier traditionnel, est posé très concrètement, à cette étape. C'est dans la mesure où il y aura une solution adéquate à ce problème qu'un véritable tournant pourrait se produire dans la dynamique socio-politique italienne. Ce problème se pose également au Parti de la refondation communiste (PRC), qui est parfaitement intégré dans les nouveaux mouvements et de ce fait à même de jouer un rôle crucial pour définir le rapport de ces mouvements avec le mouvement ouvrier traditionnel. Le congrès du PRC qui s'ouvre le 4 avril va en discuter. Il va donner une réponse aussi aux avances récentes du centre-gauche. Le choix semble être déjà clair. Dans la lutte contre Berlusconi on peut réaliser des convergences importantes. Mais le débat stratégique ne saurait être contourné. Or, sur le terrain stratégique, le clivage subsiste et subsistera aussi longtemps que le centre-gauche ne luttera pas contre le néolibéralisme et contre la guerre et ne remettra pas en question ce système bipolaire, fondamentalement antidémocratique, qu'il a lui-même contribué à mettre sur pied.

* Livio Maitan est membre de la direction du Parti de la refondation communiste et dirigeant de la IV^e Internationale.